



LES ACTES DE L'UNION POSTALE UNIVERSELLE

REVISÉS À HAMBURG 1984
ET ANNOTÉS
PAR LE BUREAU INTERNATIONAL

3° FASCICULE

COLIS POSTAUX

BERNE 1985
BUREAU INTERNATIONAL DE L'UNION POSTALE UNIVERSELLE

**Note concernant l'impression des Actes annotés du XIX^e Congrès de
Hamburg 1984**

Les caractères gras figurant dans les textes marquent les modifications (changements, additions ou suppressions de mots, de passages, de chiffres, de signes, etc.) par rapport aux Actes du Congrès de Rio de Janeiro 1979. Quant aux formules, elles sont toutes imprimées en caractères ordinaires.

SOMMAIRE

	Page
Abréviations	IV
Arrangement concernant les colis postaux.....	1
– Protocole final.....	77
Règlement d'exécution.....	91
– Formules	149
Autres décisions du Congrès de Hamburg 1984 en relation avec l'Ar- rangement et son Règlement d'exécution.....	187
Index alphabétique	195

ABRÉVIATIONS

I. Abréviations courantes

Note. – Les abréviations mentionnées ci-après n'ont été utilisées, en règle générale, que dans les formules et les annotations.

Abonnements	= abonnements aux journaux et écrits périodiques (Arrangement ou Règlement concernant les –)
Adm. ou Administration	= Administration postale
AIEA	= Agence internationale de l'énergie atomique
al.	= alinéa
anc.	= ancien
annot.	= annotation
arbit.	= arbitrage
Arr.	= Arrangement
art.	= article
BI	= Bureau international de l'Union postale universelle
c	= centime
CCD	= Conseil de coopération douanière
CCEP	= Conseil consultatif des études postales (Commission consultative des études postales jusqu'en 1969)
CE	= Conseil exécutif
CEL	= Commission exécutive et de liaison
cf.	= confer (se reporter à)
ch.	= chiffre
Chèques	= chèques postaux (Arrangement concernant le service des –)
circ.	= circulaire
cm	= centimètre
col.	= colonne
Colis	= colis postaux (Arrangement ou Règlement concernant les –)
Comm.	= Commission
Conf.	= Conférence
Const. ou Constitution	= Constitution de l'Union postale universelle
Conv. ou Convention	= Convention postale universelle
corr.-avion	= correspondances-avion

Comm. prép.	= Commission préparatoire
CTT	= Commission technique du transit
dm	= décimètre
Doc	= Documents (des Congrès, des Conférences, du Conseil exécutif, etc.)
doc	= document
Epargne	= service international de l'épargne (Arrangement ou Règlement concernant le -)
fasc.	= fascicule
form.	= formule
fr	= franc
g	= gramme
h	= heure
IATA	= Association du transport aérien international
id.	= idem
ISO	= Organisation internationale de normalisation
Journal ou revue	= <i>Union Postale</i> (publication bimestrielle du Bureau international)
kg	= kilogramme
km	= kilomètre
lb (16 onces)	= livre avoirdupois (453,59 grammes)
m	= mètre
Mandats	= mandats de poste et les bons postaux de voyage (Arrangement ou Règlement concernant les -)
Mandats, Bons	= Mandats, Bons postaux de voyage
max.	= maximum
min.	= minimum
mm	= millimètre
mn	= minute (de temps)
No ou n°	= numéro
nouv.	= nouveau
OACI	= Organisation de l'aviation civile internationale
OMS	= Organisation mondiale de la santé
ONU	= Organisation des Nations Unies
oz	= once (28,3465 grammes) (16 ^e partie de la livre avoirdupois)
p.	= page(s)
p. ex.	= par exemple
par.	= paragraphe
prop.	= proposition
Prot. ou Protocole	= Protocole final (de l'Acte respectif)

PTT	= Postes, télégraphes et téléphones
Rapp.	= Rapport sur les activités de l'Union (jusqu'à 1952 Rapport de gestion), publié par le Bureau international
Recouvrements	= recouvrements (Arrangement ou Règlement concernant les -)
Recueil	= Recueil de renseignements (concernant la Convention, les Arrangements, etc.) publié par le Bureau international
Règl.	= Règlement d'exécution
Règl. gén.	= Règlement général
rem.	= remanié
Remboursements	= envois contre remboursement (Arrangement ou Règlement concernant les -)
rev. gén.	= revision générale de la Convention d'Ottawa 1957
Revue	= voir sous Journal
S.-Comm. ou S.-C.	= Sous-Commission
t	= tonne
t-km	= tonne-kilomètre ou tonne kilométrique (unité utilisée en matière de transport)
UNESCO	= Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
UPU ou Union	= Union postale universelle
v.	= voir
Valeurs	= lettres avec valeur déclarée (Arrangement ou Règlement concernant les -) (jusqu'à et y compris l'Arrangement de Lausanne 1974)

II. Abréviations conventionnelles spécifiées dans les Actes

1. Abréviations relatives aux formules:

AP = Abonnements	CP = Colis	RP = Recouvrements
AV = Poste aérienne	MP = Mandats	VD = Valeurs
C = Convention	R = Remboursements	VP = Chèques
CE = Epargne		

2. Autres abréviations:

AI	= avis d'inscription (Chèques, Règl., art. 109, par. 1)
AO	{ = autres objets ou = envois autres que les LC (Conv., art. 64, par. 2, lettre a), etc.)

- A.R. = avis de réception (Conv., Règl., art. 135, par. 1, etc.)
- DTS = Droit de tirage spécial (Conv., art. 8, etc.)
- F { = feuille d'avis (Conv., Règl., art. 162, par. 2) ou
- = feuille de route (Colis, Règl., art. 122, par. 6)
- FMI = Fonds monétaire international (Conv., art. 8, etc.)
- Jx = journaux (Conv., Règl., art. 162, par. 1, lettre b))
- LC = lettres et cartes postales (Conv., art. 64, par. 2, lettre a), etc.)
- M = sac spécial d'imprimés pour le même destinataire (Conv., art. 64, par. 2, lettre b), etc.)
- R = recommandé (Conv., Règl., art. 131, par. 5, etc.)
- S.A.L. = Courrier de surface transporté par la voie aérienne (Règl., art. 116)
- SV = sac vide (Conv., form. C 12 et AV 8)
- T = taxe à payer (Conv., Règl., art. 139, par. 2, etc.)
- T.m. = transit maritime (Conv., form. C 19)
- T.t. = transit territorial (Conv., form. C 19)
- V = valeur déclarée (Conv., Règl., art. 134, par. 1, lettre a), et Colis, Règl., art. 108, lettre c))

Arrangement
concernant les colis postaux

Arrangement
– Protocole final

Arrangement concernant les colis postaux

Table des matières

Dispositions préliminaires

Art.

1. Objet de l'Arrangement
2. Colis postaux
3. Exploitation du service par les entreprises de transport
4. Catégories de colis
5. Coupures de poids

Titre I

Taxes et droits

6. Composition des taxes et des droits

Chapitre I

Taxes principales et surtaxes aériennes

7. Taxes principales
8. Surtaxes aériennes

Chapitre II

Taxes supplémentaires et droits

Section I

Taxes visant certaines catégories de colis

9. Colis exprès
10. Colis francs de taxes et de droits
11. Colis avec valeur déclarée
12. Colis fragiles. Colis encombrants

Section II

Taxes et droits visant toutes les catégories de colis

Art.

13. Taxes supplémentaires
14. Tarif
15. Droits

Chapitre III

Franchises postales

16. Colis de service
17. Colis de prisonniers de guerre et d'internés civils

Titre II

Exécution du service

Chapitre I

Conditions d'admission

Section I

Conditions générales d'admission

18. Conditions d'acceptation
19. Interdictions
20. Limites de dimensions
21. Traitement des colis acceptés à tort
22. Instructions de l'expéditeur au moment du dépôt

Section II

Conditions particulières d'admission

23. Colis avec valeur déclarée
24. Colis francs de taxes et de droits

Chapitre II

Conditions de livraison et de réexpédition

Section I

Livraison

Art.

25. Règles générales de livraison. Délais de garde
26. Livraison des colis exprès
27. Avis de réception
28. Non-livraison au destinataire
29. Renvoi à l'**expéditeur** des colis non livrés
30. Abandon par l'expéditeur d'un colis non livré

Section II

Réexpédition

31. Réexpédition par suite de changement de résidence du destinataire ou par suite de modification d'adresse
32. Colis parvenus en fausse direction et à réexpédier
33. Renvoi à l'**expéditeur** des colis acceptés à tort
34. Renvoi à l'**expéditeur** par suite de suspension de service

Chapitre III

Dispositions particulières

35. Inobservation par une Administration des instructions données
36. Colis contenant des objets dont la détérioration ou la corruption prochaines sont à craindre
37. Retrait. Modification ou correction d'adresse
38. Réclamations

Titre III

Responsabilité

Art.

39. Principe et étendue de la responsabilité des Administrations postales
40. Non-responsabilité des Administrations postales
41. Responsabilité de l'expéditeur
42. Détermination de la responsabilité entre les Administrations postales
43. Paiement de l'indemnité
44. Remboursement de l'indemnité à l'Administration ayant effectué le paiement
45. Récupération éventuelle de l'indemnité sur l'expéditeur ou sur le destinataire

Titre IV

Quotes-parts revenant aux Administrations. Attribution des quotes-parts

Chapitre I

Quotes-parts

46. Quote-part territoriale de départ et d'arrivée
47. Quote-part territoriale de transit
48. Quote-part maritime
49. Réduction ou majoration de la quote-part maritime
50. Application de nouvelles quotes-parts à la suite de modifications imprévisibles d'acheminement
51. Taux de base et calcul des frais de transport aérien
52. Frais de transport aérien des colis-avion perdus ou détruits

Chapitre II

Attribution des quotes-parts

Art.

53. Principe général

54. Colis de service. Colis de prisonniers de guerre et d'internés **civils**

Art.

56. Conditions d'approbation des propositions concernant le présent Arrangement et son Règlement d'exécution

57. Colis à destination ou en provenance de pays ne participant pas à l'Arrangement

Titre V

Dispositions diverses

55. Application de la Convention

Titre VI

Dispositions finales

58. Mise à exécution et durée de l'Arrangement

Protocole final de l'Arrangement concernant les colis postaux

Art.

I. Quotes-parts territoriales **d'arrivée** exceptionnelles

II. Quotes-parts territoriales **de transit** exceptionnelles

III. Distance moyenne pondérée de transport des colis en transit

IV. Quotes-parts maritimes

V. **Etablissement des quotes-parts moyennes**

VI. Quotes-parts supplémentaires

VII. Tarifs spéciaux

VIII. Taxes supplémentaires

Art.

IX. **Traitement des colis admis à tort**

X. Retrait. Modification ou correction d'adresse

XI. **Interdictions**

XII. Exceptions au principe de la responsabilité

XIII. Dédommagement

XIV. **Païement de l'indemnité**

XV. Non-responsabilité de l'Administration postale

XVI. **Avis de réception**

Arrangement concernant les colis postaux

(1) (2) (3)

Les soussignés, Plénipotentiaires des Gouvernements des Pays-membres de l'Union, vu l'article 22, paragraphe 4, de la Constitution de l'Union postale universelle conclue à Vienne le 10 juillet 1964, ont, d'un commun accord et sous réserve de l'article 25, paragraphe 3, de ladite Constitution, arrêté l'Arrangement suivant: (4) (5) (6)

¹⁾ Note historique. L'avant-projet du Traité (Convention principale) soumis au Congrès de Paris 1878 prévoyait d'assimiler aux «échantillons de marchandises» les «menus objets (sans valeur en douane)». Cette proposition ne fut cependant pas retenue. A sa place, l'Adm. allemande présenta un projet d'Arrangement réglant l'échange des menus objets sans déclaration de valeur (Congrès de Paris 1878, 553 à 555). L'exposé des motifs contient notamment les considérations suivantes (54 et 55):

«Il semble indispensable que les petits colis soient assujettis à un autre traitement que les objets de la poste aux lettres. La différence consiste principalement en ce que les objets de la poste aux lettres, abstraction faite des envois recommandés, ne sont pas enregistrés et qu'ils reçoivent leur acheminement au moyen des trains les plus rapides – sans aucun retard sur les frontières et sans intervention de la douane – tandis que les petits colis sont toujours enregistrés au lieu d'origine comme au lieu de destination; aussi sont-ils inscrits en feuilles spéciales, soit pièce par pièce ou sommairement, et expédiés assez souvent par les trains de petite vitesse; ils sont accompagnés de déclarations en douane, signées par l'expéditeur, pour être vérifiés par la douane sur les frontières.»

«Si l'on voulait assimiler les menus objets aux lettres, on s'exposerait à entraver, dans le ressort de beaucoup d'Adm., la célérité et l'exactitude qui président actuellement à l'échange international des correspondances et ce par la raison que les dépêches devraient être présentées à la douane sur les frontières, de sorte que la prompte expédition en serait rendue impossible.»

«D'ailleurs, même dans le cas où la limite de poids serait fixée à 300 ou à 250 g, la situation, à un autre point de vue, n'en sera pas moins celle-ci: c'est que les agents des postes seront presque toujours hors d'état de constater si les paquets de menus objets présentés à l'expédition tombent ou ne tombent pas sous la restriction d'après laquelle les envois admis à circuler comme menus objets ne pourront renfermer aucun objet passible de droits de douane.»

«Il en résulterait que la poste serait ouverte à des abus de toute espèce et que l'on ne pourrait se soustraire à l'intervention de la douane dans les opérations postales, au préjudice de la prompte expédition des lettres.» «L'affluence probable des menus objets porterait d'ailleurs, en beaucoup de cas, atteinte au transport des lettres, attendu que les compartiments de voitures dont les Adm. postales disposent dans les trains express sont en général fort restreints.»

«En outre, il importe de remarquer que l'admission de spécimens de marchandises effectives à la simple expédition (sans inscription dans les registres) entraînerait des inconvénients de diverses natures. Les réclamations au sujet de la perte d'envois de l'espèce constitueraient une source permanente de perturbations pour toutes les Adm. postales.»

Le Congrès, n'ayant pas eu le temps d'aborder la discussion de ce projet, présenté seulement au cours des délibérations, considéra, en principe et sous réserve de pourparlers ultérieurs, comme un progrès la conclusion d'un Arr. international concernant le transport des menus objets (592). En 1880, la Conférence de Paris fut convoquée; elle réunit un bon nombre de délégations; l'Adm. française qui se proposait de faire exécuter ce service dans son pays par les chemins de fer et les compagnies de navigation y envoya un certain nombre de représentants de ces entre-

prises de transport à titre d'experts. La Conférence mit sur pied la «Convention concernant l'échange des colis postaux sans déclaration de valeur» qui fut signée par 19 délégations.

Au Congrès de Stockholm 1924, le mot «Convention» a été remplacé par «Arrangement», selon le projet présenté par une Commission d'étude.

Le Congrès de Bruxelles 1952, sur proposition de la CEL, a procédé à une révision rédactionnelle très étendue des textes adoptés à Paris en 1947 (v. Doc ci-après de la CEL: Rapport du 31 juillet 1951 présenté à la CEL, au nom de la Sous-Commission consultative des colis postaux, par le Président de cette Sous-Commission; Rapport complémentaire du 13 novembre 1951; Actes de Paris 1947 concernant les colis postaux après révision rédactionnelle par la Sous-Commission; prop. 1022 relative à l'incorporation des dispositions aériennes dans l'Arr. et le Régl. concernant les colis postaux). Cette révision a, notamment, conduit à incorporer dans l'Arr. et le Régl. les dispositions – jusque-là indépendantes – relatives aux colis-avion.

Le Congrès d'Ottawa 1957 a chargé la CEL de procéder à une refonte de l'Arr. des colis et de son Régl., en vue de les améliorer et de les simplifier, étant précisé que l'Arr. devra comprendre toutes les dispositions fondamentales concernant les colis postaux, de façon à se suffire à lui-même. En particulier, il conviendrait de supprimer dans l'Arr. toute référence au Régl. (II 1158). Dans le projet qu'elle a élaboré, la CEL s'est attachée à répartir plus judicieusement les dispositions entre l'Arr. et le Régl.; elle a notamment groupé les articles, dans l'Arr., d'après la nature de leur contenu (taxes et droits, conditions d'admission, de livraison et de réexpédition, responsabilité, etc.) et, dans le Régl., en suivant l'ordre des opérations auxquelles sont soumis les colis. Consultées (circ. 91/1960), les Adm. de l'Union ont admis de présenter leurs propositions au Congrès de Vienne 1964 sur la base de l'Arr. ainsi remanié qui a fait l'objet des prop. 7000 et 7001 (Rapp. sur l'ensemble de l'activité de la CEL 1957–1964, p. 26). Celles-ci ont été adoptées par le Congrès de Vienne 1964 (II 1213).

²⁾ Chargé par le Congrès de Vienne 1964 d'examiner les raisons qui empêchent certains pays d'adhérer à l'Arr. concernant les colis postaux et de rechercher une solution permettant à tous les pays exploitant le service des colis postaux sur la base d'accords bilatéraux d'adhérer à cet Arr. (résolution CP 1, a), le CE, après avoir consulté les Adm. intéressées, a constaté que ces raisons sont d'ordre tarifaire d'une part et d'ordre réglementaire d'autre part. En conséquence, il a invité ces Adm. à revoir leur position à la lumière des décisions prises par le Congrès de Tokyo 1969 (Rapp. sur l'ensemble de l'activité du CE 1964–1969, ch. 89). A noter que depuis le Congrès de Rio de Janeiro 1979, les pays qui ont adhéré à l'Union ont en général demandé également à être parties de l'Arr. et en particulier que les Etats-Unis d'Amérique et le Canada ont signé l'Arr. de Hambourg 1984.

³⁾ Le Congrès de Vienne 1964 a adopté la recommandation suivante concernant l'adhésion aux Arrangements: «Plusieurs Pays-membres ne signent pas les Arrangements de l'UPU relatifs à certains services facultatifs alors que ces services existent dans leur pays. Ils concluent dès lors des arrangements bilatéraux pour régler ce service sur le plan international avec d'autres Pays-membres. Il en résulte une réglementation qui diffère de celle de l'UPU et un certain ralentissement dans l'exécution des opérations postales. Dès lors, le Congrès recommande que les Pays-membres signent uniformément tous les Actes de l'Union qui concernent une branche du service postal existant dans ces pays.» (II 539 et 658, prop. 1004.)

⁴⁾ Supprimée par le Congrès de Vienne 1964, l'énumération des Pays-membres entre lesquels est conclu l'Arr. fait l'objet d'une liste établie par le BI conformément à l'art. 112 du Régl. gén. V. aussi annot. 2 au préambule de la Const.

⁵⁾ Concernant la révision des dispositions relatives aux colis-avion, voir annot. 1 à la suite de l'art. 71 de la Conv. V. aussi Rapp. sur l'ensemble de l'activité du CE 1964–1969, ch. 76.

⁶⁾ Par sa résolution C 52, le Congrès de Hambourg 1984 a décidé que les montants exprimés en francs et centimes-or dans les Actes de l'UPU seront désormais complétés par leur contre-valeur en DTS calculée selon le taux de raccordement de 1 DTS = 3,061 fr-or. A ce sujet, il convient de relever que dans la pratique seuls les taux interadministrations relatifs aux transports aériens

(cf. art. 83 de la Conv.), aux frais de transit (cf. art. 63 de la Conv.) et aux frais terminaux (cf. art. 64 de la Conv.) sont assez importants en termes réels pour justifier que leur contre-valeur en DTS soit arrondie à trois décimales. Dans tous les autres cas, la contre-valeur en DTS est arrondie à deux décimales (cf. annexe à la circ. du BI 219 du 1^{er} septembre 1980).

Dispositions préliminaires

Article premier

Objet de l'Arrangement

Le présent Arrangement régit l'échange des colis postaux entre les pays contractants.

Article 2

Colis postaux

1. Des envois dénommés «colis postaux» ⁽¹⁾ dont le poids unitaire ne peut dépasser 20 kilogrammes peuvent être échangés soit directement, soit par l'intermédiaire d'un ou de plusieurs pays. ⁽²⁾ ⁽³⁾ ⁽⁴⁾
2. L'échange des colis postaux excédant 10 kilogrammes est facultatif. ⁽⁵⁾ Les pays qui fixent un poids inférieur à 20 kilogrammes admettent toutefois les colis qui transitent en sacs ou autres récipients clos jusqu'au poids de 20 kilogrammes. ⁽⁶⁾
3. Par dérogation aux paragraphes 1 et 2, les colis postaux relatifs au service postal et visés à l'article 16 peuvent atteindre le poids maximal de 30 kilogrammes. ⁽⁷⁾
4. Dans le présent Arrangement, dans son Protocole final et dans son Règlement d'exécution, l'abréviation «colis» s'applique à tous les colis postaux.

¹⁾ L'expression «colis postal» n'est pas de pure convention: elle signifie, en effet, qu'il s'agit d'envois postaux. Comme tels, ces envois sont exempts des impôts auxquels les transports ordinaires peuvent être assujettis. Même dans les pays où la poste fait appel au concours des compagnies de chemins de fer et de navigation pour l'exécution de ce service, c'est toujours l'Adm. postale qui en reste chargée et qui en a la haute direction (Conf. de Paris 1880, 107).

²⁾ «La liberté de transit des colis postaux à acheminer par les voies terrestres et maritimes est limitée au territoire des pays participant à ce service.» Ce texte, figurant au par. 4 de l'art. premier de la Conv., comporte le principe de la liberté du transit, qui, jusqu'à la révision de Stockholm 1924, faisait partie de l'art. 2 de la Conv. concernant les colis mêmes (Conf. de Paris 1880, 51, 188). Les Adm. participant à l'Arr., mais qui ne sont pas à même d'assurer le transit faute d'organisation de transport appropriée peuvent en être dispensées par une réserve insérée au Prot.

³⁾ Bien que les dispositions concernant le transport des colis-avion ne puissent lier les pays non signataires de l'Arr., le Congrès de Londres 1929 a formulé unanimement le vœu que ces pays ne voudront apporter aucune entrave au développement du service des colis-avion (II 628 et 629).

⁴⁾ Les Adm. ont le droit de déterminer elles-mêmes par quelles voies le transport peut avoir lieu; partiellement par voie de surface et partiellement par voie aérienne (Congrès de Bruxelles 1952, II 831).

⁵⁾ Ce texte permet à un pays de porter la limite de poids des colis à un niveau supérieur à 10 kg pour certaines de ses localités seulement (Congrès de Londres 1929, II 419).

⁶⁾ Etant donné que le poids maximal des sacs et autres récipients contenant des colis est fixé à 30 kg (v. Règl. art. 122, par. 5), il est logique que les colis en transit expédiés en dépêches closes soient admis jusqu'au poids de 20 kg (Congrès de Rio de Janeiro 1979, II 1670, prop. 5002.1).

⁷⁾ Introduite par le Congrès de Tokyo 1969, cette disposition a pour but d'éviter aux Adm. de devoir recourir au service de la poste aux lettres pour les envois de service dépassant le poids maximal admis pour les colis (II 1412, prop. 6045).

Article 3

Exploitation du service par les entreprises de transport (¹⁾)

1. Tout pays dont l'Administration postale ne se charge pas du transport des colis et qui adhère à l'Arrangement a la faculté d'en faire exécuter les clauses par les entreprises de transport. Il peut, en même temps, limiter ce service aux colis en provenance ou à destination de localités desservies par ces entreprises. (²)

2. L'Administration postale de ce pays doit s'entendre avec les entreprises de transport pour assurer la complète exécution, par ces dernières, de toutes les clauses de l'Arrangement, spécialement pour organiser le service d'échange. Elle leur sert d'intermédiaire pour toutes leurs relations avec les Administrations des autres pays contractants et avec le Bureau international. (³)

¹⁾ Au Congrès de Tokyo 1969, cet article a été transféré du Prot. dans l'Arr. (II 1412 et 1413, prop. 6022 et 6034). V. aussi annot. 3 au préambule du Prot.

²⁾ V. annot. 1 à l'art. 2.

³⁾ Les renseignements à ce sujet figurent dans le Recueil des colis postaux.

Article 4

Catégories de colis

1. Le «colis ordinaire» est celui qui n'est soumis à aucune des formalités spéciales prescrites pour les catégories qui sont définies aux paragraphes 2 et 3.

2. Est dénommé: ⁽¹⁾

- a) «colis avec valeur déclarée», tout colis qui comporte une déclaration de valeur;
- b) «colis franc de taxes et de droits», tout colis pour lequel l'expéditeur demande à prendre en charge la totalité des taxes postales et des droits dont le colis peut être grevé à la livraison; cette demande peut être faite lors du dépôt; elle peut également être faite postérieurement au dépôt jusqu'au moment de la livraison au destinataire, sauf ⁽²⁾ dans les pays qui ne peuvent accepter cette procédure;
- c) «colis remboursement», tout colis grevé de remboursement et visé par l'Arrangement concernant les envois contre remboursement;
- d) «colis fragile», tout colis contenant des objets pouvant se briser facilement et dont la manipulation doit être effectuée avec un soin particulier;
- e) «colis encombrant»: ⁽³⁾
 - 1° tout colis dont les dimensions dépassent les limites fixées à l'article 20, paragraphe 1, ou celles que les Administrations peuvent fixer entre elles;
 - 2° tout colis qui, par sa forme ou sa structure, ⁽⁴⁾ ne se prête pas facilement au chargement avec d'autres colis ou qui exige des précautions spéciales; ⁽⁵⁾
 - 3° à titre facultatif, tout colis conforme aux conditions prévues à l'article 20, paragraphe 4;
- f) «colis de service», tout colis relatif au service postal et échangé dans les conditions prévues à l'article 16;
- g) «colis de prisonniers de guerre et d'internés **civils**, ⁽⁶⁾ tout colis destiné aux prisonniers et aux organismes visés à l'article 16 de la Convention ou expédié par eux.

3. Est appelé, selon le mode d'acheminement ou de livraison:

- a) «colis-avion», tout colis admis au transport aérien **avec priorité** ⁽⁷⁾ entre deux pays;
- b) «colis exprès», tout colis qui, dès l'arrivée au bureau de destination, doit être livré à domicile par porteur spécial ou qui, dans les pays dont les Administrations n'assurent pas la livraison à domicile, donne lieu à la remise, par porteur spécial, d'un avis d'arrivée; toutefois, si le domicile du destinataire est situé en dehors du rayon de distribution locale du bureau d'arrivée, la livraison par porteur spécial n'est pas obligatoire.

4. L'échange des **colis «francs de taxes et de droits» et «remboursement»** exige l'accord préalable des Administrations d'origine et de **destination**. **S'agissant des colis** «avec valeur déclarée», «fragiles», «encombrants», «avion» ⁽⁸⁾ et «exprès», **l'échange peut être établi sur la base des renseigne-**

ments ⁽⁹⁾ figurant dans le Recueil des colis postaux publié par le Bureau international. ⁽¹⁰⁾

¹⁾ Le Congrès de Lausanne 1974 a supprimé la catégorie des «colis urgents» (II 1455, prop. 5003.3).

²⁾ Cette disposition de caractère exceptionnel qui faisait auparavant l'objet d'une réserve particulière au Prot. a été incorporée dans l'Arr. par le Congrès de Tokyo 1969 (II 1413, prop. 6023). Le Recueil des colis postaux indique les pays qui en font application.

³⁾ En ce qui concerne les dimensions maximales des colis encombrants, le Congrès de Bruxelles 1952 a estimé qu'il était particulièrement difficile, du point de vue pratique, d'introduire dans le Règl. des dispositions suffisamment générales. Il convient donc, dans cette question, de laisser les Adm. intéressées se mettre d'accord entre elles si elles le jugent utile (II 823).

⁴⁾ Il convient d'interpréter ces mots en ce sens que le fait d'être encombrant se juge avant tout sur l'aspect extérieur du colis (Congrès du Caire 1934, II 303).

⁵⁾ Est notamment réputé encombrant à ce titre tout colis constitué par des plantes ou arbustes en panier, des cages vides ou renfermant des animaux vivants, des meubles, de la vannerie, des jardinières, des voitures d'enfants, rouets, vélocipèdes, boîtes à cigares vides ou autres boîtes en fardeaux, etc. (v. Documents CEL 1960, p. 268 et 543).

⁶⁾ Disp. harmonisée avec l'art. 16 de la Conv. (Congrès de Hambourg 1984, II Congrès/C 7 – Rapp. 1, prop. 5004.3).

⁷⁾ V. annot. 9 à l'art. 71 de la Conv.

⁸⁾ V. annot. 3 et 4 à l'art. 2.

⁹⁾ V. annot. 3 à l'art. 101 du Règl.

¹⁰⁾ Dans la pratique, l'échange de colis avec valeur déclarée, fragiles, encombrants, avion ou exprès, est basé sur les renseignements contenus dans le tableau CP 1 ou CP 21 de l'Adm. intermédiaire et/ou le Recueil des colis postaux publié par le BI. Le Congrès de Hambourg 1984 en a tenu compte pour adapter la réglementation à la pratique ainsi suivie (II Congrès/C 7 – Rapp. 1, prop. 5004.5). V. également avis du BI dans Rapp. 1955, p. 23 et 24, ch. 7, et dans Rapp. 1963, p. 43, ch. 4.

Article 5

Coupsures de poids ⁽¹⁾

1. Les colis définis à l'article 4 comportent les coupsures de poids suivantes:

	jusqu'à	1 kilogramme
au-dessus de	1	jusqu'à 3 kilogrammes
au-dessus de	3	jusqu'à 5 kilogrammes
au-dessus de	5	jusqu'à 10 kilogrammes
au-dessus de	10	jusqu'à 15 kilogrammes
au-dessus de	15	jusqu'à 20 kilogrammes.

2. Les pays qui, à cause de leur régime intérieur, ne peuvent adopter le type de poids métrique décimal ont la faculté de substituer aux coupsures de poids prévues au paragraphe 1 les équivalents suivants (en livres avoirdupois): ⁽²⁾

	jusqu'à 1 kg	jusqu'à 2 lb
au-dessus de 1	jusqu'à 3 kg	2– 7 lb
au-dessus de 3	jusqu'à 5 kg	7–11 lb
au-dessus de 5	jusqu'à 10 kg	11–22 lb
au-dessus de 10	jusqu'à 15 kg	22–33 lb
au-dessus de 15	jusqu'à 20 kg	33–44 lb.

¹⁾ A l'origine du service, on se borna à une seule coupure de poids jusqu'à 3 kg avec une taxe uniforme, qui fut fixée à autant de fois 50 c qu'il y avait d'Adm. participant au transport territorial. Cette tarification correspondait au principe selon lequel l'Adm. expéditrice doit bonifier à l'Adm. destinataire et, le cas échéant, à chaque Adm. intermédiaire les quotes-parts de taxes respectives. Le Congrès de Lisbonne 1885 porta, à titre facultatif, le poids de ce petit colis à 5 kg avec les mêmes conditions de taxe, et, au Congrès de Washington 1897, la coupure unique de 5 kg devint obligatoire.

Ce n'est qu'à Madrid 1920 qu'on introduisit 3 coupures de poids: jusqu'à 1 kg, au-dessus de 1 jusqu'à 5 kg et au-dessus de 5 jusqu'à 10 kg, cette dernière coupure d'abord à titre facultatif. Les taxes de base uniformes pour le transport territorial, c'est-à-dire non échelonnées selon la distance, furent arrêtées, pour les trois coupures de poids, à 30, 50 et 90 c respectivement en faveur de chaque pays participant au transport. Le Congrès de Londres 1929 accepta trois nouvelles coupures de poids facultatives: au-dessus de 5 jusqu'à 10 kg, au-dessus de 10 jusqu'à 15 kg et au-dessus de 15 jusqu'à 20 kg, avec les taxes territoriales respectives de 100, 150 et 200 c. Le Congrès de Buenos Aires 1939 établit quatre coupures de poids obligatoires: jusqu'à 1 kg, au-dessus de 1 jusqu'à 3 kg, au-dessus de 3 jusqu'à 5 kg et au-dessus de 5 jusqu'à 10 kg avec les taxes territoriales de 30, 40, 50 et 100 c et deux coupures de poids facultatives: au-dessus de 10 jusqu'à 15 kg et au-dessus de 15 jusqu'à 20 kg avec les taxes territoriales de 150 et 200 c. Le Congrès d'Ottawa 1957 a doublé les quotes-parts territoriales de départ et d'arrivée et majoré de 25 pour cent approximativement celles de transit. Depuis lors, les coupures de poids sont restées inchangées. Quant à l'évolution des quotes-parts territoriales, v. annot. 2 à 4 au titre IV.

Depuis le Congrès de Stockholm 1924 jusqu'à celui de Bruxelles 1952, les Adm. ont eu la faculté de majorer leur droit territorial de départ et d'arrivée jusqu'au double. A Ottawa 1957, la majoration autorisée a été fixée à la moitié de la quote-part territoriale de départ et d'arrivée. Cette faculté a été cumulée avec celle de percevoir une quote-part exceptionnelle au même titre. Ces éléments concourent à former la quote-part terminale.

Le Congrès d'Ottawa 1957 a chargé la CEL «d'étudier la question du remplacement du système actuel de perception de la taxe des colis postaux suivant les coupures de poids par un nouveau régime des taxes analogue à celui qui est appliqué au service des colis postaux-avion, c'est-à-dire par un système de perception de la taxe par unité de poids de 1 kg» (II 1158).

Sur la base de l'étude très approfondie de ce problème effectuée par sa Sous-Commission des colis postaux, la CEL est arrivée à la conclusion que les avantages de la taxation des colis postaux par kilogramme ne sont pas suffisants pour justifier l'abandon du système de taxation suivant les coupures de poids auquel les Administrations et les usagers sont habitués depuis de nombreuses années. Aussi s'est-elle prononcée en faveur du maintien de ce dernier (Rapp. sur l'ensemble de l'activité de la CEL 1957–1964, p. 26).

Le Congrès de Tokyo 1969 ayant adopté la prop. 6025 du CE visant d'une part l'abandon du principe de l'égalité des taxes et de la somme des quotes-parts, d'autre part la suppression des rémunérations supplémentaires, les Adm. ont maintenant la possibilité d'appliquer le système de taxation qui leur convient, c'est-à-dire par coupure de poids ou par kilogramme. V. annot. 1 à l'art. 7. Quant à l'attribution des quotes-parts aux Adm. intéressées, elle a lieu en principe par colis et par coupures de poids, sauf entente spéciale (v. art. 53) mais, par sa résolution C 27, le Congrès de Rio de Janeiro 1979 a chargé le CE de poursuivre l'étude sur la simplification du

procédé actuel d'attribution des quotes-parts, entreprise en vertu de la résolution C 74 du Congrès de Lausanne 1974. Le résultat de cette étude figure à l'annot. 8 du titre IV.

2) Cette disposition facultative qui faisait auparavant l'objet d'une réserve de caractère général au Prot. a été transférée dans l'Arr. par le Congrès de Tokyo 1969 (II 1412 et 1413, prop. 6024 et 6035). Le Recueil des colis postaux indique les pays qui en font application.

Titre I

Taxes et droits (1)

1) Le terme «taxes» s'entend des sommes perçues au titre de prestations postales tandis que les «droits» concernent des sommes perçues au titre de prestations non postales (p. ex. droits fiscaux, droits de douane) (voir la définition de «taxe» et «droit» dans le Vocabulaire polyglotte du service postal international).

Article 6

Composition des taxes et des droits (Prot. VII et VIII)

1. Les taxes et les droits que les Administrations sont autorisées à percevoir sur les expéditeurs et les destinataires de colis postaux sont constitués par les taxes principales définies à l'article 7 et, le cas échéant, par:

- a) les surtaxes aériennes visées à l'article 8;
- b) les taxes supplémentaires visées aux articles 9 à 14;
- c) les taxes et droits visés aux articles 29, paragraphe 3, et 31, paragraphe 6;
- d) les droits visés à l'article 15.

2. Sauf les cas prévus par le présent Arrangement, les taxes sont conservées par l'Administration qui les a perçues. (1)

1) Disposition analogue à celle de l'art. 61 de la Conv. introduite par le Congrès de Tokyo 1969 comme suite à l'adoption de la prop. 6025 prévoyant, notamment, la suppression des rémunérations supplémentaires versées aux Adm. de destination et de transit pour certaines catégories de colis (express, fragiles, avec valeur déclarée, avec avis d'embarquement). V. annot. 1 à l'art. 7 et annot. 7 au titre IV. Les cas où les taxes perçues ne sont pas conservées par l'Adm. perceptrice concernent les taxes des colis francs de taxes et de droits à récupérer sur les expéditeurs au profit de l'Adm. de destination, la taxe de remballage en cas de remballage dans un pays de transit, les taxes qu'entraîne la nouvelle transmission du colis en cas de réexpédition hors du pays de destination ou de renvoi à l'origine, y compris les taxes non annulées dont l'Adm. de destination se trouve à découvert au moment de la réexpédition ou du renvoi.

Chapitre I

Taxes principales et surtaxes aériennes

Article 7

Taxes principales (Prot. I à VIII) ⁽¹⁾

1. Les Administrations établissent les taxes principales à percevoir sur les expéditeurs. ⁽²⁾
2. Les taxes principales doivent être **en relation** ⁽³⁾ avec les quotes-parts et, en règle générale, leur produit ne doit pas dépasser dans l'ensemble les quotes-parts que les Administrations sont autorisées à réclamer et qui sont prévues aux articles 46 à 50.

¹⁾ Jusqu'au Congrès de Tokyo 1969, la taxe principale perçue sur l'expéditeur d'un colis était égale à la somme des quotes-parts allouées aux Adm. participant au transport. L'abandon de cette règle stricte, comme suite à l'adoption de la prop. 6025 (Congrès de Tokyo 1969, II 1414), offre ainsi aux Adm. la possibilité d'appliquer le mode de taxation des colis qui leur convient le mieux (par coupure de poids ou par kilogramme, par pays quelle que soit la voie d'acheminement utilisée ou même par zone géographique) et atténue les sujétions découlant de la nécessité d'adapter les taxes aux changements de quotes-parts. Il ne s'ensuit pas que les Adm. peuvent taxer arbitrairement les colis déposés dans leurs services; comme cela est indiqué au par. 2, les taxes doivent rester en relation avec les quotes-parts réclamées par les pays participant au transport, étant entendu que le pays de dépôt doit incorporer dans ses taxes une quote-part de départ au moins égale à sa quote-part d'arrivée (v. art. 46, par. 1, lettre a)). Par ailleurs, une distinction nette a pu être établie entre les taxes, qui sont perçues sur les expéditeurs, et les quotes-parts, qui sont les rémunérations revenant aux Adm., deux termes auparavant confondus et qui, maintenant, sont traités dans des titres distincts de l'Arr. (titre I pour les taxes et titre IV pour les quotes-parts). V. aussi annot. 7 au titre IV.

²⁾ La question de savoir si l'affranchissement doit être opéré en timbres-poste est une affaire de règlement intérieur (Conf. de Paris 1880, 139).

³⁾ L'adjectif «étroite» précédant le mot «relation» dans l'Arr. de Rio de Janeiro 1979 a été supprimé par le Congrès de Hambourg 1984 (II Congrès/C 7 – Rapp. 1, prop. 5007.2) afin, d'une part, de tenir compte des art. 74, par. 2, de la Conv. et 8, par. 2, de l'Arr. et, d'autre part, de laisser aux Adm. une plus grande part de liberté et d'initiative lors du calcul des taxes à payer au dépôt.

Article 8

Surtaxes aériennes (Arr. 6) ⁽¹⁾ ⁽²⁾

1. Les Administrations établissent les surtaxes aériennes à percevoir pour l'acheminement des colis par la voie aérienne. Elles ont la faculté d'adopter, pour la fixation des surtaxes, des échelons de poids inférieurs à la première coupure de poids.

2. Les surtaxes doivent être en relation avec les frais de transport aérien et, en règle générale, leur produit ne doit pas dépasser, dans l'ensemble, les frais de ce transport.

3. Les surtaxes doivent être uniformes pour tout le territoire d'un même pays de destination, quel que soit l'acheminement utilisé.

¹⁾ Sous le titre «quote-part aérienne», le texte d'Ottawa traitait indifféremment des surtaxes perçues sur le public pour l'acheminement des colis-avion et des rémunérations revenant aux Administrations. Pour éviter toute confusion, les dispositions concernant ces deux notions sont maintenant reprises séparément sous les dénominations «surtaxes aériennes» et «frais de transport aérien» dans les art. 8 (titre I) et 51 (titre IV) respectivement. En outre, le texte de ces deux articles a été mis en harmonie avec les dispositions relatives au transport aérien des envois de la poste aux lettres (art. 74, 82 et 83 de la Conv. de Hambourg 1984) (Congrès de Vienne 1964, II 1219 et 1220, 1254, prop. 7004 et 7260; Congrès de Tokyo 1969, II 1422, prop. 6004 et 6005; Congrès de Rio de Janeiro 1979, II 1687, prop. 5008.1).

²⁾ En relation avec l'adoption d'un taux de base de transport aérien unique pour les trois catégories de courrier LC, AO et CP (v. art. 51, par. 1), le Congrès de Rio de Janeiro 1979 a adopté la décision C 32 selon laquelle il déclare qu'il y a lieu d'interpréter cette disposition ainsi que l'art. 74, par. 2, de la Conv., de sorte que l'ensemble du produit des surtaxes relatives aux envois de la poste aux lettres et aux colis-avion ne dépasse pas les frais à payer pour le transport de toutes les catégories d'envois: LC, AO et CP. V. aussi annot. 1 à l'art. 74 de la Conv.

Chapitre II

Taxes supplémentaires et droits (¹)

¹⁾ Par sa résolution C 15, le Congrès de Rio de Janeiro 1979 a chargé le CE d'étudier la question de la modification des principes de fixation des taxes supplémentaires des colis postaux et de proposer au prochain Congrès un système homogène de règles simples et offrant plus de liberté aux Adm. En ce qui concerne le résultat de cette étude, v. annot. 1 à l'art. VIII du Prot. V. aussi annot. 6 au titre IV.

Section I

Taxes visant certaines catégories de colis

Article 9

Colis exprès (Arr. 4, 26, Prot. VIII, Règl. 110, 117, 122, 140)

1. Les colis exprès sont passibles d'une taxe supplémentaire appelée «taxe d'exprès» et dont le montant **est** fixé à 5 francs (**1,63 DTS**) au maxi-

mum ⁽¹⁾ ou au montant de la taxe applicable dans le service intérieur si elle est plus élevée. ⁽²⁾ Cette taxe doit être acquittée complètement et à l'avance au moment du dépôt, même si le colis ne peut être distribué par exprès, mais seulement l'avis d'arrivée.

2. Lorsque la remise par exprès entraîne pour l'Administration de destination des sujétions spéciales en ce qui concerne soit la situation du domicile du destinataire, soit le jour ou l'heure d'arrivée au bureau de destination, la remise du colis et la perception éventuelle d'une taxe complémentaire sont réglées par les dispositions relatives aux colis de même nature du régime intérieur. Cette taxe complémentaire reste exigible même si le colis est renvoyé à l'expéditeur ⁽³⁾ ou réexpédié; **toutefois, dans ces cas, le montant de la reprise ne peut dépasser 5 francs (1,63 DTS).** ⁽²⁾

3. Si la réglementation de l'Administration de destination le permet, les destinataires peuvent demander au bureau de distribution, sous réserve de ce qui est prévu au paragraphe 1, que les colis qui leur sont destinés soient livrés par exprès dès leur arrivée. Dans ce cas, l'Administration de destination est autorisée à percevoir, au moment de la distribution, **une taxe de 5 francs (1,63 DTS)** ⁽²⁾ au maximum ou la taxe du service intérieur si elle est plus élevée. ⁽²⁾

¹⁾ Etant donné que la taxe d'exprès est conservée par l'Adm. perceptrice (v. annot. 7 au titre IV), le Congrès de Lausanne 1974 a remplacé la notion de taxe fixe par celle de taxe maximale à l'instar de ce qui est prévu pour la taxe d'exprès des envois de la poste aux lettres (II 1455, prop. 5009.2). Le Congrès de Rio de Janeiro 1979 a relevé cette taxe de 1,60 fr à 5 fr (II 1676, prop. 5009.1).

²⁾ V. annot. 1 à l'art. VIII du Prot.

³⁾ V. annot. 2 à l'art. 29.

Article 10

Colis francs de taxes et de droits (Arr. 4, 24, Règl. 110, 111, 134, 150) ⁽¹⁾

1. Les colis francs de taxes et de droits sont passibles d'une taxe dite «taxe pour franchise à la livraison» dont le montant est fixé à 3 francs **(0,98 DTS)** par colis au maximum. Cette taxe est perçue par l'Administration d'origine qui la garde comme rémunération pour les services fournis dans le pays d'origine.

2. Lorsque la franchise à la livraison est demandée postérieurement au dépôt du colis, une taxe additionnelle pour demande de franchise à la livraison est perçue sur l'expéditeur ⁽²⁾ au moment de la présentation de la demande. Cette taxe dont le montant est fixé à 4 francs **(1,31 DTS)** au maximum est perçue par l'Administration d'origine. Si la demande doit être

transmise par voie télégraphique, l'expéditeur doit payer en outre la taxe télégraphique.

3. L'Administration de destination est autorisée à percevoir une taxe de commission de 3 francs **(0,98 DTS)** par colis au maximum. Cette taxe est indépendante de la taxe de présentation à la douane visée à l'article 14, lettre c). Elle est perçue sur l'expéditeur au profit de l'Administration de destination. ⁽³⁾

¹⁾ Cet art. a été remanié par le Congrès de Rio de Janeiro 1979 afin d'énumérer dans un ordre logique les différentes taxes qui peuvent être perçues pour ces colis et d'adapter ces taxes aux frais qu'entraîne ce service; la taxe que le pays d'origine perçoit sur l'expéditeur devient la base de la tarification des colis francs de taxes et de droits (II 1679 et 1680, prop. 5010.1 et 5010.2).

²⁾ La demande par voie postale est toujours transmise sous recommandation. La taxe additionnelle perçue sur l'expéditeur comprend la taxe de recommandation, laquelle ne doit pas être déduite lors de la transmission de la demande par voie télégraphique (Congrès de Tokyo 1969, II 1445 et 1509, prop. 6059).

³⁾ Au sujet de l'interprétation de cette disposition, v. Rapp. 1953, p. 20, ch. 1.

Article 11

Colis avec valeur déclarée (Arr. 4, 23, Prot. VIII, Règl. 108, 109, 122) ⁽¹⁾

1. Les colis avec valeur déclarée donnent lieu à la perception sur l'expéditeur et à l'avance des taxes ci-après:

- a) taxes autorisées dans le présent titre;
- b) à titre facultatif, taxe d'expédition ne dépassant pas la taxe de recommandation fixée à l'article 24, paragraphe 1, lettre p), de la Convention ou taxe correspondante du service intérieur si celle-ci est plus élevée ou, exceptionnellement, taxe de 10 francs **(3,27 DTS)** au maximum;
- c) taxe ordinaire d'assurance: au maximum 1 franc **(0,33 DTS)** par 200 francs **(65,34 DTS)** ou fraction de 200 francs **(65,34 DTS)** ⁽²⁾ déclarés, ou ½ pour cent de l'échelon de valeur déclarée **ou la taxe du service intérieur si elle est plus élevée.** ⁽³⁾

2. En outre, est autorisée la perception, par les Administrations qui acceptent de couvrir les risques pouvant découler du cas de force majeure, ⁽⁴⁾ d'une «taxe pour risques de force majeure» à fixer de manière que la somme totale formée par cette taxe et la taxe ordinaire d'assurance ne dépasse pas le maximum prévu au paragraphe 1, lettre c).

3. Les Administrations peuvent en outre percevoir sur les expéditeurs ou les destinataires les taxes spéciales prévues par leur législation intérieure pour les mesures exceptionnelles de sécurité prises à l'égard des colis avec valeur déclarée. ⁽⁵⁾

¹⁾ Par sa recommandation C 65 intitulée «Introduction et extension du service des envois avec valeur déclarée», le Congrès de Lausanne 1974 a, entre autres, invité les pays qui ont adhéré à l'Arr. des colis, mais qui n'exécutent pas le service des colis avec valeur déclarée, à examiner la possibilité d'assurer ce service (III 893 et 894). V. aussi annot. 1 à l'art. 45 de la Conv.

²⁾ Cette taxe est conservée par l'Adm. perceptrice (v. annot. 7 au titre IV). La référence au pourcentage a été introduite par le Congrès de Lausanne 1974 (II 1467, prop. 5011.1/Rev) à l'intention des pays qui utilisent des échelons inférieurs à l'équivalent de 200 fr, afin de préciser que la taxe d'assurance est une taxe proportionnelle.

³⁾ V. annot. 1 à l'art. VIII du Prot.

⁴⁾ V. art. 39, par. 2.

⁵⁾ Cette faculté d'appliquer des taxes spéciales devrait être limitée aux cas pour lesquels des mesures de sécurité particulières sont prises à la demande de certains expéditeurs ou destinataires réguliers d'envois de grande valeur. Il ne devrait pas en être fait usage pour la grande majorité des envois avec valeur déclarée pour lesquels seules des précautions normales sont prises (Congrès de Lausanne 1974, II 1466 et 1467, prop. 5011.2). Au sujet de la sécurité des envois de valeur transportés par la poste, v. annot. 1 à l'art. 23.

Article 12

Colis fragiles. Colis encombrants

(Arr. 4, 20, Prot. VIII et XII, Règl. 105, 110, 122)

Les colis fragiles et les colis encombrants sont passibles d'une taxe supplémentaire égale, **au maximum**, à 50 pour cent de la taxe principale **ou à la taxe du service intérieur si elle est plus élevée**. Si le colis est fragile et encombrant, la taxe supplémentaire susvisée n'est perçue qu'une seule fois. Toutefois, les surtaxes aériennes relatives à ces colis ne subissent aucune majoration. (¹⁾)

¹⁾ Cette taxe supplémentaire est conservée par l'Adm. perceptrice (v. annot. 7 au titre IV).

Section II

Taxes et droits visant toutes les catégories de colis

Article 13

Taxes supplémentaires (Arr. 6, 14, Prot. VIII) (¹⁾)

Les Administrations sont autorisées à percevoir les taxes supplémentaires suivantes:

- a) **taxe de dépôt en dehors des heures normales d'ouverture des guichets;** (²⁾)
- b) **taxe de présentation à la douane, perçue par l'Administration d'origine;** en règle générale, la perception s'opère au moment du dépôt du colis;

- c) taxe de présentation à la douane, perçue par l'Administration de destination ⁽³⁾ soit pour la remise à la douane et le dédouanement, soit pour la remise à la douane seulement; sauf entente spéciale, la perception s'opère au moment de la livraison du colis au destinataire; toutefois, lorsqu'il s'agit de colis francs de taxes et de droits, la taxe de présentation à la douane est perçue par l'Administration d'origine au profit de l'Administration de destination;
- d) taxe d'enlèvement au domicile de l'expéditeur; cette taxe peut être perçue par l'Administration d'origine pour les colis enlevés à domicile par les soins de ses services;
- e) taxe de livraison; cette taxe peut être perçue par l'Administration de destination ⁽⁴⁾ autant de fois que le colis est présenté à domicile; néanmoins, pour les colis exprès, elle ne peut être perçue que pour les présentations à domicile postérieures à la première;
- f) taxe de réponse à un avis de non-livraison, perçue dans les conditions fixées à l'article 28, paragraphe 2;
- g) taxe d'avis d'arrivée, perçue par l'Administration de destination, quand sa législation lui en fait obligation et quand cette Administration n'assure pas la livraison à domicile, pour tout avis (premier avis ou avis ultérieurs) éventuellement remis au domicile du destinataire, ⁽⁵⁾ sauf pour le premier avis des colis exprès;
- h) taxe de remballage, due à l'Administration du premier des pays sur le territoire duquel un colis a dû être remballé afin d'en protéger le contenu; elle est récupérée sur le destinataire ou, le cas échéant, sur l'expéditeur;
- i) taxe de poste restante, perçue par l'Administration de destination au moment de la livraison, sur tout colis adressé poste restante;
- j) taxe de magasinage sur tout colis qui n'a pas été retiré dans les délais prescrits, que ce colis soit adressé poste restante ou à domicile; ⁽⁶⁾ cette taxe est perçue, par l'Administration qui effectue la livraison, au profit des Administrations dans les services desquelles le colis a été gardé au-delà des délais admis;
- k) taxe d'avis de réception, lorsque l'expéditeur demande un avis de réception conformément à l'article 27;
- l) taxe d'avis d'embarquement, perçue, dans les relations entre les pays dont les Administrations acceptent d'assurer ce service, lorsque l'expéditeur demande qu'un avis d'embarquement lui soit adressé;
- m) taxe de réclamation ⁽⁷⁾ visée à l'article 38, paragraphe 3;
- n) taxe de demande de retrait ou de modification d'adresse;
- o) taxe pour risques de force majeure, perçue par les Administrations acceptant de couvrir les risques susceptibles de découler d'un cas de force majeure. ⁽⁸⁾

¹⁾ V. annot. 1 à l'art. VIII du Prot.

²⁾ Nouvelle taxe adoptée par le Congrès de Hambourg 1984 (II Congrès/C 7 – Rapp. 2, prop. 5013.1).

³⁾ Consulté sur la question de savoir si l'Adm. d'origine, à laquelle des colis postaux sont renvoyés, peut être considérée comme Adm. de destination au sens de l'art. 13, lettre b), de l'Arr., et si, par conséquent, elle est fondée à percevoir la taxe de présentation à la douane (appelée «taxe de dédouanement» avant le Congrès de Lausanne 1974), le BI a émis l'avis que, si les règlements douaniers exigent que les colis en retour soient, sans exception, soumis à une vérification douanière, rien ne paraît s'opposer à ce qu'une taxe de présentation à la douane soit perçue au moment de la livraison. Les mesures prises à cet égard relèvent, en effet, de la législation intérieure. (Rapp. 1941, p. 9 et 10.)

⁴⁾ Enquête ouverte sur demande de l'Adm. du Mexique (circ. 52/1942) concernant la perception de la taxe de livraison ou de toute autre taxe d'ordre postal, au moment de la livraison à l'expéditeur d'un colis postal à destination de l'étranger retiré du service à la demande de l'expéditeur sans avoir traversé la frontière du pays d'origine. 18 Adm. ont répondu qu'elles percevaient de telles taxes et 8 qu'elles n'en percevaient aucune.

⁵⁾ Le texte n'interdit pas l'emploi d'une carte postale; au surplus, ce point de détail relève plutôt de la réglementation interne (Congrès du Caire 1934, I 1358).

⁶⁾ Les frais d'entrepôt éventuellement exigés par la douane sont des frais non postaux à la charge du destinataire (Congrès de Buenos Aires 1939, II 553).

⁷⁾ Cette taxe doit être perçue quel que soit le point particulier (réclamation du colis proprement dit ou réclamation du montant du remboursement) sur lequel porte la réclamation (Congrès de Stockholm 1924, II 472).

⁸⁾ Cette taxe répond au vœu de la CEL adopté au Congrès de Bruxelles 1952 (prop. 1060), qui engage l'Union à étendre la faculté de s'assurer pour le cas de force majeure et à obtenir l'accroissement du nombre des pays disposés à se charger des risques pouvant dériver d'un cas de force majeure (Congrès de Vienne 1964, II 1223, prop. 7057).

Article 14 Tarif (Prot. VIII)

1. Le tarif des taxes supplémentaires définies à l'article 13 est fixé conformément aux indications du tableau ci-après: (¹⁾)

Désignation de la taxe	Montant	Observations
1	2	3
a) taxe de dépôt en dehors des heures normales d'ouverture des guichets ⁽²⁾	même taxe que dans le régime intérieur	
b) taxe de présentation à la douane, perçue par l'Administration d'origine ⁽³⁾	2 francs (0,65 DTS) par colis au maximum	
c) taxe de présentation à la douane, perçue par l'Administration de destination	10 francs (3,27 DTS) par colis au maximum	
d) taxe d'enlèvement au domicile de l'expéditeur	même taxe que dans le régime intérieur	
e) taxe de livraison	même taxe que dans le régime intérieur	En cas de renvoi à l'expéditeur (article 29, paragraphe 3, lettre b)) ou de réexpédition (article 31, paragraphe 6, lettre c)), le montant de la reprise ne peut dépasser 3 francs (0,98 DTS). ⁽⁴⁾
f) taxe de réponse à un avis de non-livraison	2 francs (0,65 DTS) au maximum ⁽⁵⁾	Si, à la suite de l'avis de non-livraison, de nouvelles instructions doivent être transmises par voie télégraphique, l'expéditeur ou le tiers doit payer, en outre, la taxe télégraphique.
g) taxe d'avis d'arrivée	au maximum, taxe égale à celle d'une lettre ordinaire du premier échelon de poids du régime intérieur	
h) taxe de remballage	1 franc (0,33 DTS) par colis au maximum	Cette taxe ne peut être appliquée qu'une fois seulement au cours du transport de bout en bout.

Désignation de la taxe	Montant	Observations
1	2	3
i) taxe de poste restante	même taxe que dans le régime intérieur	En cas de renvoi à l'expéditeur (article 29, paragraphe 3, lettre b)) ou de réexpédition (article 31, paragraphe 6, lettre c)), le montant de la reprise ne peut dépasser 1,50 franc (0,49 DTS). ⁽⁴⁾
j) taxe de magasinage	même taxe que dans le régime intérieur	En cas de renvoi à l'expéditeur ⁽⁶⁾ ou de réexpédition (articles 29, paragraphe 3, lettre b), et 31, paragraphe 6, lettre c)), le montant de la reprise ne peut dépasser 20 francs (6,53 DTS). ⁽⁴⁾ ⁽⁷⁾
k) taxe d'avis de réception	3 francs (0,98 DTS) au maximum ⁽⁸⁾	
l) taxe d'avis d'embarquement	1,10 franc (0,36 DTS) par colis au maximum	
m) taxe de réclamation	2 francs (0,65 DTS) au maximum	A cette taxe s'ajoute la taxe télégraphique si l'expéditeur a exprimé le désir que sa demande soit transmise par voie télégraphique.
n) taxe de demande de retrait ou de modification d'adresse	4 francs (1,31 DTS) au maximum	A cette taxe s'ajoute la taxe télégraphique correspondante, si la demande doit être transmise par voie télégraphique. ⁽⁹⁾ ⁽¹⁰⁾
o) taxe pour risques de force majeure	a) montant prévu à l'article 11, paragraphe 2, en ce qui concerne les colis avec valeur déclarée	

Désignation de la taxe	Montant	Observations
1	2	3
	b) 60 centimes (0,20 DTS) par colis au maximum, en ce qui concerne les colis sans valeur déclarée	

2. Les Administrations qui perçoivent dans leur régime intérieur des taxes supplémentaires supérieures à celles qui sont fixées au paragraphe 1 sont autorisées, lorsqu'elles conservent intégralement ces dernières, à appliquer, dans le service international, les taux du régime intérieur. ⁽⁴⁾

¹⁾ Les taux maximaux des taxes supplémentaires en cas de réexpédition ou de renvoi prévus dans cet art. sont des valeurs indicatives auxquelles les Adm. peuvent se référer pour fixer leurs tarifs (Congrès de Hambourg 1984, II Congrès/C 7 – Rapp. 2, prop. 5014.3 et 5014.4). V. également annot. 1 à l'art. VIII du Prot.

²⁾ Nouvelle taxe adoptée par le Congrès de Hambourg 1984 (II Congrès/C 7 – Rapp. 2, prop. 5014.6).

³⁾ La taxe supplémentaire indiquée sous b) a été relevée par le Congrès de Hambourg 1984 pour tenir compte de l'augmentation des coûts des services (II Congrès/C 7 – Rapp. 2, prop. 5014.8).

⁴⁾ V. annot. 1 à l'art. VIII du Prot.

⁵⁾ V. annot. 3 à l'art. 136 et annot. 1 à l'art. 137 du Règl.

⁶⁾ V. annot. 2 à l'art. 29.

⁷⁾ Les colis renvoyés à l'origine ou réexpédiés sont souvent refusés lorsqu'ils sont grevés de frais très élevés et c'est alors l'Adm. d'origine qui doit supporter lesdits frais. La limitation des frais de magasinage dans ces cas vise à prévenir de tels refus (Congrès de Rio de Janeiro 1979, II 1675, prop. 5014.4).

⁸⁾ Le Congrès de Lausanne 1974 a supprimé les demandes d'avis de réception formulées postérieurement au dépôt et admis le principe du renvoi des avis de réception par la voie la plus rapide (aérienne ou de surface) sans surtaxe (II 1468, prop. 5014.7).

⁹⁾ La demande par voie postale est toujours transmise sous recommandation. La taxe perçue pour la demande comprend la taxe de recommandation, laquelle ne doit pas être déduite lors de la transmission de la demande par voie télégraphique (Congrès de Tokyo 1969, II 1445, prop. 6073).

¹⁰⁾ La perception de la surtaxe aérienne en cas d'utilisation de la voie aérienne a été supprimée par le Congrès de Rio de Janeiro 1979, étant entendu que la demande doit être transmise par la voie la plus rapide (aérienne ou de surface) (II 1687, prop. 5014.3).

Article 15

Droits (Arr. 6) ⁽¹⁾

1. Les Administrations de destination sont autorisées à percevoir, sur les destinataires, tous droits, notamment les droits de douane, ⁽²⁾ dont les envois sont grevés dans le pays de destination.

2. Les Administrations s'engagent à intervenir auprès des autorités compétentes de leur pays pour que les droits (parmi lesquels les droits de douane) soient annulés ⁽³⁾ quand ils concernent un colis:

- a) renvoyé à l'**expéditeur**; ⁽⁴⁾
- b) réexpédié sur un tiers pays;
- c) abandonné par l'expéditeur;
- d) perdu dans leur service ou détruit pour cause d'avarie totale du contenu;
- e) spolié ou avarié dans leur service. Dans ces cas, l'annulation des droits n'est demandée que pour la valeur du contenu manquant ou pour la dépréciation subie par le contenu.

¹⁾ V. annot. 1 sous le titre I (taxes et droits) et art. VIII du Prot.

²⁾ V. à ce sujet la circ. 94/1969 par laquelle deux recommandations du CCD ont été portées à la connaissance des Adm., l'une concernant l'admission en franchise de certains envois constituant des cadeaux, l'autre relative à l'application d'un système de taxation forfaitaire aux marchandises contenues dans de petits envois adressés à des particuliers. V. également circ. 228/1983 relative à la recommandation du CCD concernant l'admission en franchise des envois constituant des cadeaux.

³⁾ Les renseignements à ce sujet figurent dans le Recueil des colis postaux.

⁴⁾ V. annot. 2 à l'art. 29.

Chapitre III

Franchises postales

Article 16

Colis de service (Arr. 2, 4, 54, Règl. 110) ⁽¹⁾

1. Sont exonérés de toutes taxes postales ⁽²⁾ les colis relatifs au service postal et échangés entre:

- a) les Administrations postales;
- b) les Administrations postales et le Bureau international;

- c) les bureaux de poste des Pays-membres;
 - d) les bureaux de poste et les Administrations postales.
2. Les colis-avion, à l'exception de ceux qui émanent du Bureau international, n'acquittent pas les surtaxes aériennes. ⁽³⁾

¹⁾ Aux Congrès de Rome 1906 et de Stockholm 1924, il avait été spécifié que, par «correspondances», il fallait entendre, s'agissant de la franchise postale, non seulement les lettres mais les envois postaux de tout genre. Au Congrès d'Ottawa 1957, ce terme a été remplacé par l'expression «objets de correspondance» à laquelle on a substitué maintenant «envois de la poste aux lettres». Par conséquent, cet article comble une lacune qui exclurait les colis postaux de la franchise postale et prévoit le cas où les envois volumineux ne se prêtent pas au transport par la poste aux lettres (Congrès de Vienne 1964, II 1215, prop. 7051). V. aussi art. 2, par. 3.

²⁾ Le mot «postales» a été maintenu ici pour éviter toute fausse interprétation (Congrès de Vienne 1964, II 1320).

³⁾ Les frais de transport aérien sont à la charge de l'Adm. d'origine (Congrès de Tokyo 1969, II 1428, prop. 6076).

Article 17

Colis de prisonniers de guerre et d'internés civils

(Arr. 4, 54, Règl. 110) ⁽¹⁾ ⁽²⁾

Les colis de prisonniers de guerre et d'internés civils ⁽²⁾ sont exonérés de toutes taxes en vertu de l'article 16 de la Convention. ⁽³⁾ Toutefois, les colis-avion **sont soumis aux surtaxes aériennes stipulées à l'article 8 du présent Arrangement.** ⁽⁴⁾

¹⁾ Des doutes s'étant élevés sur la question de savoir si ces colis peuvent être envoyés par exprès ou comme colis encombrants, fragiles, avec valeur déclarée, etc., le BI a exprimé l'avis que les stipulations de l'Arr. n'excluent nullement, en principe, les catégories de colis dont il s'agit. La seule réserve est qu'il paraît équitable d'exonérer les Adm. de toute responsabilité, pour un service qu'elles effectuent gratuitement, et que les colis pour prisonniers de guerre ne donnent pas lieu à dédommagement en cas de perte, de spoliation ou d'avarie.

Cependant, quoique l'admission des diverses catégories de colis postaux ait été établie comme règle générale, il peut arriver que, pour des considérations d'ordre pratique, un pays ne soit pas en mesure d'accepter, soit au départ, soit à l'arrivée, certaines catégories de colis, ou qu'il ne puisse les accepter que jusqu'à une certaine limite de poids (Rapp. 1941, p. 9).

Même la perte d'un colis avec valeur déclarée ne saurait mettre en jeu la responsabilité des Adm. Les expéditeurs peuvent faire assurer leurs envois par des compagnies privées (Congrès de Stockholm 1924, II 502).

²⁾ V. annot. 6 à l'art. 4.

³⁾ Au Congrès de Paris 1947, l'Uruguay, considérant que les présentes dispositions s'inspirent de sentiments élevés de solidarité humaine, avait proposé un paragraphe complémentaire ainsi conçu:

«Chaque Administration s'engage à faire des démarches auprès des autorités respectives de son pays pour obtenir l'annulation des droits non postaux dont pourraient être grevés les colis destinés aux prisonniers de guerre et belligérants recueillis ou internés dont traite le présent

article, lorsque leur contenu se compose d'aliments, tabac, médicaments, vêtements, outils de travail faits à la main ou d'un caractère artistique, etc., et d'objets d'un usage personnel, pourvu que, par leur quantité ou leur qualité, ils ne représentent pas une valeur élevée et qu'ils soient évidemment destinés à être consommés ou utilisés par les destinataires eux-mêmes.» (I 315.) Cette proposition n'était pas recevable, du point de vue juridique, parce qu'elle avait trait à des droits perçus sur les colis de prisonniers de guerre par des organismes non postaux. Mais elle a été transformée en vœu adopté à l'unanimité par la 2^e Commission (II 673). Un vœu identique au précédent a également été adopté par le Congrès de Bruxelles 1952 (II 798, prop. 1681 Uruguay).

4) Précision apportée par le Congrès de Hamburg 1984.

Titre II

Exécution du service

Chapitre I

Conditions d'admission

Section I

Conditions générales d'admission

Article 18

Conditions d'acceptation (Règl. 103 à 110) (1)

Sous réserve que le contenu ne tombe pas sous le coup des interdictions énumérées à l'article 19 ou sous celui des interdictions ou des restrictions applicables dans le territoire d'une ou de plusieurs Administrations appelées à participer au transport, tout colis, pour être admis à l'expédition, doit:

- a) appartenir à une catégorie de colis admise en application de l'article 4;
- b) avoir un emballage adapté à la nature du contenu et aux conditions du transport;
- c) porter les noms et adresses du destinataire et de l'expéditeur;
- d) répondre aux conditions de poids et de dimensions fixées par les articles 2 et 20;
- e) être affranchi de toutes taxes exigibles par le bureau d'origine au moyen de timbres-poste ou de tout autre procédé autorisé par la réglementation de l'Administration d'origine.

1) V. les annot. à l'art. 19.

Article 19

Interdictions (Arr. 21, Règl. 105) ⁽¹⁾

L'insertion des objets ci-dessous est interdite:

a) dans toutes les catégories de colis:

- 1° les objets qui, par leur nature ou leur emballage, peuvent présenter du danger pour les agents, salir ou détériorer les autres colis ou l'équipement postal;
- 2° les stupéfiants et les substances psychotropes; ⁽²⁾ toutefois, cette interdiction ne s'applique pas aux expéditions effectuées dans un but médical ou scientifique pour les pays qui les admettent à cette condition;
- 3° les documents ayant le caractère de correspondance actuelle et personnelle ainsi que les correspondances de toute nature échangées entre des personnes autres que l'expéditeur et le destinataire ou les personnes habitant avec eux, à l'exception:
 - d'un des documents ci-après, non fermé, réduit à ses énonciations constitutives et se rapportant exclusivement aux marchandises transportées: facture, bordereau ou avis d'expédition, bon de livraison;
 - des disques phonographiques, des bandes et des fils soumis ou non à un enregistrement sonore ou visuel, des cartes mécanographiques, des bandes magnétiques ou d'autres moyens semblables et des cartes QSL ⁽³⁾ lorsque l'Administration d'origine estime qu'ils ne présentent pas le caractère de correspondance actuelle et personnelle et lorsqu'ils sont échangés entre l'expéditeur et le destinataire du colis ou des personnes habitant avec eux;
 - des correspondances et des documents de toute nature ayant le caractère de correspondance actuelle et personnelle, autres que les précédents, échangés entre l'expéditeur et le destinataire du colis ou des personnes habitant avec eux, si la réglementation intérieure des Administrations intéressées le permet; ⁽⁴⁾
- 4° les animaux vivants, à moins que leur transport par la poste ne soit autorisé par la réglementation postale des pays intéressés;
- 5° les matières explosibles, inflammables ou autres matières dangereuses; ⁽⁵⁾ ⁽⁶⁾
- 6° les matières radioactives. Toutefois, les Administrations peuvent s'entendre pour accepter les colis contenant ces matières soit dans leurs relations réciproques, soit dans un seul sens. En ce cas, les matières radioactives sont conditionnées et emballées selon les

dispositions du Règlement et sont acheminées par la voie la plus rapide, normalement par la voie aérienne, sous réserve de l'acquittement des surtaxes aériennes correspondantes. Elles ne peuvent être déposées que par des expéditeurs dûment autorisés; ⁽⁷⁾

7° les objets obscènes ou immoraux;

8° les objets dont l'importation ou la circulation est interdite dans le pays de destination; ⁽⁸⁾

- b) dans les colis sans valeur déclarée, échangés entre deux pays qui admettent la déclaration de valeur: les pièces de monnaie, les billets de banque, les billets de monnaie ou les valeurs quelconques au porteur, ⁽⁹⁾ ⁽¹⁰⁾ le platine, l'or ou l'argent, manufacturés ou non, les pierres, les bijoux et autres objets précieux. Cette disposition n'est pas applicable lorsque l'échange des colis entre deux Administrations admettant les colis avec valeur déclarée ne peut s'effectuer qu'en transit à découvert par l'intermédiaire d'une Administration qui ne les admet pas. ⁽¹¹⁾ Chaque Administration a la faculté d'interdire l'insertion de l'or en lingots dans les envois avec ou sans valeur déclarée en provenance ou à destination de son territoire ou transmis en transit à découvert à travers son territoire, ou de limiter la valeur réelle de ces envois.

¹⁾ Les pays ont un droit de regard sur les colis en transit; ce sont les règlements intérieurs qui sont applicables dans ce cas (Congrès de Londres 1929, II 381 et 382). Les Adm. doivent se notifier par l'intermédiaire du BI les interdictions ou restrictions réglant l'importation et le transit des colis dans leur service (art. 101, par. 1, lettre g), du Régl.).

²⁾ A la suite d'une décision du Congrès de Bruxelles 1952, les dispositions des Actes de l'UPU relatives aux stupéfiants ont été examinées dans le cadre de la coopération entre l'ONU (Commission des stupéfiants) et de l'UPU dans ce domaine. Ces dispositions, en ce qui concerne les interdictions, ont été jugées suffisantes (v. Documents de la CEL 1957, p. 60 à 63). Les termes «l'opium, la morphine, la cocaïne et autres stupéfiants» ont été remplacés par ce nouveau libellé qui est celui employé par la Division des stupéfiants des Nations Unies, notamment depuis l'entrée en vigueur, le 16 août 1976, de la Convention de 1971 sur les substances psychotropes (Congrès de Rio de Janeiro 1979, II 1672, prop. 5019.3). La liste des stupéfiants et des substances psychotropes placés sous contrôle international (liste abrégée) est reproduite dans la troisième partie de la Liste des objets interdits. V. également annot. 7 à l'art. 36 de la Conv.

³⁾ Cartes QSL (confirmations de liaison radiophonique). Il s'agit en l'occurrence de cartes préimprimées que les radiophonistes amateurs utilisent pour se communiquer le résultat de leurs observations en les complétant d'indications manuscrites codées. V. également annot. 5 à l'art. 130 du Régl. de la Conv.

⁴⁾ L'alinéa 3° a été adopté par le Congrès de Tokyo 1969 (II 1428, 1429, 1440 et 1491, prop. 6211/Rev et 6028 et Doc 129/Rev). Les exceptions aux interdictions y sont classées dans l'ordre croissant des restrictions auxquelles elles sont soumises, soit:

- a) documents admis dans tous les cas (facture, bordereau, etc.);
- b) objets (ex-Phonopost, cartes QSL, etc.) dont l'insertion dans les colis est subordonnée à deux conditions: ne pas présenter le caractère de correspondance actuelle et personnelle selon l'appréciation de l'Adm. d'origine et être échangés entre expéditeur et destinataire;
- c) documents ayant le caractère de correspondance actuelle et personnelle dont l'insertion dans les colis est subordonnée aux conditions suivantes: être échangés entre l'expéditeur et le destinataire et être admis tant par l'Adm. d'origine que par l'Adm. de destination.

Le Recueil des colis postaux indique si les Adm. admettent ou non dans les colis les documents ayant le caractère de correspondance actuelle et personnelle. V. aussi l'avis du BI dans le Rapp. 1966, p. 57 à 59, au sujet de l'admission au tarif des colis postaux des expéditions considérées antérieurement comme papiers d'affaires.

^{a)} Depuis le Congrès de Bruxelles 1952, l'UPU se préoccupe du transport illicite des matières dangereuses par la poste. La CEL et par suite le CE ont émis plusieurs recommandations pour assurer l'application de cette interdiction de principe identique à celle prévue à l'art. 36 de la Conv., en vue notamment de sauvegarder la sécurité des avions transportant les dépêches postales (circ. 174/1959, 169/1961, 50/1970, 166/1970 et 141/1973). Outre les matières explosibles ou inflammables, il faut considérer comme dangereux les gaz comprimés, les liquides corrosifs, les matières oxydantes et toxiques ainsi que toutes autres substances qui pourraient mettre la vie humaine en danger ou causer des dommages.

Sur ce point, l'IATA a manifesté son inquiétude du fait que les envois postaux insérés dans les sacs postaux peuvent contenir des objets dangereux sans qu'on puisse les vérifier et a suggéré que la réglementation de l'UPU en la matière soit harmonisée avec la sienne. Conscient de l'importance et de l'urgence du problème, le CE a décidé (résolution CE 2/1978) d'inclure la «liste des définitions des objets dangereux établie par l'IATA» dans la Liste des objets interdits dont elle constitue la quatrième partie (feuilles roses); en outre, il a approuvé les mesures éducatives (diapositives, affiche, brochure) élaborées en collaboration avec l'OMS et l'IATA et destinées aux usagers et aux fonctionnaires postaux en vue de l'application efficace de la réglementation (cf. lettre-circ. du BI 3410.8(C)1500 du 4 décembre 1979 et 3410.8(C)178 du 8 février 1980). Enfin, conformément à la résolution du CE, CE 1/1983, la liste de l'IATA a été remplacée par la liste de l'OACI. En ce qui concerne l'Arr. des colis, la possibilité d'admettre dans les colis, à titre facultatif et conditionnellement, des capsules et des cartouches métalliques chargées pour les armes à feu portatives, des éléments de fusées d'artillerie inexplosibles et des allumettes, des films inflammables, du celluloid brut ou des objets fabriqués en celluloid, a été supprimée (Congrès de Rio de Janeiro 1979, II 1673, prop. 5019.2/Rev 1). De plus, une mise en garde contre l'insertion d'objets dangereux dans les envois postaux a été introduite au verso de la déclaration en douane C 2/CP 3 (Congrès de Rio de Janeiro 1979, II 1622, prop. 2902.1 et Congrès – Doc 24). V. également annot. 8 à l'art. 36 de la Conv. et annot. 5 à l'art. 71 de la Conv.

^{a)} Par sa décision C 56, le Congrès de Lausanne 1974 a chargé le CCEP d'entreprendre une étude sur les moyens de protection à mettre en œuvre pour assurer la sécurité du personnel postal amené à manipuler des envois présumés dangereux (envois piégés). Les résultats d'une première enquête ouverte à ce sujet par circ. 252/1972 ont été publiés par circ. 253/1972, 26/1973, 38/1973, 39/1973 et 259/1973. L'étude proprement dite du CCEP a fait l'objet d'un rapport qui a été distribué aux Adm. à titre confidentiel (cf. lettre-circ. du BI 4435-312.1(D)80 du 17 janvier 1978) et de la recommandation C 76 adoptée par le Congrès de Rio de Janeiro 1979 (II 1374 et 1375, prop. 0004 et Congrès – Doc 16).

⁷⁾ Aux fins d'adapter la réglementation à la réalité, le Congrès de Lausanne 1974 a admis formellement le transport des matières radioactives dans les colis (II 1459, prop. 5019.3). V. aussi annot. 2 à l'art. 21 de la Conv.

Autres dispositions relatives au transport des matières radioactives: Règl. art. 105, par. 1, lettre h), et 110, par. 9.

Par sa résolution C 64, le Congrès de Lausanne 1974 a chargé le CE d'examiner la suppression éventuelle de la condition selon laquelle les matières radioactives ne peuvent être déposées que

par des expéditeurs dûment autorisés. Consultées à ce sujet, les Adm., soucieuses de garantir la sécurité des employés postaux et d'empêcher tout abus de la part des usagers, se sont prononcées pour le maintien de cette condition. Le CE a partagé cette manière de voir qui a été approuvée par le Congrès de Rio de Janeiro 1979 (II Congrès – Doc 1, ch. 21). V. aussi annot. 3 à l'art. 21 de la Conv.

⁹⁾ Les renseignements à ce sujet figurent dans la Liste des objets interdits.

⁹⁾ Y compris les titres au porteur (Congrès de Londres 1929, II 381).

¹⁰⁾ Une Adm. ayant demandé si des timbres-poste, oblitérés ou non, peuvent être envoyés dans un colis postal, le BI a émis l'avis que l'exclusion de ces objets ne semble pas motivée (Rapp. 1895, p. 8). V. aussi annot. 4 et 5 à l'art. 36 de la Conv.

¹¹⁾ V. art. premier, par. 6, de la Conv.

Article 20

Limites de dimensions (Arr. 21, Règl. 127) (¹⁾)

1. Sauf à être considérés comme colis encombrants (²) par application de l'article 4, paragraphe 2, lettre e), les colis transportés par voie de surface ou par voie aérienne (³) ne doivent pas dépasser 1,50 mètre pour l'une quelconque des dimensions ni 3 mètres pour la somme de la longueur et du plus grand pourtour pris dans un sens autre que celui de la longueur.

2. Les Administrations qui ne sont pas en mesure d'admettre, pour tous les colis ou pour les colis-avion seulement, les dimensions prévues au paragraphe 1 peuvent adopter en lieu et place les dimensions suivantes: 1,05 mètre pour l'une quelconque des dimensions, 2 mètres pour la somme de la longueur et du plus grand pourtour pris dans un sens autre que celui de la longueur. (⁴) (⁵)

3. Quel que soit leur mode de transport, les colis ne doivent pas comporter de dimensions inférieures aux dimensions minimales prévues pour les lettres à l'article 19, paragraphe 1, de la Convention.

4. Les Administrations qui admettent les dimensions fixées au paragraphe 1 ont la faculté de percevoir, pour les colis dont les dimensions dépassent les limites indiquées au paragraphe 2 mais dont le poids est inférieur à 10 kg, une taxe supplémentaire égale à celle qui est prévue à l'article 12.

¹⁾ Par sa résolution C 69, le Congrès de Lausanne 1974 a chargé le CE, en collaboration avec le CCEP, de réexaminer les dispositions concernant les limites de dimensions des colis postaux. Les conclusions de l'étude effectuée vont toutes dans le sens du statu quo. Elles ont été approuvées par le Congrès de Rio de Janeiro 1979 (Congrès – Doc 1, ch. 48).

²⁾ V. annot. 3 à l'art. 4.

³⁾ Les mots «ou par voie aérienne» ont été ajoutés au Congrès de Tokyo 1969 afin d'harmoniser les dimensions des colis-avion avec celles des colis ordinaires, compte tenu de la capacité sans cesse accrue des aéronefs (II 1430 et 1431, prop. 6266).

4) Cette disposition facultative qui faisait auparavant l'objet d'une réserve particulière au Prot. a été incorporée – compte tenu d'une légère modification – dans l'Arr. par le Congrès de Tokyo 1969 (II 1430 et 1431, prop. 6029). V. aussi annot. 3 au préambule du Prot. Le Recueil des colis postaux indique pour chaque Adm. d'une part les dimensions qu'elle admet pour les colis-avion, d'autre part les dimensions à partir desquelles elle considère les colis comme encombrants.

5) Les Adm. peuvent fixer pour les colis-avion des limites de dimensions intermédiaires entre celles prévues aux par. 1 et 2, ces limites étant indiquées dans le Recueil des colis postaux (Congrès de Tokyo 1969, II 1430 et 1431, prop. 6266).

Article 21

Traitement des colis acceptés à tort (Arr. 33)

1. Lorsque les colis qui contiennent les objets cités à l'article 19, lettre a), ont été acceptés à tort à l'expédition, ils doivent être traités selon la législation du pays de l'Administration qui en constate la présence; toutefois, les colis contenant les objets visés au même article, lettre a), chiffres 2°, 5°, 7°, ne sont en aucun cas ni acheminés à destination, ni livrés aux destinataires, ni renvoyés à l'**expéditeur**. ⁽¹⁾ ⁽²⁾

2. S'il s'agit de l'insertion d'une seule correspondance non autorisée au sens de l'article 19, lettre a), chiffre 3°, cette correspondance est traitée de la manière prescrite à l'article 30 de la Convention et, pour ce motif, le colis ne peut être renvoyé à l'**expéditeur**.

3. Lorsqu'un colis sans valeur déclarée échangé entre deux pays qui admettent la déclaration de valeur et contenant les objets cités à l'article 19, lettre b), parvient à l'Administration de destination, ⁽³⁾ celle-ci est autorisée à le livrer au destinataire, aux conditions fixées par sa réglementation. Si celle-ci n'admet pas la livraison, le colis doit être renvoyé à l'**expéditeur** en faisant application de l'article 33.

4. Le paragraphe 3 est applicable aux colis dont le poids ou les dimensions dépassent sensiblement ⁽⁴⁾ les limites admises; toutefois, ces colis peuvent être livrés, le cas échéant, au destinataire si celui-ci a préalablement acquitté les taxes éventuelles. ⁽⁵⁾

5. Lorsqu'un colis admis à tort **ou une partie de son contenu ne sont ni livrés** au destinataire, ni **renvoyés** à l'**expéditeur**, l'Administration d'origine doit être informée **sans délai** du traitement appliqué à ce colis. Cette **information doit indiquer d'une manière précise l'interdiction sous le coup de laquelle tombe le colis ou les objets qui ont donné lieu à la saisie**. ⁽⁶⁾

¹⁾ V. annot. 2 à l'art. 29.

²⁾ Si le destinataire d'un colis refuse de payer la taxe des lettres insérées à tort dans ces envois, ce refus ne doit pas entraîner le renvoi du colis à l'expéditeur.

Pour le surplus (traitement des lettres insérées), c'est la législation intérieure qui est applicable (Congrès du Caire 1934, I 1359).

³⁾ L'intervention éventuelle des Adm. de transit a été éliminée en raison de la difficulté sinon de l'impossibilité pour elles d'établir si un colis contient de tels objets (Congrès de Rio de Janeiro 1979, II 1673, prop. 5021.1).

⁴⁾ Il faut des raisons sérieuses pour procéder au renvoi du colis à l'origine (Congrès de Londres 1929, II 382 et 383).

⁵⁾ Dans le cas d'un colis dont le montant du remboursement dépasse le maximum admis, il y a faute du pays d'origine et il serait excessif d'en faire supporter les conséquences par l'expéditeur ou le destinataire (Congrès de Londres 1929, II 381).

⁶⁾ Le texte de ce par. a été remanié par le Congrès de Hambourg 1984 pour bien préciser que si le colis est effectivement remis au destinataire sans son contenu ou avec un contenu réduit en raison de l'application de la législation du pays de destination, il est néanmoins utile pour l'Adm. d'origine d'avoir connaissance de telles interventions (II Congrès/C 7 – Rapp. 9, prop. 5021.3). V. également annot. 17, art. 36 Conv.

Article 22

Instructions de l'expéditeur au moment du dépôt (Arr. 35, Règl. 136, 137) (¹⁾)

1. Au moment du dépôt d'un colis, l'expéditeur est tenu d'indiquer le traitement à appliquer en cas de non-livraison.

2. Il ne peut donner que l'une des instructions suivantes:

- a) envoi (²⁾) d'un avis de non-livraison à lui-même;
- b) envoi (²⁾) d'un avis de non-livraison à un tiers domicilié dans le pays de destination;
- c) renvoi immédiat à l'expéditeur, par voie de surface ou par voie aérienne;
- d) renvoi à l'expéditeur, par voie de surface ou par voie aérienne, à l'expiration d'un certain délai qui ne peut dépasser le délai de garde réglementaire dans le pays de destination; (³⁾)
- e) livraison à un autre destinataire, au besoin après réexpédition, par voie de surface ou par voie aérienne (et sous réserve des particularités prévues à l'article 28, paragraphe 1, lettre c), chiffre 2^o);
- f) réexpédition, par voie de surface ou par voie aérienne, du colis aux fins de remise au destinataire primitif;
- g) abandon du colis par l'expéditeur.

3. Les colis peuvent être renvoyés sans avis si l'expéditeur n'a pas donné d'instructions ou si celles-ci sont contradictoires.

4. Les Administrations ont la faculté de ne pas admettre les instructions visées au paragraphe 2, lettres a) et b), lorsque leur législation ou leur réglementation ne le permet pas. (⁴⁾)

¹⁾ Le Congrès de Lausanne 1974 a supprimé l'instruction «vente du colis aux risques et périls de l'expéditeur» (II 1460 et 1461, prop. 5022.1).

²⁾ V. annot. 2 et 3 à l'art. 136 du Règl.

³⁾ Les renseignements à ce sujet figurent dans le Recueil des colis postaux.

⁴⁾ Cette disposition facultative qui faisait auparavant l'objet d'une réserve particulière au Prot. a été incorporée dans l'Arr. par le Congrès de Tokyo 1969 (II 1424, prop. 6030). Le Recueil des colis postaux indique les pays qui en font application. V. aussi annot. 3 au préambule du Prot.

Section II

Conditions particulières d'admission

Article 23

Colis avec valeur déclarée (Arr. 11, Règl. 108, 109) (¹⁾)

1. Les règles suivantes régissent la déclaration de valeur des colis avec valeur déclarée:

a) en ce qui concerne les Administrations postales:

1° faculté pour chaque Administration de limiter la déclaration de valeur, en ce qui la concerne, à un montant qui ne peut être inférieur à **7000 francs (2286,83 DTS)** (²) ou au montant adopté dans son service intérieur s'il est inférieur à **7000 francs (2286,83 DTS)**; (³)

2° obligation, dans les relations entre pays dont les Administrations ont adopté des limites différentes, d'observer, de part et d'autre, la limite la plus basse;

b) en ce qui concerne les expéditeurs:

1° interdiction de déclarer une valeur dépassant la valeur réelle du contenu du colis;

2° faculté de ne déclarer qu'une partie de la valeur réelle du contenu du colis.

2. Toute déclaration frauduleuse de valeur supérieure à la valeur réelle du colis est passible des poursuites judiciaires prévues par la législation du pays d'origine.

3. Un récépissé doit être délivré gratuitement, au moment du dépôt, à tout expéditeur d'un colis avec valeur déclarée.

¹⁾ Le Congrès de Vienne 1964, par sa résolution C 29, b), a chargé le CE de «rechercher les possibilités d'établir des normes uniformes du trafic aérien des envois avec valeur déclarée» (II 1133 et 1325, prop. 5091). Afin de donner suite aux travaux effectués par le CE en conformité avec cette résolution, le Congrès de Tokyo 1969 a adopté le vœu C 70 concernant le transport aérien des envois avec valeur déclarée (III 762). A son tour, le Congrès de Lausanne 1974 a adopté

la résolution C 63 (III 887 à 893) par laquelle il préconise les mesures générales de sécurité à prendre dans les bureaux d'échange et dans les aéroports.

²⁾ Ce montant a été porté de 5000 francs à 7000 francs par le Congrès de Hambourg 1984 (II Congrès/C 7 – Rapp. 3, prop. 5023.1).

³⁾ Cette dérogation à la limite fixée qui faisait auparavant l'objet d'une réserve particulière au Prot. a été incorporée dans l'Arr. par le Congrès de Tokyo 1969 (II 1431, prop. 6031). Le Recueil des colis postaux indique les Adm. qui en font application. V. aussi annot. 3 au préambule du Prot.

Article 24

Colis francs de taxes et de droits (Arr. 10, Règl. 110, 111)

1. Un colis franc de taxes et de droits ne peut être accepté que si l'expéditeur s'engage à payer toute somme que le bureau de destination serait en droit de réclamer au destinataire ainsi que la taxe de commission prévue à l'article 10.
2. Le bureau d'origine peut exiger le versement d'arrhes suffisantes. ⁽¹⁾

¹⁾ L'expéditeur d'un colis «franc de droits» est tenu d'acquitter tous les droits postaux ou non postaux dont cet envoi peut être grevé à destination; par conséquent, les expéditeurs n'ont pas la faculté d'acquitter seulement les droits de douane à l'exclusion des autres droits (Congrès de Londres 1929, II 409).

Chapitre II

Conditions de livraison et de réexpédition

Section I

Livraison ⁽¹⁾

¹⁾ Le Congrès de Rio de Janeiro 1979 a adopté le vœu C 61 par lequel les Adm. sont invitées à faire connaître au BI les modalités de remise aux destinataires, dans leur pays, des colis ordinaires et avec valeur déclarée en vue de la publication de ces renseignements dans le «Recueil de renseignements sur l'organisation et les services intérieurs des Adm. postales».

Article 25

Règles générales de livraison. Délais de garde (Arr. 26, Règl. 133 à 135)

1. D'une façon générale, les colis sont livrés aux destinataires dans le plus bref délai et conformément aux dispositions en vigueur dans le pays de

destination. Lorsque les colis ne sont pas livrés à domicile, les destinataires doivent, sauf impossibilité, ⁽¹⁾ être avisés sans retard de leur arrivée.

2. Tout colis dont l'arrivée a été notifiée au destinataire est gardé à sa disposition quinze jours ou, au plus, un mois à compter du lendemain de l'expédition de l'avis; ce délai peut être exceptionnellement porté à deux mois si la réglementation de l'Administration de destination le permet. ⁽²⁾ Le délai de garde prévu dans ce paragraphe est renouvelé si l'expéditeur a demandé, selon l'article 28, paragraphe 1, lettres a), c), chiffre 2°, et d), que le destinataire soit avisé une nouvelle fois.

3. Lorsque l'arrivée du colis n'a pu être notifiée au destinataire, le délai de garde est celui que prescrit la réglementation du pays de destination; ce délai, applicable aussi aux colis adressés poste restante, commence à courir le lendemain du jour à partir duquel le colis est tenu à la disposition du destinataire ⁽³⁾ et ne peut, en règle générale, dépasser deux mois, le renvoi du colis **à l'expéditeur** ⁽⁴⁾ doit avoir lieu dans un délai plus court si **celui-ci** ⁽⁴⁾ l'a demandé dans une langue connue dans le pays de destination. ⁽⁵⁾

4. Les délais de garde prévus aux paragraphes 2 et 3 sont applicables, en cas de réexpédition, aux colis à distribuer par le nouveau bureau de destination.

¹⁾ Les mots «sauf impossibilité» s'appliquent en principe aux colis adressés poste restante et aux colis dont les destinataires habitent une région où il n'y a pas de service de distribution du courrier (Congrès de Rio de Janeiro 1979, II 1673, prop. 5025.3).

²⁾ Les renseignements concernant les délais de garde figurent dans le Recueil des colis postaux.

³⁾ Le temps nécessaire au contrôle douanier à l'importation n'est pas inclus dans le délai de garde (Congrès de Rio de Janeiro 1979, II 1673, prop. 5025.4).

⁴⁾ V. annot. 2 à l'art. 29.

⁵⁾ L'expéditeur doit, dans son propre intérêt, faciliter par le choix de la langue, le travail de l'Adm. de destination, mais celle-ci, qui aura à cœur de donner satisfaction au public, ne doit pas exagérer les difficultés rencontrées (Congrès de Londres 1929, II 384 et 385).

Article 26

Livraison des colis exprès (Arr. 9, Règl. 117, 140)

1. La livraison, par porteur spécial, d'un colis exprès ou de l'avis d'arrivée n'est essayée qu'une fois. ⁽¹⁾

2. Si l'essai est infructueux, le colis cesse d'être considéré comme exprès.

¹⁾ Le texte de l'Arr. donne toute faculté aux Adm. de destination, suivant les règles de leur service intérieur, de percevoir une taxe lorsqu'un colis à distribuer par exprès, primitivement présenté

à un domicile, est remis par exprès à un nouveau domicile sur la demande du destinataire (Congrès de Buenos Aires 1939, II 553). V. aussi art. 9, par. 3.

Article 27

Avis de réception (Arr. 13, 14, Règl. 110, 135, 144)

L'expéditeur d'un colis peut demander un avis de réception dans les conditions fixées à l'article 48 de la Convention. Toutefois, les Administrations peuvent limiter ce service aux colis avec valeur déclarée si cette limitation est prévue dans leur régime intérieur. ⁽¹⁾ ⁽²⁾

¹⁾ V. annot. 8 à l'art. 14.

²⁾ Par le vœu C 10 du Congrès de Rio de Janeiro 1979, les Adm. sont invitées à généraliser l'usage de l'avis de réception pour les colis ordinaires (II 1674, prop. 5000.4).

Article 28

Non-livraison au destinataire (Arr. 30, Règl. 136, 137)

1. Après réception de l'avis de non-livraison visé à l'article 22, paragraphe 2, lettres a) et b), il incombe à l'expéditeur ou au tiers y mentionné de donner ses instructions qui peuvent uniquement être celles qu'autorise ledit article, paragraphe 2, lettres c) à g), et, en outre, l'une des suivantes:

- a) aviser une nouvelle fois le destinataire;
- b) rectifier ou compléter l'adresse;
- c) s'il s'agit d'un colis contre remboursement:
 - 1° le remettre à une personne autre que le destinataire contre remboursement de la somme indiquée;
 - 2° le remettre au destinataire primitif ou à un autre destinataire, sans remboursement ou contre remboursement d'une somme inférieure à la somme primitive;
- d) remettre le colis franc de taxes et de droits soit au destinataire primitif, soit à un autre destinataire.

2. L'envoi des instructions visées au paragraphe 1 peut donner lieu à la perception, soit sur l'expéditeur, soit sur le tiers, de la taxe visée à l'article 13, lettre **b)**; quand l'avis concerne plusieurs colis déposés simultanément au même bureau par le même expéditeur à l'adresse du même destinataire, cette taxe n'est perçue qu'une fois. En cas de transmission par la voie télégraphique, la taxe télégraphique correspondante s'y ajoute. ⁽¹⁾

3. Tant qu'elle n'a pas reçu d'instructions de l'expéditeur ou du tiers, l'Administration de destination est autorisée à livrer le colis au destinataire

primitivement désigné, soit, le cas échéant, à un autre destinataire ultérieurement désigné, soit à réexpédier le colis à une nouvelle adresse. Après réception des nouvelles instructions, celles-ci seules sont valables et exécutoires.

¹⁾ V. annot. 3 à l'art. 136 du Règl.

Article 29

Renvoi à l'**expéditeur** des colis non livrés (Arr. 33, 34, Règl. 138) ⁽¹⁾ ⁽²⁾

1. Tout colis qui n'a pu être livré est renvoyé au **pays du domicile de l'expéditeur**: ⁽²⁾

a) immédiatement si:

- 1° l'expéditeur l'a demandé par application de l'article 22, paragraphe 2, lettre c);
- 2° l'expéditeur (ou le tiers visé à l'article 22, paragraphe 2, lettre b)) a formulé une demande non autorisée;
- 3° l'expéditeur ou le tiers refuse d'acquitter la taxe autorisée par l'article 28, paragraphe 2;
- 4° les instructions de l'expéditeur ou du tiers n'ont pas atteint le résultat voulu, que ces instructions aient été données au moment du dépôt ou après réception de l'avis de non-livraison; ⁽³⁾ ⁽⁴⁾

b) immédiatement après l'expiration:

- 1° du délai éventuellement fixé par l'expéditeur par application de l'article 22, paragraphe 2, lettre d);
- 2° des délais de garde prévus à l'article 25, si l'expéditeur ne s'est pas conformé à l'article 22. Toutefois, dans ce cas, des instructions peuvent lui être demandées; ⁽⁵⁾
- 3° d'un délai de deux mois à compter de l'expédition de l'avis de non-livraison, si le bureau qui a établi cet avis n'a pas reçu d'instructions suffisantes de l'expéditeur ou du tiers, ou si ces instructions ne sont pas parvenues à ce bureau.

2. Dans la mesure du possible, un colis est renvoyé par la même voie que celle qu'il a suivie à l'aller. Il ne peut être renvoyé par avion que si l'expéditeur a garanti le paiement des surtaxes aériennes.

3. Tout colis renvoyé à l'**expéditeur** ⁽²⁾ par application du présent article est soumis:

- a) aux quotes-parts que comporte la nouvelle **transmission**;
- b) aux taxes et droits non annulés dont l'Administration de destination se trouve à découvert au moment du renvoi à l'**expéditeur**, ⁽²⁾ sous réserve

des articles 9, paragraphe 2, dernière phrase, et 14, paragraphe 1, tableau, colonne 3, lettres e), i) et j)).⁽⁶⁾

4. Ces quotes-parts, taxes et droits sont perçus sur l'expéditeur.

5. Les colis renvoyés à l'expéditeur et qui ne peuvent lui être livrés sont traités par l'Administration concernée selon sa propre législation.⁽⁷⁾

¹⁾ Par sa résolution C 86 (reproduite à la fin du présent fasc.), le Congrès de Hambourg 1984 a chargé le CCEP d'effectuer une étude sur l'ensemble des dispositions introduisant la notion de «renvoi à l'expéditeur» et des conséquences de leur application pratique (II Congrès/C 7 – Rapp. 2, prop. 5029.2).

²⁾ Parmi les colis renvoyés au bureau d'origine, il y en a un certain nombre dont le pays indiqué à l'adresse de l'expéditeur diffère de celui du dépôt. En cas de non-livraison au destinataire, ces colis sont renvoyés au bureau d'origine grevés de taxes de renvoi, conformément au par. 3. Afin d'éviter, en cas de réexpéditions successives, l'accumulation de ces taxes qui sont préjudiciables à l'Adm. de dépôt lorsque le colis n'est pas livré au destinataire, le Congrès de Hambourg 1984 a estimé nécessaire, s'agissant de colis à renvoyer à l'expéditeur, de remplacer dans le texte de l'Arr. et de son Régl. les termes «Renvoi à l'origine» ou «renvoyé à l'origine» par «Renvoi à l'expéditeur» ou «renvoyé à l'expéditeur», ainsi que «l'Adm. d'origine» ou «bureau d'origine» par «l'Adm. du pays du domicile de l'expéditeur» ou «bureau de son domicile» (II Congrès/C 7 – Rapp. 2, prop. 5029.2). V. également annot. 1 ci-dessus.

³⁾ L'expéditeur peut demander à être avisé de la non-livraison du colis lorsqu'il a donné l'instruction qu'en cas de non-livraison à un premier destinataire le colis soit livré à un second destinataire; il est entendu que l'avis de non-livraison ne doit être envoyé que si le colis n'est pas remis au second destinataire, sous la réserve évidemment qu'un tel avis ait été demandé par l'expéditeur (Congrès de Londres 1929, I 1572).

⁴⁾ Lorsqu'un colis a été refusé par le premier destinataire, une tentative de distribution à l'autre destinataire visé à l'art. 22, par. 2, lettre e), doit être faite avant de renvoyer le colis au bureau d'origine (Congrès de Tokyo 1969, II 1425, prop. 6213).

⁵⁾ Dans un tel cas, il apparaît plus rationnel et plus conforme à l'intérêt des usagers de demander des instructions à l'expéditeur que de renvoyer le colis à l'origine. A noter que l'Adm. d'origine peut percevoir la taxe d'avis de non-livraison si celui-ci n'a pas été demandé par l'expéditeur (Congrès de Tokyo 1969, II 1425, prop. 6092).

⁶⁾ V. annot. 1 à l'art. VIII du Prot.

⁷⁾ Paragraphe introduit par le Congrès de Hambourg 1984 pour permettre au pays du domicile de l'expéditeur de traiter les colis non livrés à celui-ci selon sa législation intérieure (II Congrès/C 7 – Rapp. 2, prop. 5029.2).

Article 30

Abandon par l'expéditeur d'un colis non livré (Arr. 22, 35)

Si l'expéditeur a fait abandon d'un colis qui n'a pu être livré au destinataire, ce colis est traité par l'Administration de destination selon sa propre législation. ⁽¹⁾ ⁽²⁾

¹⁾ Enquête ouverte sur demande de l'Adm. de l'Equateur en 1931. Des 45 réponses reçues, il résulte que, dans la grande majorité des cas, les colis abandonnés dont le contenu ne doit pas

être détruit sont vendus aux enchères. Le produit de la vente, déduction faite des frais de douane, est généralement versé à l'Etat, à la Caisse de secours ou d'épargne postale, rarement à l'expéditeur. D'ailleurs, le fait a été relevé que les colis abandonnés sont d'ordinaire sans valeur. Si le produit de la vente ne couvre pas les frais dont les colis sont grevés, la différence est reprise sur l'expéditeur par l'intermédiaire de l'Adm. du pays du domicile de celui-ci.

²⁾ De tels colis ne peuvent cependant être renvoyés à l'expéditeur.

Section II

Réexpédition

Article 31

Réexpédition ⁽¹⁾ par suite de changement de résidence du destinataire ou par suite de modification d'adresse (Règl. 139)

1. La réexpédition par suite de changement de résidence du destinataire ou par suite de modification d'adresse effectuée en application de l'article 37 peut avoir lieu soit à l'intérieur du pays de destination, soit hors de ce pays.
2. La réexpédition à l'intérieur du pays de destination peut être faite soit à la demande de l'expéditeur, soit à la demande du destinataire ou d'office si la réglementation de ce pays le permet.
3. La réexpédition hors du pays de destination ne peut être faite qu'à la demande de l'expéditeur ou du destinataire; dans ce cas, le colis doit répondre aux conditions requises pour la nouvelle transmission.
4. La réexpédition dans les conditions ci-dessus énoncées peut aussi avoir lieu par la voie aérienne si elle est demandée par l'expéditeur ou par le destinataire, à condition que le paiement des surtaxes aériennes afférentes à la nouvelle transmission soit garanti.
5. L'expéditeur peut interdire toute réexpédition.
6. Pour la première réexpédition ou pour toute réexpédition éventuelle ultérieure de chaque colis peuvent être perçus:
 - a) les taxes autorisées pour cette réexpédition par la réglementation de l'Administration intéressée, dans le cas de réexpédition à l'intérieur du pays de destination;
 - b) les quotes-parts et surtaxes aériennes que comporte la nouvelle transmission, dans le cas de réexpédition hors du pays de destination;
 - c) les taxes et droits dont les Administrations de destination antérieures n'acceptent pas l'annulation, ⁽²⁾ sous réserve **des articles 9, paragraphe 2, dernière phrase, et 14, paragraphe 1, tableau, colonne 3, lettres e), i) et j).** ⁽³⁾

7. Les quotes-parts, taxes et droits mentionnés au paragraphe 6 sont perçus sur le destinataire.

¹⁾ Cet article sous-entend l'obligation de réexpédier, d'office, sur le pays réel de destination, les colis dont l'adresse comporte manifestement une erreur dans l'indication du pays. Dans ce cas, le pays réexpéditeur n'a droit qu'à la quote-part de transit (Congrès de Buenos Aires 1939, II 554).

²⁾ La question de savoir si les amendes de douane qui frappent les colis à cause de déclarations en douane inexactes doivent être comprises sous les frais spéciaux mis à la charge de l'Adm. d'origine en cas d'abandon des colis a été l'objet d'une réponse négative de la part du BI (Rapp. 1935, p. 15 s.).

³⁾ V. annot. 1 à l'art. VIII du Prot.

Article 32

Colis parvenus en fausse direction et à réexpédier (Règl. 131)

1. Tout colis parvenu en fausse direction par suite d'une erreur imputable à l'expéditeur ou à l'Administration expéditrice est réexpédié sur sa véritable destination par la voie la plus directe utilisée par l'Administration à laquelle le colis est parvenu.

2. Tout colis-avion parvenu en fausse direction doit obligatoirement être réexpédié par la voie aérienne.

3. Tout colis réexpédié par application du présent article est assujéti aux quotes-parts que comporte la transmission sur sa véritable destination et aux taxes et droits mentionnés à l'article 31, paragraphe 6, lettre c).

4. Ces quotes-parts, taxes et droits sont repris sur l'Administration dont dépend le bureau d'échange qui a transmis le colis en fausse direction. Cette Administration les perçoit, le cas échéant, sur l'expéditeur. ⁽¹⁾

¹⁾ Le destinataire d'un colis transmis en fausse direction ne doit pas supporter les taxes que comporte la transmission du colis sur sa véritable destination (Congrès de Vienne 1964, II 1228, prop. 7084).

Article 33

Renvoi à l'**expéditeur** ⁽¹⁾ des colis acceptés à tort (Arr. 21, Règl. 138)

1. Tout colis accepté à tort et renvoyé à l'**expéditeur** ⁽¹⁾ est soumis aux quotes-parts, taxes et droits prévus à l'article 29, paragraphe 3.

2. Ces quotes-parts, taxes et droits sont à la charge:
 - a) de l'expéditeur, si le colis a été admis à tort par suite d'une erreur de ce dernier ⁽²⁾ ou s'il tombe sous le coup d'une des interdictions de l'article 19;
 - b) de l'Administration responsable de l'erreur, si le colis a été admis à tort par suite d'une erreur imputable au service postal. Dans ce cas, l'expéditeur a droit à la restitution des taxes acquittées.
3. Si les quotes-parts qui ont été attribuées à l'Administration qui renvoie le colis sont insuffisantes pour couvrir les quotes-parts, taxes et droits visés au paragraphe 1, les frais restant dus sont repris sur l'Administration **du pays du domicile de l'expéditeur**. ⁽¹⁾
4. S'il y a excédent, l'Administration qui renvoie le colis restitue à l'Administration **du pays du domicile de l'expéditeur** ⁽¹⁾ le solde des quotes-parts pour remboursement à **celui-ci**. ⁽¹⁾

¹⁾ V. annot. 2 à l'art. 29.

²⁾ V. annot. 5 à l'art. 136 du Règl.

Article 34

Renvoi à l'**expéditeur** par suite de suspension de service (Règl. 138)

Le renvoi d'un colis à l'**expéditeur** ⁽¹⁾ par suite d'une suspension de service est gratuit; les quotes-parts perçues pour le trajet de l'aller et non attribuées sont créditées à l'Administration **du pays du domicile de l'expéditeur** ⁽¹⁾ pour remboursement à **celui-ci**.

¹⁾ V. annot. 2 à l'art. 29.

Chapitre III

Dispositions particulières

Article 35

Inobservation par une Administration des instructions données (Arr. 22)

1. Lorsque l'Administration de destination ou une Administration intermédiaire n'a pas observé les instructions données soit au moment du dépôt,

soit postérieurement, elle est tenue de prendre à sa charge les parts de transport (aller et retour) et les autres taxes ou droits éventuels dont l'annulation n'a pas eu lieu; toutefois, les frais payés à l'aller restent à la charge de l'expéditeur si celui-ci, lors du dépôt ou postérieurement, a déclaré que, en cas de non-livraison, il faisait abandon du colis.

2. L'Administration **du pays du domicile de l'expéditeur** ⁽¹⁾ est autorisée à mettre en compte d'office les frais mentionnés au paragraphe 1 à l'Administration qui n'a pas observé les instructions données et qui, régulièrement saisie du cas, a laissé s'écouler cinq mois à compter du jour auquel elle a été informée sans donner de solution définitive à l'affaire ou sans avoir porté à la connaissance de l'Administration **du pays du domicile de l'expéditeur** ⁽¹⁾ que l'inobservation paraissait due à un cas de force majeure ou que le colis avait été retenu, saisi ou confisqué en vertu de la réglementation intérieure du pays de destination.

¹⁾ V. annot. 2 à l'art. 29.

Article 36

Colis contenant des objets dont la détérioration ou la corruption prochaines sont à craindre (Règl. 142)

Les objets contenus dans un colis et dont la détérioration ou la corruption prochaines sont à craindre peuvent seuls être vendus immédiatement, même en route, à l'aller ou au retour, sans avis préalable et sans formalité judiciaire, au profit de qui de droit; si, pour une cause quelconque, la vente est impossible, les objets détériorés ou corrompus sont détruits.

Article 37

Retrait. Modification ou correction d'adresse
(Arr. 13, 14, Prot. VII, Règl. 112, 141)

1. L'expéditeur d'un colis peut, dans les conditions fixées à l'article 33 de la Convention, en demander le **retour** ou en faire modifier l'adresse, sous réserve de garantir le paiement des sommes exigibles pour toutes nouvelles transmissions, en vertu des articles 29, paragraphe 3, et 31, paragraphe 6. ⁽¹⁾

2. Toutefois, les Administrations ont la faculté de ne pas admettre les demandes visées au paragraphe 1 lorsqu'elles ne les acceptent pas dans leur régime intérieur. ⁽²⁾

¹⁾ V. annot. 6 et 7 à l'art. 14 et annot. 3 à l'art. 39.

²⁾ Cette disposition facultative qui faisait auparavant l'objet d'une réserve particulière au Prot. a été incorporée dans l'Arr. par le Congrès de Tokyo 1969 (II 1431, prop. 6033). Le Recueil des colis postaux indique les Adm. qui en font application. V. aussi annot. 3 au préambule du Prot.

Article 38

Réclamations (Règl. 143, 144) ⁽¹⁾

1. Chaque Administration est tenue d'accepter les réclamations concernant tout colis déposé dans les services des autres Administrations.
2. Les réclamations des usagers ne sont admises que dans le délai d'un an à compter du lendemain du jour de dépôt du colis. ⁽²⁾
3. Sauf si l'expéditeur a entièrement acquitté la taxe d'avis de réception prévue à l'article 13, lettre **k**), chaque réclamation donne lieu à la perception d'une «taxe de réclamation» au taux fixé à l'article 14, lettre **m**).
4. Les colis ordinaires et les colis avec valeur déclarée doivent faire l'objet de réclamations distinctes. Si la réclamation concerne plusieurs colis de la même catégorie déposés simultanément au même bureau par le même expéditeur à l'adresse du même destinataire et expédiés par la même voie, la taxe n'est perçue qu'une fois.
5. La taxe pour réclamation est restituée si la réclamation est motivée par une faute de service.

¹⁾ Le Congrès de Lausanne 1974 a supprimé les demandes de renseignements qui sont maintenant assimilées aux réclamations (II 1468, prop. 5038.1).

²⁾ Le Congrès de Rio de Janeiro 1979 a rejeté, après une longue discussion, une prop. visant à fixer un délai minimal avant qu'une réclamation puisse être admise (II Congrès/C 7 – Rapp. 4 et 5, prop. 5038.2).

Titre III

Responsabilité ⁽¹⁾ ⁽²⁾ ⁽³⁾

¹⁾ Note historique. Les dispositions concernant la responsabilité, à savoir, d'un côté la responsabilité de la poste envers l'expéditeur et de l'autre le recours de l'Adm. ayant indemnisé l'expéditeur contre l'Adm. responsable, furent calquées sur celles relatives à la responsabilité en cas de perte ou de spoliation qui avaient été adoptées précédemment dans l'Arr. pour l'échange des lettres avec valeur déclarée (Conf. de Paris 1880, 38 et 39). Ce fait explique que la responsabilité en cas

d'avarie ne fut d'abord envisagée que très sommairement. Aucune disposition ne traite encore du cas spécial où l'avarie est due à la nature propre de l'envoi, qu'il s'agisse de son contenu susceptible de détérioration ou de son enveloppe fragile. L'étendue de la responsabilité fut limitée «au montant réel de la perte ou de l'avarie sans que cette indemnité puisse dépasser 15 fr». La déclaration de la valeur n'était pas encore admise. Ce n'est qu'au Congrès de Lisbonne 1885 que l'expédition de colis avec valeur déclarée et même grevés de remboursement jusqu'à 500 fr fut acceptée à titre facultatif. Le même Congrès éleva le maximum d'indemnité à 25 fr pour les colis ordinaires (15 fr lorsque les colis sont admis seulement jusqu'à la limite de 3 kg), taux que la revision de Washington 1897 appliqua uniformément à tous les colis ordinaires. Il fut précisé, en outre, que l'indemnité n'est pas due lorsque le dommage a été causé par la faute ou la négligence de l'expéditeur ou s'il provient de la nature même de l'objet. Le Congrès de Madrid 1920 fixa les limites d'indemnité à 10 fr par colis d'un poids jusqu'à 1 kg, à 25 fr par colis de plus de 1 jusqu'à 5 kg et à 40 fr par colis de plus de 5 jusqu'à 10 kg. Par dérogation à la règle d'ailleurs suivie en matière postale, et qui ne donne aucun droit propre au destinataire d'un envoi, le même Congrès constitua le droit du destinataire à l'indemnité, lorsque celui-ci a pris livraison d'un colis spolié ou avarié en formulant des réserves. Le Congrès de Stockholm 1924 compléta la liste des exceptions qui autorisent la poste à décliner la responsabilité. Le Congrès de Londres 1929 fixa l'indemnité maximale à 55 fr pour les colis de plus de 10 jusqu'à 15 kg et à 70 fr pour les colis de plus de 15 jusqu'à 20 kg. Le Congrès du Caire 1934 introduisit la notion de la responsabilité de l'expéditeur. Le Congrès de Buenos Aires 1939 intercala l'indemnité maximale de 15 fr pour les colis de plus de 1 jusqu'à 3 kg. Le Congrès de Tokyo 1969 porta les limites d'indemnité à 15, 25, 40, 60, 80 et 100 fr respectivement pour les colis des coupures de poids de 1, 3, 5, 10, 15 et 20 kg. Le Congrès de Lausanne 1974 fixa uniformément à 40 fr l'indemnité pour les colis jusqu'à 5 kg; en outre, il introduisit la faculté pour les Adm. d'appliquer dans leurs relations réciproques une indemnité maximale de 100 fr par colis sans égard au poids de celui-ci. Le Congrès de Hambourg 1984 a relevé de 50 pour cent les taux de Rio de Janeiro 1979 (v. art. 39, par. 3, lettre b), et 4).

²⁾ Le Congrès de Vienne 1964 s'est attaché à harmoniser la structure et le texte de ce chapitre avec le chapitre analogue de la Conv. afin d'assurer un développement et une interprétation uniformes des dispositions régissant la responsabilité (II 1231, prop. 7261 à 7267).

³⁾ Recours de l'Adm. redevable de l'indemnité contre le personnel fautif responsable. Cette question n'est traitée ni dans l'Arr. ni dans le Règl. Toutefois, en liaison avec elle, le vœu ci-après a été émis par le Congrès de Buenos Aires 1939: «Tenant compte des conditions dans lesquelles le travail est effectué dans les bureaux de poste et considérant qu'en vertu de ces mêmes circonstances, la perte, la spoliation et l'avarie des objets postaux, ainsi que d'autres irrégularités qui se produisent au cours de leur traitement, constituent dans la plupart des cas des faits fatals, occasionnés par les exigences du service, le Congrès de Buenos Aires 1939 formule le vœu que les Adm. considèrent ces circonstances lorsqu'elles devront apprécier la responsabilité du personnel qui manipule les objets postaux.» (I 73; II 70, 71 et 557.)

Article 39

Principe et étendue de la responsabilité des Administrations postales
(Arr. 57, Prot. XII, XIII)

1. Les Administrations postales répondent de la perte, de la spoliation ou de l'avarie des colis, ⁽¹⁾ ⁽²⁾ ⁽³⁾ ⁽⁴⁾ ⁽⁵⁾ sauf dans les cas prévus à l'article 40. Leur responsabilité est engagée tant pour les colis transportés à découvert que pour ceux qui sont acheminés en dépêches closes.

2. Les Administrations peuvent s'engager à couvrir aussi les risques pouvant découler d'un cas de force majeure. Elles sont alors responsables, envers les expéditeurs des colis déposés dans leur pays, des pertes, spoliations ou avaries dues à un cas de force majeure qui surviennent durant le parcours tout entier des colis, y compris éventuellement le parcours de réexpédition ou de renvoi à l'**expéditeur**. ⁽⁶⁾ ⁽⁷⁾

3. L'expéditeur a droit à une indemnité correspondant, en principe, au montant réel de la perte, de la spoliation ou de l'avarie; les dommages indirects ou les bénéfices non réalisés ne sont pas pris en considération. ⁽⁸⁾ Cependant, cette indemnité ne peut en aucun cas dépasser:

- a) pour les colis avec valeur déclarée, le montant en francs-or **ou DTS** de la valeur déclarée; ⁽⁹⁾ en cas de réexpédition ou de renvoi à l'**expéditeur** ⁽⁷⁾ par voie de surface d'un colis-avion avec valeur déclarée, la responsabilité est limitée, pour le second parcours, à celle qui est appliquée aux colis acheminés par cette voie. **Toutefois, les Administrations d'origine peuvent prendre à leur charge le dommage non couvert lors du second parcours;** ⁽¹⁰⁾
- b) pour les autres colis, les montants ci-après: ⁽¹¹⁾ ⁽¹²⁾
90 francs (29,40 DTS) par colis jusqu'à 5 kilogrammes;
135 francs (44,10 DTS) par colis au-dessus de 5 jusqu'à 10 kilogrammes;
180 francs (58,80 DTS) par colis au-dessus de 10 jusqu'à 15 kilogrammes;
225 francs (73,51 DTS) par colis au-dessus de 15 jusqu'à 20 kilogrammes.

4. Par dérogation au paragraphe 3, lettre b), les Administrations peuvent convenir d'appliquer dans leurs relations réciproques le montant maximal de **225 francs (73,51 DTS)** par colis sans égard à son poids.

5. L'indemnité est calculée d'après le prix courant, converti en francs-or **ou DTS**, des marchandises de même nature, au lieu et à l'époque où le colis a été accepté au transport; à défaut de prix courant, l'indemnité est calculée d'après la valeur ordinaire de la marchandise évaluée sur les mêmes bases.

6. Lorsqu'une indemnité est due pour la perte, la spoliation totale ou l'avarie totale d'un colis, l'expéditeur ou, par application du paragraphe 8, le destinataire, a droit, en outre, à la restitution des taxes acquittées, ⁽¹³⁾ à l'exception de la taxe d'assurance; il en est de même des envois refusés par les destinataires à cause de leur mauvais état, si celui-ci est imputable au service postal et engage sa responsabilité.

7. Lorsque la perte, la spoliation totale ou l'avarie totale résulte d'un cas de force majeure ne donnant pas lieu à indemnisation, l'expéditeur a droit à la restitution **de toutes les taxes payées**. ⁽¹⁴⁾

8. Par dérogation au paragraphe 3, le destinataire a droit à l'indemnité après avoir pris livraison d'un colis spolié ou avarié dans les cas prévus à l'article 40, paragraphe 1, lettres a) et b). ⁽¹⁵⁾

9. L'expéditeur a la faculté de se désister de ses droits prévus au paragraphe 3 en faveur du destinataire. ⁽¹⁶⁾ Inversement, le destinataire a la faculté de se désister de ses droits prévus au paragraphe 8 en faveur de l'expéditeur. L'expéditeur ou le destinataire peut autoriser une tierce personne à recevoir l'indemnité si la législation intérieure le permet.

10. L'Administration d'origine a la faculté de verser aux expéditeurs dans son pays, pour les colis sans valeur déclarée, les indemnités prévues par sa législation intérieure pour les envois du même genre, à condition que ces indemnités ne soient pas inférieures à celles qui sont fixées au paragraphe 3, lettre b). Les montants fixés au paragraphe 3, lettre b), restent cependant applicables:

1° en cas de recours contre l'Administration responsable;

2° si l'expéditeur se désiste de ses droits en faveur du destinataire. ⁽¹⁷⁾

¹⁾ C'est un principe que la poste ne répond pas du retard (Congrès de Londres 1929, I 1580). La question de savoir si les Adm. doivent répondre de l'avarie lorsque le contenu d'un colis s'est détérioré par suite d'un retard imputable à une faute du service postal a été discutée dans plusieurs Congrès. Cependant, des propositions tendant à établir formellement cette responsabilité n'ont jamais abouti.

A l'origine de l'Arr. et jusqu'à la revision de Washington 1897, la seule exception figurant dans le texte de l'Arr. et permettant à la poste de décliner la responsabilité pour avarie était le cas de force majeure. Cependant, si le contenu d'un colis s'était détérioré, il est vrai de par sa nature, mais si la détérioration n'avait pu se développer qu'à cause d'un retard dû à une faute de service, on ne pouvait guère invoquer l'exception de force majeure. Ce cas fut réglé par une mention au procès-verbal, qui avait la teneur suivante: «Il est bien entendu que la responsabilité des Adm. restera engagée pour les avaries qui sont la conséquence, dûment constatée, des retards dans l'expédition et dans la remise des colis postaux.» (Congrès de Lisbonne 1885, II 272 et 346.)

Depuis que la poste est dégagée de toute responsabilité lorsque le dommage provient de la nature de l'objet, la question s'est posée de savoir si l'ayant droit pourrait opposer que la détérioration provenant de la nature du contenu ne s'était développée ou aggravée qu'à la suite d'un retard (dans le transport ou dans la livraison) imputable à une faute du service postal. Les opposants firent valoir que si l'on voulait établir la responsabilité, même exceptionnellement, dans un cas de retard à la livraison, des délais maximaux de livraison devraient préalablement être arrêtés, comme c'est le cas pour le transport des marchandises par voie ferrée. (Cf. Congrès de Stockholm 1924, II 815 et 816, de Londres 1929, I 1580, II 617 et 618, et du Caire 1934, I 1364.) Toutefois, au Congrès de Stockholm 1924, l'interprétation suivante fut maintenue au procès-verbal:

«En cas de retard provenant d'une faute du service postal, soit dans le transport, soit dans la remise des colis au destinataire, il est entendu que les Adm. ne sont responsables, dans la mesure du par. 1 de l'art. 36 (actuellement 39), que si le retard a eu pour conséquence de détériorer complètement ou partiellement et pour toujours le contenu des colis.» (II 816.) (Cf. aussi Congrès de Rome 1906, II 404 et 405, et de Madrid 1920, II 824.)

Or, il y avait des Adm. qui, en l'absence d'une disposition formelle dans l'Arr. même, ne voyaient dans cette mention au procès-verbal qu'une obligation morale. Elles prétendirent que chaque

pays peut appliquer les dispositions de son régime intérieur en cas d'avarie pour cause de retard (Congrès de Londres 1929, II 617 et 618).

Au Congrès du Caire 1934, un vœu fut adopté selon lequel «la pratique suivie actuellement par les Adm. en cas d'avarie d'un colis résultant d'un retard imputable à une faute de service soit maintenue» (II 663).

²⁾ Enquête ouverte en 1931 sur demande de l'Adm. suisse, concernant la responsabilité en cas d'avarie ou de destruction complète des colis encombrants. 25 réponses, desquelles il ressort qu'en règle générale:

- la responsabilité est assumée si le supplément de taxe de colis encombrants a été perçu, à moins que la poste ne puisse prouver que le dommage est dû à la faute ou à la négligence de l'expéditeur;
- la responsabilité est déclinée si le supplément de taxe n'a pas été perçu, à moins que l'expéditeur ne puisse prouver que le dommage est attribuable à une faute de la poste.

Toutefois, le tiers des Adm. sont d'avis que la responsabilité doit être assumée même dans le cas où la taxe additionnelle n'a pas été perçue – à moins que la poste ne prouve qu'il y a faute ou négligence de l'expéditeur.

³⁾ Les Adm. n'assument aucune responsabilité quant à l'exécution des instructions des ayants droit visées à l'art. 37 de l'Arr., à moins qu'elles ne soient arrivées en temps utile aux bureaux intéressés (Congrès de Buenos Aires 1939, II 554, prop. 527, et 550, prop. 131).

Or, selon le principe énoncé au par. 1, la poste ne répond que de la perte, de la spoliation et de l'avarie. Cette interprétation introduit donc une exception au principe. Les Adm. auront à répondre aussi de la non-exécution et de l'exécution tardive des instructions ultérieures que l'ayant droit pourrait donner en vertu de l'art. 37 de l'Arr. à la seule condition que ces dispositions soient parvenues aux bureaux intéressés en temps utile. Toutefois, selon les tendances de la proposition qui a donné lieu à cette interprétation et vu le caractère d'exception à un principe, cette nouvelle disposition complémentaire doit être interprétée d'une manière restrictive en ce sens que seulement une faute grave du bureau destinataire comporterait la responsabilité de la poste. Cf. annot. 10 ci-après.

⁴⁾ Par sa recommandation C 70, le Congrès de Lausanne 1974, se référant à une recommandation analogue (C 51) du Congrès de Tokyo 1969, a prié instamment les Adm. qui ont fait des réserves en ce qui concerne le paiement d'une indemnité pour les colis ordinaires (v. art. XII et XIII du Prot.) de reconsidérer leur position en vue d'appliquer l'art. 39 sans restriction, tandis que le Congrès de Rio de Janeiro 1979 a considéré par sa décision C 20 que lesdites Adm. n'ont pas le droit de recevoir une indemnité pour leurs colis ordinaires perdus, spoliés ou avariés dans les services des Pays-membres qui acceptent la responsabilité énoncée à l'art. 39.

⁵⁾ En ce qui concerne la responsabilité des Adm. en cas d'avarie causée à l'emballage extérieur d'un colis, v. avis du BI dans le Rapp. 1979, p. 56 et 57.

⁶⁾ Disposition formelle adoptée par le Congrès de Rio de Janeiro 1979 pour combler une lacune, la faculté pour les Adm. de couvrir les risques découlant d'un cas de force majeure n'étant prévue auparavant que de manière indirecte, notamment par l'existence d'une taxe pour risques de force majeure mentionnée aux art. 11, par. 2, 13, lettre o), et 14, lettre o) (II 1687, prop. 5039.3).

⁷⁾ V. annot. 2 à l'art. 29.

⁸⁾ Indemnité proportionnelle. Assurance (arbit. Rapp. 1927, p. 9 s.; Journal 1927, p. 93 s.). Un colis, valeur déclarée 500 fr, contenant 70 montres d'une valeur totale de 1441 fr, avait été spolié; à l'arrivée 23 montres manquaient, ayant une valeur totale de 469 fr. La question se posa de savoir si l'ayant droit pouvait réclamer 469 fr ou seulement la part du dommage proportionnelle au rapport entre la valeur réelle du contenu suivant la formule $(500 \times 469) : 1441 = 162,73$ fr, c'est-à-dire si le montant de l'indemnité à verser au réclamant devait être calculé suivant la jurisprudence admise en matière d'assurance. Parmi les motifs: Les Adm. ayant la faculté de fixer un maximum pour les déclarations de la valeur, ces déclarations ne peuvent être assimilées aux assurances. Par conséquent, l'indemnité ne doit pas être réduite par rapport à la perte subie dans la même

proportion où se trouve la valeur déclarée par rapport à la valeur réelle primitive; l'indemnité, il est vrai, ne peut dépasser la valeur déclarée, mais avec cette réserve, elle doit couvrir la valeur réelle et entière de la marchandise perdue.

Des propositions tendant à fixer l'indemnité proportionnellement à la valeur réelle de la perte ont été présentées à différentes reprises, mais non retenues. Dans le transport par la poste, comme dans celui par chemin de fer, la déclaration de valeur ne constitue pas un contrat d'assurance, mais une garantie nette du dommage effectif jusqu'à concurrence de la valeur déclarée (Congrès de Madrid 1920, II 483, et du Caire 1934, I 1351, prop. 715).

9) C'est-à-dire de l'équivalent dans la monnaie du pays d'origine correspondant aussi près que possible à la valeur déclarée en francs-or.

L'introduction du terme «francs-or» à cet article ne doit pas donner lieu à une interprétation contraire du mot «franc» dans les autres textes des différents Actes où ce mot est employé sans qualificatif (Congrès de Londres 1929, II 390). Cf. l'art. 7 de la Const.

10) Disposition facultative adoptée par le Congrès de Hambourg 1984 pour offrir à l'Adm. d'origine la possibilité de dédommager ses expéditeurs dans la limite de la déclaration de valeur souscrite lors du dépôt du colis (II Congrès/C 7 – Rapp. 3, prop. 5039.3).

11) Les montants différenciés d'indemnité pour les colis jusqu'à 1 kg et de 1 à 3 kg ont été supprimés par le Congrès de Lausanne 1974 qui a ainsi corrigé la situation antérieure peu satisfaisante selon laquelle l'indemnité payée dans certains cas pour la perte d'un colis était inférieure à celle payée pour la perte d'un envoi recommandé (II 1461, prop. 5039.2). En outre, le même Congrès a introduit la faculté pour les Adm. de conclure des accords bilatéraux ou multilatéraux prévoyant que l'indemnité maximale est applicable à tout colis, sans égard au poids de celui-ci (II 1461, prop. 5039.1).

Le Congrès de Hambourg 1984 a relevé uniformément de 50 pour cent les taux d'indemnité de Rio de Janeiro 1979 (II Congrès/C 7 – Rapp. 3, prop. 5039.2).

12) Les limites d'indemnité, fixées par l'Arr. qui, en tant que Conv. d'Etat ratifiée, a force de loi, ne doivent pas être confondues avec des limitations semblables qui pourraient être stipulées dans des contrats quelconques du droit privé. Ces dernières céderaient, il est vrai, en cas de faute grave de la part du transporteur, tandis que les limites établies par une loi spéciale, selon la doctrine, ne peuvent être dépassées en aucun cas, à moins que cette loi elle-même ne contienne une réserve. Ce principe s'applique même à la déclaration de valeur, l'indemnisation ne pouvant en aucun cas dépasser la valeur déclarée. Si p. ex. en cas de déclaration inférieure à la valeur réelle le dommage causé par une faute de la poste est supérieur à la valeur déclarée, l'expéditeur ne peut pas réclamer une indemnité supérieure à la somme déclarée. (Cf. annot. 7.) S'il entend être couvert du risque entier, il doit déclarer la valeur totale et, éventuellement, s'assurer auprès de compagnies privées pour l'excédent.

Sentence allemande (Journal 1929, p. 111 s.). En l'espèce, il y a eu, sans aucun doute, violation d'un devoir administratif et une faute évidente du service en cause. Toutefois, le tribunal ne pouvait pas conclure à la condamnation de l'Adm. Parmi les motifs du tribunal civil: Une faute administrative ne peut pas former une cause de responsabilité en dehors des prescriptions de la loi postale. Pour réduire autant que possible les taxes et pour épargner des mesures coûteuses de surveillance, etc., le législateur, à la différence des dispositions du code civil, a limité la responsabilité pour les dommages survenus dans le transport des objets confiés à la poste, et, dans ce dessein, il l'a déterminée d'une manière exclusive, ne permettant pas l'application d'autres dispositions sur la responsabilité civile.

13) C'est l'Adm. qui aura perçu la taxe de réclamation qui la restituera, le cas échéant, aux intéressés (Congrès de Rome 1906, II 379).

14) Compte tenu, d'une part, de la difficulté, voire de l'impossibilité de déterminer les quotes-parts territoriales et maritimes, ainsi que les surtaxes aériennes correspondant à un parcours non effectué par le colis et, d'autre part, de la nécessité d'améliorer les rapports du public avec la poste, le Congrès de Hambourg 1984 a adopté cette disposition donnant droit au profit de l'expédi-

teur au remboursement intégral des droits et taxes quelle qu'en soit la nature (II Congrès/C 7 – Rapp. 3, prop. 5039.5/Rev 1).

¹⁵⁾ Après livraison d'un colis au destinataire, seul ce dernier a droit à l'indemnité (Congrès de Tokyo 1969, II 1433 et 1434, prop. 6274).

Cette disp., modifiée quant à la forme par le Congrès de Tokyo 1969 et complétée in fine par le Congrès de Rio de Janeiro 1979, remonte au Congrès de Madrid 1920 (II 498) et elle fut aussi adoptée pour l'Arr. valeurs par le Congrès de Stockholm 1924. Mais, au Congrès de Londres 1929, elle disparut des deux Arr. (I 1579, prop. 983, 1552, prop. 806 et II 390). Elle fut reprise au Congrès du Caire 1934 pour l'Arr. colis (II 660 à 663) et au Congrès de Tokyo 1969 pour l'Arr. valeurs. Elle implique, il est vrai, une dérogation à la règle prévalant ailleurs en matière postale, règle qui ne donne au destinataire aucun droit propre envers la poste à l'égard de l'envoi à lui adressé. Il en est ainsi p. ex. en matière de mandats de poste. En règle générale, le destinataire ne peut réclamer l'indemnité que sur une autorisation expresse de l'expéditeur ou si ce dernier lui a cédé ses droits; tandis qu'en matière de colis postaux et de valeurs déclarées, le destinataire est maintenant juridiquement autorisé, après avoir pris livraison, à réclamer l'indemnité de son propre chef.

Les motifs suivants furent allégués à l'appui de cette innovation: En prenant livraison de l'envoi, le destinataire en devient possesseur légitime. De ce fait, c'est à lui qu'une indemnité éventuelle revient. De plus, d'un point de vue pratique, c'est une simplification si, en cas d'avarie survenue dans le territoire de l'Adm. de destination, celle-ci peut traiter avec le destinataire et le désintéresser sans avoir recours à l'Adm. expéditrice pour se procurer à cet effet le consentement de l'expéditeur (Congrès de Madrid 1920, I 674, du Caire 1934, I 786, prop. 849). Il paraît, en effet, que la nouvelle règle correspond mieux à la nature du transport de marchandises. Dans les transports ordinaires et par chemins de fer, le droit du destinataire a été de tout temps reconnu.

¹⁶⁾ A cet effet, le destinataire doit être en possession d'une autorisation expresse de l'expéditeur (Congrès du Caire 1934, I 1363).

¹⁷⁾ Disposition facultative adoptée par le Congrès de Rio de Janeiro 1979 pour offrir aux Adm. d'origine la possibilité d'appliquer en matière de responsabilité leur réglementation intérieure, si celle-ci est plus favorable pour les usagers (II 1687, prop. 5039.5).

Article 40

Non-responsabilité des Administrations postales (Prot. XV)

1. Les Administrations postales cessent d'être responsables des colis dont elles ont effectué la livraison soit dans les conditions prescrites par leur réglementation intérieure pour les envois de même nature, soit dans les conditions prévues à l'article 11, paragraphe 3, de la Convention; la responsabilité est toutefois maintenue:

- a) lorsqu'une spoliation ou une avarie est constatée soit avant la livraison, soit lors de la livraison d'un colis ⁽¹⁾ ou lorsque, la réglementation intérieure le permettant, le destinataire, le cas échéant l'expéditeur **en cas de renvoi à celui-ci**, ⁽²⁾ formule des réserves en prenant livraison d'un colis spolié ou avarié;
- b) lorsque le destinataire, ou l'**expéditeur** en cas de renvoi à **celui-ci**, ⁽²⁾ nonobstant décharge donnée régulièrement, déclare sans délai ⁽³⁾ à

l'Administration qui lui a livré le colis avoir constaté un dommage et administre la preuve que la spoliation ou l'avarie ne s'est pas produite après la livraison. (*)

2. Les Administrations postales ne sont pas responsables:

1° de la perte, de la spoliation ou de l'avarie des colis:

- a) en cas de force majeure. (5) L'Administration dans le service de laquelle la perte, la spoliation ou l'avarie a eu lieu doit décider, suivant la législation de son pays, (6) si cette perte, cette spoliation ou cette avarie est due à des circonstances constituant un cas de force majeure; celles-ci sont portées à la connaissance de l'Administration du pays d'origine si cette dernière le demande. Toutefois, la responsabilité subsiste à l'égard de l'Administration du pays expéditeur qui a accepté de couvrir les risques de force majeure (article 39, paragraphe 2);
- b) lorsque, la preuve de leur responsabilité n'ayant pas été administrée autrement, elles ne peuvent rendre compte des colis par suite de la destruction des documents de service résultant d'un cas de force majeure;
- c) lorsque le dommage a été causé par la faute ou la négligence de l'expéditeur (7) (8) ou provient de la nature du contenu du colis; (9) (10) (11)
- d) lorsqu'il s'agit de colis qui ont fait l'objet d'une déclaration frauduleuse de valeur supérieure à la valeur réelle du contenu;
- e) lorsque l'expéditeur n'a formulé aucune réclamation dans le délai prévu à l'article 38, paragraphe 2;
- f) lorsqu'il s'agit de colis de prisonniers de guerre et d'internés **civils**; (12)

2° des colis saisis en vertu de la législation du pays de destination;

3° des colis confisqués ou détruits par l'autorité compétente, lorsqu'il s'agit de colis dont le contenu tombe sous le coup des interdictions prévues à l'article 19, lettre a), chiffres 2°, 4° à 8°, et lettre b);

4° en matière de transport maritime ou aérien, lorsqu'elles ont fait connaître qu'elles n'étaient pas en mesure d'accepter la responsabilité des colis avec valeur déclarée à bord des navires ou des avions qu'elles utilisent; elles assument néanmoins, pour le transit de colis avec valeur déclarée en dépêches closes, la responsabilité qui est prévue pour les colis de même poids sans valeur déclarée.

3. Les Administrations postales n'assument aucune responsabilité du chef des déclarations en douane, sous quelque forme que celles-ci soient faites, et des décisions prises par les services de la douane lors de la vérification des colis soumis au contrôle douanier. (13)

¹⁾ Adopté par le Congrès de Tokyo 1969, ce début d'alinéa a pour objet de maintenir le droit de l'expéditeur à une indemnité au cas où la spoliation ou l'avarie du colis aurait été constatée d'office (II 1433, prop. 6110); v. aussi l'avis du BI dans le Rapp. 1965, p. 50 et 51, au sujet d'une question litigieuse concernant le paiement d'une indemnité pour un colis déchiré et spolié remis, avec une copie du procès-verbal de spoliation, au destinataire qui n'a formulé aucune réserve en prenant livraison de l'envoi.

²⁾ V. annot. 2 à l'art. 29.

³⁾ L'interprétation à donner aux mots «sans délai» est: «sur-le-champ» (Congrès de Paris 1947, II 663).

⁴⁾ Cette disposition offre au destinataire la possibilité de faire reconnaître, immédiatement après la livraison, des dommages non visibles de l'extérieur (Congrès de Vienne 1964, II 1231, prop. 7262).

⁵⁾ Sentence française (Journal 1929, p. 105 et 106). L'agression d'une femme âgée qui transporte à pied des dépêches postales sur une voie peu fréquentée, surtout le soir, n'est pas un de ces événements qui échappent aux prévisions humaines et qu'il est matériellement impossible de conjurer, alors qu'aucune mesure ne semble avoir été prise pour parer éventuellement à une attaque de ce genre, et que le cahier des charges de l'entreprise ne formule aucune prescription ou recommandation utile à cet égard. En conséquence, le cas de force majeure, seul susceptible de libérer l'Adm., n'étant pas établi, la responsabilité de celle-ci est retenue (Cour d'appel).

⁶⁾ Il existe, au sujet de la notion de «force majeure», des différences très importantes entre les législations des divers pays. Il est laissé à chaque pays la liberté de se prononcer d'après sa législation intérieure sur les cas litigieux qui peuvent se présenter (Congrès de Stockholm 1924, II 222 à 224, et de Londres 1929, II 392). Cf. aussi annot. 2 à l'art. 52 de la Conv.

⁷⁾ Sentence allemande (Journal 1922, p. 129 à 132). Un paquet avec valeur déclarée de 3500 marks du poids de 3 kg 260 g contenant des coupures en roubles pour une valeur de 7133 marks avait été détérioré. L'emballage consistait en une double enveloppe de papier mince entourée de ficelle et cachetée au moyen d'une cire grossière, alors que, suivant le règlement postal allemand, l'envoi de valeurs, en raison de son poids élevé, aurait dû être enveloppé de toile résistante, de toile cirée ou de cuir, cousu et muni d'un nombre suffisant de cachets à la cire apposés sur la couture. Le colis arriva au bureau de destination avec son enveloppe endommagée. On constata une diminution de poids de 255 g ainsi que l'absence de 200 roubles-papier d'une valeur de 400 marks. L'Adm. rejeta la demande d'indemnité présentée par l'expéditeur parce que le dommage résultait d'un emballage et d'un cachetage insuffisants, c'est-à-dire d'une négligence de l'expéditeur.

Celui-ci, en revanche, opposa que le mode d'emballage prescrit par le règlement postal, tel que la toile, la toile cirée ou le cuir, n'était habituellement pas usité dans le commerce, parce que le prix de ces matières était fort élevé; que le papier d'emballage employé à la place de la matière réglementaire avait, d'après l'avis des experts, à peu près la même résistance que la toile; que la cire à paquets était de la meilleure qualité et absolument semblable à la «bonne cire à cacheter» prescrite au règlement postal; qu'il manquait, en outre, la relation de causalité entre la prétendue insuffisance de l'emballage et la diminution du contenu, qui doit être attribuée à une spoliation.

L'Adm., de son côté, soutint la thèse que la spoliation n'était pas prouvée, mais que l'on devait plutôt admettre que les liasses de valeurs manquantes avaient pu glisser du colis mal emballé, et qu'elles s'étaient égarées.

L'Adm. obtint gain de cause. Parmi les motifs de la Cour d'appel: Le fait que les matières susmentionnées ne sont pas utilisées dans le commerce ou qu'elles ne peuvent être obtenues qu'à des prix très élevés est indifférent. La partie intéressée pouvait se les procurer, au moins pour une part, dans le commerce, quoique, peut-être, à des conditions onéreuses. Mais la cherté, que l'on peut constater partout, n'est pas un motif suffisant pour libérer la plaignante de l'obligation d'emballer ses colis conformément au règlement des postes.

La poste, à l'égard des réclamations souvent importantes relatives aux colis avec valeur déclarée, peut s'appuyer sur les exigences étroites et précises du règlement touchant le conditionnement. L'expéditeur doit choisir les matières indiquées ou, tout au moins, un emballage équivalent. Un simple papier qui, comme l'examen le démontre, n'était pas particulièrement résistant, ne répondait pas aux prescriptions du règlement postal. En outre, d'après ce dernier, il demeure indifférent que l'admission de l'envoi n'ait pas provoqué d'objection. (Ce fait ne peut que comporter une présomption, assujettie à la preuve du contraire, preuve qui, dans l'espèce, a été administrée.)

⁹⁾ Sentence allemande (Journal 1923, p. 161 s.). Un colis avec valeur déclarée de 1500 marks avait été livré au destinataire avec un emballage défectueux et il y manquait un grand nombre d'objets. L'ayant droit demandait une indemnité de 545 marks. L'Adm., en se basant sur l'état du colis au moment de la livraison, opposa que le colis n'avait pas été conditionné solidement ni sûrement, eu égard à l'importance de la valeur, au poids et à la longueur du trajet, le carton et le papier de l'emballage ayant été trop minces et la cire de mauvaise qualité. Le dommage était donc, de l'avis de la défenderesse, imputable à la négligence de l'expéditeur.

De son côté, ce dernier prétendit que le matériel d'emballage, dans lequel les objets avaient été trouvés à l'arrivée, n'était pas identique à celui qui avait été employé à l'origine; en effet, le colis avait été régulièrement confectionné par un emballer expérimenté; à l'avis du demandeur, il s'agissait évidemment d'une spoliation, le voleur ne s'étant pas donné la peine de fermer le colis soigneusement après la violation. L'Adm. fut condamnée. Parmi les motifs de la Cour d'appel: L'Adm. a la charge de prouver que la perte des objets contenus dans le colis en cause doit être attribuée à un emballage insuffisant; or, l'un des employés de la poste ne se souvient plus de l'envoi en question, et l'autre, au cours de la discussion sur le modèle d'emballage présenté, déclare que la matière soumise à l'examen est identique à celle qui enveloppait les objets à leur arrivée. Pour ce qui est de la contestation partielle du demandeur au sujet de l'identité de ces éléments avec l'emballage primitif, il ne peut se prononcer. La seule et unique déclaration importante pouvant permettre une décision est celle du témoin K. Il déclare avoir emballé lui-même le colis en question. L'emballage a été fait régulièrement au moyen d'un véritable carton servant à l'expédition des chapeaux de dames, d'un papier fort et de bonne qualité, et attaché avec de la véritable corde et non pas avec du fil de liage en papier. Le colis avait été ensuite cacheté avec de la bonne cire portant l'empreinte du timbre de la maison U. Lors de la présentation des restes d'emballage, il déclara qu'il n'avait pas employé du carton de cette nature et que le cachet n'était pas non plus celui de U.

Sur la base de l'audition des témoignages, le tribunal ne pouvait pas trouver une preuve décisive en faveur de la thèse de l'Adm., à savoir que le colis avait été emballé d'une manière insuffisante. Si le colis avait été endommagé seulement par la pression ou par le choc, quelques-uns des objets auraient pu, à la rigueur, s'en détacher, mais on l'admet difficilement pour 20 à 25 paires de bas et un bracelet en or enlevé de son propre écrin. Selon toute apparence, le colis a été spolié en cours de transport et le voleur n'a pas employé, pour le remballage, la matière primitive, ou, du moins, il ne l'a utilisée qu'en partie.

⁹⁾ L'exception au titre d'avarie provenant de la nature de l'objet figure dans le texte depuis le Congrès de Washington 1897. Elle est, du reste, conforme au droit de transport des marchandises en général et par chemins de fer.

¹⁰⁾ Lorsqu'une Adm. veut imputer le dommage à la nature de l'objet, elle doit, si la taxe supplémentaire pour précautions spéciales prévue à l'art. 12 a été acquittée, tenir compte de ce fait d'une manière équitable (Congrès de Buenos Aires 1939, II 554).

¹¹⁾ V. annot. 2 à l'art. 39.

¹²⁾ V. annot. 6 à l'art. 4.

¹³⁾ Les organes de la douane sont indépendants des Adm. postales et exercent leurs fonctions en conformité de la législation de leur pays (Congrès de Vienne 1964, II 1228, prop. 7087).

Article 41

Responsabilité de l'expéditeur (¹)

1. L'expéditeur d'un colis est responsable dans les mêmes limites que les Administrations elles-mêmes de tous les dommages causés aux autres envois postaux (²) par suite de l'expédition d'objets non admis au transport ou de la non-observation des conditions d'admission, pourvu qu'il n'y ait eu ni faute, ni négligence des Administrations ou des transporteurs.
2. L'acceptation par le bureau de dépôt d'un tel colis ne dégage pas l'expéditeur de sa responsabilité. (³)
3. L'Administration qui constate un dommage dû à la faute de l'expéditeur en informe l'Administration d'origine (⁴) à laquelle il appartient d'intenter, le cas échéant, l'action contre l'expéditeur.

¹) V. annot. 1 à l'art. 54 de la Conv.

²) L'expéditeur est responsable non seulement des dommages causés par son envoi à d'autres colis, mais encore à d'autres envois postaux (Congrès de Vienne 1964, II 1231, prop. 7263). V. aussi annot. 2 et 3 à l'art. 54 de la Conv.

³) La poste se trouvant dans l'impossibilité de vérifier soigneusement l'admissibilité dans chaque cas, il est inévitable que des envois insuffisamment emballés ou qui contiennent des objets non admis soient acceptés par erreur, sans objection, dans l'ignorance des défauts existants. Ce fait ne doit pas décharger l'expéditeur de sa responsabilité (Congrès de Vienne 1964, II 1231, prop. 7263).

⁴) Il est important que l'Adm. d'origine soit informée rapidement de l'importance des dommages en vue de lui permettre d'intenter éventuellement une action contre l'expéditeur (Congrès de Tokyo 1969, II 1434, prop. 6112).

Article 42

Détermination de la responsabilité entre les Administrations postales (Règl. 154)

1. Jusqu'à preuve du contraire, la responsabilité incombe à l'Administration postale qui, ayant reçu le colis sans faire d'observation et étant mise en possession de tous les moyens réglementaires d'investigation, ne peut établir ni la livraison au destinataire, ni, s'il y a lieu, la transmission régulière à une autre Administration. (¹)
2. Une Administration intermédiaire ou de destination est, jusqu'à preuve du contraire et sous réserve du paragraphe 4, déchargée de toute responsabilité: (²)

- a) lorsqu'elle a observé les dispositions relatives à la vérification des dépêches et des colis et à la constatation des irrégularités;
- b) lorsqu'elle peut établir qu'elle n'a été saisie de la réclamation qu'après la destruction des documents de service relatifs au colis recherché, le délai de conservation réglementaire étant expiré; cette réserve ne porte pas atteinte aux droits du réclamant.

3. Lorsque la perte, la spoliation ou l'avarie s'est produite dans le service d'une entreprise de transport aérien, l'Administration du pays qui perçoit les frais de transport selon l'article **86**, paragraphe 1, de la Convention est tenue, sous réserve de l'article premier, paragraphe 6, de la Convention et du paragraphe 7 du présent article, de rembourser à l'Administration d'origine l'indemnité **ainsi que les taxes et droits payés** à l'expéditeur. Il lui appartient de recouvrer **ces montants** auprès de l'entreprise de transport aérien responsable. Si, en vertu de l'article **86**, paragraphe 2, de la Convention, l'Administration d'origine règle les frais de transport directement à la compagnie aérienne, elle doit demander elle-même le remboursement de **ces montants** à cette compagnie. ⁽³⁾

4. Si la perte, la spoliation ou l'avarie s'est produite en cours de transport, sans qu'il soit possible d'établir sur le territoire ou dans le service de quel pays le fait s'est accompli, ⁽⁴⁾ ⁽⁵⁾ ⁽⁶⁾ les Administrations en cause supportent le dommage par parts égales; toutefois, lorsqu'il s'agit d'un colis ordinaire et que le montant de l'indemnité ne dépasse pas 60 francs (**19,60 DTS**), cette somme est supportée, à parts égales, par les Administrations d'origine et de destination, à l'exclusion des Administrations intermédiaires. ⁽⁷⁾ Si la spoliation ou l'avarie a été constatée dans le pays de destination ou, en cas de renvoi à l'expéditeur, dans le pays **de son domicile**, ⁽⁸⁾ il incombe à l'Administration de ce pays de prouver:

- a) que ni l'emballage, ni la fermeture du colis ne portaient des traces apparentes de spoliation ou d'avarie;
- b) que, dans le cas de colis avec valeur déclarée, le poids constaté lors du dépôt n'a pas varié;
- c) que, pour les colis transmis en récipients clos, ceux-ci étaient intacts de même que leur fermeture.

Lorsque pareille preuve a été faite par l'Administration de destination ou, le cas échéant, par l'Administration **du pays du domicile de l'expéditeur**, ⁽⁹⁾ aucune des autres Administrations en cause ne peut décliner sa part de responsabilité en invoquant le fait qu'elle a livré le colis sans que l'Administration suivante ait formulé d'objections.

5. Dans le cas d'envois transmis en nombre, en application de l'article **53**, paragraphes 2 et 3, aucune des Administrations en cause ne peut, dans le dessein de décliner sa part de responsabilité, arguer du fait que le nombre

des colis trouvés dans la dépêche diffère de celui qui est annoncé sur la feuille de route. ⁽⁹⁾

6. Toujours dans le cas de transmission globale, les Administrations intéressées peuvent s'entendre pour que la responsabilité soit partagée en cas de perte, de spoliation ou d'avarie de certaines catégories de colis déterminées d'un commun accord. ⁽⁹⁾

7. En ce qui concerne les colis avec valeur déclarée, la responsabilité d'une Administration à l'égard des autres Administrations n'est en aucun cas engagée au-delà du maximum de déclaration de valeur qu'elle a adopté.

8. Lorsqu'un colis a été perdu, spolié ou avarié dans des circonstances de force majeure, l'Administration dans le ressort territorial ou dans les services de laquelle la perte, la spoliation ou l'avarie a eu lieu n'en est responsable envers l'Administration d'origine que si les deux Administrations se chargent des risques résultant du cas de force majeure. ⁽¹⁰⁾

9. Si la perte, la spoliation ou l'avarie d'un colis avec valeur déclarée s'est produite sur le territoire ou dans le service d'une Administration intermédiaire qui n'admet pas les colis avec valeur déclarée ou qui a adopté un maximum de déclaration de valeur inférieur au montant de la perte, l'Administration d'origine supporte le dommage non couvert par l'Administration intermédiaire en vertu du paragraphe 7 du présent article et de l'article premier, paragraphe 6, de la Convention.

10. La règle prévue au paragraphe 9 est également appliquée en cas de transport maritime ou aérien si la perte, la spoliation ou l'avarie s'est produite dans le service d'une Administration relevant d'un pays contractant qui n'accepte pas la responsabilité prévue pour les colis avec valeur déclarée (article 40, paragraphe 2, chiffre 4°).

11. Les droits de douane et autres dont l'annulation n'a pu être obtenue tombent à la charge des Administrations responsables de la perte, de la spoliation ou de l'avarie. ⁽¹¹⁾

12. L'Administration qui a effectué le paiement de l'indemnité est subrogée, jusqu'à concurrence du montant de cette indemnité, dans les droits de la personne qui l'a reçue, pour tout recours éventuel soit contre le destinataire, soit contre l'expéditeur ou contre des tiers.

⁹⁾ Une proposition visant à prévoir l'interdiction pour les agents postaux de délivrer aux destinataires des certificats de non-réception de marchandises prétendues expédiées n'a pas été retenue, parce que, de toute façon, il n'est pas donné suite à une réclamation quand il n'est pas d'abord prouvé que l'objet a été expédié (Congrès de Londres 1929, II 394).

²⁾ Arbit. (Rapp. 1927, p. 11 s.; Journal 1927, p. 373 s.). 41 colis postaux, expédiés au cours de 3 mois à différentes personnes, ont été remis à une seule de ces personnes qui était du reste le représentant de l'expéditeur. Ce dernier, après réclamation, manifesta d'abord son intention de

recouvrer lui-même, sans l'intervention du service postal, les montants constituant son crédit de compte du chef des envois dont il s'agit. Ce ne fut qu'après 1 an et 10 mois qu'il revint à la charge. Mais, à cette époque, l'Adm. de destination ne possédait plus les documents de service se rapportant à la période où les colis furent livrés. Elle était, après le temps écoulé, en droit d'admettre que la livraison des colis au représentant de l'expéditeur était finalement reconnue régulière. En outre, l'expéditeur n'aurait pas manifesté son intention de régler lui-même l'affaire si les colis avaient réellement dû être considérés comme perdus. L'Adm. de destination fut déclarée irresponsable envers l'Adm. d'origine.

³⁾ Le Congrès de Hamburg 1984 a aligné ce par. sur l'art. 43, par. 1, pour permettre à l'Adm. d'origine ou de destination de recouvrer également auprès de l'entreprise de transport aérien responsable les taxes et droits remboursés à l'expéditeur (II Congrès/C 7 – Rapp. 4, prop. 5042.2).

⁴⁾ Arbit. (Rapp. 1925, p. 12 s.; Journal 1926, p. 26 s.). Un fourgon plombé contenant 269 colis-valeur et 936 colis ordinaires fut spolié; à la vérification au bureau de destination 9 colis manquaient, dont 7 avec valeur. Avant d'arriver au bureau de destination, le fourgon fut ouvert une première fois à la sortie du pays d'origine et une autre fois à l'entrée au pays de destination pour le contrôle douanier. Il ne fut pas possible de déterminer sur quel territoire le vol s'était produit. Dans ces conditions, il y avait lieu de faire supporter le dommage par parts égales par les Adm. en cause.

⁵⁾ Arbit. (Rapp. 1948, p. 14 à 20). Un colis postal avec valeur déclarée de 980 fr-or avait été déposé en 1943 dans le pays A, à l'adresse d'une raison sociale du pays B. Sur demande de cette raison sociale, le colis devait être réexpédié à une nouvelle adresse du pays C. Au cours de cette réexpédition, le colis parvint par erreur au pays D, d'où il fut dirigé sur le pays E, qui le réachemina sur le bureau de destination du pays C, où le colis a été reconnu partiellement spolié. Le BI a estimé que les dispositions applicables dans la circonstance étaient celles de l'art. 44, par. 1, 3^e alinéa, de l'Arr. concernant les colis postaux, revision de Buenos Aires 1939, qui prévoit entre autres choses que si la spoliation s'est produite en cours de transport, sans qu'il soit possible d'établir sur le territoire ou dans le service de quel pays le fait s'est accompli, les Adm. en cause supportent le dommage par parts égales.

Le pays C paraissant hors de cause, le BI a été d'avis que les trois pays B, D et E devaient contribuer par parts égales au paiement de l'indemnité de 980 fr-or.

Cet avis a revêtu le caractère d'une sentence arbitrale, en raison du fait que les parties en cause avaient décidé, par compromis spécial, de choisir le BI comme seul arbitre.

⁶⁾ Arbit. (Rapp. 1966, p. 62 à 67). Le différend opposait deux Adm. au sujet de la responsabilité encourue pour la perte d'un certain nombre de colis postaux et pour la spoliation d'autres colis expédiés à deux mois d'intervalle par le même paquebot et pour la même destination.

L'Adm. de destination (Adm. B) déclarait qu'à l'ouverture des sacs contenant les colis litigieux ses services avaient constaté la disparition et la spoliation de plusieurs colis et avaient établi les bulletins de vérification exigés à l'intention de l'Adm. d'origine. Cette Adm. considérait dès lors que la perte et la spoliation avaient eu lieu hors de son ressort et qu'elle était de ce fait habilitée à décliner toute responsabilité pour les colis en cause.

L'Adm. expéditrice (Adm. A) affirmait de son côté que les sacs constituant la dépêche avaient été remis en parfait état à l'Adm. B qui n'avait, du reste, fait aucune réserve à ce moment. Les bulletins de vérification établis plusieurs jours après cette remise ne permettaient pas de rejeter la responsabilité de ces pertes et spoliations sur l'Adm. expéditrice.

L'enquête permit d'établir que l'Adm. B n'avait pas dressé de bulletin de vérification au moment de la remise et selon les conditions exigées à l'art. 134, par. 1, du Règl. de l'Arr. des colis postaux (Ottawa 1957), qu'elle n'avait pas non plus envoyé à l'Adm. A les pièces requises par l'art. 135 du même Règl. (sacs, ficelles, plombs de fermeture, étiquettes). En conséquence, les arbitres conclurent à la responsabilité légale de l'Adm. B.

Toutefois, tenant compte des circonstances qui ont empêché l'Adm. B d'ouvrir et de vérifier immédiatement les dépêches et en raison de l'attitude conciliatrice de l'Adm. A, qui s'était préalablement déclarée d'accord de prendre à sa charge la moitié des indemnités à payer aux

expéditeurs, les arbitres ont décidé que les Adm. A et B participeraient chacune pour une moitié au versement desdites indemnités, ceci afin de réconcilier les parties en cause et dans l'intérêt de la continuation de la bonne collaboration dans le domaine de l'échange des dépêches postales internationales.

⁷⁾ Si une ou plusieurs Adm. ont servi d'intermédiaire et s'il n'est pas possible de déterminer dans quel service l'avarie a eu lieu, le travail administratif afférent au règlement de l'indemnité entraîne des frais qui ne sont pas en proportion raisonnable avec les montants en jeu; ce procédé a pour but de réduire les frais (Congrès de Vienne 1964, II 1228, prop. 7093). Il a été étendu aux colis perdus et spoliés par le Congrès de Rio de Janeiro 1979 qui a, en outre, porté de 25 fr à 60 fr le montant de l'indemnité dans les cas où il est applicable (II 1679, prop. 5042.1).

⁸⁾ V. annot. 2 à l'art. 29.

⁹⁾ V. annot. 1 à l'art. 53. V. aussi annot. 8 à l'art. 55 de la Conv.

¹⁰⁾ V. art. 39, par. 2.

¹¹⁾ Il s'agit de perte, avarie ou spoliation survenues après dédouanement des objets (Congrès de Madrid 1920, II 498).

Article 43

Païement de l'indemnité

1. Sous réserve du droit de recours contre l'Administration responsable, (¹⁾ l'obligation de payer l'indemnité et de restituer les taxes et droits incombe soit à l'Administration d'origine, soit à l'Administration de destination dans le cas visé à l'article 39, paragraphe 8.

2. Ce paiement doit avoir lieu le plus tôt possible et, au plus tard, dans le délai de six mois à compter du lendemain du jour de la réclamation.

3. Lorsque l'Administration à qui incombe le paiement n'accepte pas de se charger des risques résultant du cas de force majeure et lorsque, à l'expiration du délai prévu au paragraphe 2, la question de savoir si la perte, la spoliation ou l'avarie est due à un cas de l'espèce n'est pas encore tranchée, elle peut, exceptionnellement, différer le règlement de l'indemnité pour une nouvelle période de six mois. (²)

4. L'Administration d'origine ou de destination, selon le cas, est autorisée à désintéresser l'ayant droit pour le compte de l'Administration qui, ayant participé au transport et ayant été régulièrement saisie, a laissé s'écouler cinq mois:

- sans donner de solution définitive à l'affaire ou
- sans avoir porté à la connaissance de l'Administration d'origine ou de destination, selon le cas, que la perte, la spoliation ou l'avarie paraissait due à un cas de force majeure (³) ou que le colis avait été retenu, confisqué ou détruit par l'autorité compétente en raison de son contenu ou saisi en vertu de la législation du pays de destination. (⁴)

¹⁾ V. art. 44.

²⁾ Le Congrès de Vienne 1964 avait recommandé aux Adm. qui se trouvent dans les conditions prévues au par. 3 de ne pas différer au-delà d'un an au maximum à compter du lendemain du jour de la réclamation le paiement de l'indemnité de dédommagement (II 1231, prop. 7095, III 561, recommandation CP 1). Le Congrès de Rio de Janeiro 1979 a concrétisé cette recommandation dans cette disposition en ajoutant les mots «pour une nouvelle période de six mois» (II 1687, prop. 5043.2).

³⁾ V. annot. 5 et 6 à l'art. 58 de la Conv.

⁴⁾ A l'instar de ce qui est prévu dans les cas de force majeure, l'Adm. d'origine doit être informée dans le délai de cinq mois du sort d'un colis confisqué retenu, détruit ou saisi dans le pays de destination (Congrès de Rio de Janeiro 1979, II 1687, prop. 5043.1).

Article 44

Remboursement de l'indemnité à l'Administration ayant effectué le paiement

1. L'Administration responsable ou pour le compte de laquelle le paiement est effectué en conformité de l'article 42 est tenue de rembourser à l'Administration ayant effectué le paiement en vertu de l'article 43, et qui est dénommée «Administration payeuse», le montant de l'indemnité payée à l'ayant droit dans les limites de l'article 39, paragraphes 3 et 6; ce versement doit avoir lieu dans un délai de quatre mois à compter de l'envoi de la notification du paiement.

2. Si l'indemnité doit être supportée par plusieurs Administrations en conformité de l'article 42, la totalité de l'indemnité due doit être versée à l'Administration payeuse, dans le délai mentionné au paragraphe 1, par la première Administration qui, ayant dûment reçu le colis réclamé, ne peut en établir la transmission régulière au service correspondant. Il appartient à cette Administration de récupérer sur les autres Administrations responsables la part éventuelle de chacune d'elles dans le dédommagement de l'ayant droit.

3. Le remboursement à l'Administration créditrice est effectué d'après les règles de paiement prévues à l'article 12 de la Convention.

4. Les Administrations d'origine et de destination peuvent s'entendre pour laisser en totalité la charge du dommage causé à des colis ordinaires à celle qui doit effectuer le paiement à l'ayant droit. (¹⁾)

5. Lorsque la responsabilité a été reconnue, de même que dans le cas prévu à l'article 43, paragraphe 4, le montant de l'indemnité peut également être repris d'office sur l'Administration responsable par voie de décompte soit directement, soit par l'intermédiaire de la première Administration de transit qui se crédite à son tour sur l'Administration suivante, l'opération étant répétée jusqu'à ce que la somme payée ait été portée au débit de

l'Administration responsable; le cas échéant, il y a lieu d'observer les dispositions réglementaires relatives à l'établissement des comptes.

6. Immédiatement après avoir payé l'indemnité, l'Administration payeuse doit communiquer à l'Administration responsable la date et le montant du paiement effectué. Elle ne peut réclamer le remboursement de cette indemnité que dans le délai d'un an à compter soit du jour de l'envoi de la notification du paiement, soit, s'il y a lieu, du jour de l'expiration du délai prévu à l'article 43, paragraphe 4.

7. L'Administration dont la responsabilité est dûment établie et qui a tout d'abord décliné le paiement de l'indemnité doit prendre à sa charge tous les frais accessoires ⁽²⁾ résultant du retard non justifié apporté au paiement.

¹⁾ Disposition facultative analogue à celle de l'art. 59, par. 3, de la Conv., introduite par le Congrès de Rio de Janeiro 1979 (II 1687, prop. 5044.1); son application comporte une réduction du travail administratif qui compense la perte des recettes provenant des parts de montants d'indemnité récupérées sur d'autres Adm.

²⁾ Le Congrès d'Ottawa 1957 avait émis le vœu que soit confié au BI le soin de préciser la signification des «frais accessoires» à la charge de l'Adm. responsable (II 1161). L'interprétation du BI a été portée à la connaissance des Adm. (v. circ. 121/1958 et Rapp. 1958, p. 31 et 32). Saisi d'une nouvelle proposition à ce sujet (II 1232, prop. 7101), le Congrès de Vienne 1964 a chargé le CE «d'étudier la définition de l'expression «frais accessoires» qui sont à la charge de l'Adm. responsable, conformément à l'art. 44 de l'Arr. concernant les colis postaux» (résolution CP 1, c), III 561). Au cours de sa session de mai 1965, le CE a fait sienne la définition que lui a soumise sa Commission 7 (Colis postaux) et qui confirme celle qui avait été donnée par le BI. Cette définition est conçue comme suit:

«Sont à considérer comme «frais accessoires», par exemple les intérêts, les frais bancaires et les différences de cours, même si ces deux dernières catégories de frais incombent, dans les cas normaux, sous certaines conditions, aussi à l'Adm. créancière (v. art. 103, par. 8 et 11, du Règl. de la Conv. de Tokyo). Peuvent également être compris dans les «frais accessoires» les dépenses administratives, ainsi que les frais judiciaires éventuels causés à l'Adm. créancière par une action qu'elle aurait dû entreprendre dans l'intérêt de l'Adm. responsable ou dans son propre intérêt.

Il appartient, en définitive, à l'Adm. créancière de déterminer, dans chaque cas particulier, quels sont les frais accessoires qu'elle considère comme tels. En déterminant ces frais accessoires, l'Adm. en question doit strictement respecter la seule condition indispensable suivante: il doit exister un rapport direct de cause à effet entre le retard non justifié apporté au paiement de l'indemnité par l'Adm. débitrice, d'une part, et les frais causés à l'Adm. créancière, d'autre part. L'étendue de la notion «frais accessoires» dépendra des circonstances de chaque cas concret.» (Compte rendu analytique de la session 1965 du CE, p. 18.)

Article 45

Récupération éventuelle de l'indemnité sur l'expéditeur ou sur le destinataire

1. Si, après le paiement de l'indemnité, un colis ou une partie de colis, antérieurement considéré comme perdu, est retrouvé, l'expéditeur ou le

destinataire, ⁽¹⁾ ⁽²⁾ selon le cas, est informé qu'il peut en prendre livraison pendant une période de trois mois, contre remboursement du montant de l'indemnité reçue. Si, dans ce délai, l'expéditeur ou, le cas échéant, le destinataire ne réclame pas le colis, la même démarche est effectuée auprès de l'autre intéressé.

2. Si l'expéditeur ou le destinataire prend livraison du colis ou de la partie retrouvée de ce colis moyennant remboursement du montant de l'indemnité, ce montant est restitué à l'Administration ou, s'il y a lieu, aux Administrations qui ont supporté le dommage, dans un délai d'un an à compter de la date du remboursement.

3. Si l'expéditeur et le destinataire renoncent à prendre livraison du colis, celui-ci devient la propriété de l'Administration ou, s'il y a lieu, des Administrations qui ont supporté le dommage.

4. Lorsque la preuve de la livraison est apportée après le délai de cinq mois prévu à l'article 43, paragraphe 4, l'indemnité versée reste à la charge de l'Administration intermédiaire ou de destination si la somme payée ne peut, pour une raison quelconque, être récupérée sur l'expéditeur. ⁽³⁾

5. En cas de découverte ultérieure d'un colis avec valeur déclarée dont le contenu est reconnu comme étant de valeur inférieure au montant de l'indemnité payée, l'expéditeur ou, en cas d'application de l'article 39, paragraphe 8, le destinataire doit rembourser le montant de cette indemnité contre remise du colis avec valeur déclarée, sans préjudice des conséquences découlant de la déclaration frauduleuse de valeur visée à l'article 23, paragraphe 2.

¹⁾ Le Congrès de Rio de Janeiro 1979 a estimé superflu d'aviser en même temps l'expéditeur et le destinataire, comme cela était prévu auparavant, seul celui qui a reçu l'indemnité devant être avisé (II 1688, prop. 5045.1).

²⁾ La priorité pour réclamer le colis appartient au destinataire si l'indemnité a été payée à ce dernier par application de l'art. 39, par. 8 (Congrès de Vienne 1964, II 1231, prop. 7098).

³⁾ V. annot. 3 à l'art. 60 de la Conv.

Titre IV

Quotes-parts revenant aux Administrations.

Attribution des quotes-parts ⁽¹⁾ ⁽²⁾ ⁽³⁾ ⁽⁴⁾

¹⁾ Pour l'évolution des quotes-parts jusqu'au Congrès de Vienne 1964, v. annot. 1 à l'art. 5.

2) Evolution des quotes-parts depuis le Congrès de Vienne 1964:

- a) Chargé par le Congrès de Vienne 1964 de faire une étude sur le montant des quotes-parts territoriales de départ, d'arrivée et de transit et des quotes-parts maritimes, le CE, après avoir constaté que ces quotes-parts avaient toujours été fixées sinon arbitrairement du moins empiriquement, a reconnu la nécessité de les reviser en fonction des coûts réels des services. *Quotes-parts territoriales de transit et quotes-parts maritimes.* Considérant la nature semblable des diverses opérations qu'impose l'exécution du service des colis postaux et celui de la poste aux lettres, particulièrement en ce qui concerne le transit territorial et maritime, le CE a estimé, ainsi que la forte majorité des Adm. qui ont répondu à la consultation faite à ce sujet, que la méthode dite «méthode comparative colis postaux – poste aux lettres» qui consiste à fixer le montant des quotes-parts territoriales de transit et des quotes-parts maritimes par référence aux frais de transit de même nature était la plus adéquate pour parvenir à des résultats aussi proches que possible de la réalité, compte tenu du fait que les taux des frais de transit ont été déterminés à la suite d'études fondées sur des bases économiques sérieuses et que l'évolution des divers éléments qui composent ces taux continue à être suivie par le Congrès. Par conséquent, le montant de ces quotes-parts a été établi d'après les taux des frais de transit de la Conv. et à partir d'un poids moyen pour chaque coupure de poids. Les quotes-parts maritimes ont cependant subi un abattement de 10 pour cent pour tenir compte du fait, entre autres, que les colis postaux ne peuvent supporter, en règle générale, un prix de transport aussi élevé que les envois de la poste aux lettres. Par ailleurs, les quotes-parts de transit uniformes ont été remplacées par des quotes-parts différenciées en fonction d'échelons de distance. Au surplus, le CE s'est prononcé pour l'égalité des quotes-parts territoriales de transit pour les colis en dépêches closes et pour les colis en transit à découvert et il a introduit le principe de la rémunération du transit sans parcours territorial.

Quotes-parts de départ et d'arrivée. En l'absence d'une base de référence avec la poste aux lettres, le CE a procédé à une étude de prix de revient. Entreprise par un Groupe de travail composé de cinq pays (Allemagne, France, Inde, Suède, Turquie), celle-ci a fait ressortir en particulier l'importance des frais fixes. Pour déterminer le montant des quotes-parts, la moyenne arithmétique des prix de revient des cinq pays a été établie. Les montants obtenus étant très supérieurs aux quotes-parts de l'Arr. de Vienne 1964, il a été jugé préférable, comme première étape, de proposer des quotes-parts d'environ 60 à 70 pour cent plus élevées que ces dernières. Le principe de l'égalité des quotes-parts au départ et à l'arrivée a été maintenu. Le Congrès de Tokyo 1969 a approuvé les conclusions de l'étude du CE (II 1415 à 1418, prop. 6001 et 6003 et Doc 13).

- b) Donnant suite à la recommandation C 81 du Congrès de Tokyo 1969, le CE a rajusté les quotes-parts de transit et les quotes-parts maritimes par référence aux frais de transit de la poste aux lettres. A noter, en ce qui concerne les quotes-parts maritimes, qu'elles ont été établies compte tenu d'une majoration de 10 pour cent – et non pas d'un abattement de 10 pour cent comme c'était le cas pour les quotes-parts de Tokyo – par rapport aux frais de transit maritime, en raison du fait qu'à poids égal une dépêche de colis postaux occupe, selon les constatations faites, un volume d'environ 50 pour cent supérieur à celui d'une dépêche de la poste aux lettres.

Quant aux quotes-parts de départ et d'arrivée, le CE a été d'avis de les reviser en fonction des prix de revient. Toutefois, avant d'entreprendre une nouvelle étude de prix de revient, longue et difficile, il a consulté les Adm. en vue de connaître les quotes-parts qui leur donneraient satisfaction. Le résultat de la consultation ayant fait apparaître que pour la majorité d'entre elles les quotes-parts établies à partir des prix de revient déterminés avant le Congrès de Tokyo (v. Congrès – Doc 13, ch. 25, de Tokyo 1969) étaient suffisantes, le CE les a retenues en conclusion de son étude.

Le Congrès de Lausanne 1974 a adopté les propositions du CE relatives aux quotes-parts territoriales et maritimes (II 1464 et 1470, prop. 5046.1, 5047.4 et 5049.1). Au surplus, le principe de l'égalité des quotes-parts au départ et à l'arrivée a été partiellement aboli. Depuis ce

Congrès, les quotes-parts de départ peuvent être fixées au gré des Adm. sous réserve qu'elles ne soient pas inférieures aux quotes-parts d'arrivée (cf. art. 48, par. 1, de l'Arr. de Lausanne 1974).

- c) En exécution de la recommandation C 73 du Congrès de Lausanne 1974, le CE a procédé à une nouvelle étude sur le montant des quotes-parts territoriales de départ et d'arrivée. Toutefois, compte tenu de la teneur de l'art. 48, par. 1, lettre a), de l'Arr. de Lausanne 1974, les travaux ont porté essentiellement sur les quotes-parts d'arrivée. La consultation faite à ce sujet a fait ressortir la difficulté de déterminer des quotes-parts susceptibles de donner satisfaction à toutes les Adm. Il est nécessaire en effet de tenir compte de critères difficilement conciliables, à savoir:

- les quotes-parts doivent permettre de couvrir les frais effectifs qu'occasionnent les colis à l'importation;
- elles doivent être d'un niveau suffisant pour répondre aux besoins de toutes les Adm., mais en même temps elles ne doivent pas être trop élevées pour que le service des colis postaux puisse soutenir la concurrence d'autres moyens de transport;
- compte tenu des possibilités de majoration, les quotes-parts de base à établir devraient autant que possible rendre superflues les réserves tarifaires au Prot.

Une analyse des coûts des colis importés a montré que les frais fixes par colis (frais indépendants du poids) et les frais dépendant du poids sont dans le rapport d'à peu près 3 à 1. Tenant compte de ce rapport et se fondant sur les indications fournies par les pays ayant pris part à la consultation précitée, le CE a proposé, au terme de son étude, de nouvelles quotes-parts qui ont été acceptées par le Congrès de Rio de Janeiro 1979 (II 1681, prop. 5046.1).

S'agissant des quotes-parts territoriales de transit et des quotes-parts maritimes, le CE, en vertu de la même recommandation, les a rajustées en fonction des frais de transit de même nature révisés (Conv., art. 61) et selon les mêmes modalités que les quotes-parts de Lausanne 1974 (Congrès de Rio de Janeiro 1979, II 1682 et 1684, prop. 5047.1 et 5049.1).

- d) Par sa résolution C 25, le Congrès de Rio de Janeiro 1979 a chargé le CE de procéder à une nouvelle étude sur le montant des quotes-parts territoriales de départ et d'arrivée et de rajuster les quotes-parts de transit et les quotes-parts maritimes en cas de révision des frais de transit de la poste aux lettres.

- Quotes-parts territoriales de départ et d'arrivée. Donnant suite à ce mandat, le CE s'est fixé pour objectif de trouver une méthode de fixation desdites quotes-parts qui offrirait aux Adm. plus de liberté que jusqu'ici et qui les dispenserait de formuler des réserves au Prot. A cet effet, les Adm. ont été consultées sur les quatre mesures suivantes:
 - a) nouvelle augmentation des taux de base fixés à l'art. 46 et des facultés de majoration prévues aux art. 48 et 54 de l'Arr.;
 - b) réunion des facultés de majoration prévues aux art. 48 et 54 en supprimant l'art. 54 et en prévoyant une faculté de majoration appropriée à l'art. 48;
 - c) libéralisation totale des quotes-parts d'arrivée;
 - d) libéralisation limitée des quotes-parts d'arrivée, mais fixation de taux d'orientation dont le montant serait proposé comme jusqu'ici par le CE.

Des consultations successives, il ressort que les Adm. sont en faveur de la mesure d) qui correspond parfaitement aux buts visés par l'étude. Cela étant, le CE a décidé de proposer au Congrès que les quotes-parts dont il s'agit ne soient plus indiquées dans l'Arr. que sous la forme de taux d'orientation susceptibles d'augmentation ou de réduction. La fixation de taux d'orientation par le CE – désirée expressément par quelques Adm. pour des raisons d'ordre pratique ou du fait de leur législation intérieure – contribuerait à éviter des majorations excessives. L'Arr. concernant les colis postaux de Rio de Janeiro 1979 et son Prot. prévoient un certain nombre de possibilités de majoration des quotes-parts qui permettent même aux Adm. de couvrir les frais afférents au traitement des colis à l'arrivée. La fixation des taux d'orientation devait certes procéder de cette nécessité mais également tenir compte du fait que lesdits taux devaient être suffisamment élevés

- pour répondre aux exigences d'un nombre maximal de pays en veillant néanmoins à ce que le service des colis postaux reste compétitif. A la lumière de ces constatations et compte tenu du fait que les taux pratiqués par les Adm. en fonction des possibilités de majoration prévues par l'Arr. de Rio de Janeiro 1979, correspondent presque à une augmentation de 100 pour cent des taux fixés à l'art. 46, par. 1, dudit Arr., le CE a considéré que le montant des taux d'orientation à proposer au Congrès de Hambourg 1984 devrait marquer une augmentation de cet ordre par rapport aux taux actuellement inscrits à l'art. 46, par. 1, de l'Arr. Le Congrès de Hambourg 1984 a accepté les nouvelles quotes-parts de départ et d'arrivée ainsi fixées par le CE (II Congrès/C 7 – Rapp. 4, prop. 5046.1). L'adoption de la prop. 5046.1 entraîne la suppression des art. suivants de Rio de Janeiro 1979: 48 (repris partiellement dans l'art. 46 du présent Arr.), 54 (Arr.), I, lettre a), et tableau 1 (Quotes-parts d'arrivée exceptionnelles), IV et V (Prot. du même Arr.) (Congrès de Hambourg 1984, II Congrès/C 7 – Rapp. 4, prop. 5048.1, 5054.1, 5301.1, 5304.1 et 5305.1).
- Quotes-parts de transit et quotes-parts maritimes. Conformément à la résolution C 25 du Congrès de Rio de Janeiro 1979, le CE a décidé de rajuster ces quotes-parts par référence aux frais de transit territorial et maritime révisés de la poste aux lettres (v. Congrès – Doc 9). Le Congrès de Hambourg 1984 a adopté les prop. du CE relatives aux quotes-parts territoriales et maritimes (II Congrès/C 7 – Rapp. 6, prop. 5047.3 et 5049.3).
- e) Par sa résolution C 22 (reproduite à la fin du présent fasc.), le Congrès de Hambourg 1984 a chargé le CE de procéder à une nouvelle étude sur le montant des taux indicatifs applicables aux quotes-parts territoriales de départ et d'arrivée et de rajuster les quotes-parts territoriales de transit et les quotes-parts maritimes en cas de révision des frais de transit de la poste aux lettres.
- ³⁾ Dans le cadre de l'étude sur le montant des quotes-parts territoriales de départ, d'arrivée et de transit et des quotes-parts maritimes dont il a été chargé par le Congrès de Vienne 1964, le CE a été amené à faire une étude séparée sur des systèmes de rémunération fondés sur le poids brut des dépêches ou sur des statistiques périodiques. Consultées, les Adm. se sont prononcées à une grande majorité contre le règlement des comptes sur la base de statistiques, tandis que leurs avis étaient partagés à l'égard d'une rémunération fondée sur le poids brut des dépêches. En revanche, les réponses ont permis de constater que les Adm. étaient favorables à deux mesures qui constituent un pas important vers la simplification du système de rémunération actuel, à savoir d'une part l'abandon du principe selon lequel la taxe d'un colis est égale à la somme des quotes-parts allouées aux Adm. participant au transport, d'autre part la suppression des rémunérations supplémentaires versées aux Adm. de destination et de transit pour certaines catégories de colis (colis avec valeur déclarée, exprès, fragiles, encombrants, avec avis d'embarquement). La proposition que le CE a formulée en conclusion de son étude et qui visait à concrétiser ces deux mesures dans l'Arr. a été acceptée par le Congrès de Tokyo 1969 (II 1414, prop. 6025 et Doc 19).
- En ce qui concerne l'abandon du principe de l'égalité des taxes et de la somme des quotes-parts, v. annot. 1 à l'art. 7.
- Quant à la suppression des rémunérations supplémentaires versées aux Adm. pour certaines catégories de colis, elle doit être considérée non comme une suppression pure et simple mais comme une incorporation de ces rémunérations dans la rémunération principale constituée par les quotes-parts d'arrivée, de transit et maritimes. Les taxes supplémentaires pour les colis spéciaux (exprès, avec valeur déclarée, etc.) continuent à être perçues sur les usagers, mais elles sont conservées par l'Adm. perceptrice, étant admis que les nouvelles quotes-parts adoptées par le Congrès de Tokyo 1969 comprennent un certain montant en tant que rémunération pour le traitement particulier des colis précités par les Adm. de transit et de destination. L'adoption de cette mesure permet de réaliser d'importantes simplifications comptables. V. aussi annot. 1 à l'art. 6.
- ⁴⁾ Chargé par le Congrès de Lausanne 1974 (résolution C 74) d'étudier la question de la simplification du procédé actuel d'attribution des quotes-parts, le CE a orienté ses travaux vers la recherche

d'une quote-part unitaire. Toutefois, étant donné la complexité du problème dont la solution exige de nouvelles enquêtes, il a jugé prématuré de modifier la réglementation actuelle, estimant que les simplifications comptables doivent continuer à être recherchées dans les relations bilatérales par application de l'art. 55 de l'Arr. (v. Congrès de Rio de Janeiro 1979 – Doc 1, ch. 50). Par la résolution C 27 du Congrès de Rio de Janeiro 1979, le CE a été chargé de poursuivre cette étude. Se fondant sur les résultats d'une série de consultations, le CE a considéré que le procédé d'inscription globale devrait être maintenu et par conséquent n'a pas modifié les dispositions de l'Arr. Une description détaillée des procédés prévus (selon le taux moyen par colis et par kg de poids brut de la dépêche) à l'art. 55, par. 3 (art. 53, par. 3 de l'Arr. de Hambourg 1984), a été diffusée par lettre-circ. 3435(B2)1453 du 17 juin 1983.

Chapitre I

Quotes-parts (Arr. 53, 54, Règl. 146 à 149)

Article 46

Quote-part territoriale de départ et d'arrivée (Prot. I, VI, VII)

1. Les colis échangés entre deux Administrations sont soumis aux quotes-parts territoriales de départ et d'arrivée fixées comme suit, pour chaque pays et pour chaque colis:

Coupures de poids (*)	Quote-part territoriale de départ et d'arrivée (2) (3) Taux indicatif	
1	2	
	fr-or	DTS
Jusqu'à 1 kg (*)	8	2,61
Au-dessus de 1 jusqu'à 3 kg	10	3,27
Au-dessus de 3 jusqu'à 5 kg	12	3,92
Au-dessus de 5 jusqu'à 10 kg	15	4,90
Au-dessus de 10 jusqu'à 15 kg	18	5,88
Au-dessus de 15 jusqu'à 20 kg	20	6,53

Toutefois, les Administrations ont la faculté:

- de majorer à leur gré leurs quotes-parts territoriales de départ pour que celles-ci soient en relation avec les frais de leur service. Elles peuvent également les réduire à leur gré sous réserve qu'elles ne soient pas inférieures à leurs quotes-parts territoriales d'arrivée; (5)**
- de réduire à leur gré leurs quotes-parts territoriales d'arrivée ou de les majorer jusqu'à concurrence de leurs prix de revient, à condition qu'elles ne dépassent pas leurs quotes-parts territoriales de départ. (5)**

2. Les quotes-parts visées au paragraphe 1 sont à la charge de l'Administration du pays d'origine, à moins que le présent Arrangement ne prévoise des dérogations à ce principe.

3. Les quotes-parts territoriales de départ et d'arrivée doivent être uniformes pour l'ensemble du territoire de chaque pays. ⁽⁶⁾

4. Les modifications des quotes-parts territoriales d'arrivée selon le paragraphe 1 ne peuvent entrer en vigueur que le 1^{er} janvier. Pour être applicables, ces modifications doivent être notifiées quatre mois au moins avant cette date au Bureau international qui les communique aux Administrations intéressées au moins trois mois avant la date de leur entrée en vigueur. Lorsque ces délais n'ont pas été observés, ces modifications n'entrent en vigueur que le 1^{er} janvier de l'année suivante. ⁽⁷⁾ ⁽⁸⁾

¹⁾ V. annot. 1 à l'art. 5.

²⁾ Taux indicatif proposé par le CE en conclusion de l'étude qui lui a été confiée par le Congrès de Rio de Janeiro 1979 et adopté par le Congrès de Hambourg 1984 (II Congrès/C 7 – Rapp. 4, prop. 5046.1 et 5048.2). V. également annot. 2, lettre d), au titre IV.

³⁾ Au sujet de la revision de ces quotes-parts, v. annot. 3 au titre IV.

⁴⁾ Par sa décision CE 13/1974, le CE a décidé de ne pas retenir la suggestion d'une Adm. tendant à unifier les taxes et indemnités relatives aux petits paquets et aux colis de 1 kg, étant donné que ces deux catégories d'envois sont assujetties à un traitement différent à tous les stades (taxation, dépôt, acheminement, dédouanement, distribution, responsabilité, indemnité et décompte).

⁵⁾ Dans le cadre de l'étude sur la revision des quotes-parts territoriales et maritimes (recommandation C 73 du Congrès de Lausanne 1974), cette disposition a donné lieu à des divergences d'interprétation au sujet desquelles le CE s'est abstenu de se prononcer, laissant aux Adm. qui le désiraient le soin de présenter au Congrès les propositions qu'elles jugeraient utiles pour dissiper toute équivoque (Documents du CE 1978, p. 198 à 200, et du CE 1979, p. 147 à 149, 274 et 275). De ce fait, plusieurs prop. de modification ont été soumises au Congrès de Rio de Janeiro 1979, à savoir:

- les prop. 5048.9 et 5048.12 visant à laisser aux Adm. une liberté totale pour la fixation de leurs quotes-parts de départ, toute relation avec les quotes-parts d'arrivée étant supprimée;
- la prop. 5048.10 prévoyant que les quotes-parts de départ ne peuvent être inférieures aux quotes-parts d'arrivée fixées en fonction des art. 46 et 48; en revanche, lorsque les quotes-parts d'arrivée seraient majorées au-delà de la possibilité offerte par l'art. 48, c'est-à-dire lorsqu'elles seraient augmentées par les quotes-parts exceptionnelles prévues à l'art. 54 ou à l'art. I du Prot., les Adm. n'auraient pas l'obligation de majorer leurs quotes-parts de départ du montant des quotes-parts exceptionnelles;
- la prop. 5048.11 en faveur du maintien du principe selon lequel les quotes-parts de départ ne peuvent en aucun cas être inférieures aux quotes-parts d'arrivée et spécifiant expressément que ce principe est applicable même lorsqu'il est fait application des quotes-parts exceptionnelles prévues à l'art. 54 ou à l'art. I du Prot.; au surplus, l'art. 54 serait intégré dans l'art. 48.

Après un débat animé, toutes ces prop. (dont 5048.10 et 5048.11 visaient à donner une interprétation définitive à la disposition en cause) ont été rejetées, à la suite de quoi une longue discussion a eu lieu sur l'interprétation à donner à ladite disp. (Congrès de Rio de Janeiro 1979, II 1682 et 1683, 1686 et 1687, 1695 à 1697).

⁶⁾ Disp. adoptée par le Congrès de Lausanne 1974 (II 1464, prop. 5046.2 et 5046.4). Les exceptions à cette règle figurent à l'art. VI du Prot.

⁷⁾ La possibilité de notifier les quotes-parts de départ et d'arrivée le 1^{er} janvier a été supprimée par le Congrès de Rio de Janeiro 1979 (II 1683 et 1788, prop. 5048.2 et 5048.4).

⁸⁾ Afin de permettre aux Adm. de réaliser la préparation, la vérification, l'impression et la distribution de leurs tableaux CP 1 et CP 21, les délais prévus pour la notification des modifications des quotes-parts d'arrivée au BI et leur communication par le BI aux Adm. ont été augmentés d'un mois par le Congrès de Hambourg 1984 (II Congrès/C 7 – Rapp. 4, prop. 5048.2).

Article 47

Quote-part territoriale de transit (Arr. 50, 57, Prot. II, III, VI, VII) (¹)

1. Les colis échangés entre deux Administrations ou entre deux bureaux du même pays au moyen des services terrestres (²) d'une ou de plusieurs autres Administrations sont soumis, au profit des pays dont les services participent à l'acheminement territorial, aux quotes-parts territoriales de transit ci-après. (³)

2. Chacun des pays visés au paragraphe 1 est autorisé à réclamer pour chaque colis les quotes-parts territoriales de transit afférentes à l'échelon de distance correspondant à la distance moyenne pondérée (⁴) (⁵) de transport des colis dont il assure le transit. Cette distance est calculée par le Bureau international. (⁶) (⁷)

3. Le réacheminement, le cas échéant après entreposage, par les services d'un pays intermédiaire des dépêches et des colis à découvert arrivant et repartant par un même port (transit sans parcours territorial) est assujéti aux paragraphes 1 et 2. (⁸) (⁹)

4. S'agissant de colis-avion, la quote-part territoriale des Administrations intermédiaires n'est applicable que dans le cas où le colis emprunte un transport territorial intermédiaire. (¹⁰)

5. Cependant, en ce qui concerne les colis-avion en transit à découvert, les Administrations intermédiaires sont autorisées à réclamer une quote-part forfaitaire de 1 fr-or (0,33 DTS) par envoi. (¹⁰)

6. Lorsqu'un pays admet que son territoire soit traversé par un service de transport étranger sans participation de ses services selon l'article 3 de la Convention, les colis ainsi acheminés ne donnent pas lieu à l'attribution de la quote-part territoriale de transit à l'Administration postale en cause. (¹¹)

7. Les quotes-parts visées au paragraphe 1 sont à la charge de l'Administration du pays d'origine, à moins que le présent Arrangement ne prévoie des dérogations à ce principe.

Echelons de distance	Quote-part territoriale de transit											
	jusqu'à 1 kg		au-dessus de 1 jusqu'à 3 kg		au-dessus de 3 jusqu'à 5 kg		au-dessus de 5 jusqu'à 10 kg		au-dessus de 10 jusqu'à 15 kg		au-dessus de 15 jusqu'à 20 kg	
1	2		3		4		5		6		7	
	fr	DTS	fr	DTS	fr	DTS	fr	DTS	fr	DTS	fr	DTS
Jusqu'à 600 km	0,60	0,20	1,50	0,49	2,70	0,88	4,80	1,57	7,80	2,55	10,80	3,53
Au-delà de 600												
jusqu'à 1000 km	0,80	0,26	2,10	0,69	3,80	1,24	6,80	2,22	11,00	3,59	15,20	4,97
Au-delà de 1000												
jusqu'à 2000 km	1,10	0,36	2,80	0,91	5,00	1,63	8,90	2,91	14,50	4,74	20,10	6,57
Au-delà de 2000												
par 1000 km en sus . . .	0,30	0,10	0,70	0,23	1,50	0,49	2,20	0,72	3,60	1,18	5,00	1,63

¹⁾ Au sujet de la notification des quotes-parts applicables à partir de l'entrée en vigueur de l'Arr., le Congrès de Rio de Janeiro 1979, par sa résolution C 40 (II 1288 et 1688, prop. 5500.1) a invité les Adm. des Pays-membres signataires de l'Arr., à notifier au BI les renseignements à fournir au sujet de l'exécution du service (art. 101 Règl.) au moins six mois avant l'entrée en vigueur de l'Arr. Quant à la révision de ces quotes-parts, v. annot. 2, lettre d), au titre IV.

²⁾ Le terme «services terrestres» couvre également les transports fluviaux et lacustres (Congrès de Tokyo 1969, II 1416 et 1469, prop. 6001).

³⁾ Quotes-parts établies par le CE en conclusion de l'étude qui lui a été confiée par le Congrès de Rio de Janeiro 1979 (résolution C 25; v. annot. 2, lettre c), au titre IV) et adoptées par le Congrès de Hambourg 1984 (II Congrès/C 7 – Rapp. 6, prop. 5047.3 et Congrès – Doc 9).

⁴⁾ La distance moyenne pondérée de transport des colis en transit est établie, pour un pays donné, de la manière suivante: pour chaque parcours de transit utilisé, le poids des colis en transit transportés pendant la période de référence est multiplié par la longueur du parcours; puis les nombres de kilogrammes/kilomètres obtenus pour les différents parcours sont totalisés et ce total est divisé par le poids total des colis en transit transportés sur lesdits parcours.

⁵⁾ Cette distance est indiquée, pour les pays intéressés, dans le Recueil des colis postaux.

⁶⁾ Par la résolution C 68 du Congrès de Lausanne 1974 (III 895), il a été décidé de laisser au BI le soin de procéder à la révision de cette distance, selon les modalités prévues dans la résolution C 80 du Congrès de Tokyo 1969 (III 767 et 768).

⁷⁾ V. aussi art. III du Prot.

⁸⁾ Le principe de la rémunération du transit sans parcours territorial a été introduit par le Congrès de Tokyo 1969, sur proposition du CE (II 1416 à 1418, prop. 6001 et Doc 13).

⁹⁾ La rémunération du transit sans parcours territorial se fait, pour un pays donné, aux mêmes taux que celle du transit avec parcours territorial (Congrès de Tokyo 1969, Doc 13).

¹⁰⁾ Une proposition visant à ce que les colis-avion en transit à découvert donnent lieu au paiement de la quote-part territoriale de transit a été rejetée par le Congrès de Tokyo 1969 (II 1416 et 1417, prop. 6204). Toutefois, à cet égard, le Congrès de Rio de Janeiro 1979, par sa résolution C 26, a chargé le CE d'étudier la question de la fixation des quotes-parts territoriales de transit. Les résultats de plusieurs consultations à ce sujet ayant permis de constater que la manutention des colis-avion en transit à découvert occasionne des frais additionnels aux Adm., le CE a estimé que le transit de ces colis devrait donner lieu à une rémunération. Celle-ci ne pouvant être fixée en fonction d'une distance à parcourir, étant donné l'absence d'un transfert territorial, le CE a retenu la fixation d'une quote-part forfaitaire par envoi que le Congrès de Hambourg 1984 a adoptée (II Congrès/C 7 – Rapp. 5, prop. 5047.4 et 5921.1).

¹¹⁾ Disposition adoptée par le Congrès de Lausanne 1974 (II 1469 et 1470, prop. 5047.6). V. annot. 1 à l'art. 3 de la Conv.

Article 48

Quote-part maritime (Arr. 49, 50, 57, Prot. IV, V, VI)

1. Chacun des pays dont les services participent au transport maritime de colis est autorisé à réclamer les quotes-parts maritimes visées dans le tableau qui figure au paragraphe 2. Ces quotes-parts sont à la charge de l'Administration du pays d'origine, à moins que le présent Arrangement ne prévoie des dérogations à ce principe.

2. Pour chaque service maritime emprunté, (¹) la quote-part maritime est calculée conformément aux indications du tableau ci-après: (²) (³)

Echelons de distance		Coupures de poids											
a) exprimés en milles marins	b) exprimés en kilomètres après conversion sur la base de 1 mille marin = 1,852 km	jusqu'à 1 kg		au-dessus de 1 jusqu'à 3 kg		au-dessus de 3 jusqu'à 5 kg		au-dessus de 5 jusqu'à 10 kg		au-dessus de 10 jusqu'à 15 kg		au-dessus de 15 jusqu'à 20 kg	
1	2	3		4		5		6		7		8	
		fr	DTS	fr	DTS	fr	DTS	fr	DTS	fr	DTS	fr	DTS
Jusqu'à 500 milles marins	Jusqu'à 926 km	0,40	0,13	0,90	0,29	1,70	0,56	3,00	0,98	4,80	1,57	6,60	2,16
Au-delà de 500 jusqu'à 1000	Au-delà de 926 jusqu'à 1852	0,50	0,16	1,20	0,39	2,10	0,69	3,80	1,24	6,10	1,99	8,50	2,78
Au-delà de 1000 jusqu'à 2000	Au-delà de 1852 jusqu'à 3704	0,60	0,20	1,40	0,46	2,50	0,82	4,50	1,47	7,30	2,38	10,10	3,30
Au-delà de 2000 jusqu'à 3000	Au-delà de 3704 jusqu'à 5556	0,60	0,20	1,60	0,52	2,90	0,95	5,10	1,67	8,30	2,71	11,50	3,76
Au-delà de 3000 jusqu'à 4000	Au-delà de 5556 jusqu'à 7408	0,70	0,23	1,80	0,59	3,20	1,05	5,60	1,83	9,10	2,97	12,60	4,12
Au-delà de 4000 jusqu'à 5000	Au-delà de 7408 jusqu'à 9260	0,80	0,26	1,90	0,62	3,40	1,11	6,00	1,96	9,80	3,20	13,50	4,41
Au-delà de 5000 jusqu'à 6000	Au-delà de 9260 jusqu'à 11112	0,80	0,26	2,00	0,65	3,60	1,18	6,40	2,09	10,40	3,40	14,30	4,67
Au-delà de 6000 jusqu'à 7000	Au-delà de 11112 jusqu'à 12964	0,80	0,26	2,10	0,69	3,80	1,24	6,70	2,19	10,90	3,56	15,00	4,90
Au-delà de 7000 jusqu'à 8000	Au-delà de 12964 jusqu'à 14816	0,90	0,29	2,20	0,72	3,90	1,27	7,00	2,29	11,30	3,69	15,70	5,13
Au-delà de 8000 par 1000 en sus	Au-delà de 14816 par 1852 en sus	0,00	0,00	0,10	0,03	0,10	0,03	0,30	0,10	0,40	0,13	0,50	0,16

3. Le cas échéant, les échelons de distance servant à déterminer le montant de la quote-part maritime à appliquer entre deux pays sont calculés sur la base d'une distance moyenne pondérée, (*) déterminée en fonction du tonnage des dépêches transportées entre les ports respectifs des deux pays.

4. Le transport maritime entre deux ports d'un même pays ne peut donner lieu à perception de la quote-part prévue au paragraphe 2 lorsque l'Administration de ce pays reçoit déjà, pour les mêmes colis, la rémunération afférente au transport territorial.

5. S'agissant de colis-avion, la quote-part maritime des Administrations ou services intermédiaires n'est applicable que dans le cas où le colis emprunte un transport maritime intermédiaire; tout service maritime assuré par le pays d'origine ou de destination est considéré à cet effet comme service intermédiaire.

1) S'il s'agit de deux transports maritimes effectués successivement par le même bateau, avec interruption par un parcours territorial, il n'y a lieu au paiement que d'un seul droit de transit maritime. Si le transport maritime a été effectué successivement par deux bateaux différents, le droit de transit est dû deux fois (Congrès de Rome 1906, II 387, Rapp. 1902, p. 6).

2) Quotes-parts de base établies par le CE en conclusion de l'étude qui lui a été confiée par le Congrès de Rio de Janeiro 1979 (résolution C 25; v. également annot. 2, lettre d), au titre IV) et adoptées par le Congrès de Hamburg 1984 (II Congrès/C 7 – Rapp. 6, prop. 5049.3 et Congrès – Doc 9). Majorées de 50 pour cent, ces quotes-parts correspondent aux frais de transit maritime révisés de la poste aux lettres majorés de 10 pour cent. La faculté de les réduire ou de les majorer est prévue à l'art. 49.

3) Au sujet de la notification des quotes-parts applicables à partir de l'entrée en vigueur de l'Arr., v. l'annot. 1 à l'art. 47. Quant à la révision de ces quotes-parts, v. annot. 2, lettre d), au titre IV.

4) Le tarif gradué selon la distance, s'il était rigoureusement appliqué, pourrait parfois donner lieu à des taxes différentes pour divers ports d'un même pays. Afin d'éviter cet inconvénient, on a décidé de calculer, le cas échéant, la taxe d'après la distance moyenne (Conf. de Paris 1880, 111).

Article 49

Réduction ou majoration de la quote-part maritime (Prot. IV, VI)

1. Les Administrations ont la faculté de majorer de 50 pour cent au maximum la quote-part maritime fixée à l'article 48, paragraphe 2. Par contre, elles peuvent la réduire à leur gré.

2. Cette faculté est subordonnée aux conditions fixées à l'article 46, paragraphe 4.

3. En cas de majoration, celle-ci doit aussi s'appliquer aux colis originaires du pays dont dépendent les services qui effectuent le transport mari-

time; (1) toutefois, cette obligation ne s'applique ni aux relations entre un pays et les territoires dont il assure les relations internationales ni aux relations entre ces territoires.

1) Ayant été consulté sur la question de savoir si un pays peut percevoir des quotes-parts maritimes pour le transport de ses colis à destination d'un pays étranger à un taux différent de celui qui est perçu pour le transport des colis sur le même trajet, mais dans le sens inverse, le BI est arrivé à la conclusion que les Adm. sont libres de fixer leurs quotes-parts maritimes dans le cadre des possibilités accordées par l'art. 49, car nulle part dans l'Arr. il n'est stipulé que les quotes-parts pour le transport maritime entre deux pays doivent être les mêmes dans les deux sens (v. avis du BI dans le Rapp. 1962, p. 31 et 33).

Article 50

Application de nouvelles quotes-parts à la suite de modifications imprévisibles d'acheminement (Arr. 47, 48) (1)

Lorsque, pour des raisons de force majeure ou à cause d'un autre événement imprévisible, une Administration est contrainte d'utiliser, pour le transport de ses propres colis, une nouvelle voie d'acheminement qui occasionne des frais supplémentaires de transport territorial ou maritime, elle est tenue d'en informer immédiatement, par la voie télégraphique, toutes les Administrations dont les dépêches de colis ou les colis à découvert sont acheminés en transit par son pays. A partir du cinquième jour suivant le jour de l'expédition de cette information, l'Administration intermédiaire est autorisée à mettre en compte à l'Administration d'origine les quotes-parts territoriales et maritimes qui correspondent au nouveau parcours. (2)

1) Article adopté par le Congrès de Tokyo 1969 et visant à percevoir sur l'expéditeur et non plus sur le destinataire les taxes supplémentaires résultant de l'utilisation d'une voie plus coûteuse pour les colis en transit (II 1420 à 1422, prop. 6258).

2) Le délai prévu à l'art. 46, par. 4, ne s'applique pas dans ces cas (Congrès de Tokyo 1969, II 1420 à 1422, prop. 6258). V. aussi art. 102, par. 4, et 113, par. 3, du Règl.

Article 51

Taux de base et calcul des frais de transport aérien (Arr. 52, 57, Prot. VI) (1)

1. Le taux de base à appliquer au règlement des comptes entre Administrations au titre des transports aériens est fixé à 1,74 millième de franc (**0,568 millième de DTS**), (2) au maximum, par kilogramme de poids brut et par kilomètre; ce taux est appliqué proportionnellement aux fractions de kilogramme.

2. Les frais de transport aérien relatifs aux dépêches de colis-avion sont calculés d'après le taux de base effectif visé au paragraphe 1 et les distances kilométriques mentionnées dans la «Liste des distances aéropostales» prévue à l'article 227, paragraphe 1, lettre b), du Règlement d'exécution de la Convention, d'une part, et, d'autre part, d'après le poids brut des dépêches.
3. Les frais dus à l'Administration intermédiaire au titre du transport aérien des colis-avion à découvert sont fixés en principe comme il est indiqué au paragraphe 1, mais par demi-kilogramme pour chaque pays de destination. Toutefois, lorsque le territoire du pays de destination de ces colis est desservi par une ou plusieurs lignes comportant plusieurs escales sur ce territoire, les frais de transport sont calculés sur la base d'un taux moyen pondéré, déterminé en fonction du poids des colis débarqués à chaque escale. Les frais à payer sont calculés colis par colis, le poids de chacun étant arrondi au demi-kilogramme immédiatement supérieur.
4. Chaque Administration de destination qui assure le transport aérien des colis-avion à l'intérieur de son pays a droit au remboursement des frais correspondant à ce transport. Ces frais doivent être uniformes pour toutes les dépêches provenant de l'étranger, que les colis-avion soient réacheminés ou non par voie aérienne.
5. Les frais visés au paragraphe 4 sont fixés sous forme d'un prix unitaire, calculé, pour tous les colis-avion à destination du pays, sur la base du taux effectivement payé pour le transport aérien des colis-avion dans le pays de destination sans pouvoir dépasser le taux maximal prévu ⁽³⁾ au paragraphe 1 et d'après la distance moyenne pondérée des parcours effectués par les colis-avion du service international sur le réseau aérien intérieur. La distance moyenne pondérée est déterminée en fonction du poids brut de toutes les dépêches de colis-avion arrivant au pays de destination, y compris les colis-avion qui ne sont pas réacheminés par voie aérienne à l'intérieur de ce pays. ⁽⁴⁾
6. Le droit au remboursement des frais visés au paragraphe 4 est subordonné aux conditions fixées à l'article 46, paragraphe 4. ⁽⁵⁾
7. Le transbordement en cours de route, dans un même aéroport, des colis-avion qui empruntent successivement plusieurs services aériens distincts se fait sans rémunération.
8. Aucune quote-part territoriale de transit n'est due pour:
 - a) le transbordement des dépêches-avion entre deux aéroports desservant une même ville;
 - b) le transport de ces dépêches entre un aéroport desservant une ville et un entrepôt situé dans cette même ville et le retour de ces mêmes dépêches en vue de leur réacheminement.

¹⁾ V. annot. 1 à l'art. 8.

²⁾ Taux maximal adopté par le Congrès de Rio de Janeiro 1979 et applicable à toutes les catégories de courrier: LC, AO et CP (II 1684, prop. 5052.2/Rev 1). V. annot. 1 à l'art. 83 de la Conv. ainsi que l'annot. 2 à l'art. 8 de l'Arr.

³⁾ Précision apportée par le Congrès de Rio de Janeiro 1979 (II 1691, prop. 5052.1).

⁴⁾ L'annot. 5 à l'art. 83 de la Conv. donne des exemples de calcul du prix unitaire de transport aérien intérieur pour les correspondances-avion (LC/AO). En s'inspirant de ces exemples, il y a lieu d'établir une distance moyenne pondérée distincte pour les colis-avion du service international réacheminés sur le réseau aérien intérieur et, le cas échéant, un prix unitaire distinct. Ces indications sont publiées dans la Liste générale des services aéropostaux (Liste AV 1).

⁵⁾ Ce paragraphe introduit par le Congrès de Tokyo 1969 a pour but d'éviter de nombreuses modifications des taxes à percevoir sur les expéditeurs (II 1422, prop. 6051).

Article 52

Frais de transport aérien des colis-avion perdus ou détruits (Arr. 51) ⁽¹⁾

En cas de perte ou de destruction des colis-avion par suite d'un accident survenu à l'aéronef ou de toute autre cause engageant la responsabilité de l'entreprise de transport aérien, l'Administration d'origine est exonérée de tout paiement, pour quelque partie que ce soit du trajet de la ligne empruntée, au titre du transport aérien des colis-avion perdus ou détruits.

¹⁾ V. les annot. à l'art. 88 de la Conv.

Chapitre II

Attribution des quotes-parts

Article 53

Principe général (Arr. 54, Règl. 146 à 149)

1. L'attribution des quotes-parts aux Administrations intéressées est effectuée, en principe, par colis. ⁽¹⁾ ⁽²⁾
2. Toutefois, dans le cas de transmission par dépêches directes, l'Administration d'origine peut s'entendre avec l'Administration de destination en vue de l'attribution des quotes-parts globalement par coupure de poids. ⁽³⁾

3. Toujours dans le cas de transmission par dépêches directes, l'Administration d'origine peut convenir avec l'Administration de destination et, éventuellement, avec les Administrations intermédiaires de les créditer de sommes calculées par colis (*) ou par kilogramme (*) de poids brut des dépêches sur la base des quotes-parts territoriales et maritimes.

¹⁾ Au cours de son étude sur le système de perception de la taxe des colis postaux (cf. annot. 1 à l'art. 5), la CEL a été amenée à constater que les modalités d'échange fondées sur l'attribution des quotes-parts colis par colis constituent des sujétions très lourdes pour les bureaux d'échange et les services comptables. Il convient donc d'encourager les Adm. à utiliser, par la voie d'accords bilatéraux, des méthodes plus simples entraînant des économies importantes de personnel tout en accélérant le traitement des colis dans les bureaux d'échange.

Ces simplifications, pour être efficaces, entraînent des changements importants non seulement dans le mode d'attribution des quotes-parts mais également dans les règles suivant lesquelles la responsabilité mutuelle des Adm. peut être mise en cause.

Du point de vue de l'attribution des quotes-parts, outre les colis réexpédiés et les colis en transit à découvert, seule est nécessaire l'inscription des colis dont on veut conserver la trace, c'est-à-dire pratiquement uniquement des colis avec valeur déclarée. Tous les autres colis sont inscrits en nombre avec indication globale des quotes-parts qui reviennent à chaque Adm.

Du point de vue de la responsabilité, deux cas sont à distinguer :

- le cas de perte;
- le cas de spoliation et d'avarie.

En cas de perte, la responsabilité est supportée, en principe, à parts égales par chaque Adm. ayant participé au transport du colis, sauf en ce qui concerne les colis avec valeur déclarée pour lesquels les règles actuelles sont maintenues.

Dans l'éventualité de la spoliation ou de l'avarie, deux solutions peuvent être envisagées. Dans la première, la responsabilité partagée est de règle pour tous les colis sauf pour ceux comportant une déclaration de valeur. Dans la seconde, la responsabilité pour spoliation ou avarie se détermine comme actuellement, c'est-à-dire que les bulletins de vérification CP 13 et les procès-verbaux CP 14 continuent à être établis dans tous les cas (Congrès de Vienne 1964, II 1233, prop. 7007). V. aussi annot. 3 au titre IV.

²⁾ Au sujet des résultats de l'étude du CE sur la simplification du procédé actuel d'attribution des quotes-parts (résolution C 74 du Congrès de Lausanne 1974), v. annot. 4 au titre IV. Par sa résolution C 27, le Congrès de Rio de Janeiro 1979 a chargé le CE de poursuivre cette étude (v. également annot. 4 au titre IV).

³⁾ L'Adm. d'origine n'a pas besoin de s'entendre avec les Adm. intermédiaires pour l'attribution des quotes-parts de transit ou maritimes globalement par coupure de poids, cette méthode étant prévue par la formule CP 12; de ce fait, la référence aux Adm. intermédiaires a été supprimée dans ce paragraphe (Congrès de Rio de Janeiro 1979, II 1684, prop. 5055.1/Rev 1).

⁴⁾ Les rémunérations moyennes par colis ou par kg sont calculées d'après des éléments statistiques pondérés. Elles sont révisées d'office en cas de changement des quotes-parts ou sur demande de l'une des Adm. intéressées en cas de modifications dans la consistance du trafic (Congrès de Vienne 1964, II 1233, prop. 7007). V. aussi art. 149 du Règl.

Article 54

Colis de service. Colis de prisonniers de guerre et d'internés **civils**
(Arr. 16, 17, 53) ⁽¹⁾

Les colis de service et les colis de prisonniers de guerre et d'internés **civils**
(¹) ne donnent lieu à l'attribution d'aucune quote-part, exception faite des
frais de transport aérien applicables aux colis-avion.

¹) V. annot. 6 à l'art. 4.

Titre V

Dispositions diverses

Article 55

Application de la Convention (¹)

La Convention est applicable, le cas échéant, par analogie, en tout ce qui
n'est pas expressément réglé par le présent Arrangement. (²)

¹) Le Congrès de Vienne 1964 a harmonisé, dans les différents Arr., le texte relatif à l'application de la Conv. (II 399, Doc 88). Énoncée d'une manière générale, cette clause permet de couvrir tous les cas d'application de la Conv. (II 1233, prop. 7008).

²) La législation intérieure ne prévaut pas sur les dispositions de l'Arr. et elle ne fait règle que pour les cas non prévus par ce dernier (Congrès de Paris 1878, 442). Cf. annot. à l'art. 24 de la Const.

Article 56

Conditions d'approbation des propositions concernant le présent Arrangement et son Règlement d'exécution (¹)

1. Pour devenir exécutoires, les propositions soumises au Congrès et relatives au présent Arrangement et à son Règlement doivent être approuvées par la majorité des Pays-membres présents et votant qui sont parties à l'Arrangement. La moitié au moins de ces Pays-membres représentés au Congrès doivent être présents au moment du vote.

2. Pour devenir exécutoires, les propositions introduites entre deux Congrès et relatives au présent Arrangement et à son Règlement doivent réunir:

- a) l'unanimité des suffrages, si elles ont pour objet soit l'addition de nouvelles dispositions, soit la modification de fond des articles du présent Arrangement, de son Protocole final et de l'article 155 de son Règlement;
- b) les deux tiers des suffrages, si elles ont pour objet la modification de fond du Règlement, à l'exception de l'article 155;
- c) la majorité des suffrages, si elles ont pour objet:
 - 1° l'interprétation des dispositions du présent Arrangement, de son Protocole final et de son Règlement, hors le cas de différend à soumettre à l'arbitrage prévu à l'article 32 de la Constitution;
 - 2° des modifications d'ordre rédactionnel à apporter aux Actes énumérés au chiffre 1°.

¹) Concernant la procédure d'introduction et d'examen des propositions, v. les art. 29 de la Const. et 119 à 123 du Règl. gén.

Article 57

Colis à destination ou en provenance de pays ne participant pas à l'Arrangement (Arr. 1, Règl. 113)

1. Les Administrations des pays participant au présent Arrangement, qui entretiennent un échange de colis avec les Administrations de pays non participants, admettent, sauf opposition de ces dernières, les Administrations de tous les pays participants à profiter de ces relations.

2. Pour le transit par les services terrestres, maritimes et aériens des pays participant à l'Arrangement, les colis à destination ou en provenance d'un pays non participant sont assimilés, quant au montant des quotes-parts territoriales et maritimes et des frais de transport aérien, aux colis échangés entre les pays participants. ⁽¹⁾ Il en est de même, en ce qui concerne la responsabilité, chaque fois qu'il est établi que le dommage est survenu dans le service d'un des pays participants et lorsque l'indemnité doit être versée dans un pays participant soit à l'expéditeur, soit, en cas d'application de l'article 39, paragraphe 8, au destinataire. ⁽²⁾

¹) En dehors des relations entre pays contractants, ce sont les conventions spéciales qui règlent les conditions de l'échange. Ainsi pour les transports maritimes, les conditions du transport sont réglées par l'Arr. des colis si le paquebot appartient à un pays adhérent, et par des conventions particulières si le paquebot appartient à un pays qui n'aurait pas adhéré aux clauses de l'Arr. (Congrès de Londres 1929, II 398 et 399).

²) Les taxes perçues et les quotes-parts bonifiées étant les mêmes que pour les colis en provenance et à destination des pays participants, il est équitable, en cas de perte, d'avarie ou de spoliation de colis à destination ou en provenance de pays non participants, que la responsabilité des Adm. participantes soit stipulée expressément (Congrès de Vienne 1964, II 1233, prop. 7102).

Titre VI

Dispositions finales

Article 58

Mise à exécution et durée de l'Arrangement

Le présent Arrangement sera mis à exécution le **1^{er} janvier 1986** et demeurera en vigueur jusqu'à la mise à exécution des Actes du prochain Congrès.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires des Gouvernements des pays contractants ont signé ⁽¹⁾ le présent Arrangement en un exemplaire qui restera déposé aux Archives du Gouvernement **de la Confédération suisse**. Une copie en sera remise à chaque Partie par le Gouvernement du pays siège du Congrès.

Fait à Hamburg, le 27 juillet 1984.

¹⁾ Noms des pays ayant signé l'Arr.:

République démocratique d'Afghanistan
République algérienne démocratique et populaire
République fédérale d'Allemagne
Etats-Unis d'Amérique
République populaire d'Angola
Royaume de l'Arabie saoudite
République argentine
Australie
République d'Autriche
Commonwealth des Bahamas
Etat de Bahrein
République populaire du Bangladesh
Barbade
Belgique
République populaire du Bénin
Royaume de Bhoutan
République socialiste soviétique de Biélorussie
République socialiste de l'Union de Birmanie
République de Bolivie
République du Botswana
République fédérative du Brésil
République populaire de Bulgarie
République du Burundi

République du Cameroun
Canada
République centrafricaine
Chili
République populaire de Chine
République de Chypre
République de Colombie
République fédérale islamique des Comores
République populaire du Congo
République de Corée
République de Costa-Rica
République de Côte d'Ivoire
République de Cuba
Royaume de Danemark
République de Djibouti
République dominicaine
Commonwealth de la Dominique
République arabe d'Egypte
Emirats arabes unis
République de l'Equateur
Espagne
Ethiopie socialiste
République de Finlande
République française
République gabonaise

République du Ghana	République de Panama
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, îles de la Manche et île de Man	Papouasie – Nouvelle-Guinée
Territoires d'outre-mer dont les relations internationales sont assurées par le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	République de Paraguay
Grèce	Pays-Bas
République de Guinée	Antilles néerlandaises
Guyane	République du Pérou
République d'Haïti	République populaire de Pologne
République de Haute-Volta	Portugal
République du Honduras	Etat de Qatar
République populaire hongroise	République démocratique allemande
Inde	République populaire démocratique de Corée
République d'Indonésie	République socialiste de Roumanie
République islamique d'Iran	République rwandaise
République d'Iraq	République de Saint-Marin
Irlande	Saint-Vincent-et-Grenadines
République d'Islande	Iles Salomon
Israël	République du Sénégal
Japon	Singapour
Royaume hachémite de Jordanie	République démocratique du Soudan
République de Kenya	République socialiste démocratique de Sri Lanka
Kuwait	Suède
Royaume du Lesotho	Confédération suisse
République libanaise	République du Suriname
République de Libéria	Royaume du Swaziland
Principauté de Liechtenstein	République arabe syrienne
Luxembourg	République du Tchad
République démocratique de Madagascar	République socialiste tchécoslovaque
Malaisie	Thaïlande
Malawi	République togolaise
République du Mali	Royaume des Tonga
Royaume du Maroc	République de Trinité-et-Tobago
République islamique de Mauritanie	Tunisie
Etats-Unis du Mexique	Turquie
Principauté de Monaco	République socialiste soviétique d'Ukraine
République populaire de Mongolie	Union des républiques socialistes soviétiques
Népal	République orientale de l'Uruguay
République du Niger	Etat de la cité du Vatican
République fédérale de Nigéria	République de Vénézuéla
Norvège	République socialiste du Viet Nam
Nouvelle-Zélande	République arabe du Yémen
Sultanat d'Oman	République démocratique populaire du Yémen
Pakistan	République socialiste fédérative de Yougoslavie
	République de Zambie
	Zimbabwe

(Pour les signatures, v. tome III des Documents de Hamburg 1984, p. 346 à 379.)

Protocole final de l'Arrangement concernant les colis postaux

Au moment de procéder à la signature de l'Arrangement concernant les colis postaux conclu à la date de ce jour, les Plénipotentiaires soussignés sont convenus de ce qui suit: ⁽¹⁾ ⁽²⁾ ⁽³⁾

¹⁾ Conformément à l'art. 22, par. 6, de la Const., ce Prot. contient les réserves aux dispositions de l'Arr. (v. annot. 1 et 2 au préambule du Prot. du Règl. gén.).

²⁾ Une Adm. peut, par une déclaration unilatérale, renoncer au bénéfice d'une dérogation concédée en sa faveur dans le Prot. (Congrès de Londres 1929, II 567).

³⁾ Chargé par le Congrès de Vienne 1964 de faire une étude en vue de définir les conditions dans lesquelles des réserves peuvent être apportées au Prot. de l'Arr. des colis (résolution CP 2), le CE a porté son attention essentiellement sur les réserves d'ordre réglementaire; après avoir consulté les Adm., il est arrivé à la conclusion que de telles réserves ne devraient être autorisées que lorsque la législation ou la réglementation intérieure, ou encore l'étendue restreinte du service des colis postaux dans le régime intérieur, empêchent les Adm. d'appliquer certaines dispositions de l'Arr. En outre, il a suivi l'avis de la forte majorité des Adm. en proposant l'incorporation dans l'Arr. des réserves de caractère général et permanent (v. art. 3 et 5, par. 2) ainsi que d'un certain nombre de réserves particulières d'ordre réglementaire (v. art. 4, par. 2, lettre b); 20, par. 2; 22, par. 4; 23, par. 1, lettre a), ch. 1^{er}; 37, par. 2). A cet égard, il a été relevé que la réglementation relative aux colis postaux ne devait pas être trop rigide, étant donné qu'il s'agit d'un Arr. facultatif. Une attitude trop stricte en la matière pourrait empêcher les pays non signataires d'adhérer à cet Arr. (Rapp. sur l'ensemble des activités du CE 1964–1969, ch. 92; Congrès de Tokyo 1969, II 1412 et 1413). Au surplus, le CE a adressé un appel aux Adm. figurant au Prot. pour les inviter d'une part à faire tous leurs efforts pour adapter leur législation et leur réglementation intérieures de façon qu'elles soient en mesure d'appliquer, si possible sans réserve, toutes les clauses de l'Arr., d'autre part à réexaminer leurs réserves d'ordre tarifaire à la lumière des nouvelles quotes-parts adoptées par le Congrès de Tokyo 1969 (Doc du CE 1969, p. 238). V. aussi annot. 9 à l'art. 22 de la Const.

Article I

Quotes-parts territoriales **d'arrivée** exceptionnelles ⁽¹⁾ ⁽²⁾

Par dérogation à l'article 46, les Administrations figurant dans la liste ci-après se réservent le droit de fixer leurs quotes-parts territoriales d'arrivée à un niveau supérieur à celui de leurs quotes-parts territoriales de départ: ⁽³⁾ ⁽⁴⁾

Albanie
Algérie
Argentine
Bahamas
Bahrain

Bangladesh
Barbade
Bénin
Biélorussie
Botswana

Bulgarie (Rép. pop.)	Oman
Centrafrique	Pakistan
Chine (Rép. pop.)	Papouasie – Nouvelle-Guinée
Chypre	Pologne (Rép. pop.)
Comores	Qatar
Congo (Rép. pop.)	Rép. dém. allemande
Cuba	Rép. pop. dém. de Corée
Egypte	Salomon (îles)
Emirats arabes unis	Sénégal
Ethiopie	Singapour
Ghana	Soudan
Grèce	Sri Lanka
Haïti	Swaziland
Haute-Volta	Syrienne (Rép. arabe)
Indonésie	Tchad
Iraq	Tchécoslovaquie
Israël	Thaïlande
Jordanie	Togo
Kuwait	Trinité-et-Tobago
Lesotho	Turquie
Liban	Ukraine
Madagascar	Union des républiques socialistes soviétiques
Malaisie	Vanuatu
Malawi	Vénézuéla
Mali	Viet Nam
Mauritanie	Yémen (Rép. arabe)
Mexique	Yémen (Rép. dém. pop.)
Népal	Zambie
Niger	Zimbabwe

¹⁾ Note historique. Déjà à la Conf. de Paris 1880, la question des quotes-parts exceptionnelles (alors dénommées «Surtaxes») avait donné lieu à de longues discussions. Dans le dessein de bien définir celles qui étaient autorisées, il avait été proposé les règles suivantes:

«Tous les pays ont la faculté de percevoir la surtaxe de 25 centimes à l'expédition et à la réception. Cette surtaxe peut être appliquée par un pays, soit d'une manière générale, soit seulement à titre de réciprocité à l'égard des pays qui l'ont adoptée.»

«Les surtaxes supérieures à 25 centimes ne peuvent être perçues que par les pays en faveur desquels elles ont été établies dans l'Arr. Mais il est entendu que tous les pays de l'UPU pourront, à titre de réciprocité, appliquer ces mêmes surtaxes aux envois provenant ou à destination des pays qui en font usage» (112). La commission compétente, cependant, estima que la surtaxe réciproque serait une atteinte au principe de l'UPU qui veut que les taxes soient aussi peu élevées que possible. On a d'abord établi une taxe normale et ensuite admis les surtaxes, seulement en vue de rallier à la Convention concernant les colis postaux les pays qui se trouvent dans une situation particulière (143). La clause de la réciprocité fut éliminée du projet d'Arr., puisque suivant l'avis de la majorité (11 délégations contre 10 et 2 abstentions) un tel principe reviendrait à user de représailles plutôt que de réciprocité. (Pour l'ensemble de la discussion, cf. Conf. de Paris 1880, 141 à 146 et 164 à 166.) Finalement, la Conf. adopta, en ce qui concerne les taxes et les «surtaxes», un article d'une simplicité remarquable, dont le par. 2 était ainsi conçu:

«Comme mesure de transition, chacun des pays contractants a la faculté d'appliquer aux colis postaux provenant ou à destination de ses bureaux une surtaxe de 25 centimes par colis.»

«Exceptionnellement, cette surtaxe est élevée à 50 centimes pour la Grande-Bretagne et l'Irlande, à 75 centimes pour l'Inde britannique et pour la Perse, et à 1 franc pour la Suède.»

Le 1^{er} al. correspond à l'art. 54 de l'Arr. de Rio de Janeiro 1979, mais les mots «comme mesure de transition» ont disparu et la «surtaxe» a fait place à une «quote-part exceptionnelle» de 1 fr au maximum. Le 2^e al. s'est transformé au fur et à mesure de l'extension de l'Arr. et en raison de la diversité des conditions du service des colis postaux dans les pays intéressés, jusqu'à devenir l'art. I du Prot. du même Arr. Il convient de remarquer que les quotes-parts énumérées au Prot. étaient concédées exceptionnellement et à titre provisoire.

²⁾ Chargé par le Congrès de Tokyo 1969 (décision C 82) d'étudier les prop. 6206 et 6245 de ce Congrès visant à accorder aux Adm. la faculté de fixer à leur gré leurs quotes-parts territoriales et maritimes, ce qui entraînerait la suppression des réserves d'ordre tarifaire, le CE s'est prononcé pour le maintien du système d'admission des réserves au Prot., système assez libéral qui permet une certaine souplesse en donnant la possibilité aux pays d'adapter leurs quotes-parts au coût réel du service des colis (Rapp. sur l'ensemble de l'activité du CE 1969–1974, ch. 58). V. aussi annot. 3 au préambule du Prot.

³⁾ Bien que les quotes-parts de départ et d'arrivée maximales autorisées par l'Arr. de Hambourg 1984 (art. 46, par. 1) soient de 100 pour cent plus élevées que celles autorisées par l'Arr. de Rio de Janeiro 1979, de nouvelles réserves ont été formulées par plusieurs pays pour couvrir les frais de traitement des colis à l'arrivée qu'ils considèrent nettement supérieurs à ceux concernant les colis au départ. Considérant toutefois que l'application de telles réserves peut provoquer des augmentations susceptibles de nuire à l'intérêt du service, le Congrès de Hambourg 1984, par sa résolution C 89 (reproduite à la fin du présent fasc.), a chargé le CE d'étudier la possibilité d'appliquer un mécanisme de contrôle des quotes-parts territoriales d'arrivée exceptionnelles (II Congrès, 21^e séance plénière).

⁴⁾ Pour les conditions de la mise en application des quotes-parts exceptionnelles, v. l'art. 46, par. 4, de l'Arr.

Article II

Quotes-parts territoriales **de transit** exceptionnelles (¹⁾)

A. titre provisoire, les Administrations figurant **au tableau ci-après** sont autorisées à **percevoir les** quotes-parts territoriales de transit exceptionnelles indiquées **dans ce tableau et** qui s'ajoutent aux quotes-parts de transit visées à l'article 47, paragraphe 1:

¹⁾ Ce nouvel art. résulte de l'étude entreprise par le CE à la suite de la résolution C 25 du Congrès de Rio de Janeiro 1979 (v. annot. 7 à l'art. 46).

No d'ordre	Administrations autorisées	Montant de la quote-part territoriale de transit exceptionnelle pour les colis des coupures de poids ci-après:											
		jusqu'à 1 kg		au-dessus de 1 jusqu'à 3 kg		au-dessus de 3 jusqu'à 5 kg		au-dessus de 5 jusqu'à 10 kg		au-dessus de 10 jusqu'à 15 kg		au-dessus de 15 jusqu'à 20 kg	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14
		fr	DTS	fr	DTS	fr	DTS	fr	DTS	fr	DTS	fr	DTS
1	Afghanistan	2,10	0,69	2,80	0,91	3,50	1,14	4,20	1,37	6,00	1,96	8,00	2,61
2	Amérique (Etats-Unis)	2,00	0,65	3,00	0,98	4,00	1,31	6,00	1,96	8,00	2,61	10,00	3,27
3	Argentine ¹	2,00	0,65	4,00	1,31	5,00	1,63	8,00	2,61	12,00	3,92	15,00	4,90
4	Australie ¹	0,90	0,29	1,20	0,39	1,60	0,52	2,40	0,78	3,30	1,08	4,20	1,37
5	Bahamas	2,00	0,65	2,25	0,74	2,50	0,82	3,00	0,98				
6	Bahrain	2,55	0,83	2,70	0,88	3,00	0,98	4,00	1,31				
7	Bangladesh	3,00	0,98	4,00	1,31	4,50	1,47	5,00	1,63				
8	Barbade ¹	2,50	0,82	2,75	0,90	2,70	0,88	2,40	0,78				
9	Belgique	0,50	0,16	1,00	0,33	1,50	0,49	2,50	0,82	3,50	1,14	4,50	1,47
10	Belize	9,20	3,01	11,00	3,59	11,85	3,87	15,15	4,95	18,80	6,14	21,80	7,12
11	Bénin	0,60	0,20	1,00	0,33	1,50	0,49	3,00	0,98	4,50	1,47	6,00	1,96
12	Birmanie	0,70	0,23	0,60	0,20	0,60	0,20	0,90	0,29				
13	Bolivie	1,00	0,33	1,20	0,39	1,40	0,46	2,00	0,65	3,00	0,98	4,00	1,31
14	Botswana ¹	4,00	1,31	5,00	1,63	6,00	1,96	7,50	2,45	9,00	2,94	10,00	3,27
15	Brésil	4,00	1,31	6,00	1,96	8,00	2,61	10,00	3,27	20,00	6,53	24,00	7,84
16	Bulgarie (Rép. pop.)	1,00	0,33	2,00	0,65	3,00	0,98	4,00	1,31	6,00	1,96	8,00	2,61
17	Centrafrique	0,60	0,20	1,50	0,49	2,00	0,65	4,00	1,31	6,00	1,96	8,00	2,61
18	Chili	4,00	1,31	4,00	1,31	6,00	1,96	8,00	2,61	12,00	3,92	16,00	5,23
19	Chine (Rép. pop.)	4,00	1,31	7,20	2,35	9,20	3,01	10,50	3,43	12,00	3,92	15,00	4,90
20	Chypre	4,00	1,31	5,00	1,63	6,50	2,12	7,50	2,45	10,00	3,27	13,00	4,25
21	Congo (Rép. pop.)	2,50	0,82	3,00	0,98	4,00	1,31	6,00	1,96	10,00	3,27	12,00	3,92
22	Côte d'Ivoire (Rép.)	0,60	0,20	1,00	0,33	1,50	0,49	3,00	0,98	5,00	1,63	7,00	2,29
23	Dominique	5,50	1,80	6,00	1,96	6,35	2,07	7,85	2,56	11,45	3,74	13,80	4,51
24	Egypte	0,50	0,16	0,50	0,16	0,50	0,16	1,00	0,33	1,00	0,33	1,00	0,33
25	El Salvador	2,00	0,65	2,00	0,65	2,00	0,65	2,00	0,65	2,00	0,65	2,00	0,65
26	Emirats arabes unis	3,40	1,11	3,80	1,24	4,00	1,31	3,40	1,11	2,20	0,72	2,00	0,65
27	Equateur	3,00	0,98	3,00	0,98	4,00	1,31	6,00	1,96	8,00	2,61	10,00	3,27

No d'ordre	Administrations autorisées	Montant de la quote-part territoriale de transit exceptionnelle pour les colis des coupures de poids ci-après:											
		jusqu'à 1 kg		au-dessus de 1 jusqu'à 3 kg		au-dessus de 3 jusqu'à 5 kg		au-dessus de 5 jusqu'à 10 kg		au-dessus de 10 jusqu'à 15 kg		au-dessus de 15 jusqu'à 20 kg	
1	2	3		4		5		6		7		8	
		fr	DTS	fr	DTS	fr	DTS	fr	DTS	fr	DTS	fr	DTS
28	France	1,00	0,33	2,00	0,65	3,00	0,98	4,00	1,31	6,00	1,96	8,00	2,61
29	Gambie	1,70	0,56	1,80	0,59	1,75	0,57	1,60	0,52				
30	Royaume-Uni de Grande- Bretagne et d'Irlande du Nord et Territoires d'outre-mer dépendant dudit Royaume¹	13,50	4,41	16,00	5,23	17,00	5,55	21,50	7,02	26,50	8,66	30,50	9,96
31	Grenade ¹	5,50	1,80	6,00	1,96	6,35	2,07	7,85	2,56	11,45	3,74	13,80	4,51
32	Guyane ¹	1,00	0,33	1,10	0,36	1,20	0,39	1,40	0,46				
33	Inde	2,70	0,88	2,70	0,88	2,70	0,88	3,60	1,18	3,60	1,18	3,60	1,18
34	Iran (Rép. islamique)	1,00	0,33	1,20	0,39	1,40	0,46	1,60	0,52	2,00	0,65	2,60	0,85
35	Iraq	1,00	0,33	1,20	0,39	1,50	0,49	2,00	0,65	4,00	1,31	5,00	1,63
36	Jamaïque	2,00	0,65	2,50	0,82	3,00	0,98	4,00	1,31	6,00	1,96	8,00	2,61
37	Kenya ¹	3,00	0,98	3,50	1,14	4,00	1,31	5,00	1,63				
38	Madagascar	2,00	0,65	3,00	0,98	4,00	1,31	6,00	1,96	8,00	2,61	10,00	3,27
39	Malaisie	1,00	0,33	1,10	0,36	1,20	0,39	2,00	0,65				
40	Malawi ¹	1,00	0,33	1,10	0,36	1,20	0,39	1,40	0,46				
41	Malte ¹	1,00	0,33	1,10	0,36	1,20	0,39	1,40	0,46				
42	Maurice	1,70	0,56	1,80	0,59	1,75	0,57	1,60	0,52				
43	Népal	2,00	0,65	2,50	0,82	3,00	0,98	3,50	1,14	4,50	1,47	5,50	1,80
44	Nigéria	3,00	0,98	3,50	1,14	4,00	1,31	5,00	1,63				
45	Oman	3,50	1,14	3,70	1,21	4,00	1,31	4,50	1,47				
46	Ouganda ¹	3,00	0,98	3,50	1,14	4,00	1,31	5,00	1,63				
47	Pakistan	2,00	0,65	3,00	0,98	4,00	1,31	5,00	1,63				
48	Panama (Rép.)	1,00	0,33	1,50	0,49	2,00	0,65	3,00	0,98	4,00	1,31	5,00	1,63
49	Papouasie – Nouvelle-Guinée ¹	0,45	0,15	0,75	0,25	0,95	0,31	1,65	0,54	2,00	0,65	2,40	0,78
50	Pérou	1,00	0,33	1,20	0,39	1,40	0,46	2,00	0,65	3,00	0,98	4,00	1,31

No d'ordre	Administrations autorisées	Montant de la quote-part territoriale de transit exceptionnelle pour les colis des coupures de poids ci-après:											
		jusqu'à 1 kg		au-dessus de 1 jusqu'à 3 kg		au-dessus de 3 jusqu'à 5 kg		au-dessus de 5 jusqu'à 10 kg		au-dessus de 10 jusqu'à 15 kg		au-dessus de 15 jusqu'à 20 kg	
1	2	3		4		5		6		7		8	
		fr	DTS	fr	DTS	fr	DTS	fr	DTS	fr	DTS	fr	DTS
51	Qatar	1,00	0,33	1,10	0,36	1,20	0,39	1,40	0,46				
52	Rép. pop. dém. de Corée	3,00	0,98	4,00	1,31	5,00	1,63	5,50	1,80	6,00	1,96	6,50	2,12
53	Roumanie	1,00	0,33	2,00	0,65	3,00	0,98	4,00	1,31	6,00	1,96	8,00	2,61
54	Sainte-Lucie	5,50	1,80	6,00	1,96	6,35	2,07	7,85	2,56	11,45	3,74	13,80	4,51
55	Saint-Vincent-et-Grenadines	9,20	3,01	11,00	3,59	11,85	3,87	15,15	4,95	18,80	6,14	21,80	7,12
56	Salomon (îles)	9,20	3,01	11,00	3,59	11,85	3,87	15,15	4,95	18,80	6,14	21,80	7,12
57	Seychelles ¹	5,50	1,80	6,00	1,96	6,35	2,07	7,85	2,56	11,45	3,74	13,80	4,51
58	Sierra Leone	1,40	0,46	2,00	0,65	2,50	0,82	2,80	0,91				
59	Singapour	1,00	0,33	1,10	0,36	1,20	0,39	2,00	0,65				
60	Soudan	4,00	1,31	6,00	1,96	8,00	2,61	10,00	3,27				
61	Sri Lanka	3,00	0,98	4,00	1,31	6,00	1,96	8,00	2,61	10,00	3,27	12,00	3,92
62	Syrienne (Rép. arabe)	2,00	0,65	3,00	0,98	4,00	1,31	5,00	1,63	6,00	1,96	7,00	2,29
63	Tanzanie (Rép. unie) ¹	3,00	0,98	3,50	1,14	4,00	1,31	5,00	1,63				
64	Thaïlande	3,50	1,14	4,00	1,31	5,50	1,80	6,50	2,12	8,00	2,61	10,50	3,43
65	Trinité-et-Tobago	2,00	0,65	2,50	0,82	3,00	0,98	4,00	1,31				
66	Turquie	5,00	1,63	5,00	1,63	5,00	1,63	5,00	1,63	5,00	1,63	5,00	1,63
67	Tuvalu	5,50	1,80	6,00	1,96	6,35	2,07	7,85	2,56	11,45	3,74	13,80	4,51
68	Union des républiques socialistes soviétiques												
	Via la partie européenne de l'URSS	1,80	0,59	4,30	1,40	7,80	2,55	13,80	4,51	22,60 ²	7,38	31,00 ²	10,13
	Via la partie asiatique de l'URSS	5,10	1,67	12,20	3,99	22,40	7,32	39,50	12,90	65,10 ²	21,27	89,30 ²	29,17
	Via les parties européenne et asiatique de l'URSS	6,60	2,16	15,50	5,06	28,60	9,34	50,60	16,53	83,40 ²	27,25	114,20 ²	37,31
69	Vénézuéla	1,50	0,49	3,00	0,98	4,50	1,47	6,50	2,12	9,00	2,94	12,00	3,92

No d'ordre	Administrations autorisées	Montant de la quote-part territoriale de transit exceptionnelle pour les colis des coupures de poids ci-après:											
		jusqu'à 1 kg	au-dessus de 1 jusqu'à 3 kg	au-dessus de 3 jusqu'à 5 kg	au-dessus de 5 jusqu'à 10 kg	au-dessus de 10 jusqu'à 15 kg	au-dessus de 15 jusqu'à 20 kg						
1	2	3	4	5	6	7	8						
		fr	DTS	fr	DTS	fr	DTS	fr	DTS	fr	DTS	fr	DTS
70	Yémen (Rép. dém. pop.)	4,00	1,31	4,00	1,31	6,00	1,96	8,00	2,61	12,00	3,92	16,00	5,23
71	Yougoslavie	0,90	0,29	1,20	0,39	2,00	0,65	2,20	0,72	3,60	1,18	3,10	1,03
72	Zaïre	0,80	0,26	1,80	0,59	3,00	0,98	6,00	1,96	10,00	3,27	12,00	3,92
73	Zambie	4,20	1,37	5,60	1,83	8,40	2,74	11,20	3,66				

Observations:

¹ Les montants qui figurent dans le tableau sont à considérer comme des maximums.

² Pour les objets entiers seulement.

Article III

Distance moyenne pondérée de transport des colis en transit

L'article 47, paragraphe 2, dernière phrase, ne s'applique aux pays suivants qu'à leur demande: Biélorussie, Bulgarie (Rép. pop.), **Cuba, Mongolie (Rép. pop.)**, Pologne (Rép. pop.), Roumanie, Tchécoslovaquie, Ukraine et Union des républiques socialistes soviétiques. ⁽¹⁾

¹⁾ Ces pays estiment que la détermination de la distance moyenne pondérée de transport des colis en transit est un droit souverain de chaque pays qui a adhéré à l'Arr. (Congrès de Tokyo 1969, II 1435, prop. 6289).

Article IV

Quotes-parts maritimes ⁽¹⁾

L'Allemagne, Rép. féd. d', l'Amérique (Etats-Unis), l'Argentine, l'Australie, les Bahamas, Bahrain, **le Bangladesh**, la Barbade, **la Belgique, le Belize, le Canada, le Chili, Chypre**, les Comores, **le Congo (Rép. pop.)**, Djibouti, **la Dominique**, les Emirats arabes unis, **l'Espagne, la Finlande**, la France, le Gabon, la Gambie, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, les Territoires d'outre-mer dépendant du Royaume-Uni, **la Grèce**, Grenade, la Guyane, l'Inde, l'Italie, la Jamaïque, le Japon, le Kenya, la Malaisie, Madagascar, Malte, Maurice, le Nigéria, **la Norvège**, Oman, l'Ouganda, le Pakistan, la Papouasie – Nouvelle-Guinée, **les Pays-Bas**, Qatar, **Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-Grenadines, Salomon (îles)**, les Seychelles, la Sierra Leone, Singapour, **la Suède**, la Tanzanie (Rép. unie), la Thaïlande, la Trinité-et-Tobago, **Tuvalu, Vanuatu**, le Yémen (Rép. dém. pop.) et la Zambie sont autorisés à majorer de 50 pour cent au maximum les quotes-parts maritimes prévues aux articles 48 et 49.

¹⁾ V. annot. 2 et 4 à l'art. I.

Article V

Etablissement des quotes-parts moyennes

Par dérogation à l'article 53, paragraphe 3, de l'Arrangement et de l'article 149, paragraphe 2, du Règlement, l'Amérique (Etats-Unis) est autorisée à établir des quotes-parts territoriales et maritimes moyennes par kilogramme en se fondant sur la répartition en poids des colis reçus de toutes les Administrations. ⁽¹⁾

¹⁾ Les quotes-parts territoriales d'arrivée et de transit ainsi que les quotes-parts maritimes sont établies, aux Etats-Unis d'Amérique, sur la base de l'ensemble des frais de traitement des colis en provenance de tous les pays.

Article VI**Quotes-parts supplémentaires (Arr. 46 à 52)**

1. Tout colis acheminé par voie de surface ou par voie aérienne à destination de la Corse, des Départements français d'outre-mer, des Territoires français d'outre-mer et de la Collectivité de Mayotte est assujéti à une quote-part territoriale d'arrivée égale, au maximum, à la quote-part française correspondante. Lorsqu'un tel colis est acheminé en transit par la France continentale, il donne lieu, en outre, à la perception des quotes-parts et frais supplémentaires suivants:

a) colis «voie de surface»

1° la quote-part territoriale de transit française;

2° la quote-part maritime française correspondant à l'échelon de distance séparant la France continentale de chacun des Départements, Territoires et Collectivité en cause;

b) colis-avion

1° **la quote-part territoriale de transit française pour les colis en transit à découvert;**

2° les frais de transport aérien correspondant à la distance aéroportale séparant la France continentale de chacun des Départements, Territoires et Collectivité en cause.

2. Tout colis acheminé par voie de surface ou par la voie aérienne à destination de la Roumanie est assujéti à une quote-part territoriale d'arrivée égale à celle appliquée par le pays d'origine et à compter de la même date.

3. Tout colis empruntant les services automobiles transdésertiques Iraq – Syrie donne lieu à la perception d'une quote-part supplémentaire spéciale ainsi fixée:

Coupages de poids	Quotes-parts supplémentaires	Coupages de poids	Quotes-parts supplémentaires
1	2	1	2
kg	fr	kg	fr
Jusqu'à 1	0,50	au-dessus de 5 jusqu'à 10	5,00
au-dessus de 1 jusqu'à 3	1,50	au-dessus de 10 jusqu'à 15	7,50
au-dessus de 3 jusqu'à 5	2,50	au-dessus de 15 jusqu'à 20	10,00

4. Les Administrations postales de la République arabe d'Egypte et de la République démocratique du Soudan sont autorisées à percevoir une quote-part supplémentaire de 20 centimes en sus des quotes-parts territoriales de

transit prévues à l'article 47, paragraphe 1, pour tout colis en transit par le lac Nasser entre le Shallal (Egypte) et Wadi Halfa (Soudan).

5. Tout colis acheminé en transit entre le Danemark et les îles Féroé donne lieu à la perception des quotes-parts supplémentaires suivantes: ⁽¹⁾

a) colis par voie de surface

1° la quote-part territoriale de transit danoise;

2° la quote-part maritime danoise correspondant à l'échelon de distance séparant le Danemark et les îles Féroé;

b) colis-avion

– les frais de transport aérien correspondant à la distance aéroport-tale séparant le Danemark et les îles Féroé.

6. L'Administration postale du Chili est autorisée à percevoir une quote-part supplémentaire de 8 francs par kilogramme au maximum pour le transport des colis destinés à l'île de Pâques. ⁽²⁾

¹⁾ Ces quotes-parts servent à couvrir l'excédent des dépenses de l'Adm. danoise occasionné par le transport des colis destinés aux îles Féroé dont le service postal a été pris en charge par l'Adm. locale autonome des îles le 1^{er} avril 1976 (Congrès de Rio de Janeiro 1979, II 1703, prop. 5305.1).

²⁾ Tous les colis destinés à l'île de Pâques sont acheminés par la voie aérienne du fait de l'absence de services réguliers par voie de surface (Congrès de Rio de Janeiro 1979, II 1703, prop. 5305.2).

Article VII

Tarifs spéciaux (Arr. 5 à 7)

1. Les Administrations de Belgique, de France **et de Norvège** ont la faculté de percevoir pour les **colis-avion** des quotes-parts territoriales **plus élevées que pour les colis de surface**. ⁽¹⁾

2. **L'Administration du Liban est autorisée à percevoir pour les colis jusqu'à 1 kilogramme la taxe applicable aux colis au-dessus de 1 jusqu'à 3 kg.**

¹⁾ L'étude entreprise à la suite de la résolution C 25 du Congrès de Rio de Janeiro 1979 (v. annot. 2, lettre d), au titre IV) a conduit le CE à proposer la suppression de cet art. Toutefois, ces pays ont estimé que l'équilibre économique du service des colis postaux leur impose le maintien de leur réserve. V. également l'interprétation de cette disposition donnée au Congrès de Bruxelles 1952 (II 844).

Article VIII

Taxes supplémentaires (Arr. 6, 9 à 14) (¹)

A titre exceptionnel, les Administrations sont autorisées à dépasser les limites supérieures des taxes supplémentaires indiquées aux articles 9 à 12 et 14, si cela est nécessaire pour mettre ces taxes en rapport avec les coûts d'exploitation de leurs services. Toutefois, en cas de renvoi à l'expéditeur (article 29, paragraphe 3, lettre b)), ou de réexpédition (article 31, paragraphe 6, lettre c)), le montant des taxes reprises ne peut dépasser les taux fixés dans l'Arrangement. Les Administrations désireuses d'appliquer cette disposition doivent en informer le Bureau international dès que possible.

¹) Par sa résolution C 15, le Congrès de Rio de Janeiro 1979 a chargé le CE d'étudier la question de la modification des principes de fixation des taxes supplémentaires des colis postaux et de proposer un système homogène de règles simples et offrant plus de liberté aux Adm. Les résultats de la consultation des Pays-membres ont fait ressortir que la majorité des Adm.:

- sont en faveur de la faculté leur permettant de fixer librement leurs taxes supplémentaires, avec des limites maximales toutefois dans le cas où ces taxes peuvent être reprises sur le pays d'origine pour les colis renvoyés ou sur le pays de nouvelle destination pour les colis réexpédiés;
- souhaitent le transfert dans l'Arr. de l'art. VI du Prot.;
- sont satisfaites du système actuel de fixation des taxes supplémentaires qui prévoit des taxes minimales pour la plupart des prestations.

Compte tenu de ces résultats et afin de permettre à toutes les Adm. de couvrir leurs frais d'exploitation, le CE a considéré qu'il convenait de continuer à fixer dans l'Arr. des taxes maximales qui n'auraient qu'une valeur indicative mais permettraient aux Adm. de fixer leurs propres taxes en fonction de leurs coûts d'exploitation. Pour ce faire, le CE a décidé de proposer des modifications aux art. 9, 11, 12 et 14 de l'Arr., l'art. VI du Prot. ayant été transféré, après adaptation, dans l'Arr. même (v. art. 14, par. 2). Le Congrès de Hambourg 1984 a adopté ces modifications (II Congrès/C 7 – Rapp. 2, prop. 5009.1, 5009.2, 5009.3, 5009.4, 5011.1, 5012.1, 5014.1, 5014.2, 5014.3, 5014.4, 5029.1, 5031.1, 5306.1 et 5306.2/Rev 1).

Article IX

Traitement des colis admis à tort

La Biélorussie, la Bulgarie (Rép. pop.), Cuba, la Rép. pop. dém. de Corée, l'Ukraine et l'Union des républiques socialistes soviétiques se réservent le droit de ne fournir les renseignements sur les raisons de la saisie d'un colis postal ou d'une partie de son contenu que dans les limites des informations provenant des autorités douanières et selon leur législation intérieure.

Article X

Retrait. Modification ou correction d'adresse

Par dérogation à l'article 37, **El Salvador**, l'Equateur, Panama (**Rép.**) et le Vénézuéla sont autorisés à ne pas renvoyer les colis postaux après que le destinataire en a demandé le dédouanement, étant donné que leur législation douanière s'y oppose.

Article XI

Interdictions

L'Administration postale du Canada est autorisée à ne pas accepter de colis avec valeur déclarée contenant les objets précieux visés à l'article 19, lettre b), étant donné que sa réglementation intérieure s'y oppose.

Article XII

Exceptions au principe de la responsabilité (1)

Par dérogation à l'article 39, la République d'Iraq, la République démocratique du Soudan, la République démocratique populaire du Yémen et la République du Zaïre sont autorisées à ne payer aucune indemnité pour l'avarie des colis originaires de tous les pays à destination de l'Iraq, du Soudan, du Yémen (Rép. dém. pop.) ou du Zaïre et contenant des liquides et des corps facilement liquéfiables, des objets en verre et des articles de même nature fragile.

1) Par sa recommandation C 70, le Congrès de Lausanne 1974 (III 896 et 897) prie instamment les Adm. des pays qui ont fait des réserves à l'art. 39 de reconsidérer leur position en vue d'appliquer les dispositions de cet article. Voir aussi la décision C 20 du Congrès de Rio de Janeiro 1979 (III 899).

Article XIII

Dédommagement (1)

1. Par dérogation à l'article 39, **l'Amérique (Etats-Unis)**, les Bahamas, la Barbade, **le Belize**, la Bolivie, le Botswana, **le Canada**, **la Dominique**, les Fidji, la Gambie, ceux des Territoires d'outre-mer dépendant du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord dont la réglementation intérieure s'y oppose, Grenade, la Guyane, le Lesotho, le Malawi, Malte,

Maurice, Nauru, **le Nigéria, l'Ouganda**, la Papouasie – Nouvelle-Guinée, **la Roumanie, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-Grenadines, Salomon (îles)**, les Seychelles, la Sierra Leone, le Swaziland, la Trinité-et-Tobago et la Zambie ont la faculté de ne pas payer une indemnité de dédommagement pour les colis sans valeur déclarée perdus, spoliés ou avariés dans leur service.

2. Par dérogation à l'article 39, paragraphe 8, l'Amérique (Etats-Unis) est autorisée à maintenir le droit de l'expéditeur à un dédommagement pour les colis avec valeur déclarée après livraison au destinataire, sauf si l'expéditeur renonce à son droit en faveur du destinataire.

3. L'Administration postale du Brésil est autorisée à ne pas appliquer l'article 39 en ce qui concerne la responsabilité en cas d'avarie, y compris les cas visés à l'article 40.

4. Lorsqu'elle agit à titre d'Administration intermédiaire, l'Amérique (Etats-Unis) est autorisée à ne pas payer d'indemnité de dédommagement aux autres Administrations en cas de perte, de spoliation ou d'avarie des colis avec valeur déclarée transmis à découvert ou expédiés dans des dépêches closes.

¹⁾ Par sa recommandation C 70, le Congrès de Lausanne 1974 (III 896 et 897) prie instamment les Adm. qui ont fait des réserves à l'art. 39 de reconsidérer leur position en vue d'appliquer les dispositions de cet article. En outre, le Congrès de Rio de Janeiro 1979 a décidé que lesdites Adm. n'ont pas le droit de recevoir une indemnité pour leurs colis ordinaires perdus, spoliés ou avariés dans les services des Pays-membres qui acceptent la responsabilité prévue à l'art. 39. V. la décision C 20 (III 899).

Article XIV

Païement de l'indemnité

L'Administration postale du Liban n'est pas tenue d'observer l'article 43, paragraphe 4, de l'Arrangement pour ce qui est de donner une solution définitive à une réclamation dans le délai de cinq mois. Elle n'accepte pas, en outre, que l'ayant droit soit désintéressé, pour son compte, par une autre Administration à l'expiration du délai précité.

Article XV

Non-responsabilité de l'Administration postale

L'Administration postale du Népal est autorisée à ne pas appliquer l'article 40, paragraphe 1, lettre b).

Article XVI

Avis de réception

L'Administration postale du Canada est autorisée à ne pas appliquer l'article 27, étant donné qu'elle n'offre pas le service d'avis de réception pour les colis dans son régime intérieur.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires ci-dessous ont dressé le présent Protocole, qui aura la même force et la même valeur que si ses dispositions étaient insérées dans le texte même de l'Arrangement auquel il se rapporte, et ils l'ont signé ⁽¹⁾ en un exemplaire qui restera déposé aux Archives du Gouvernement **de la Confédération suisse**. Une copie en sera remise à chaque Partie par le Gouvernement du pays siège du Congrès.

Fait à Hamburg, le 27 juillet 1984.

¹⁾ Pour les noms des pays ayant signé le Prot. fin., v. annot. 1 à la clause finale de l'Arr.

(Pour les signatures, v. tome III des Documents de Hamburg 1984, p. 346 à 379.)

Règlement d'exécution
de l'Arrangement
concernant les colis postaux

Règlement d'exécution
– Formules

Autres décisions en relation
avec l'Arrangement concernant les colis postaux
et son Règlement d'exécution

Règlement d'exécution de l'Arrangement concernant les colis postaux

Table des matières

Chapitre I

Dispositions préliminaires

Art.

- 101. Renseignements à fournir par les Administrations
- 102. Voies d'acheminement et quotes-parts

Chapitre II

Traitement des colis par le bureau d'origine

Section I

Conditions générales d'admission et de dépôt

- 103. Adresses de l'expéditeur et du destinataire
- 104. Conditions générales d'emballage
- 105. Emballages spéciaux. Signalisation des colis contenant des animaux vivants, des matières radioactives **ou des médicaments urgents**
- 106. Formalités à remplir par l'expéditeur
- 107. Formalités à remplir par le bureau d'origine

Section II

Conditions d'admission et de dépôt particulières à certaines catégories de colis

- 108. Colis avec valeur déclarée
- 109. Déclaration frauduleuse de valeur
- 110. Autres catégories de colis

Section III

Formalités demandées après le dépôt

Art.

- 111. Livraison en franchise de taxes et de droits demandée postérieurement au dépôt
- 112. Retrait. Modification d'adresse

Chapitre III

Traitement des colis par les bureaux d'échange

Section I

Acheminement

- 113. Principe général d'échange des colis
- 114. Acheminement et dédouanement des colis-avion
- 115. Transbordement des dépêches de colis-avion
- 116. **Colis-surface transportés par la voie aérienne (S.A.L.)**
- 117. Dédouanement des colis exprès

Section II

Formation et expédition des dépêches

- 118. Divers modes de transmission
- 119. Feuilles de route
- 120. Etablissement simplifié des feuilles de route CP 11 et CP 20
- 121. **Transmission des documents d'accompagnement des colis**
- 122. Transmission en dépêches closes
- 123. Traitement des colis avec avis d'embarquement

Section III

Remise et vérification des dépêches et des colis. Renvoi des récipients vides

Art.

- 124. Remise des dépêches
- 125. Vérification des dépêches par les bureaux d'échange
- 126. **Constatation des irrégularités et traitement des bulletins de vérification**
- 127. Divergences relatives au poids ou aux dimensions des colis
- 128. Constatation des irrégularités engageant la responsabilité des Administrations
- 129. Réception par un bureau d'échange d'un colis avarié ou insuffisamment emballé
- 130. Vérification des dépêches de colis transmis en nombre
- 131. Réexpédition d'un colis parvenu en fausse direction
- 132. Renvoi des récipients vides

Chapitre IV

Traitement des colis par le bureau de destination

Section I

Livraison des colis

- 133. Réserves à la livraison de colis spoliés ou avariés
- 134. Traitement des bulletins d'affranchissement après livraison du colis franc de taxes et de droits
- 135. Traitement des avis de réception après livraison du colis avec avis de réception

Section II

Traitement des colis non livrés

- 136. Avis de non-livraison
- 137. Non-livraison. Nouvelles instructions de l'intéressé

Art.

- 138. Renvoi des colis à l'**expéditeur**
- 139. Réexpédition d'un colis par suite du changement d'adresse du destinataire
- 140. Colis exprès à réexpédier
- 141. Traitement des demandes de retrait ou de modification d'adresse
- 142. Vente. Destruction

Chapitre V

Réclamations

- 143. Traitement des réclamations
- 144. Réclamations concernant un avis de réception ou un avis d'embarquement non parvenu
- 145. **Règlement des cas de réserves à la livraison de colis spoliés ou avariés**

Chapitre VI

Comptabilité

Section I

Attribution des quotes-parts et des frais

- 146. Quotes-parts et frais portés au crédit des autres Administrations par l'Administration d'origine
- 147. Attribution et reprise de quotes-parts, de taxes et de droits en cas de renvoi à l'**expéditeur** ou de réexpédition
- 148. Cas particulier de reprise de frais
- 149. Détermination des rémunérations moyennes par colis ou par kilogramme

Section II

Etablissement et règlement des comptes

- 150. Etablissement des comptes
- 151. Décompte concernant les dépêches de colis-avion
- 152. Règlement des comptes

Chapitre VII

Dispositions diverses

Art.

153. Formules à l'usage du public

154. Délai de conservation des documents

Chapitre VIII

Dispositions finales

Art.

155. Mise à exécution et durée du Règlement

ANNEXES

Formules: voir la «Liste des formules»

Règlement d'exécution de l'Arrangement concernant les colis postaux

Les soussignés, vu l'article 22, paragraphe 5, de la Constitution de l'Union postale universelle conclue à Vienne le 10 juillet 1964, ont, au nom de leurs Administrations postales respectives, arrêté, d'un commun accord, les mesures suivantes pour assurer l'exécution de l'Arrangement concernant les colis postaux: ⁽¹⁾

¹⁾ V. annot. 7 à l'art. 22 de la Const.

Chapitre I

Dispositions préliminaires

Article 101

Renseignements à fournir par les Administrations ⁽¹⁾ ⁽²⁾

1. Chaque Administration doit notifier aux autres Administrations, par l'intermédiaire du Bureau international:

- a) les quotes-parts territoriales d'arrivée et, le cas échéant, les quotes-parts territoriales de transit et les quotes-parts maritimes qu'elle perçoit (Arrangement, articles 46 à 49; Protocole final, articles II à VII); ⁽³⁾
- b) les dispositions qu'elle a prises en ce qui concerne: ⁽³⁾
 - 1° la limite de poids maximale des colis (Arrangement, article 2, paragraphe 2);
 - 2° la faculté d'admettre ou non les colis spéciaux ci-après: avec valeur déclarée, francs de taxes et de droits, remboursement, fragiles, encombrants, avion, exprès (Arrangement, article 4, paragraphes 2 à 5);
 - 3° les dimensions maximales des colis transportés par la voie de surface (Arrangement, article 20, paragraphes 1 et 2);
 - 4° la limite maximale de déclaration de valeur (Arrangement, article 23, paragraphe 1, lettre a), chiffre 1°);
 - 5° les instructions des expéditeurs qu'elle n'admet pas au moment du dépôt conformément à l'article 22, paragraphe 4, de l'Arrangement;
 - 6° l'admission ou la non-admission de l'avis de réception pour les colis ordinaires conformément à l'article 27 de l'Arrangement;

- 7° la faculté de ne pas admettre les demandes de retrait et de modification d'adresse conformément à l'article 37, paragraphe 2, de l'Arrangement;
 - 8° le nombre de déclarations en douane exigé pour les colis en transit ⁽⁴⁾ et pour ceux à destination ⁽⁵⁾ de son propre pays, ainsi que les langues dans lesquelles ces déclarations peuvent être rédigées (article 106, paragraphe 1, lettre b));
 - 9° l'admission ou la non-admission des bulletins d'expédition collectifs, par application de l'article 106, paragraphe 3;
 - 10° la méthode de transmission des documents d'accompagnement des colis à destination de son pays (article 121, paragraphe 1); ⁽⁶⁾**
 - c) les renseignements concernant le service des colis-avion, notamment les dimensions admises ⁽³⁾ par elle (Arrangement, article 20, paragraphes 1 et 2) après entente avec les entreprises de transport aérien ainsi que, s'il y a lieu, le montant des frais perçus, selon l'article 51, paragraphes 4 et 5, de l'Arrangement, pour le transport à l'intérieur du pays; ⁽⁷⁾
 - d) la liste des animaux vivants dont le transport par la poste est autorisé par sa propre réglementation postale (Arrangement, article 19, lettre a), chiffre 4°); ⁽⁸⁾
 - e) l'avis qu'elle admet les colis pour toutes les localités ou, dans le cas contraire, la liste des localités qu'elle dessert (Arrangement, article 3, paragraphe 1); ⁽³⁾
 - f) les taxes applicables dans son service (Arrangement, articles 7 à 14; Protocole final, article VIII); ⁽⁹⁾
 - g) les renseignements utiles concernant les règlements douaniers ou autres, ainsi que les interdictions s'appliquant à l'importation et au transit des colis sur le territoire de son pays (Arrangement, article 19, lettre a), chiffre 8°); ⁽⁸⁾
 - h) un extrait, en langue anglaise, arabe, chinoise, espagnole, française ou russe, des dispositions de ses lois ou règlements applicables au transport des colis. ⁽⁸⁾
2. Toute modification aux renseignements visés au paragraphe 1 doit être notifiée sans retard par la même voie et, en ce qui concerne les alinéas a) et c), compte tenu des articles 46, paragraphe 4, 49, paragraphe 2, et 51, paragraphe 6, de l'Arrangement.

¹⁾ Dans le cadre de l'étude qu'il a effectuée en exécution de la décision C 66 du Congrès de Lausanne 1974 (III 894), le CE a examiné l'ensemble de cet art. Il a ajouté les quotes-parts territoriales et maritimes au nombre des renseignements à fournir par les Adm. et, outre l'adjonction de plusieurs références, apporté quelques modifications d'ordre rédactionnel. De plus, il a supprimé au début du par. 1 les mots «Trois mois au moins avant de mettre l'Arrangement à exécution», étant donné que, du point de vue juridique, il n'est pas convenable de prévoir une action à entreprendre avant l'entrée en vigueur de l'Acte concerné (Congrès de Rio de Janeiro

1979, II 1685, prop. 5501.1). En lieu et place de ce délai pour la fourniture des renseignements, le Congrès de Rio de Janeiro 1979 a adopté la résolution C 40 par laquelle les Adm. sont invitées à fournir leurs renseignements au BI six mois au moins avant l'entrée en vigueur de l'Arr.

2) Les renseignements que les Adm. se notifient par l'intermédiaire du BI concernent:

- a) la réglementation découlant de la législation interne;
- b) l'application de dispositions restrictives ou exceptionnelles;
- c) le montant des quotes-parts et des taxes supplémentaires;
- d) l'exécution de services facultatifs;
- e) les indications diverses intéressant le service international.

3) Ces renseignements figurent dans le Recueil des colis postaux à l'exception des quotes-parts maritimes qui sont publiées par circulaires du BI et des renseignements relatifs aux colis contre remboursement qui se trouvent dans le Recueil des services financiers postaux et des abonnements.

4) V. annot. 3 à l'art. 106.

5) V. annot. 4 à l'art. 106.

6) V. annot. 1 à l'art. 121.

7) V. la Liste AV 1, partie II, service intérieur.

8) V. la Liste des objets interdits.

9) V. le Recueil des équivalents et le Recueil des colis postaux.

Article 102

Voies d'acheminement et quotes-parts (1)

1. Au moyen de tableaux conformes aux modèles CP 1 et CP 21 ci-annexés, chaque Administration indique les conditions auxquelles elle accepte en transit les colis à destination des pays pour lesquels elle est à même de servir d'intermédiaire, en particulier les quotes-parts à lui attribuer. (2)

2. Sur la base des renseignements contenus dans le Recueil officiel de renseignements d'intérêt général relatifs à l'exécution de l'Arrangement concernant les colis postaux et dans les tableaux CP 1 et CP 21 des Administrations intermédiaires, chaque Administration détermine les voies à employer pour l'acheminement de ses colis et les taxes à percevoir sur les expéditeurs.

3. Les Administrations se notifient, (3) par communication directe, un mois au moins avant leur application, (4) les tableaux CP 1 (5) et CP 21 ainsi que toutes modifications ultérieures à ces tableaux; elles adressent au Bureau international des copies de leurs tableaux CP 1 et CP 21.

4. Le délai de notification prévu au paragraphe 3 ne s'applique pas aux cas visés à l'article 50 de l'Arrangement.

5. Afin de déterminer le parcours le plus favorable des dépêches de colis, le bureau d'échange expéditeur peut adresser au bureau d'échange de

destination un bulletin d'essai conforme au modèle C 27 visé à l'article 163, paragraphe 3, du Règlement d'exécution de la Convention. ⁽⁶⁾ Ce bulletin doit être joint à la feuille de route sur laquelle sa présence est signalée. Si, lors de l'arrivée de la dépêche, la formule C 27 manque, le bureau de destination doit en établir un duplicata. Le bulletin d'essai dûment complété par le bureau de destination est renvoyé par la voie la plus rapide (aérienne ou de surface). ⁽⁷⁾

¹⁾ Dans le cadre de l'étude qu'il a effectuée en exécution de la décision C 66 du Congrès de Lausanne 1974 (III 894), le CE a examiné l'ensemble de cet art. Il a apporté une modification d'ordre rédactionnel au par. 1 et ajouté une référence au Recueil des colis postaux au par. 2 (Congrès de Rio de Janeiro 1979, II 1688, prop. 5502.1 et Congrès – Doc 1, ch. 46).

²⁾ La liste des services maritimes ne devra comprendre que les services dont les Adm. pourraient disposer aux conditions de prix fixées par l'Arr. (Conf. de Paris 1880, 123).

³⁾ La notification par l'intermédiaire du BI a été supprimée du fait qu'elle retarde la diffusion des modifications (Congrès de Vienne 1964, II 1255, prop. 7009).

⁴⁾ Il arrive souvent que certaines Adm. notifient leurs tableaux CP 1 et CP 21, et surtout les modifications à ces tableaux, en même temps que leur application ou bien n'indiquent pas la date de mise en application (Congrès de Vienne 1964, II 1255, prop. 7124).

⁵⁾ Vœu. Il y aurait grand intérêt, du point de vue de l'exécution du service, à réduire au strict minimum les changements apportés au tableau CP 1 (Congrès de Buenos Aires 1939, II 558).

⁶⁾ Le Congrès de Rio de Janeiro 1979 a adopté le vœu C 81 par lequel les Adm. sont priées de veiller à ce que leurs bureaux d'échange complètent les bulletins d'essai et les renvoient par la voie la plus rapide au bureau d'origine, conformément à l'art. 163, par. 3, du Règl. de la Conv.

⁷⁾ Disp. harmonisée avec l'art. 163, par. 3, du Règl. de la Conv. (Congrès de Rio de Janeiro 1979, II 1688, prop. 5502.3).

Chapitre II

Traitement des colis par le bureau d'origine

Section I

Conditions générales d'admission et de dépôt

Article 103

Adresses de l'expéditeur et du destinataire (Arr. 18)

1. Pour être admis au dépôt, tout colis doit porter, en caractères latins et en chiffres arabes, sur le colis lui-même ou sur une étiquette attachée solidement à ce dernier, les adresses exactes du destinataire et de l'expéditeur. Si d'autres caractères et chiffres sont utilisés dans le pays de destina-

tion, il est recommandé de libeller l'adresse également en ces caractères et chiffres. Les adresses écrites au crayon ne sont pas admises; toutefois, sont acceptés les colis dont l'adresse est écrite au crayon-encre, sur un fond préalablement mouillé.

2. Il ne peut être désigné qu'une seule personne physique ou morale comme destinataire. Toutefois, les adresses telles que «M. A à ... pour M. Z à ...» ou «Banque de A à ... pour M. Z à ...» peuvent être admises, étant entendu que seule la personne désignée sous A est considérée comme destinataire par les Administrations. De plus, les adresses de A et de Z doivent se trouver dans le même pays.

3. Le bureau d'origine doit, en outre, recommander à l'expéditeur d'insérer dans le colis une copie de son adresse et de celle du destinataire.

Article 104

Conditions générales d'emballage (Arr. 18, Règl. 105) ⁽¹⁾ ⁽²⁾ ⁽³⁾ ⁽⁴⁾

1. Tout colis doit être emballé et fermé d'une manière qui réponde au poids, à la forme et à la nature du contenu ainsi qu'au mode de transport et à sa durée. L'emballage et la fermeture doivent préserver le contenu de façon que celui-ci ne puisse être détérioré ni par la pression, ni par les manipulations successives; ils doivent aussi être tels qu'il soit impossible de porter atteinte au contenu sans laisser une trace apparente de violation.

2. Tout colis doit être conditionné d'une façon particulièrement solide ⁽⁵⁾ s'il doit:

- a) être transporté sur de longues distances;
- b) supporter de nombreux transbordements ou de multiples manipulations;
- c) être protégé contre des changements importants de climat, de température ou, en cas de transport par voie aérienne, contre les variations de la pression atmosphérique.

3. Il doit être emballé et fermé ⁽⁶⁾ de façon à ne pas menacer la santé des agents ainsi qu'à éviter tout danger s'il contient des objets de nature à blesser les agents chargés de le manipuler, à salir ou à détériorer les autres colis ou l'équipement postal.

4. Il doit présenter, sur l'emballage ou l'enveloppe, des espaces suffisants pour l'inscription des indications de service et l'apposition des timbres et étiquettes.

5. Sont acceptés sans emballage:

- a) les objets qui peuvent être emboîtés ou réunis et maintenus par un lien solide muni de plombs ou de cachets de manière à former un seul et même colis ne pouvant se désagréger;

- b) les colis d'une seule pièce, tels que pièces de bois, pièces métalliques, etc., qu'il n'est pas dans les usages du commerce d'emballer.

¹⁾ En exécution de la décision C 58 du Congrès de Tokyo 1969, le CCEP a procédé à une révision des règles relatives au conditionnement et à l'emballage des colis postaux. Les résultats de cette étude qui se traduisent par un renforcement de ces règles et leur adaptation aux techniques modernes d'emballage ont été adoptés par le Congrès de Lausanne 1974 (II 1472, prop. 5504.1 et 5505.1).

²⁾ Par le vœu C 41, le Congrès de Rio de Janeiro 1979 a invité les Adm. à recommander aux usagers de conditionner les colis de façon assez solide afin que leur traitement et leur transport soient assurés de façon optimale (II 1688, prop. 5500.2). Constatant cependant que les utilisateurs des emballages vendus par les Adm. ont tendance à négliger l'emballage intérieur, le Congrès de Hambourg 1984, par sa recommandation C 20 (reproduite à la fin du présent fasc.), a invité les Adm. à informer leurs usagers de la nécessité d'utiliser, en plus de l'emballage qui leur est vendu par les services postaux, un emballage intérieur adéquat et à veiller également à une fermeture convenable de l'emballage extérieur (II Congrès/C 7 – Rapp. 3, prop. 5000.5).

³⁾ Par sa décision C 21, le Congrès de Hambourg 1984 a chargé le CCEP d'examiner avec l'Organisation internationale de normalisation (ISO) la possibilité de fixer des normes concernant les emballages vendus par les Adm. (II Congrès/C 7 – Rapp. 3, prop. 5000.5; Congrès – Doc 81/ Rev 1; Congrès – PV 16).

⁴⁾ V. annot. 5 à l'art. 39 de l'Arr.

⁵⁾ Un emballage très solide a été prescrit, dès la création de l'Arr., pour les expéditions à faire par les services maritimes, surtout lorsqu'il s'agit d'objets susceptibles de se détériorer ou de causer des détériorations à d'autres envois (Conf. de Paris 1880, 124).

⁶⁾ Des fermetures présentant des parties saillantes, tranchantes ou aiguës ne sont pas admissibles (Congrès de Lausanne 1974, II 1472, prop. 5504.1).

Article 105

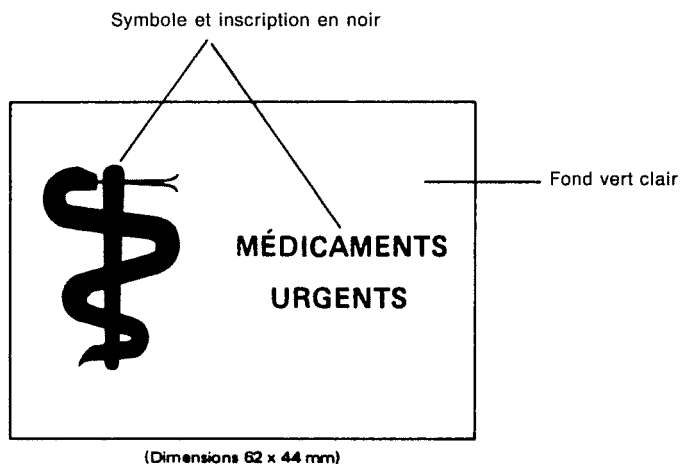
Emballages spéciaux. Signalisation des colis contenant des animaux vivants, des matières radioactives ou des médicaments urgents
(Arr. 18, 19, Règl. 104, 110) (¹⁾)

1. Tout colis qui contient l'une ou l'autre des matières ci-après doit être conditionné comme il est indiqué ci-dessous:

- a) métaux précieux: l'emballage doit être constitué soit par une boîte en métal résistant, soit par une caisse en bois d'une épaisseur minimale de 1 centimètre pour les colis jusqu'à 10 kilogrammes et de 1 ½ centimètre pour les colis de plus de 10 kilogrammes, soit enfin par deux sacs sans couture formant un double emballage; toutefois, lorsqu'il est fait usage de caisses en bois contre-plaqué, leur épaisseur peut être limitée à 5 millimètres, à condition que les arêtes de ces caisses soient renforcées au moyen de cornières;

- b) objets en verre ou autres objets fragiles: ils doivent être emballés dans une boîte en métal, en bois, en matière plastique résistante ou en carton solide, remplie de papier, paille de bois ou toute autre matière protectrice appropriée de nature à empêcher tout frottement ou heurt en cours de transport soit entre les objets eux-mêmes, soit entre les objets et les parois de la boîte;
- c) liquides et corps facilement liquéfiables: ils doivent être enfermés dans des récipients parfaitement étanches. Chaque récipient doit être placé dans une boîte spéciale en métal, en bois, en matière plastique résistante ou en carton ondulé de qualité solide garnie de sciure, de coton ou de toute autre matière protectrice appropriée en quantité suffisante pour absorber le liquide en cas de bris du récipient. Le couvercle de la boîte doit être fixé de manière qu'il ne puisse se détacher facilement;
- d) corps gras difficilement liquéfiables, tels que les onguents, le savon mou, les résines, etc., ainsi que les graines de vers à soie, dont le transport offre moins d'inconvénients: ils doivent être enfermés dans un premier emballage (boîte, sac en toile, matière plastique, etc.) placé lui-même dans une boîte en métal, en bois ou toute autre matière suffisamment résistante pour empêcher des fuites du contenu;
- e) poudres sèches colorantes, telles que le bleu d'aniline, etc.: ces produits ne sont admis que dans des boîtes en métal parfaitement étanches, placées à leur tour dans des boîtes en bois, en matière plastique résistante ou en carton ondulé de qualité solide avec de la sciure ou toute autre matière absorbante et protectrice appropriée entre les deux emballages;
- f) poudres sèches non colorantes: ces produits doivent être placés dans des récipients (boîte, sac) en métal, en bois, en matière plastique résistante ou en carton; ces récipients doivent être eux-mêmes enfermés dans une boîte consistant en une des matières précitées;
- g) animaux vivants: l'emballage du colis ainsi que son bulletin d'expédition doivent être revêtus d'une étiquette portant en caractères très apparents la mention «Animaux vivants»;
- h) matières radioactives: les colis contenant des matières radioactives doivent être munis par l'expéditeur **de la mention apparente et durable «Matières radioactives»**. **Quantités admises au transport par la poste, mention ⁽²⁾** qui est barrée d'office en cas de renvoi de l'emballage à l'origine. De plus, ils doivent porter, outre le nom et l'adresse de l'expéditeur, une mention bien apparente demandant le retour des colis en cas de non-livraison. L'expéditeur doit indiquer sur l'emballage intérieur son nom et son adresse ainsi que le contenu du colis. ⁽⁴⁾

- i) **médicaments urgents: les colis contenant des médicaments urgents doivent être munis, du côté qui porte l'adresse du destinataire, d'une étiquette de couleur vert clair portant la mention et le symbole suivants: ⁽³⁾**



2. Les colis contenant des matières visées au paragraphe 1, lettre h), ne peuvent être acceptés au dépôt que si ces matières sont admises par toutes les Administrations appelées à participer au transport du colis.

¹⁾ V. annot. 1 à l'art. 104. Dans le cadre de l'étude du CCEP, ces dispositions ont été harmonisées dans toute la mesure possible avec celles de l'art. 118 du Règl. de la Conv. V. aussi annot. 5 à l'art. 19 de l'Arr.

²⁾ Modification résultant de la revision du Règlement de transport des matières radioactives de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) (Congrès de Hamburg 1984, II Congrès/C 6 – Rapp. 3, prop. 5505.1. V. également annot. 4 à l'art. 121 du Règl. de la Conv.

³⁾ Disposition analogue à celle figurant à l'art. 118, par. 3, du Règl. de la Conv., introduite par le Congrès de Hamburg 1984 pour faciliter le repérage et accélérer le dédouanement des envois de médicaments urgents (II Congrès/C 6 – Rapp. 3, prop. 5505.3).

⁴⁾ Disposition analogue à celle de l'art. 121, par. 2 et 3, du Règl. de la Conv. (Congrès de Lausanne 1974, II 1459, prop. 5505.3). V. aussi annot. 7 à l'art. 19 de l'Arr. et les annot. 3 et 4 à l'art. 110.

Article 106

Formalités à remplir par l'expéditeur

1. Chaque colis doit être accompagné:
 - a) d'un bulletin d'expédition en carton résistant de couleur blanche, conforme au modèle CP 2 ci-annexé; ⁽¹⁾
 - b) d'une déclaration en douane conforme au modèle C 2/CP 3 ci-annexé.
⁽²⁾ La déclaration en douane doit être établie dans le nombre requis d'exemplaires, ⁽³⁾ ⁽⁴⁾ ceux-ci étant solidement attachés au bulletin d'expédition. ⁽⁵⁾
2. L'expéditeur peut joindre **également** au bulletin d'expédition tout document (facture, licence d'exportation, licence d'importation, certificat d'origine, **certificat de santé**, etc.) nécessaire au traitement douanier dans le pays de départ et dans le pays de destination.
3. L'adresse de l'expéditeur et celle du destinataire ainsi que toutes les autres indications à fournir par l'expéditeur doivent être identiques sur le colis et sur le bulletin d'expédition. En cas de divergences, les indications figurant sur le colis sont valables.
4. Sauf s'il s'agit de colis avec valeur déclarée, de colis francs de taxes et de droits et de colis contre remboursement, un même bulletin d'expédition, accompagné du nombre de déclarations en douane requis pour un colis isolé, peut servir pour trois colis au maximum, à condition qu'ils soient déposés simultanément au même bureau par le même expéditeur, acheminés par la même voie, soumis à la même taxe et destinés à la même personne; chaque Administration peut, toutefois, exiger un bulletin d'expédition et le nombre réglementaire de déclarations en douane pour chaque colis.
5. Le contenu du colis doit être indiqué en détail dans la déclaration en douane; des mentions de caractère général ne sont pas admises.
6. Bien que n'assumant aucune responsabilité du chef des déclarations en douane, les Administrations font tout leur possible pour renseigner les expéditeurs sur la manière correcte de remplir ces déclarations. ⁽⁶⁾
7. L'expéditeur doit indiquer la manière dont le colis doit être traité en cas de non-livraison. A cet effet, il trace au verso du bulletin d'expédition où figurent les instructions énumérées à l'article 22, paragraphe 2, de l'Arrangement une croix dans la case afférente à l'une de ces instructions; cette croix peut être faite à la main ou à la machine ou être imprimée. De plus, il est loisible à l'expéditeur de ne reproduire ou de ne faire imprimer au verso du bulletin d'expédition qu'une seule des instructions autorisées. L'instruction indiquée par la croix sur le bulletin d'expédition doit être reproduite sur le colis lui-même. Elle doit être rédigée en français ou dans

une langue connue dans le pays de destination. ⁽⁷⁾ La formule conforme au modèle CP 2bis ci-annexé ⁽⁸⁾ peut être utilisée à cet effet; une fois remplie, elle est solidement fixée au colis.

8. Si l'expéditeur désire interdire toute réexpédition en vertu de l'article 31, paragraphe 5, de l'Arrangement, le colis et le bulletin d'expédition doivent être revêtus de la mention «Ne pas réexpédier» rédigée en français ou dans une langue connue dans le pays de destination. ⁽⁹⁾

¹⁾ Ce modèle, adopté par le Congrès de Tokyo 1969, a été conçu selon les principes fixés pour les documents d'expédition par la Commission économique pour l'Europe des Nations Unies (II 1438, prop. 6145).

²⁾ Cette formule qui est valable tant pour les envois de la poste aux lettres que pour les colis postaux a été mise au point par le Comité de contact CCD/UPU. Elle répond à la fois aux exigences de la douane et de la poste et convient à tous les usagers. Les grands expéditeurs qui établissent les déclarations en douane en même temps que les autres documents d'expédition (déclarations de marchandises, bulletins d'expédition, factures, etc.) par un procédé mécanographique (système de la frappe unique) peuvent s'abstenir de reproduire les «Instructions» qui figurent au verso de la formule si des raisons techniques s'opposent à une telle reproduction (Congrès de Tokyo 1969, II 1438, prop. 6044). V. aussi annot. 1 à l'art. 37 de la Conv., annot. 5 à l'art. 19 de l'Arr. et annot. 2 à la form. C 2/CP 3.

³⁾ Les renseignements à cet égard figurent dans le Recueil des colis. Les Adm. sont invitées à faire des démarches auprès des autorités douanières de leurs pays respectifs, de manière à réduire au strict minimum le nombre des déclarations en douane exigées et à renoncer à prescrire de telles déclarations pour les colis en transit. Vœu du Congrès de Bruxelles 1952 (II 808, prop. 526 Suisse). Le CE a également émis une recommandation (circ. 155/1966) visant l'abolition des formalités douanières pour les envois postaux en transit.

⁴⁾ Comme suite à la résolution C 27 du Congrès de Vienne 1964 relative au traitement douanier des envois postaux et sur proposition du Comité de contact CCD/UPU, le CE a adressé un appel aux Adm. pour que celles qui exigent encore trois ou quatre déclarations en douane s'efforcent d'obtenir des autorités douanières une réduction du nombre d'exemplaires requis et que celles qui demandent deux exemplaires examinent si un seul exemplaire ne pourrait suffire (circ. 159/1966). Le BI ne manque pas d'intervenir dans ce sens à chaque fois qu'il peut le faire.

⁵⁾ Le Congrès de Rio de Janeiro 1979 a rejeté une prop. (5506.1) du CE résultant des travaux du Comité de contact CCD/UPU et visant à donner à l'Adm. de destination la faculté de demander que les déclarations en douane C 2/CP 3 soient apposées sur les colis (II Congrès/C 7 – Rapp. 6); à cet égard, il a chargé le CCEP, par sa résolution C 42, d'effectuer une étude de l'ensemble du problème des méthodes d'acheminement de la déclaration en douane C 2/CP 3 accompagnant les colis postaux. V. à ce sujet annot. 1 à l'art. 121.

⁶⁾ Les autorités douanières rencontrent parfois des difficultés considérables parce que les expéditeurs ne remplissent pas les déclarations en douane de manière régulière; il en résulte des retards dans la distribution et des inconvénients pour les destinataires (Congrès de Vienne 1964, II 1259 et 1260, prop. 7207). Pour faciliter la collaboration douane/poste dans le pays de destination, il est indispensable que l'expéditeur établisse une déclaration en douane conformément aux dispositions des Actes et qu'il soit rendu attentif à la nécessité d'observer strictement les instructions qui figurent au verso des formules C 1 et C 2/CP 3. A cet effet, sur proposition du Comité de contact CCD/UPU, le CE a recommandé aux Adm. postales par circ. 137/1973 et 73/1978:

a) de vérifier que tous les envois de la poste aux lettres passibles de droits de douane et tous les colis postaux soient accompagnés d'une formule de déclaration en douane C 1 ou

C 2/CP 3, selon le cas, dans le nombre requis d'exemplaires, conformément aux dispositions de l'art. 116, par. 1, du Règl. de la Conv. et de l'art. 106 du Règl. des colis;

- b) de veiller à ce que les déclarations en douane soient complètement remplies, conformément aux instructions figurant au verso de ces formules;
- c) lorsqu'une déclaration est manifestement insuffisante, d'attirer l'attention de l'expéditeur sur les prescriptions douanières et de n'accepter que les envois accompagnés d'une déclaration complète;
- d) d'avertir les exportateurs d'envois commerciaux de la nécessité, le cas échéant, de joindre un certificat d'origine à chaque colis.

Les Adm. ont également été priées d'attirer l'attention des expéditeurs de colis commerciaux (exportateurs) sur les avantages que présente pour le dédouanement des colis la présence d'un document indiquant la valeur du contenu. Ce document est à joindre aux autres documents d'accompagnement du colis (cf. circ. 73/1978 qui contient également des renseignements sur les liasses de documents utilisées par les gros expéditeurs de colis postaux). V. aussi annot. 2 à l'art. 15 de l'Arr. et annot. 1 à l'art. 37 de la Conv.

⁷⁾ L'expéditeur doit, dans son intérêt propre, faciliter par le choix de la langue de travail de l'Adm. respective, mais celle-ci, qui aura à cœur de donner satisfaction au public, ne doit pas exagérer les difficultés rencontrées (Congrès de Londres 1929, II 384 et 385).

⁸⁾ Formule de caractère facultatif adoptée par le Congrès de Lausanne 1974 et destinée à faciliter le traitement du colis par l'Adm. de destination (II 1472, prop. 5506.1, 5506.2 et 5902.92).

⁹⁾ Tout en maintenant l'art. 31, par. 5, qui donne à l'expéditeur la possibilité de demander que son envoi ne soit pas réexpédié, le Congrès de Rio de Janeiro 1979 a supprimé la case prévue à cet effet au recto de la formule CP 2 afin d'éviter toute confusion dans le pays de destination de l'envoi. En introduisant ce nouveau paragraphe, le Congrès de Hambourg 1984 a fixé les modalités pratiques qui permettront au bureau de destination de respecter une telle volonté de l'expéditeur (II Congrès/C 7 – Rapp. 6, prop. 5506.3).

Article 107

Formalités à remplir par le bureau d'origine

1. Le bureau d'origine ou le bureau d'échange expéditeur est tenu d'apposer ou d'indiquer:

- a) sur le colis, à côté de la suscription, et sur le bulletin d'expédition:
 - aux emplacements ad hoc, une étiquette conforme au modèle CP 8 ci-annexé, indiquant, de manière apparente, le numéro d'ordre du colis et le nom de bureau d'origine; si l'Administration d'origine le permet, la partie de l'étiquette CP 8 à apposer sur le bulletin d'expédition peut être remplacée par une indication préimprimée ayant la même présentation que la partie correspondante de l'étiquette;
 - **le poids du colis en kilogrammes et centaines de grammes, toute fraction de centaine de grammes étant arrondie à la centaine supérieure;**
- b) sur le bulletin d'expédition seulement: l'empreinte du timbre à date;
- c) soit sur le colis, soit sur le bulletin d'expédition: les timbres-poste ou les indications d'affranchissement selon tout autre procédé autorisé par la réglementation de l'Administration d'origine. (¹)

2. Les Administrations peuvent s'entendre pour ne pas accomplir les formalités mentionnées au paragraphe 1.

3. Un même bureau d'origine ou un même bureau d'échange expéditeur ne peut employer en même temps deux ou plusieurs séries d'étiquettes, sauf si les séries sont différenciées par un signe distinctif.

¹⁾ Cette disp. maintient expressément la faculté admise implicitement jusqu'ici de représenter l'affranchissement soit sur le colis, soit sur le bulletin d'expédition (Congrès de Rio de Janeiro 1979, II 1692, prop. 5507.3). V. également art. 18, lettre e), de l'Arr.

Section II

Conditions d'admission et de dépôt particulières à certaines catégories de colis

Article 108

Colis avec valeur déclarée (Arr. 23, Règl. 109, 127) (¹)

Tout colis avec valeur déclarée est assujetti aux règles particulières ci-après de conditionnement:

- a) il doit être scellé par un ou plusieurs plombs ou cachets en cire identiques ou par un autre moyen efficace, avec empreinte ou marque spéciale de l'expéditeur; sur un seul et même colis, seule une empreinte ou marque uniforme peut être utilisée; s'il s'agit d'un colis dont la fermeture est constituée par une ficelle, il peut être scellé au moyen d'un seul plomb ou cachet de cire, appliqué de telle sorte que la ficelle ne puisse être ni dénouée ni enlevée sans qu'une trace de violation n'apparaisse; (²)
- b) les cachets ou scellés, de même que les étiquettes de toute nature et, le cas échéant, les timbres-poste apposés sur ces colis doivent être espacés, de façon à ne pouvoir cacher les lésions éventuelles de l'emballage; les étiquettes et les timbres-poste ne doivent pas être repliés sur deux des faces de l'emballage de manière à couvrir une bordure; les étiquettes sur lesquelles, le cas échéant, figure l'adresse peuvent être collées sur l'emballage même, à condition que la valeur déclarée n'excède pas 1000 francs (**326,69 DTS**) et que les dimensions de l'étiquette ne dépassent pas 15 × 10,7 cm; (³)
- c) il doit être revêtu, de même que le bulletin d'expédition, d'une étiquette rose (⁴) conforme au modèle CP 7 ci-annexé et portant, en caractères latins, la lettre «V», le nom du bureau d'origine et le numéro d'ordre du colis; l'étiquette doit être collée, sur le colis, du côté de l'adresse et à

proximité de celle-ci; toutefois, les Administrations ont la faculté d'utiliser simultanément l'étiquette CP 8 prévue à l'article 107, paragraphe 1, lettre a), et une étiquette rose, de petites dimensions, portant en caractères très apparents la mention «Valeur déclarée»;

- d) la valeur doit être déclarée en monnaie du pays d'origine et inscrite par l'expéditeur sur le colis et sur le bulletin d'expédition, en caractères latins, en toutes lettres et en chiffres arabes, sans rature ni surcharge, même approuvée; le montant de la déclaration de valeur ne peut être indiqué ni au crayon, ni au crayon-encre;
- e) le montant de la valeur déclarée doit être converti en francs-or **ou DTS** par l'expéditeur ou par le bureau d'origine; le résultat de la conversion arrondi, le cas échéant, au franc supérieur doit être indiqué en chiffres à côté ou au-dessous de ceux qui représentent la valeur en monnaie du pays d'origine; le montant en francs-or **ou DTS** doit être souligné d'un fort trait au crayon de couleur; la conversion n'est pas opérée dans les relations directes entre pays ayant une monnaie commune;
- f) le bureau d'origine est tenu d'indiquer le poids en kilogrammes et en dizaines de grammes d'une part, sur le colis à côté de la suscription et, d'autre part, sur le bulletin d'expédition à l'emplacement réservé, en arrondissant à la dizaine supérieure toute fraction de dizaine de grammes;
- g) aucun numéro d'ordre ne doit être porté au recto du colis avec valeur déclarée par les Administrations intermédiaires.

¹⁾ V. annot. 1 à l'art. 113.

²⁾ Disposition assouplie par le Congrès de Lausanne 1974 qui a précisé qu'un seul plomb ou cachet pouvait être utilisé pour la fermeture des colis avec valeur déclarée (II 1477 et 1478, prop. 5508.2).

³⁾ En autorisant l'utilisation d'étiquettes-adresses, le Congrès de Lausanne 1974 a répondu au vœu des usagers qui emploient des machines pour adresser leurs envois (II 1478, prop. 5508.1).

⁴⁾ Afin d'éviter toute confusion avec les envois exprès, le Congrès de Lausanne 1974 a remplacé la couleur rouge par la couleur rose réservée dorénavant aux envois avec valeur déclarée (II 1458 et 1478, prop. 4505.1 et 5508.3).

Article 109

Déclaration frauduleuse de valeur (Arr. 23)

Lorsque des circonstances quelconques et, notamment, une réclamation révèlent une déclaration frauduleuse de valeur supérieure à la valeur réelle du contenu du colis, avis en est donné à l'Administration d'origine dans le plus bref délai; le cas échéant, les pièces de l'enquête sont communiquées

à celle-ci. Si le colis n'a pas encore été livré au destinataire, l'Administration d'origine a la possibilité de demander qu'il lui soit renvoyé. (1)

1) Précision ajoutée par le Congrès de Rio de Janeiro 1979 (II 1697, prop. 5509.1).

Article 110

Autres catégories de colis (Règl. 105)

1. Colis-avion. Tout colis-avion ainsi que le bulletin d'expédition y afférent doivent être revêtus, au départ, d'une étiquette spéciale de couleur bleue comportant les mots «Par avion», avec traduction facultative dans la langue du pays d'origine.

2. Colis exprès. Tout colis exprès et son bulletin d'expédition doivent être revêtus d'une étiquette rouge clair, portant la mention imprimée très apparente «Exprès»; cette étiquette est apposée, autant que possible, à côté de l'indication du lieu de destination.

3. Colis francs de taxes et de droits.

a) Tout colis franc de taxes et de droits et son bulletin d'expédition doivent être revêtus:

1° de la mention très apparente «Franc de taxes et de droits» (ou de toute autre équivalente dans la langue du pays d'origine);

2° d'une étiquette jaune portant, également très apparente, la mention «Franc de taxes et de droits»;

b) le colis est accompagné des déclarations en douane réglementaires et d'un bulletin d'affranchissement conforme au modèle C 3/CP 4 ci-annexé, (1) confectionné en papier de couleur jaune. L'expéditeur du colis et, en tant qu'il s'agit d'indications afférentes au service postal, le bureau expéditeur, complètent le texte, au recto côté droit, des parties A et B. Les inscriptions de l'expéditeur peuvent être effectuées à l'aide de papier carbone. Le texte doit comporter l'engagement prévu à l'article 24, paragraphe 1, de l'Arrangement;

c) le bulletin d'expédition, les déclarations en douane et le bulletin d'affranchissement doivent être solidement attachés entre eux.

4. Colis fragiles.

a) Dans les relations entre les pays qui admettent les colis fragiles et sous réserve de répondre aux règles générales de conditionnement et d'emballage, tout colis fragile doit être revêtu soit par l'expéditeur, soit par le bureau d'origine, d'une étiquette à image représentant un verre imprimé en rouge sur fond blanc. Tout colis dont la fragilité du contenu

est signalée par un signe extérieur quelconque, apposé par l'expéditeur, est revêtu obligatoirement par le bureau d'origine de la même étiquette, et la taxe supplémentaire correspondante est perçue. Si l'expéditeur ne désire pas que le colis soit traité comme fragile, le bureau d'origine biffe le signe apposé par l'expéditeur;

- b) le bulletin d'expédition correspondant doit être revêtu, au recto, de la mention très apparente «Colis fragile», manuscrite ou imprimée sur une étiquette.

5. Colis encombrants. Tout colis encombrant de même que le recto du bulletin d'expédition correspondant doivent être revêtus d'une étiquette portant, en caractères très apparents, la mention «Encombrant». Cette mention doit être complétée, sur le bulletin d'expédition seulement, par les mots «en vertu de l'article 20, paragraphe 4, de l'Arrangement» lorsqu'il s'agit de colis taxés comme encombrants par application de l'article 20, paragraphe 4, de l'Arrangement.

6. Colis de service. Tout colis de service et son bulletin d'expédition doivent porter, le premier à côté de la suscription, le second au recto de la formule, la mention «Service des postes» ou une mention analogue; cette mention peut être suivie d'une traduction dans une autre langue.

7. Colis de prisonniers de guerre et d'internés **civils**. ⁽²⁾ Tout colis de prisonnier de guerre **et d'interné civil** ⁽²⁾ et son bulletin d'expédition doivent porter, le premier à côté de la suscription, le second au recto de la formule, l'une des mentions «Service des prisonniers de guerre» ou «Service des internés **civils**»; ⁽²⁾ ces mentions peuvent être suivies d'une traduction dans une autre langue.

8. Colis contenant des animaux vivants. Les colis ainsi que les bulletins d'expédition doivent comporter la mention visée à l'article 105, paragraphe 1, lettre g).

9. Colis contenant des matières radioactives. Les colis contenant des matières radioactives dont le contenu et le conditionnement sont conformes aux recommandations de l'Agence internationale de l'énergie atomique prévoyant des exemptions spéciales pour certaines catégories d'envois ⁽³⁾ sont admis au transport par la poste moyennant autorisation préalable des organismes compétents du pays d'origine. ⁽⁴⁾ Les Administrations peuvent désigner des bureaux de poste spécialement appelés à accepter le dépôt des colis contenant des matières radioactives.

10. Colis faisant l'objet d'une demande d'avis de réception.

- a) Tout colis pour lequel, au moment du dépôt, l'expéditeur demande un avis de réception doit porter de façon très apparente soit la mention «Avis de réception», soit l'empreinte d'un timbre «A.R.»; il doit en être de même du bulletin d'expédition;

- b) le colis doit être accompagné d'un exemplaire de la formule C 5 visée à l'article 135, paragraphe 2, du Règlement d'exécution de la Convention. Cette formule **remplie selon les dispositions du même article 135, paragraphe 2,** ⁽⁵⁾ doit être jointe au bulletin d'expédition. ⁽⁶⁾
- 11. Colis faisant l'objet d'une demande d'avis d'embarquement.
 - a) Tout colis pour lequel l'expéditeur demande un avis d'embarquement doit être désigné au moyen d'une étiquette «Avis d'embarquement» apposée sur le colis et sur le bulletin d'expédition;
 - b) ce colis est accompagné d'une formule conforme au modèle CP 6 ci-annexé qui doit indiquer très clairement le port (ou le pays) d'où l'avis d'embarquement doit être renvoyé. Chaque formule ne peut se rapporter qu'à un colis, même s'il s'agit de colis mentionnés sur un seul bulletin d'expédition.

¹⁾ Le Congrès de Tokyo 1969 a unifié les formules C 3 et CP 4 de façon que le même modèle puisse être utilisé pour les envois de la poste aux lettres et pour les colis postaux; en outre, il a décidé de retenir le numérotage C 3/CP 4 (II 1443 et 1540, prop. 6272).

²⁾ V. annot. 6 à l'art. 4.

³⁾ Tel qu'il a été conçu, le transport par la poste des matières radioactives se limite aux expéditions exemptées de prescriptions de transport spéciales, au sens du Règlement de transport des matières radioactives de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), en raison de la très faible activité de leur contenu.

Les extraits pertinents dudit Règl. sont reproduits dans le Recueil de la Conv.

⁴⁾ Avant qu'une autorisation ne soit accordée, l'Adm. d'origine, ou le cas échéant l'organisme désigné à cet effet, s'assurera que les expéditions auront lieu conformément aux prescriptions de l'AIEA, par exemple en se faisant remettre, pour approbation, un prototype de l'emballage pour chaque catégorie d'envois. V. aussi annot. 7 à l'art. 19 de l'Arr.

⁵⁾ Précision apportée par le Congrès de Hambourg 1984 (II Congrès/C 7 – Rapp. 6, prop. 5510.4).

⁶⁾ V. annot. 8 à l'art. 14 de l'Arr.

Section III

Formalités demandées après le dépôt

Article 111

Livraison en franchise de taxes et de droits demandée postérieurement au dépôt (Arr. 10, Règl. 134)

1. Si, postérieurement au dépôt, l'expéditeur d'un colis en demande la livraison en franchise de taxes et de droits, le bureau d'origine en avertit le bureau de destination par une note explicative. Celle-ci, revêtue d'un

timbre-poste représentant la taxe due, est transmise sous recommandation et par la voie la plus rapide (aérienne ou de surface) au bureau de destination, accompagnée d'un bulletin d'affranchissement dûment rempli. Le bureau de destination appose sur le colis, près de la suscription, ainsi que sur le bulletin d'expédition l'étiquette prévue à l'article 110, paragraphe 3, lettre a), chiffre 2°.

2. Lorsque cette demande est destinée à être transmise par voie télégraphique, ⁽¹⁾ le bureau d'origine en avertit par télégramme le bureau de destination et lui communique en même temps les indications ⁽²⁾ relatives au dépôt de l'envoi. Ce dernier bureau établit d'office un bulletin d'affranchissement.

¹⁾ V. annot. 2 à l'art. 10 de l'Arr.

²⁾ Ces indications remplacent la note explicative (Congrès d'Ottawa 1957, II 687 et 688, prop. 343 et 344).

Article 112

Retrait. Modification d'adresse (Arr. 37, Règl. 141) ⁽¹⁾

1. En règle générale, les demandes de modification d'adresse ou de retrait d'un colis sont traitées selon les articles 144 et 145 du Règlement d'exécution de la Convention.

2. Toute demande télégraphique de modification d'adresse concernant un colis avec valeur déclarée doit être confirmée postalement par le premier courrier; la demande confirmative établie sur la formule C 7 utilisée pour la poste aux lettres doit porter, au crayon de couleur et soulignée, l'annotation «Confirmation de la demande télégraphique du...»; elle doit être accompagnée du fac-similé prévu à l'article 144, paragraphe 1, lettre a), du Règlement d'exécution de la Convention.

¹⁾ V. annot. 9 et 10 à l'art. 14 de l'Arr.

Chapitre III

Traitement des colis par les bureaux d'échange

Section I

Acheminement

Article 113

Principe général d'échange des colis (Arr. 57)

1. Chaque Administration est tenue d'acheminer, par les voies et moyens qu'elle emploie pour ses propres colis, ceux qui lui sont remis par une autre Administration pour être expédiés en transit par son territoire. ⁽¹⁾
2. En cas d'interruption d'une voie, les colis en transit qui devraient suivre cette voie sont acheminés par la voie disponible la plus utile.
3. Si l'utilisation de la nouvelle voie d'acheminement occasionne des frais plus élevés (quotes-parts supplémentaires territoriales ou maritimes), l'Administration de transit procède selon l'article 50 de l'Arrangement. ⁽²⁾
4. Le transit doit être effectué aux conditions fixées par l'Arrangement concernant les colis postaux et par son Règlement d'exécution même lorsque l'Administration d'origine ou de destination des colis n'a pas adhéré à l'Arrangement.
5. Dans les rapports entre pays séparés par un ou plusieurs territoires intermédiaires, les colis doivent suivre les voies dont les Administrations intéressées sont convenues.

¹⁾ Au sujet de la sécurité des envois de valeur transportés par la poste, v. annot. 1 à l'art. 23 de l'Arr.

²⁾ V. annot. 1 à l'art. 50 de l'Arr.

Article 114

Acheminement et dédouanement des colis-avion (Arr. 4, Règl. 115)

1. Toute Administration qui assure le service des colis-avion est tenue d'acheminer, par les voies aériennes qu'elle emploie pour ses propres envois de l'espèce, les colis-avion qui lui sont remis par une autre Administration; si, pour une raison quelconque, l'acheminement des colis-avion par une autre voie offre, dans un cas spécial, des avantages sur la voie aérienne existante, les colis-avion doivent être acheminés par cette voie.

2. Les Administrations qui ne participent pas au service des colis-avion acheminent ces derniers par **les liaisons aériennes qu'elles utilisent pour le transport de leurs correspondances-avion. En l'absence de liaison aérienne, les colis-avion sont expédiés, par ces Administrations, par la voie de surface ordinairement utilisée** pour les autres colis. ⁽¹⁾

3. Les dépêches de colis-avion doivent être acheminées par le vol demandé par l'Administration du pays d'origine, sous réserve que ce vol soit utilisé par l'Administration du pays de transit pour la transmission de ses propres dépêches. Si tel n'est pas le cas ou si le temps pour le transbordement n'est pas suffisant, l'Administration du pays d'origine doit en être avertie. ⁽²⁾

4. Les articles **209 à 211** du Règlement d'exécution de la Convention s'appliquent respectivement en cas:

- a) d'impossibilité de transborder directement, comme prévu, des dépêches de colis-avion;
- b) d'interruption de vol ou de déviation des dépêches de colis-avion;
- c) d'accident. ⁽³⁾

5. Lorsque des colis-avion sont acheminés par voie de surface dans les cas prévus aux paragraphes 1, 2 et 4, le bureau d'échange expéditeur établit, pour les Administrations de transit intéressées, une feuille de route spéciale CP 12. ⁽³⁾

6. Les Administrations prennent toutes mesures pour accélérer autant que possible le dédouanement des colis-avion. ⁽⁴⁾

¹⁾ Modification adoptée par le Congrès de Hambourg 1984 pour que la disposition du par. 2 reflète la réalité. Etant donné qu'il est actuellement appliqué un seul taux pour le courrier LC/AO/CP, il importe peu qu'un sac à expédier par une Adm. intermédiaire contienne des colis-avion ou des correspondances-avion (II Congrès/C 7 – Rapp. 7, prop. 5514.1).

²⁾ Les modifications apportées aux par. 3 et 4 résultent de l'étude du CE effectuée en exécution de la décision C 61 du Congrès de Lausanne 1974 (III 882) (Congrès de Rio de Janeiro 1979, II 1693, prop. 5514.1 et Congrès – Doc 1, ch. 37). V. aussi annot. 1 à l'art. 115.

³⁾ Disposition précisée par le Congrès de Rio de Janeiro 1979 (II 1693, prop. 5514.2).

⁴⁾ Vœu du Congrès de Bruxelles 1952: «Les colis-avion sont livrés dans les meilleures conditions possible de rapidité» (II 839).

Article 115

Transbordement des dépêches de colis-avion (Règl. 114) ⁽¹⁾

1. En principe, le transbordement des dépêches de colis-avion dans les conditions prévues à l'article **51**, paragraphe 7, de l'Arrangement se fait par l'intermédiaire de l'Administration postale du pays où a lieu le transbordement.

2. Par dérogation au paragraphe 1, le transbordement des dépêches de colis-avion peut se faire par l'intermédiaire des compagnies aériennes selon l'article 208, paragraphe 2, du Règlement d'exécution de la Convention.

¹⁾ Le Congrès de Rio de Janeiro 1979 a assoupli les dispositions relatives au transbordement direct des dépêches-avion entre deux compagnies différentes. Cf. annot. 3 à l'art. 78 de la Conv.

Article 116

Colis-surface transportés par la voie aérienne (S.A.L.) ⁽¹⁾

Les dépêches de colis-surface peuvent être transportées par la voie aérienne dans les conditions prévues à l'article 89 de la Convention.

¹⁾ Disposition introduite par le Congrès de Hambourg 1984 (II Congrès/C 7 – Rapp. 8, prop. 5515.91). V. également annot. 7 à l'art. 71 de la Conv.

Article 117

Dédouanement des colis exprès (Arr. 9)

Les Administrations qui participent à l'échange des colis exprès prennent toutes mesures pour en accélérer autant que possible le dédouanement.

Section II

Formation et expédition des dépêches

Article 118

Divers modes de transmission ⁽¹⁾

1. L'échange des dépêches de colis postaux est effectué par des bureaux dits «bureaux d'échange». ⁽²⁾

2. Cet échange s'opère, en règle générale, au moyen de récipients (sacs, ⁽³⁾ paniers, cadres, etc.). Les Administrations limitrophes peuvent, toutefois, s'entendre pour la remise de certaines catégories de colis hors récipients.

3. Dans les relations entre pays non limitrophes, l'échange s'opère, en règle générale, au moyen de dépêches directes.

4. Les Administrations peuvent s'entendre pour établir des échanges en transit à découvert; (*) toutefois, il est obligatoire de former des dépêches directes si, d'après la déclaration d'une Administration intermédiaire, les colis en transit à découvert sont de nature à entraver ses opérations.

1) Cet article ne vise pas les modalités de livraison des colis-avion aux services aéronautiques mais bien leur échange entre Adm. postales (Conf. de La Haye 1927, 185).

2) Pour simplifier le service des colis postaux, dès l'origine fut émis le vœu que le nombre des bureaux d'échange soit limité au strict nécessaire et qu'en règle générale l'échange ait lieu par les bureaux situés à la frontière (Conf. de Paris 1880, 124).

3) V. annot. 2 à l'art. 202 du Régl. de la Conv.

4) Depuis le Congrès de Bruxelles 1952, la transmission en dépêches closes est devenue la règle et le transit à découvert l'exception, alors que, sous le régime antérieur, c'était le contraire.

Article 119

Feuilles de route (Règl. 120)

1. Avant l'expédition, tous les colis à acheminer par voie de surface sont inscrits, par le bureau d'échange expéditeur, sur une feuille de route conforme au modèle CP 11 ci-annexé. (1) Pour les colis-avion, dans les relations directes ou dans les relations en transit à découvert, les bureaux d'échange font usage d'une feuille de route spéciale, dite «feuille de route-avion», conforme au modèle CP 20 ci-annexé. (1)

2. En ce qui concerne les colis de service et les colis de prisonniers de guerre et d'internés **civils**, (2) les colis-avion donnent lieu à l'inscription des frais de transport aérien à porter au crédit des Administrations intéressées.

3. Sauf entente spéciale, les feuilles de route doivent être numérotées d'après une série annuelle pour chaque bureau d'échange expéditeur et pour chaque bureau d'échange de destination ainsi que pour chaque voie si plus d'une voie est utilisée; le dernier numéro de l'année doit être mentionné sur la première feuille de route de l'année suivante. Si une dépêche est supprimée, le bureau expéditeur porte sur la feuille de route, à côté du numéro de la dépêche, la mention «Dernière dépêche». Dans les relations par mer et dans les relations aériennes, le nom du navire transporteur ou, selon le cas, le service aérien emprunté est, autant que possible, mentionné sur les feuilles de route.

4. Si les colis-avion sont transmis d'un pays à un autre par les voies de surface en même temps que les autres colis, la présence des colis-avion avec feuille de route-avion doit être indiquée, par une annotation appropriée, sur la feuille de route CP 11.

5. Tout colis avec valeur déclarée est inscrit sur la feuille de route avec la mention «V» dans la colonne «Observations». ⁽³⁾

6. En cas d'échange de dépêches directes entre pays non limitrophes, le bureau d'échange expéditeur établit, pour chacune des Administrations intermédiaires, une feuille de route spéciale conforme au modèle CP 12 ci-annexé; ⁽¹⁾ ce bureau y inscrit globalement le nombre de colis par coupure de poids ou le nombre total des colis ou le poids brut de la dépêche. La feuille de route CP 12 est numérotée dans une série annuelle pour chaque bureau d'échange expéditeur et pour chacune des Administrations intermédiaires; en outre, elle porte le numéro d'ordre de la dépêche correspondante; le dernier numéro de l'année doit être mentionné sur la première feuille de route de l'année suivante. Dans les relations par mer, la feuille de route CP 12 doit, autant que possible, être complétée par le nom du navire transporteur.

¹⁾ En exécution de la décision C 84 du Congrès de Tokyo 1969, le CE a adapté les formules CP 11 et CP 20 en fonction des divers systèmes d'attribution de quotes-parts prévus à l'art. 55 de l'Arr.; des adaptations analogues ont été apportées aux formules CP 12, CP 15 et CP 15bis (Congrès de Lausanne 1974, II 1480 et 1482, prop. 5911.1, 5920.1, 5912.1, 5915.1 et 5915.2). A noter que, pour les colis inscrits globalement, les quotes-parts ne doivent plus être calculées immédiatement lors de la fermeture de la dépêche, mais une seule fois par mois ou par trimestre, selon le cas, au moment de l'établissement des états CP 15 et CP 15bis.

²⁾ V. annot. 6 à l'art. 4.

³⁾ Disp. adoptée par le Congrès de Rio de Janeiro 1979 afin de mieux attirer l'attention des agents du bureau réceptionnaire de la dépêche (II 1693, prop. 5518.2).

Article 120

Etablissement simplifié des feuilles de route CP 11 et CP 20 (Règl. 119) ⁽¹⁾

1. Les feuilles de route sont établies de manière simplifiée dans les cas prévus à l'article 53, paragraphes 2 et 3, de l'Arrangement. ⁽²⁾

2. Lorsque l'attribution des quotes-parts est effectuée: ⁽³⁾

- a) globalement par coupure de poids, le nombre de colis pour chaque coupure de poids, **quelle que soit l'origine des colis**, est porté sur les feuilles de route;
- b) globalement par colis, le nombre total de colis, **quelle que soit leur origine**, est porté sur les feuilles de route;
- c) globalement sur la base du poids total des colis, **quelle que soit l'origine des colis**, le nombre des sacs composant la dépêche et le poids brut total de cette dernière doivent être indiqués sur les feuilles de route.

3. Dans tous les cas d'inscription globale, les colis réexpédiés, **les colis** renvoyés à l'origine ou **les colis** acheminés en transit à découvert **jusqu'au**

dernier pays de transit sont toujours inscrits individuellement avec indication en regard de chaque colis du montant des frais le grevant ou de la quote-part correspondante. Le nombre ou le poids de ces colis ne doit pas être compris **dans le nombre par coupure de poids**, dans le nombre total ou dans le poids total des colis indiqué sur la feuille de route selon le mode d'inscription globale appliqué.

4. Les colis avec valeur déclarée sont aussi inscrits individuellement mais sans mention de la quote-part correspondante. Leur nombre ou leur poids doit être compris **dans le nombre par coupure de poids**, dans le nombre total ou dans le poids total des colis indiqué sur la feuille de route selon le mode d'inscription globale appliqué.

5. Les colis de service et les colis de prisonniers de guerre et internés **civils**, qui selon l'article 56 de l'Arrangement ne donnent lieu à l'attribution d'aucune quote-part, ne doivent pas être compris **dans le nombre par coupure de poids**, dans le nombre total ou dans le poids total des colis indiqué sur la feuille de route. Pour l'expédition des colis par voie aérienne, l'article 119, paragraphe 2, est applicable.

¹⁾ Cet art. a d'abord été remanié par le Congrès de Rio de Janeiro 1979 afin de définir clairement les inscriptions qui doivent être portées sur les feuilles de route simplifiées (II 1693, prop. 5519.1). Toutefois, comme il n'était pas précisé qu'à partir du dernier pays de transit les colis acheminés en transit à découvert peuvent faire l'objet d'une inscription globale, le Congrès de Hambourg 1984 a modifié cet art. de façon à permettre une application plus complète de ces mesures de simplification. Il a introduit également le nombre de colis par coupure de poids qui avait été omis (II Congrès/C 7 – Rapp. 7, prop. 5519.2).

²⁾ V. annot. 1 à l'art. 53 de l'Arr.

³⁾ V. annot. 1 à l'art. 119.

Article 121

Transmission des documents d'accompagnement des colis ⁽¹⁾

1. Les documents d'accompagnement visés à l'article 106, paragraphes 1 et 2, et, le cas échéant, les formules de mandats de remboursement, les bulletins d'affranchissement et les avis de réception sont transmis du bureau d'échange expéditeur au bureau d'échange de destination selon l'une ou l'autre des méthodes suivantes:

- a) en les annexant à la feuille de route;
- b) en les fixant au colis correspondant.

Le choix de la méthode de transmission appartient à l'Administration de destination qui le notifie aux autres Administrations par l'intermédiaire du Bureau international.

- 2. Les documents d'accompagnement afférents aux colis en transit à découvert sont transmis à l'Administration de transit selon la méthode de transmission choisie par cette Administration.**
- 3. Dans le cas prévu au paragraphe 1, lettre a), la feuille de route et les documents d'accompagnement des colis peuvent être transmis par avion au bureau d'échange de destination s'il en a été convenu ainsi entre les Administrations intéressées.**
- 4. Dans le cas prévu au paragraphe 1, lettre b), les documents d'accompagnement sont placés dans une enveloppe autocollante transparente, conforme aux modèles CP 5 ou CP 5bis ci-annexés, qui est apposée sur le colis. Toutefois, dans les cas où il n'est pas possible d'apposer l'enveloppe autocollante transparente sur des colis en raison des dimensions de ces derniers, les documents d'accompagnement sont solidement attachés sur les colis.**
- 5. Par dérogation au paragraphe 4, les Administrations qui se trouvent dans l'impossibilité d'utiliser des enveloppes autocollantes transparentes ont la faculté de joindre les documents d'accompagnement aux colis en les attachant solidement à ceux-ci.**
- 6. Les Administrations d'origine et de destination peuvent s'entendre pour que les documents d'accompagnement des colis échangés en dépêches directes soient transmis selon tout autre système qui leur convient.**

¹⁾ Par sa résolution C 42, le Congrès de Rio de Janeiro 1979 a chargé le CCEP «d'effectuer une étude approfondie de l'ensemble des méthodes d'acheminement de la déclaration en douane C 2/CP 3 accompagnant les colis postaux et de présenter au prochain Congrès les résultats de cette étude et éventuellement les prop. en découlant». Inscrite au programme de travail du CCEP sous la cote 532, cette étude a été menée sous forme d'enquête dont les résultats ont été examinés par le CCEP et ensuite par le Comité de contact CCD/UPU. Se fondant sur les avis exprimés par le CCEP et par le Comité de contact, le CE s'est prononcé de la façon suivante:

- 1° le principe d'accorder à l'Adm. de destination le droit de demander que les doc d'accompagnement des colis lui soient transmis selon la méthode qui s'adapte le mieux au dédouanement dans son pays est approuvé;
- 2° les deux méthodes retenues pour l'acheminement des doc d'accompagnement des colis sont:
 - la transmission des doc joints à la feuille de route;
 - la transmission des doc joints au colis correspondant selon un procédé déterminé;
- 3° les Adm. d'origine et de destination conservent la faculté de s'entendre pour que, dans leurs relations réciproques, les doc soient transmis selon tout autre système qui leur convient;
- 4° le principe d'une formule de déclaration en douane C 2/CP 3 uniforme est maintenu, sans exclure l'étude de la possibilité de fusionner le bulletin d'expédition CP 2 avec la déclaration en douane C 2/CP 3;
- 5° un système simple et bon marché pour fixer à chaque colis l'ensemble des doc d'accompagnement y relatifs, en cas d'application de cette méthode, doit être étudié. A cet égard, le CE a décidé que les doc d'accompagnement des colis, lorsque cette méthode de transmission entre deux Adm. est adoptée, seront insérés dans une enveloppe autocollante transparente (conforme aux modèles CP 5 et CP 5bis) apposée sur le colis; toutefois, l'emploi de telles enveloppes reste facultatif.

Le Congrès de Hamburg 1984 a approuvé les conclusions de l'étude qui, outre la création du présent art. ont entraîné des modifications à d'autres articles du Régl. (II Congrès/C 7 – Rapp. 5, prop. 5519.91, 5501.1, 5506.1, 5518.1, 5520.1, 5905.91 et 5905.92).

Article 122

Transmission en dépêches closes (Règl. 118)

1. Dans le cas général de transmission en dépêches closes, les récipients (sacs, paniers, cadres, etc.) doivent être marqués, fermés et étiquetés ⁽¹⁾ de la manière prévue pour les sacs de lettres aux articles 155, paragraphes 3 et 4, 162, paragraphes 1, 6 et 7, **et 223, paragraphe 1**, ⁽³⁾ du Règlement d'exécution de la Convention, sous réserve des particularités suivantes:

- a) les étiquettes sont de couleur jaune ocre. Leur conditionnement et leur texte doivent être conformes aux modèles CP 23, **CP 24 et CP 24bis** ⁽³⁾ ci-annexés; ⁽²⁾ ⁽³⁾
- b) pour les récipients autres que les sacs, un autre mode de fermeture spéciale peut être adopté, à condition que le contenu soit suffisamment protégé;
- c) les étiquettes ou suscriptions des récipients clos contenant des colis-avion doivent porter la mention ou l'étiquette «Par avion»;
- d) le sac extérieur contenant des colis avec valeur déclarée doit être en bon état et pourvu, si possible, à son bord supérieur, d'un bourrelet empêchant l'ouverture illicite sans que cela laisse des traces visibles. ⁽⁴⁾

2. Le nombre des récipients dont se compose la dépêche et, s'il n'en a pas été convenu autrement entre les Administrations intéressées, le nombre de récipients à renvoyer doivent être inscrits sur la feuille de route. ⁽⁵⁾ Sauf entente spéciale, les Administrations numérotent les récipients composant une même dépêche; le numéro d'ordre de chaque récipient doit être porté sur l'étiquette CP 23 ou CP 24. ⁽⁶⁾

3. Sont expédiés en récipients distincts:

- a) les colis avec valeur déclarée: en cas d'expédition dans un même sac de colis sans et avec valeur déclarée, les colis avec valeur déclarée sont compris dans un récipient intérieur cacheté ou plombé. ⁽⁴⁾ Les récipients qui, en tout ou en partie, contiennent de tels colis doivent être munis de la lettre «V»;
- b) les colis fragiles: les récipients correspondants sont alors revêtus de l'étiquette prévue à l'article 110, paragraphe 4;

- c) les colis exprès, si leur nombre le justifie: les récipients qui, en tout ou en partie, contiennent de tels colis doivent porter l'étiquette ou la mention «Exprès».
4. Les colis encombrants, fragiles ou ceux dont la nature l'exige peuvent être transportés hors récipients; afin de déterminer la dépêche dont ils font partie, de tels colis doivent être revêtus d'une étiquette CP 23 ou CP 24. ⁽⁷⁾ Les étiquettes des colis avec valeur déclarée expédiés hors récipients doivent être munies de la lettre «V». Toutefois, les colis empruntant la voie maritime, **exception faite des colis encombrants**, ⁽⁸⁾ doivent être expédiés dans des récipients.
5. En règle générale, les sacs et les autres récipients contenant les colis ne doivent pas peser plus de 30 kilogrammes. ⁽⁹⁾
6. La feuille de route doit être insérée par le bureau d'échange expéditeur dans l'un des récipients composant la dépêche, le cas échéant, dans l'un de ceux qui contiennent des colis avec valeur déclarée ou des colis exprès. **Dans le cas prévu à l'article 121, paragraphe 1, lettre a), les documents d'accompagnement concernant les colis exprès doivent être placés dans la liasse avant les autres documents. Si le nombre des documents d'accompagnement le justifie, la feuille de route peut être insérée dans un sac spécial. Dans tous les cas, l'étiquette du récipient contenant la feuille de route doit porter la mention «F». Après entente spéciale entre les Administrations intéressées, l'étiquette peut aussi comporter l'indication du nombre de sacs composant la dépêche et, le cas échéant, le nombre des colis transmis à découvert.** ⁽¹⁰⁾
7. Les feuilles de route relatives à des dépêches contenant des colis avec valeur déclarée doivent être insérées dans une enveloppe de couleur rose. Si les colis avec valeur déclarée sont placés dans un récipient intérieur cacheté ou plombé, conformément au paragraphe 3, lettre a), l'enveloppe rose contenant la feuille de route doit être attachée extérieurement à ce récipient. ⁽⁴⁾
8. La feuille de route spéciale CP 12 visée à l'article 119, paragraphe 6, est transmise à découvert ou de toute autre façon convenue entre les Administrations intéressées, accompagnée, le cas échéant, des pièces demandées par les pays intermédiaires.
9. En vue de leur transport, les sacs de colis postaux et les colis hors récipients peuvent être insérés dans des conteneurs sous réserve d'un accord spécial entre les Administrations intéressées sur les modalités de l'utilisation de ces derniers. ⁽¹¹⁾ ⁽¹²⁾

⁷⁾ Par sa décision C 75, le Congrès de Rio de Janeiro 1979 a chargé le CE, en collaboration avec l'IATA, d'étudier la question de l'étiquetage des dépêches de surface acheminées par avion. En

conclusion de son étude, le CE a proposé la création d'une nouvelle étiquette CP 20 adoptée par le Congrès de Hamburg 1984 (II Congrès/C 7 – Rapp. 8, prop. 5924.91/Rev 1).

²⁾ Toute Adm. peut demander que le poids brut de chaque sac soit indiqué sur l'étiquette (Congrès du Caire 1934, II 335).

³⁾ Référence introduite par le Congrès de Hamburg 1984 pour tenir compte de l'usage de sacs de surface pour les dépêches de grande valeur transportées par voie aérienne et des étiquettes spéciales pour cette catégorie de dépêches (II Congrès/C 7 – Rapp. 8, prop. 5520.3/Rev 1). Cf. annot. à l'art. 223 du Règl. de la Conv.

⁴⁾ Disposition adoptée par le Congrès de Lausanne 1974 et résultant de l'étude du CCEP sur la sécurité des envois de grande valeur transportés par la poste (II 1480 et 1481, prop. 5522.1 et Congrès – Doc 20); une meilleure signalisation de la présence des colis avec valeur déclarée facilite leur traitement particulier lors de la confection et de l'ouverture des dépêches. V. aussi annot. 1 à l'art. 113.

⁵⁾ Le nombre de récipients dont se compose la dépêche correspond au nombre de récipients extérieurs, lesquels peuvent contenir des récipients intérieurs (v. par. 3, lettre a)). Afin de faciliter le contrôle, il est nécessaire d'indiquer sur les feuilles de route le nombre des «récipients à renvoyer», ce terme ayant été choisi afin d'exclure les récipients en matière synthétique ne pouvant être utilisés qu'une fois (Congrès de Rio de Janeiro 1979, II 1694, prop. 5520.7).

⁶⁾ L'obligation d'imprimer un numéro d'ordre sur les récipients a été supprimée par le Congrès de Tokyo 1969 (II 1440, prop. 6156/Rev).

⁷⁾ Précision apportée par le Congrès de Hamburg 1984, les étiquettes CP 24 peuvent également être utilisées pour signaler les colis-avion expédiés hors sacs (II Congrès/C 7 – Rapp. 7, prop. 5520.4).

⁸⁾ Adjonction faite par le Congrès de Hamburg 1984 (II Congrès/C 7 – Rapp. 7, prop. 5520.5).

⁹⁾ La faculté pour les Adm. qui s'étaient entendues préalablement d'admettre des récipients, autres que les sacs, jusqu'à 70 kg au max. a été supprimée par le Congrès de Vienne 1964 (II 1257, prop. 7144). En outre, le Congrès de Lausanne 1974 a ramené de 40 à 30 kg le poids maximal des sacs ou récipients (II 1481, prop. 5522.2). Par sa résolution C 13, le Congrès de Rio de Janeiro 1979 a chargé le CCEP d'étudier la question du poids maximal des sacs utilisés dans le service postal international (II 1485, prop. 2500.10/Rev 1). En conclusion de son étude, le CCEP a considéré qu'il convenait de maintenir le statu quo (Congrès de Hamburg 1984, I Congrès – Doc 2, partie B, lettre e), et Congrès – PV 8). Une Adm. qui avait proposé que le poids maximal des sacs soit abaissé à 25 kg a retiré sa prop. (2555.2).

¹⁰⁾ Par. remanié par le Congrès de Hamburg 1984 pour tenir compte de la création de l'art. 121 (II Congrès/C 7 – Rapp. 6, prop. 5520.1). V. également annot. 1 à l'art. 121.

¹¹⁾ Le Congrès de Lausanne 1974 a émis le vœu C 71 (III 897) qu'il soit précisé que le transport de conteneurs renfermant des colis n'est admis qu'après entente préalable de l'ensemble des Adm. intéressées, y compris les Adm. de transit. Chaque Adm. de transit peut renoncer expressément à la participation au transport ainsi qu'aux quotes-parts qui lui reviennent. V. également l'avis du BI au sujet du transport du courrier par conteneurs (Rapp. 1970, p. 73 à 75).

¹²⁾ Par sa résolution C 54 (III 880), le Congrès de Lausanne 1974 a chargé le CE d'étudier, en collaboration avec le CCEP, les aspects techniques, administratifs et législatifs de l'utilisation de conteneurs pour le transport du courrier international. Cette étude dont les conclusions ont été adoptées par le Congrès de Rio de Janeiro 1979 (II Congrès – Doc 1, ch. 20 – v. aussi la prop. 2500.6) a fait l'objet d'un volumineux rapport élaboré par le CCEP (étude 424) qui a été transmis aux Adm. de l'Union conjointement avec un document de l'IATA exposant le point de vue des compagnies aériennes sur l'utilisation des conteneurs pour le transport du courrier aérien (lettre-circ. 3370.5(B 1)880 du 14 juillet 1978). Le Congrès de Rio de Janeiro 1979 a également adopté la résolution C 67 élaborée par le CE et par laquelle le CCEP est chargé d'entreprendre deux études complémentaires, compte tenu de l'évolution dans le domaine de la conteneurisa-

tion. L'étude effectuée par un Groupe de travail a abouti aux conclusions suivantes adoptées par le Congrès de Hambourg 1984:

- 1° l'utilisation des modules intraconteneurs est limitée, particulièrement dans les échanges internationaux de courrier et il apparaît que les renseignements relatifs aux besoins et aux exigences de la majeure partie des Pays-membres de l'UPU ne sont pas encore suffisants pour permettre l'élaboration de normes;
- 2° s'agissant de la simplification de la documentation, il n'apparaît pas opportun, à ce stade, de présenter des recommandations au Congrès, les solutions envisagées ne paraissant pas donner satisfaction à la majorité des Adm. (Congrès de Hambourg 1984, I Congrès – Doc 2, partie B, lettre d); Congrès – PV 8). V. également le vœu C 77 du Congrès de Hambourg reproduit à la fin du présent fasc.).

Article 123

Traitement des colis avec avis d'embarquement (Règl. 110, 144)

1. Si un colis accompagné d'un avis d'embarquement est compris dans une dépêche close expédiée en transit par le port d'embarquement intéressé, le bureau d'échange expéditeur de la dépêche retire l'avis d'embarquement joint aux documents d'accompagnement du colis et l'annexe à la feuille de route spéciale CP 12 correspondante, mentionnée à l'article 119, paragraphe 6, après y avoir porté les annotations nécessaires.

2. Tout bureau d'échange qui assure l'embarquement soit d'un colis avec avis d'embarquement et reçu à découvert, soit de la dépêche close en transit le contenant rempli convenablement la formule CP 6 et la transmet directement à l'expéditeur.

Section III

Remise et vérification des dépêches et des colis. Renvoi des récipients vides ⁽¹⁾

¹⁾ La remise et la vérification des dépêches étant deux opérations consécutives, l'art. 122 (art. 121 de l'Arr. de Lausanne 1974) a été transféré sous cette section dont le titre a été complété en conséquence (Congrès de Rio de Janeiro 1979, II 1767, prop. 5521.4 et 5522.91).

Article 124

Remise des dépêches

1. Sauf entente spéciale entre les Administrations intéressées, la remise des dépêches des colis de surface s'effectue au moyen d'un bordereau de

livraison C 18 visé à l'article 164, paragraphe 1, du Règlement d'exécution de la Convention.

2. Les Administrations réceptionnaires veillent à ce que les services transporteurs puissent remettre les dépêches à un service compétent. ⁽¹⁾

3. Les dépêches doivent être livrées en bon état. Cependant, une dépêche ne peut pas être refusée pour cause d'avarie ou de spoliation. Lorsqu'une dépêche est reçue en mauvais état par un bureau intermédiaire, elle doit être mise telle quelle sous nouvel emballage. Le bureau qui effectue le remballage doit porter les indications de l'étiquette originale sur la nouvelle étiquette et apposer sur celle-ci une empreinte de son timbre à date, précédée de la mention «Remballé à ...». ⁽²⁾

4. Les dépêches de colis-avion à remettre à l'aéroport sont accompagnées de bordereaux AV 7 dans les conditions prévues à l'article 205 du Règlement d'exécution de la Convention.

5. Les dépêches de colis-**surface** à remettre à un aéroport sont accompagnées de **bordereaux de livraison C 18bis dans les conditions prévues** à l'article 224 du Règlement d'exécution de la Convention. ⁽³⁾

6. Le poids des sacs ou autres récipients contenant les colis-avion avec valeur déclarée est indiqué individuellement sur le bordereau AV 7; en outre, en regard de cette indication, la lettre «V» est portée dans la colonne «Observations». ⁽⁴⁾

¹⁾ Disp. adoptée par le Congrès de Rio de Janeiro 1979 et qui a pour but d'éviter les difficultés auxquelles donne lieu souvent la remise des dépêches (II 1698, prop. 5521.2).

²⁾ V. art. 164, par. 7, et 165, par. 2, du Règl. de la Conv.

³⁾ Disp. analogue à l'art. 164, par. 6, du Règl. de la Conv. (Congrès de Hambourg 1984, II Congrès/C 7 – Rapp. 7, prop. 5522.1).

⁴⁾ Disp. visant à permettre de constater immédiatement les sacs ou récipients manquants et d'entreprendre les recherches nécessaires (Congrès de Rio de Janeiro 1979, II 1701, prop. 5521.3).

Article 125

Vérification des dépêches par les bureaux d'échange ⁽¹⁾ ⁽²⁾

1. Tout bureau qui reçoit une dépêche procède dès réception à la vérification des récipients et de leur fermeture. Il vérifie également l'origine et la destination des sacs composant la dépêche inscrits sur le bordereau de livraison, puis les colis et les divers documents qui les accompagnent. Ces contrôles sont contradictoires chaque fois que cela est possible.

2. Le bureau de destination **tient un** contrôle efficace quant à l'arrivée des dépêches dans l'ordre de leur expédition, particulièrement pour les dépêches contenant des colis avec valeur déclarée. ⁽³⁾
3. A l'ouverture des récipients, les éléments constitutifs de la fermeture (ficelle, plomb, étiquette) doivent rester unis; pour atteindre ce but, la ficelle est coupée à un seul endroit.
4. **Les irrégularités constatées sont signalées sans délai par un bulletin de vérification conforme au modèle CP 13 ci-annexé établi selon l'article 126.** Lorsque le bureau d'échange de destination n'a pas fait parvenir de bulletin CP 13 par le premier courrier utilisable, il est considéré, jusqu'à preuve du contraire, comme ayant reçu les sacs ou les colis en bon état.
5. Lorsque les constatations faites par un bureau d'échange sont susceptibles de mettre en cause la responsabilité d'une entreprise de transport, elles doivent autant que possible être contresignées par le représentant de ladite entreprise. Ce visa peut figurer soit sur le bulletin de vérification CP 13 dont un exemplaire est remis à l'entreprise, soit, selon le cas, sur les bordereaux C 18, C 18bis ou AV 7 qui accompagnent la dépêche.
6. La constatation, lors de la vérification, d'irrégularités quelconques ne peut en aucun cas motiver le retour d'un colis à l'origine, sauf application de l'article 21, paragraphes 3 et 4, de l'Arrangement.

¹⁾ Par la décision C 57 du Congrès de Lausanne 1974 (III 881), le CCEP a été chargé d'entreprendre une étude sur la possibilité d'échanger, par l'intermédiaire du BI, des informations sur les circonstances dans lesquelles ont été commis certains vols dans les services postaux et les lacunes des dispositifs de sécurité découvertes lors de l'enquête. Au terme de cette étude, le CCEP a conclu que la mise en place d'un échange d'informations de ce genre au plan international ne présentait pas d'utilité pratique en raison de la disparité des mesures prises et des dispositifs de sécurité adoptés par les Adm. (Congrès de Rio de Janeiro 1979, Congrès – Doc 2, ch. 6, lettre c)). V. aussi art. 165 du Règl. de la Conv.

²⁾ Par sa résolution C 74, le Congrès de Rio de Janeiro 1979 a chargé le CCEP d'entreprendre une étude sur l'ensemble des dispositions relatives à la constatation des irrégularités engageant la responsabilité des Adm., notamment en ce qui concerne l'établissement et l'utilisation du bulletin de vérification CP 13 et du procès-verbal CP 14. Dans le cadre de cette étude, il a été constaté que les dispositions en vigueur donnent en principe satisfaction. Toutefois, ces dispositions sont en partie imprécises et incomplètes. Pour cette raison, les bureaux d'échange éprouvent des difficultés pour savoir exactement comment ces dispositions doivent être interprétées et appliquées. Il en résulte des différences d'application qui compliquent l'exécution du service. Aussi, le CCEP a-t-il jugé utile de scinder le texte de l'art. 123 du Règl. de l'Arr. de Rio de Janeiro 1979 en deux art. distincts: le premier, qui constitue le présent art. concernant la vérification des dépêches, le second, qui fait l'objet du nouvel art. 126, concernant la constatation des irrégularités. Le Congrès de Hambourg 1984 a partagé cet avis (II Congrès/C 7 – Rapp. 7, prop. 5523.1 et 5523.92).

³⁾ Ce contrôle permet de constater sans délai le manque éventuel d'une dépêche (Congrès de Lausanne 1974, II 1481, prop. 5525.5 et Congrès – Doc 20).

Article 126

Constatation des irrégularités et traitement des bulletins de vérification ⁽¹⁾

1. Lorsqu'un bureau intermédiaire reçoit une dépêche en mauvais état, il doit en vérifier le contenu s'il présume que celui-ci n'est pas resté intact et la mettre telle quelle sous un nouvel emballage. Ce bureau doit reporter les indications de l'étiquette originale sur la nouvelle étiquette et apposer sur celle-ci une empreinte de son timbre à date, précédée de la mention «Remballé à ...». ⁽²⁾ Le fait est signalé par un bulletin de vérification CP 13 à établir en 4 ou 5 exemplaires, selon le cas, dont un exemplaire est gardé par le bureau qui l'établit et les autres sont transmis

- au bureau d'échange d'où la dépêche a été reçue (deux exemplaires);**
- au bureau d'échange expéditeur (si celui-ci est un autre que le bureau ci-dessus);**
- au bureau de destination (inséré dans la dépêche remballée).**

2. Les dispositions de la troisième phrase du paragraphe 1 sont appliquées, le cas échéant, par analogie, en cas de manque d'une dépêche, d'un ou de plusieurs sacs en faisant partie ou de toute autre irrégularité. Toutefois, les bureaux d'échange intermédiaires ne sont pas tenus de vérifier les documents accompagnant la feuille de route.

3. Si le bureau d'échange de destination constate des erreurs ou des omissions sur la feuille de route, il opère immédiatement les rectifications nécessaires en ayant soin de rayer les indications erronées, de manière à laisser lisibles les inscriptions primitives. Ces rectifications s'effectuent en présence de deux agents; à moins d'une erreur évidente, elles prévalent sur la déclaration originale. Le bureau d'échange procède, de même, aux constatations réglementaires lorsque le récipient ou sa fermeture laissent présumer que le contenu n'est pas resté intact ou que toute autre irrégularité a été commise. Les irrégularités constatées ainsi que le manque d'une dépêche ou d'un ou de plusieurs sacs en faisant partie, ou de la feuille de route, sont signalés sans délai au bureau d'échange expéditeur ⁽³⁾ au moyen d'un bulletin de vérification CP 13 à établir en 3 ou 4 exemplaires, selon le cas, dont un exemplaire est gardé par le bureau d'échange qui l'établit et les autres sont transmis

- au bureau d'échange expéditeur (deux exemplaires);**
- au bureau d'échange intermédiaire d'où la dépêche a été reçue (si la dépêche n'a pas été reçue directement). ⁽⁴⁾**

4. Le manque d'une dépêche de colis-avion est signalé au plus tard au moment de la réception de la première dépêche suivant la dépêche manquante; de même, le manque d'un ou de plusieurs sacs dans une dépêche

de colis-avion est signalé au plus tard au moment de la réception de la première dépêche qui suit ladite dépêche. ⁽⁵⁾

5. En cas de manque de la feuille de route, le bureau d'échange de destination doit établir une feuille de route supplémentaire ou prendre exactement note des colis reçus (numéros des colis, bureaux d'origine et de destination, poids, valeurs déclarées, etc.).

6. Par dérogation au paragraphe 3, le bureau d'échange de destination a la faculté de renoncer à opérer des rectifications et à établir un bulletin CP 13, si les erreurs ou les omissions concernant les quotes-parts dues ne dépassent pas 10 francs (3,27 DTS) par feuille de route. ⁽⁶⁾

7. Les bulletins de vérification sont transmis sous pli recommandé par la voie la plus rapide (aérienne ou de surface) dans l'enveloppe spéciale décrite à l'article 165, paragraphe 16, du Règlement d'exécution de la Convention. Les irrégularités concernant les colis avec valeur déclarée qui engagent la responsabilité des Administrations sont en outre immédiatement signalées par télex ou télégramme. ⁽⁷⁾

8. Les bureaux auxquels sont adressés les bulletins de vérification CP 13 les renvoient le plus promptement possible après les avoir examinés et y avoir mentionné leurs observations, s'il y a lieu; ils conservent un exemplaire. Les bulletins renvoyés sont annexés aux feuilles de route qu'ils concernent. Les corrections faites sur une feuille de route et non appuyées des pièces justificatives sont considérées comme nulles; toutefois, si ces bulletins ne sont pas renvoyés au bureau d'échange d'où ils émanent dans le délai d'un mois ⁽⁸⁾ à compter de la date de leur expédition, ils sont considérés, jusqu'à preuve du contraire, comme dûment acceptés par les bureaux auxquels ils ont été adressés.

¹⁾ Reprise de l'art. 123 de l'Arr. de Rio de Janeiro 1979. V. également annot. 2 à l'art. 125.

²⁾ Disp. harmonisée avec l'art. 165, par. 2, du Régl. de la Conv. (Congrès de Rio de Janeiro 1979, II 1698, prop. 5523.5).

³⁾ Contrairement à ce qui est expressément admis pour d'autres formules, les Adm. de destination n'ont pas la possibilité de demander que les bulletins CP 13 soient adressés à un bureau de leur choix (décision CE 7/1969).

⁴⁾ Ce bureau doit avoir connaissance immédiatement du fait étant donné la responsabilité qu'il doit assumer (Congrès de Tokyo 1969, II 1440, prop. 6158).

⁵⁾ Disp. adoptée par le Congrès de Rio de Janeiro 1979 et visant à accélérer l'envoi du bulletin de vérification CP 13 dans le cas des dépêches de colis-avion (II 1698 et 1827; prop. 5523.4).

⁶⁾ Cette disposition de caractère facultatif n'empêche pas une Adm. de rectifier, dans des cas particuliers, des erreurs systématiques qui découlent, par exemple, de l'application incorrecte des principes sur la base desquels les bonifications sont calculées (Congrès de Tokyo 1969, II 1441, prop. 6159). Le montant limite a été porté de 2 fr à 10 fr par le Congrès de Rio de Janeiro 1979 (II 1698, prop. 5523.3).

⁷⁾ Il s'impose de profiter des moyens de télécommunications lors de la signalisation des irrégularités d'une certaine importance, notamment celles qui concernent les colis avec valeur déclarée. L'échange périodique entre Adm. de listes particulières des numéros de télex valables attribués aux bureaux d'échange faciliterait grandement la prise de contact en cas d'urgence (Congrès de Lausanne 1974, II 1481, prop. 5525.5 et Congrès – Doc 20). V. aussi annot. 1 à l'art. 113.

⁸⁾ Le Congrès de Rio de Janeiro 1979 a ramené ce délai de deux mois à un mois et supprimé le délai de quatre mois prévu auparavant dans les relations avec les pays éloignés (II 1698, prop. 5523.4 et 5523.1).

Article 127

Divergences relatives au poids ou aux dimensions des colis
(Arr. 20, Règl. 107, 108)

1. La manière de voir du bureau d'origine en ce qui concerne la détermination du poids ou des dimensions des colis doit être considérée comme prévalant, sauf erreur évidente. Toutefois, si les différences de poids constatées entraînent une modification des quotes-parts, c'est le nouveau poids constaté qui est valable. ⁽¹⁾
2. En ce qui concerne les colis ordinaires, les différences de poids, pour une même coupure, ne peuvent faire l'objet de bulletins de vérification ou permettre le renvoi des colis; on ne peut établir des bulletins de vérification que dans le cas où la différence aurait pour conséquence la modification des quotes-parts. ⁽²⁾
3. Quant aux colis avec valeur déclarée, les différences de poids jusqu'à 10 grammes en sus ou au-dessous du poids indiqué ne peuvent faire l'objet d'objections par l'Administration intermédiaire ou de destination, à moins que l'état extérieur du colis ne l'exige.

¹⁾ V. l'avis du BI dans le Rapp. 1968, p. 57 et 58, sur la manière de calculer le supplément de quote-part résultant d'une différence constatée dans le poids d'un colis transmis en transit à découvert.

²⁾ Sont considérées comme de peu d'importance les différences de poids résultant du fait que le poids exact d'un envoi a été arrondi (Congrès du Caire 1934, I 1384).
En tout cas, des colis ne peuvent être arrêtés en cours de transport – à plus forte raison restitués au service qui les a transmis – pour le motif que leur poids présente une différence par rapport à celui qui est mentionné sur les bulletins d'expédition et sur les colis eux-mêmes (Congrès de Londres 1929, II 412 et 413).

Article 128

Constatation des irrégularités engageant la responsabilité des Administrations

1. Tout bureau d'échange qui, à l'arrivée d'une dépêche, constate l'absence, la spoliation ou l'avarie d'un ou de plusieurs colis procède comme il suit:

- a) il indique sur le bulletin de vérification CP 13 ⁽¹⁾ établi selon l'article 125 ou dans le procès-verbal CP 14 prévu à l'article 129, paragraphe 2, d'une manière aussi détaillée que possible, l'état dans lequel il a trouvé l'emballage extérieur de la dépêche. A moins d'impossibilité motivée, le récipient, la ficelle, le cachet ou plomb de fermeture et l'étiquette sont gardés intacts pendant six semaines à compter de la date de la vérification et sont transmis à l'Administration d'origine si celle-ci le demande; ⁽²⁾
- b) il adresse au dernier bureau d'échange intermédiaire, s'il y a lieu par le même courrier qu'au bureau d'échange expéditeur, un duplicata du bulletin de vérification. ⁽³⁾

2. S'il le juge utile, le bureau d'échange de destination peut, aux frais de son Administration, informer télégraphiquement le bureau d'échange expéditeur de ses constatations.

3. S'il s'agit de bureaux d'échange en contact immédiat, ⁽⁴⁾ les Administrations respectives de ces bureaux peuvent s'entendre sur la manière de procéder en cas d'irrégularités engageant leur responsabilité.

¹⁾ V. annot. 3 à l'art. 126.

²⁾ Le Congrès de Lausanne 1974 a remplacé l'obligation de joindre l'emballage extérieur (récipient, ficelle, etc.) au bulletin de vérification CP 13 par celle de donner une description précise de l'état de cet emballage (II 1482, prop. 5527.1). V. aussi annot. 10 à l'art. 165 du Règl. de la Conv.

³⁾ A l'occasion de la perte d'un colis civil contenu dans une dépêche renfermant des colis pour prisonniers de guerre et remise sans vérification aux organes du camp de prisonniers, le BI a conclu que la responsabilité du bureau d'échange du pays où se trouvait le camp était engagée. Avis du BI, Rapp. 1946, p. 15 à 18.

⁴⁾ Les bureaux d'échange en contact immédiat sont ceux qui fonctionnent dans le même local. La suppression de ces mots n'aurait d'autre effet que d'entraîner l'établissement de procès-verbaux dans tous les cas. (Interprétation donnée par le Congrès de Paris 1947, II 676.)

Article 129

Réception par un bureau d'échange d'un colis avarié ou insuffisamment emballé

1. Tout bureau d'échange qui reçoit, d'un bureau correspondant, un colis avarié ou insuffisamment emballé doit l'expédier après l'avoir remballé, s'il y a lieu, et en respectant autant que possible l'emballage primitif, la suscription et les étiquettes. Le poids du colis, avant et après remballage, doit être indiqué sur l'emballage même du colis; cette indication est suivie de la mention «Remballé à ...» frappée d'une empreinte du timbre à date et de la signature des agents ayant effectué le remballage.

2. Si l'état du colis est tel que le contenu a pu être soustrait ou avarié, ou si le colis a accusé une différence de poids telle que l'on puisse présumer la soustraction de tout ou partie du contenu, le bureau d'échange **signale le fait au bureau d'échange expéditeur au moyen d'une annotation suffisamment explicite sur le bulletin de vérification CP 13 conformément aux articles 125 et 126. Il doit aussi** procéder à l'ouverture d'office du colis et à la vérification de son contenu. Le résultat de cette vérification doit faire l'objet d'un procès-verbal conforme au modèle CP 14 ci-annexé ⁽¹⁾ **à établir en deux exemplaires dont**

- **un est gardé par le bureau d'échange qui l'établit;**
- **un est joint au colis.**

¹⁾ Par sa résolution C 74, le Congrès de Rio de Janeiro 1979 a chargé le CCEP d'effectuer une étude sur l'ensemble des dispositions relatives à la constatation des irrégularités engageant la responsabilité des Adm., notamment en ce qui concerne l'établissement et l'utilisation du bulletin de vérification CP 13 et du procès-verbal CP 14. En conclusion de son étude, le CCEP a estimé que, pour éviter le travail superflu occasionné par l'établissement du procès-verbal CP 14, il convenait de remplacer l'envoi systématique de celui-ci par une annotation appropriée sur le bulletin de vérification CP 13 qui doit être établi et transmis dans tous les cas d'irrégularités. En outre, il a jugé inutile de maintenir dans cet art. la disp. prévoyant l'envoi d'un procès-verbal tant au bureau d'échange expéditeur qu'à celui de destination d'un colis avec valeur déclarée étant donné que les irrégularités concernant un tel colis et qui engagent la responsabilité des Adm. sont immédiatement signalées par télex ou par télégramme, conformément à l'art. 126, par. 7 (Congrès de Hambourg 1984, II Congrès/C 7 – Rapp. 7, prop. 5526.3).

Article 130

Vérification des dépêches de colis transmis en nombre (Arr. 55) ⁽¹⁾

1. Les articles **125 à 129** ne sont applicables qu'aux colis spoliés et avariés ainsi qu'aux colis inscrits individuellement sur les feuilles de route. Les autres envois sont simplement reconnus en nombre.

2. L'Administration d'origine peut s'entendre avec l'Administration de destination et, éventuellement, avec les Administrations intermédiaires pour limiter à certaines catégories de colis la reconnaissance détaillée ainsi que l'établissement des bulletins de vérification CP 13 et des procès-verbaux CP 14 prévus aux articles **125 à 129**.

3. Lorsqu'un bureau d'échange constate une différence entre le nombre des colis annoncés sur la feuille de route et le nombre des colis trouvés dans la dépêche ou si le poids brut de la dépêche indiqué sur la feuille de route ne correspond pas au poids brut constaté, le bulletin de vérification CP 13 est établi seulement pour rectifier le nombre des colis par coupure de poids, le nombre total des colis ou le poids brut de la dépêche. ⁽²⁾

¹⁾ V. annot. 1 à l'art. 53 de l'Arr.

²⁾ Le texte de ce par. a été harmonisé avec la teneur de l'art. 53 de l'Arr. (Congrès de Rio de Janeiro 1979, II 1698, prop. 5527.1 et 5527.2).

Article 131

Réexpédition d'un colis parvenu en fausse direction

1. Tout colis parvenu en fausse direction par suite d'une erreur imputable à l'expéditeur ou à l'Administration expéditrice doit être traité selon l'article 32 de l'Arrangement.

2. L'Administration de réexpédition signale le fait à celle dont elle a reçu le colis par un bulletin de vérification CP 13.

3. Elle traite le colis parvenu en fausse direction comme s'il était arrivé en transit à découvert. Si les quotes-parts qui lui ont été attribuées sont insuffisantes pour couvrir les frais de réexpédition qui lui incombent, elle attribue à l'Administration de la véritable destination et, le cas échéant, aux Administrations intermédiaires qui prennent part à la réexpédition du colis les quotes-parts de transport respectives. Elle se crédite ensuite, par une reprise sur l'Administration dont dépend le bureau d'échange qui a transmis le colis en fausse direction, de la somme dont elle est à découvert. La reprise et son motif sont notifiés à ce bureau au moyen d'un bulletin de vérification.

Article 132

Renvoi des récipients vides (1)

1. Les récipients doivent, en principe, être renvoyés vides, par le prochain courrier, à l'Administration à laquelle ils appartiennent et, sauf impossibilité, par la voie suivie à l'aller.
2. Les Administrations peuvent s'entendre pour que l'Administration de destination renvoie les sacs à l'origine en les utilisant pour l'expédition des colis.
3. Le renvoi des sacs vides a toujours lieu sans frais.
4. L'Administration qui procède au renvoi doit mentionner sur les feuilles de route le nombre des récipients retournés, sauf si les Administrations intéressées se sont mises d'accord pour renoncer à cette mention.
5. La formation de dépêches spéciales de sacs-avion vides est obligatoire dès que le nombre des sacs de l'espèce atteint dix.
6. Les sacs-avion vides renvoyés par la voie aérienne font l'objet de dépêches spéciales décrites sur des bordereaux AV 7 S mentionnés à l'article 217, paragraphe 2, du Règlement d'exécution de la Convention.
7. Pour le surplus, l'article 168, paragraphes 2 à 4 et 6, du Règlement d'exécution de la Convention est applicable.

¹⁾ Vœu C 55 du Congrès de Lausanne 1974 (III 880): les Adm. postales des Pays-membres de l'Union sont invitées à prendre les mesures appropriées dans leurs services afin d'assurer une circulation rapide et un renvoi à intervalles rapprochés de tous les sacs vides appartenant à d'autres Adm.

Chapitre IV

Traitement des colis par le bureau de destination

Section I

Livraison des colis

Article 133

Réserves à la livraison de colis spoliés ou avariés (1)

1. Dans les cas prévus à l'article 40, paragraphe 1, lettres a) et b), de l'Arrangement, le bureau effectuant la livraison établit, **en deux exemplai-**

res, un procès-verbal CP 14 de vérification contradictoire et le fait contresigner, autant que possible, par le destinataire. **Un exemplaire** est conservé par **le bureau** qui a établi le procès-verbal. **L'autre** est remis au destinataire, ou en cas de refus **du colis** ou de réexpédition, annexé au colis. ⁽²⁾

2. Lorsque la réglementation intérieure l'exige, un colis traité conformément au paragraphe 1 est renvoyé à l'expéditeur si le destinataire refuse de contresigner le procès-verbal CP 14.

3. **L'exemplaire** du procès-verbal CP 14 établi **par le bureau d'échange d'entrée** conformément à l'article 129, paragraphe 2, ou **par le bureau de destination selon le paragraphe 1 ci-dessus** est traité, en cas de livraison, selon la réglementation du pays de destination; en cas de refus **du colis**, il reste annexé au colis.

¹⁾ Art. remanié par le Congrès de Hamburg 1984 en fonction des conclusions de l'étude effectuée par le CCEP dans le cadre de la résolution C 74 du Congrès de Rio de Janeiro 1979 (Congrès de Hamburg 1984, II Congrès/C 7 – Rapp. 7, prop. 5530.1). V. également annot. 2 à l'art. 125 et annot. 1 à l'art. 129.

²⁾ Le Congrès de Lausanne 1974 a supprimé l'obligation de transmettre systématiquement un exemplaire du procès-verbal CP 14 au bureau d'échange de départ, cela afin d'éviter des complications. En effet, en cas d'avarie ou de spoliation dans le pays de destination, le litige peut être réglé directement avec le destinataire (II 1482, prop. 5532.1).

Article 134

Traitement des bulletins d'affranchissement après livraison du colis franc de taxes et de droits (Arr. 10, Règl. 110) ⁽¹⁾

1. Après la livraison au destinataire d'un colis franc de taxes et de droits, le bureau qui a fait l'avance des frais de tous ordres pour le compte de l'expéditeur complète, en ce qui le concerne, à l'aide de papier carbone, les indications qui figurent au verso des parties A et B du bulletin d'affranchissement, lequel est établi d'office par le bureau de destination lorsque la demande de livraison en franchise de taxes et de droits a été formulée postérieurement au dépôt du colis. Ce bureau transmet la partie A, accompagnée des pièces justificatives, au bureau d'origine; cette transmission a lieu sous enveloppe fermée, sans indication du contenu. La partie B est conservée par l'Administration de destination en vue du décompte avec l'Administration débitrice.

2. Chaque Administration peut désigner certains bureaux spécialement chargés de renvoyer la partie A des bulletins d'affranchissement grevés de frais ou de recevoir la partie A renvoyée après livraison du colis; le nom du bureau auquel la partie A doit être renvoyée est inscrit, dans tous les cas, au recto de cette partie, par le bureau d'origine du colis.

3. Lorsqu'un colis portant la mention «Franc de taxes et de droits» parvient sans bulletin d'affranchissement, le bureau chargé du dédouanement établit un duplicata de ce bulletin. Sur les parties A et B de ce bulletin, il mentionne le nom du pays d'origine et, autant que possible, la date de dépôt du colis. Lorsque le bulletin d'affranchissement est perdu après livraison du colis, un duplicata est établi dans les mêmes conditions.

4. Les parties A et B des bulletins d'affranchissement afférents aux envois qui, pour un motif quelconque, sont renvoyés à l'origine doivent être annulées par les soins de l'Administration de destination et attachées au bulletin d'expédition.

5. A la réception de la partie A d'un bulletin d'affranchissement indiquant les frais déboursés par l'Administration de destination, l'Administration d'origine en convertit le montant dans sa propre monnaie à un taux qui ne doit pas être supérieur au taux fixé pour l'émission des mandats de poste à destination du pays correspondant. Le résultat de la conversion est indiqué dans le corps de la formule et sur le coupon latéral. Après avoir recouvré le montant des frais, le bureau désigné à cet effet remet à l'expéditeur le coupon du bulletin et, le cas échéant, les pièces justificatives.

6. Lorsque l'expéditeur conteste le montant des frais portés sur la partie A du bulletin d'affranchissement, l'Administration de destination vérifie le montant des sommes déboursées, intervient le cas échéant auprès des services douaniers de son pays et, après avoir procédé éventuellement aux rectifications utiles, renvoie la partie A du bulletin en cause à l'Administration d'origine. De même, si l'Administration de destination constate une erreur ou une omission concernant les frais relatifs à un colis franc de taxes et de droits dont la partie A du bulletin d'affranchissement a été renvoyée à l'Administration d'origine, elle émet un duplicata rectificatif dont elle transmet la partie A à l'Administration d'origine aux fins de régularisation.

¹⁾ V. annot. 1 à l'art. 110.

Article 135

Traitement des avis de réception après livraison du colis avec avis de réception (Arr. 27, Règl. 110)

1. Dès livraison du colis, le bureau de destination renvoie la formule C 5, dûment complétée, à l'adresse indiquée par l'expéditeur, à découvert et en franchise postale, par la voie la plus rapide (aérienne ou de surface). (¹)

2. Si la formule C 5 ne parvient pas au bureau de destination, celui-ci en établit d'office un nouvel exemplaire.

¹⁾ Le Congrès de Rio de Janeiro 1979 a supprimé l'obligation d'apposer une étiquette «Par avion» sur les avis de réception renvoyés par avion (II 1574, prop. 2531.4). V. aussi annot. 6 à l'art. 14 de l'Arr.

Section II

Traitement des colis non livrés

Article 136

Avis de non-livraison (Arr. 28, Règl. 137) (¹)

1. Un avis de non-livraison conforme au modèle CP 9 ci-annexé et dans lequel doivent être reprises toutes les indications (²) figurant sur les étiquettes CP 7/CP 8 ainsi que la date de dépôt du colis est adressé, sous pli recommandé et par la voie la plus rapide (aérienne ou de surface) (³) à l'Administration **du pays du domicile de l'expéditeur** (⁴) après avoir été dûment complété:

a) par l'Administration de destination:

1° en cas de non-livraison, pour tout colis dont l'expéditeur a demandé à être avisé de la non-livraison ou en application de l'article 29, paragraphe 1, lettre b), chiffre 2°, dernière phrase, de l'Arrangement;

2° pour tout colis retenu d'office (⁵) ou en souffrance pour cause de spoliation ou d'avarie ou pour toute autre cause de même nature; (⁶) toutefois, cette mesure n'est pas obligatoire dans les cas de force majeure ou lorsque le nombre des colis retenus d'office est tel que l'envoi d'un avis est matériellement impossible;

b) par l'Administration intermédiaire en cause: pour tout colis retenu d'office en cours de transport soit par le service postal (interruption accidentelle du trafic), soit par la douane (⁷) (mesure douanière), avec la réserve prévue sous lettre a), chiffre 2°.

2. L'avis de non-livraison est accompagné du bulletin d'expédition, sauf si cet avis est envoyé à un tiers, conformément à l'article 22, paragraphe 2, lettre b), de l'Arrangement; dans les cas visés au paragraphe 1, lettres a), chiffre 2°, et b), du présent article, l'avis doit porter, en caractères très apparents, la mention «Colis retenu d'office». Si le colis est en souffrance pour cause de spoliation ou d'avarie, une copie du procès-verbal CP 14 renseignant sur l'étendue du dommage doit être jointe à l'avis de non-livraison. (⁸)

3. Lorsqu'il s'agit de plusieurs colis déposés simultanément par le même expéditeur à l'adresse du même destinataire, il est permis de n'envoyer

qu'un avis de non-livraison, même si ces colis étaient accompagnés de plusieurs bulletins d'expédition; dans ce cas, tous ces bulletins sont annexés à l'avis de non-livraison.

4. En règle générale, les avis de non-livraison sont échangés entre le bureau de destination et le bureau **du domicile de l'expéditeur**.⁽³⁾ Toutefois, chaque Administration peut demander que les avis qui concernent son service soient transmis à son Administration centrale ou à un bureau spécialement désigné; le nom de ce bureau doit être indiqué aux Administrations par l'intermédiaire du Bureau international.⁽⁴⁾ Il appartient à l'Administration **du pays du domicile de l'expéditeur** d'aviser **celui-ci**.⁽⁵⁾ L'échange des avis de non-livraison doit être accéléré autant que possible par tous les bureaux intéressés.

¹⁾ Le Congrès de Hambourg 1984 a adopté la résolution C 48 invitant les Adm. à accepter les avis de non-livraison (II Congrès/C 7 – Rapp. 7, prop. 5000.2).

²⁾ Ces indications sont nécessaires pour éviter aux bureaux d'origine, en particulier ceux qui ont un fort trafic, des recherches entraînant des pertes de temps considérables (Congrès de Rio de Janeiro 1979, II 1698, prop. 5533.1).

³⁾ Dans un souci d'efficacité du service, le Congrès de Tokyo 1969 a rendu obligatoire la transmission par la voie la plus rapide de l'avis de non-livraison. Les frais d'acheminement par la voie aérienne sont à la charge de l'Adm. de destination du colis, à titre de réciprocité entre les Adm. (II 1424, prop. 6166). V. aussi annot. 1 à l'art. 137.

⁴⁾ V. annot. 2 à l'art. 29.

⁵⁾ Les irrégularités susceptibles de motiver le renvoi d'un colis à l'origine peuvent se subdiviser en deux catégories distinctes:

- 1° inobservation des stipulations d'ordre postal proprement dit (dépassement des limites de poids, de dimensions, du montant maximal de la déclaration de valeur ou du remboursement, etc.); dans ce cas, la faute du service n'est pas contestable;
- 2° infractions résultant de la nature du contenu (objets interdits, prohibitions douanières, etc.); dans ce cas, le rôle des Adm. se borne à informer le public des interdictions notifiées par les divers pays: les expéditeurs sont donc responsables de leur inobservation (Congrès de Londres 1929, II 413).

⁶⁾ Les dispositions prévoient le cas d'homonymie à l'adresse indiquée qui est compris dans l'expression «ou toute autre cause de même nature».

Un avis de non-livraison doit être établi lorsque le colis reste sous consignation en douane au-delà du délai de garde, même si l'Adm. ne procède pas elle-même au dédouanement (Congrès de Buenos Aires 1939, II 554).

⁷⁾ Reconstitution des colis ouverts en douane, lorsque le destinataire n'en prend pas livraison immédiatement. Les conditions de vérification en douane étant différentes dans les divers pays, la question de garantie des colis ouverts en douane est laissée à l'appréciation de chaque Adm. (Congrès de Londres 1929, II 413 et 414).

⁸⁾ Il est particulièrement important pour l'expéditeur de savoir tout de suite l'étendue du dommage, car cela peut influencer sa réponse à l'avis de non-livraison (Congrès de Lausanne 1974, II 1482, prop. 5535.1).

⁹⁾ Ce renseignement figure dans le Recueil des colis postaux.

Article 137

Non-livraison. Nouvelles instructions de l'intéressé (Arr. 28, Règl. 136)

1. L'avis de non-livraison doit être renvoyé sous pli recommandé et par la voie la plus rapide (aérienne ou de surface) ⁽¹⁾ au bureau qui l'a établi, complété par les instructions nouvelles de l'expéditeur ou du tiers et accompagné le cas échéant du bulletin d'expédition; les instructions nouvelles sont transmises par voie télégraphique lorsque la taxe télégraphique est acquittée.

2. Les seules instructions nouvelles que l'expéditeur ou le tiers visé à l'article 22, paragraphe 2, lettre b), de l'Arrangement est autorisé à donner étant énumérées à l'article 28, paragraphe 1, de l'Arrangement, il convient, dans les cas particuliers ci-après, d'appliquer les règles suivantes:

- a) si l'expéditeur ou le tiers demande qu'un colis contre remboursement soit remis contre remboursement d'une somme inférieure à la somme primitive, une nouvelle formule R 4, R 7 ou R 9 doit être établie conformément à l'article 107, paragraphe 3, du Règlement d'exécution de l'Arrangement concernant les envois contre remboursement;
- b) si l'expéditeur ou le tiers donne comme instructions que le colis soit remis franc de taxes et de droits soit au destinataire primitif, soit à un autre destinataire, le bureau intéressé fait application de l'article 111.

3. Lorsqu'un colis ayant donné lieu à un avis de non-livraison est livré ou réexpédié avant réception des nouvelles instructions, l'expéditeur doit en être prévenu par l'intermédiaire du bureau **de son domicile**. ⁽²⁾ Si l'avis a été envoyé à un tiers désigné par l'expéditeur, cette information doit être adressée à ce tiers. S'il s'agit d'un colis contre remboursement et si le mandat R 4, R 7 ou R 9 mentionné à l'article 105, paragraphe 1, du Règlement d'exécution de l'Arrangement concernant les envois contre remboursement a déjà été transmis à l'expéditeur, il n'est pas nécessaire d'aviser ce dernier.

¹⁾ Dans un souci d'efficacité du service, le Congrès de Tokyo 1969 a rendu obligatoire le renvoi par la voie la plus rapide de l'avis de non-livraison. Les frais d'acheminement par la voie aérienne sont à la charge de l'Adm. d'origine du colis, à titre de réciprocité entre les Adm. (II 1424, prop. 6170). V. aussi annot. 2 à l'art. 136.

²⁾ V. annot. 2 à l'art. 29.

Article 138

Renvoi des colis à l'**expéditeur** (Arr. 29, 33, 34) ⁽¹⁾

1. Le bureau qui effectue le renvoi d'un colis pour une raison quelconque mentionne au moyen d'un cachet ou d'une étiquette **conforme au modèle**

C 33/CP 10 ⁽²⁾ sur le colis et sur le bulletin d'expédition qui doit l'accompagner ⁽³⁾ la cause de la non-livraison. En cas de manque du bulletin d'expédition, le motif du renvoi est inscrit sur la feuille de route. ⁽⁴⁾ La mention doit être libellée en langue française, chaque Administration ayant la faculté d'ajouter la traduction dans sa propre langue et toute autre indication qui lui convient; cette mention doit revêtir une forme claire et concise telle que: inconnu, refusé, en voyage, parti, non réclamé, décédé, etc.

2. Le bureau de destination doit barrer les indications de lieu qui le concernent et porter au recto du colis et sur le bulletin d'expédition la mention «Retour»; il doit en outre appliquer son timbre à date à côté de la mention «Retour».

3. A moins que l'expéditeur ne demande le renvoi **d'un colis** par la voie aérienne, ce renvoi se fait, sauf impossibilité, par la voie suivie à l'aller en ce qui concerne les colis de surface, et par la voie de surface la plus rapide en ce qui concerne les colis-avion.

4. Les colis sont renvoyés à l'**expéditeur** ⁽¹⁾ dans leur emballage primitif; ils sont accompagnés du bulletin d'expédition établi par l'expéditeur. Si, pour un motif quelconque, un colis doit être remballé ou le bulletin d'expédition primitif remplacé par un autre bulletin, il est indispensable que le nom du bureau d'origine du colis, le numéro d'ordre primitif et, autant que possible, la date de dépôt figurent sur le nouvel emballage et sur le bulletin d'expédition.

5. Si le renvoi d'un colis-avion à l'**expéditeur** ⁽¹⁾ a lieu par voie de surface, l'étiquette «Par avion» et toutes annotations se rapportant à la transmission par la voie aérienne doivent être barrées d'office au moyen de deux forts traits transversaux.

6. Tout colis renvoyé à l'**expéditeur** ⁽¹⁾ est inscrit sur la feuille de route avec la mention «Retour» dans la colonne «Observations».

7. L'attribution et la reprise des quotes-parts, taxes et droits dont le colis est grevé, en application des articles 29, paragraphe 3, 33, paragraphe 1, et 37, paragraphe 1, de l'Arrangement, sont effectuées comme il est mentionné à l'article **147**. Elles doivent être indiquées en détail sur un bordereau de taxes, conforme au modèle CP 25 ci-annexé, qui est collé par un bord sur le bulletin d'expédition.

¹⁾ V. annot. 2 à l'art. 29.

²⁾ Etiquette créée par le Congrès de Hambourg 1984 (II Congrès/C 7 – Rapp. 9, prop. 5535.2).

³⁾ Cette disposition vise les cas ordinaires et non les cas exceptionnels. Car, lorsque le bulletin d'expédition n'est pas parvenu ou a déjà été renvoyé, il va de soi qu'il ne peut être joint au colis (Congrès de Londres 1929, II 415).

*) L'emballage des colis renvoyés est souvent très abîmé; l'indication du motif du renvoi sur la feuille de route permet de renseigner les expéditeurs (Congrès de Lausanne 1974, II 1482, prop. 5537.2).

Article 139

Réexpédition d'un colis par suite du changement d'adresse du destinataire

1. Lorsque les quotes-parts, taxes et droits mentionnés à l'article 31, paragraphe 6, de l'Arrangement sont acquittés au moment de la réexpédition, le colis est traité comme s'il était originaire du pays de réexpédition et destiné au pays de la nouvelle destination; aucune taxe de transport n'est perçue par l'Administration de ce pays lors de la livraison.
2. L'article 138, paragraphes 4 à 7, est applicable aux colis réexpédiés. En particulier, la mention «Réexpédié» doit figurer sur la feuille de route dans la colonne «Observations» en regard de l'inscription du colis.

Article 140

Colis exprès à réexpédier (Arr. 26)

Si un colis exprès à réexpédier a donné lieu à un essai infructueux de livraison à domicile par porteur spécial, le bureau de réexpédition doit barrer l'étiquette ou la mention «Exprès» par deux forts traits transversaux.

Article 141

Traitement des demandes de retrait ou de modification d'adresse (Arr. 37)

1. A la réception de la demande de retrait ou de modification d'adresse effectuée conformément à l'article 112, le bureau destinataire recherche le colis signalé et donne suite à la demande.
2. Quand il reçoit la demande télégraphique visée à l'article 112, paragraphe 2, le bureau de destination retient le colis et ne fait droit à la demande qu'à la réception de la confirmation postale; toutefois, sous sa propre responsabilité, l'Administration de destination peut, sans attendre cette confirmation, donner suite à la demande télégraphique.

Article 142

Vente. Destruction

1. Lorsqu'un colis est vendu ou détruit conformément à l'article 36 de l'Arrangement, il est dressé procès-verbal de la vente ou de la destruction. Une copie du procès-verbal, accompagnée du bulletin d'expédition, est transmise au bureau d'origine.
2. Le produit de la vente ⁽¹⁾ ⁽²⁾ sert, en premier lieu, à couvrir les frais qui grèvent le colis; le cas échéant, l'excédent est transmis au bureau d'origine pour être remis à l'expéditeur; celui-ci supporte les frais d'envoi.

¹⁾ Lorsque le produit de la vente d'office d'un colis ne couvre pas les droits de douane, de factage ou autres acquittés par l'Adm. de destination, le recouvrement restant, dû à cette dernière Adm., est poursuivi (au moins à l'amiable) sur l'expéditeur (Congrès de Lisbonne 1885, II 278).

²⁾ Cf. annot. 2 à l'art. 31 de l'Arr.

Chapitre V

Réclamations

Article 143

Traitement des réclamations (Arr. 38) ⁽¹⁾

1. Toute réclamation relative à un colis est traitée selon l'article 147, paragraphes 1 à 14, du Règlement d'exécution de la Convention, sous réserve de remplacer la formule R 3, R 6 ou R 8, utilisée pour la poste aux lettres, par la formule R 4, R 7 ou R 9 visée à l'article 105, paragraphe 1, du Règlement d'exécution de l'Arrangement concernant les envois contre remboursement.
2. Toute formule C 9 ⁽²⁾ concernant une réclamation relative à un colis reçue par une Administration autre que l'Administration d'origine est transmise à celle-ci. Elle doit lui parvenir dans le délai prévu à l'article 154, paragraphe 1. Si le récépissé de dépôt peut être produit par l'expéditeur, la formule C 9 doit être revêtue de la mention «Vu récépissé de dépôt». ⁽³⁾ ⁽⁴⁾

¹⁾ V. annot. 1 à l'art. 38 de l'Arr.

²⁾ Par suite de la suppression de la formule CP 10, la formule C 9bis est désormais utilisée comme avis de réexpédition d'une formule C 9 (Congrès de Tokyo 1969, II 1443, prop. 6190). V. aussi annot. 8 à l'art. 147 de la Conv.

³⁾ La transmission éventuelle du récépissé de dépôt à l'Adm. d'origine a été supprimée par le Congrès de Rio de Janeiro 1979, cette pièce devant, en principe, rester en main de l'expéditeur (II 1698, prop. 5540.1 et 5540.2).

⁴⁾ La dernière phrase qui, dans l'Arr. de Rio de Janeiro 1979, constituait le par. 3 du présent art. a été intégrée dans le par. 2 dont elle fait naturellement partie (Congrès de Hambourg 1984, II Congrès/C 7 – Rapp. 7, prop. 5540.1).

Article 144

Réclamations concernant un avis de réception ou un avis d'embarquement non parvenu (Arr. 27, Régl. 123)

1. Lorsque l'expéditeur réclame un avis de réception qui ne lui est pas parvenu dans un délai normal, il est procédé conformément à l'article 135, paragraphe 6, du Règlement d'exécution de la Convention.

2. Toute réclamation de l'expéditeur concernant un avis d'embarquement non parvenu dans un délai normal donne lieu à l'établissement d'une formule de réclamation C 9, mentionnée à l'article 143, paragraphe 2, et exempte de taxe. Cette formule, accompagnée d'un duplicata d'avis d'embarquement CP 6 sur lequel le bureau d'origine porte la mention «Duplicata», est traitée selon l'article 143; la taxe d'avis d'embarquement n'est pas perçue une deuxième fois.

Article 145

Règlement des cas de réserves à la livraison de colis spoliés ou avariés (¹⁾)

Si la responsabilité assumée selon l'article 40, paragraphe 1, lettres a) et b), doit être partagée avec une autre Administration, la demande à cet effet lui est transmise par lettre accompagnée d'une copie ou d'une traduction du procès-verbal CP 14 et, le cas échéant, d'une copie du bulletin de vérification CP 13.

¹⁾ Le Congrès de Hambourg 1984 a adopté ce nouvel art. qui fixe la procédure à appliquer pour régler, entre deux Adm., les cas où la responsabilité est partagée (II Congrès/C 7 – Rapp. 7, prop. 5541.91).

Chapitre VI

Comptabilité

Section I

Attribution des quotes-parts et des frais (Arr. 46 à 54)

Article 146

Quotes-parts et frais portés au crédit des autres Administrations par l'Administration d'origine ⁽¹⁾

1. En cas d'échange en dépêches closes, l'Administration d'origine crédite l'Administration de destination et chaque Administration intermédiaire ⁽²⁾ de ses quotes-parts territoriales et maritimes ⁽³⁾ y compris les quotes-parts exceptionnelles autorisées par l'Arrangement ou par le Protocole final y annexé.
2. En cas d'échange en transit à découvert, l'Administration d'origine crédite:
 - a) l'Administration de destination de la dépêche, de ses quotes-parts énumérées au paragraphe 1 ainsi que des quotes-parts revenant aux Administrations intermédiaires subséquentes et à l'Administration de destination;
 - b) l'Administration de destination de la dépêche, des sommes correspondant aux frais de transport aérien auxquels elle a droit, selon l'article 51, paragraphes 3 et 4, de l'Arrangement, du chef du réacheminement des colis-avion;
 - c) les Administrations intermédiaires précédant l'Administration de destination de la dépêche, des quotes-parts énumérées au paragraphe 1.
3. Lorsqu'il est fait application de l'article 53, paragraphe 3, de l'Arrangement, l'Administration d'origine crédite l'Administration de destination et, éventuellement, les Administrations intermédiaires non plus des quotes-parts visées au paragraphe 1, mais des sommes calculées par colis ⁽⁴⁾ ou par kilogramme ⁽⁴⁾ de poids brut des dépêches.

¹⁾ V. annot. 3 et 4 au titre IV de l'Arr.

²⁾ Un pays qui aurait saisi des colis postaux en cours de transport ne saurait réclamer des bonifications qui n'auraient pas été acquittées au moment du dépôt des colis (Congrès de Madrid 1920, II 500 et 542).

³⁾ V. annot. 1 à l'art. 151.

⁴⁾ V. annot. 4 à l'art. 53 de l'Arr.

Article 147

Attribution et reprise de quotes-parts, de taxes et de droits en cas de renvoi à l'**expéditeur** ⁽¹⁾ ou de réexpédition

1. Lorsque les quotes-parts, les taxes et les droits n'ont pas été acquittés lors du renvoi à l'**expéditeur** ⁽¹⁾ ⁽²⁾ ou de la réexpédition, l'Administration de renvoi ou de réexpédition procède comme il est indiqué ci-après pour l'attribution et la reprise de ces quotes-parts, taxes et droits.

2. En cas d'échange en dépêche directe entre le pays de renvoi ou de réexpédition et le pays **du domicile de l'expéditeur** ⁽¹⁾ ou de nouvelle destination, l'Administration qui renvoie ou réexpédie le colis:

a) reprend sur l'Administration à laquelle est destinée la dépêche:

1° les quotes-parts qui lui reviennent ainsi qu'aux Administrations intermédiaires;

2° les taxes ci-après visées à l'article 13 de l'Arrangement:

- taxe de présentation à la douane,
- taxe de livraison,
- taxe d'avis d'arrivée,
- taxe de remballage,
- taxe de poste restante,
- taxe de magasinage,
- taxe complémentaire d'exprès (article 9, paragraphe 2, de l'Arrangement), due à l'Administration qui a tenté la livraison, si cette taxe n'a pas été perçue lors de la présentation au domicile du destinataire;

3° la taxe de réexpédition visée à l'article 31, paragraphe 6, lettre a), de l'Arrangement;

4° les droits ⁽³⁾ dont elle se trouve à découvert (article 15 de l'Arrangement);

b) crédite les Administrations intermédiaires des quotes-parts qui leur reviennent.

3. En cas d'échange en transit à découvert, l'Administration intermédiaire, après avoir été débitée par l'Administration qui renvoie ou qui réexpédie le colis des sommes revenant à cette dernière Administration, au titre des quotes-parts et taxes énumérées au paragraphe 2, lettre a), se crédite par débit de l'Administration à laquelle elle livre le colis de la somme qui lui est due et de celle qui revient à l'Administration de renvoi ou de réexpédition. Cette opération est répétée, s'il y a lieu, par chaque Administration intermédiaire.

4. S'agissant des colis renvoyés à l'**expéditeur** ⁽¹⁾ ou réexpédiés par la voie aérienne, les frais de transport aérien sont repris éventuellement sur

l'Administration des pays d'où émane la demande de renvoi ou de réexpédition.

5. L'attribution et la reprise des quotes-parts, des taxes et des droits en cas de réexpédition des colis parvenus en fausse direction sont effectuées conformément à l'article **131**, paragraphe 3. ⁽⁴⁾

¹⁾ V. annot. 2 à l'art. 29 de l'Arr.

²⁾ La question de savoir comment on doit disposer des frais de transport revenant aux Adm. intermédiaires ou à l'Adm. destinataire, en cas de renvoi des colis par suite de suspension extraordinaire du service, cas prévu à l'art. 4 de la Conv. (p. ex. en cas de suspension des voies par suite d'occupation du territoire ou de soulèvement), a été discutée au Congrès de Stockholm 1924, mais sans avoir abouti à une décision (II 500 et 501).

³⁾ Sous ce terme, on doit entendre certains droits, tels les droits fiscaux, qui peuvent être imposés par la législation intérieure des pays (Congrès de Londres 1929, II 397 et 398).

⁴⁾ Lorsqu'il s'agit d'une erreur manifeste dans l'indication du pays de destination, l'Adm. qui doit réexpédier le colis sur le véritable pays de destination défalque de la bonification reçue la quote-part de transit lui revenant et alloue le surplus disponible à l'Adm. destinataire ou intermédiaire sur laquelle le colis est réexpédié. Le cas échéant, cette dernière récupère dans la forme indiquée aux par. 2 et 3, soit sur l'Adm. suivante, soit sur le destinataire, le complément de la quote-part de transit ou de la quote-part terminale qui lui est dû (Congrès de Buenos Aires 1939, II 554).

Article **148**

Cas particulier de reprise de frais

Les frais de transport aérien des dépêches de colis-avion déviées en cours de route sont réglés selon l'article **87** de la Convention.

Article **149**

Détermination des rémunérations moyennes par colis ou par kilogramme ⁽¹⁾

1. La rémunération moyenne par colis, prévue à l'article 55, paragraphe 3, de l'Arrangement, s'obtient en divisant le montant des quotes-parts territoriales et maritimes dû par l'Administration d'origine à l'Administration de destination et, éventuellement, aux Administrations intermédiaires pour les colis expédiés pendant une période de trois mois au moins, par le nombre de ces colis.

2. La rémunération moyenne par kilogramme visée au même article de l'Arrangement s'obtient en divisant le produit des quotes-parts territoriales et maritimes par le poids brut des dépêches expédiées à l'Administration de destination pendant la même période.

3. Ces rémunérations moyennes sont revisables:
 - a) d'office, en cas de modification des taxes, en appliquant les nouvelles taxes aux éléments statistiques de base;
 - b) à la demande de l'une des Administrations intéressées formulée au moins un an après la dernière révision, en utilisant de nouveaux éléments statistiques.

¹⁾ V. annot. 1 et 4 à l'art. 53 de l'Arr.

Section II

Etablissement et règlement des comptes

Article 150

Etablissement des comptes

1. Chaque Administration fait établir mensuellement ou trimestriellement par ses bureaux d'échange et pour tous les envois reçus d'une seule et même Administration,
 - a) pour les colis transportés par la voie de surface, un état conforme au modèle CP 15 ci-annexé et mentionnant, par bureau expéditeur (¹) et par dépêche,
 - 1° les sommes totales inscrites à son crédit et à son débit sur les feuilles de route CP 11;
 - 2° selon le cas, le nombre de colis par coupure de poids ou le nombre total des colis ou le poids brut, inscrit sur les feuilles de route CP 11 et CP 12, avec l'indication du taux correspondant et du produit mensuel ou trimestriel de la rémunération;
 - b) pour les colis-avion, un état conforme au modèle CP 15bis ci-annexé (²) et mentionnant, par bureau expéditeur (¹) et par dépêche,
 - 1° les sommes totales inscrites à son crédit et à son débit sur les feuilles de route CP 20;
 - 2° selon le cas, le nombre de colis par coupure de poids ou le nombre total des colis ou le poids brut, inscrit sur les feuilles de route CP 20, avec l'indication du taux correspondant et du produit mensuel ou trimestriel de la rémunération.
2. En cas de rectification des feuilles de route CP 11, CP 12 ou CP 20, le numéro et la date du bulletin de vérification CP 13 établi par le bureau d'échange cédant ou cessionnaire sont indiqués dans la colonne «Observations» des états CP 15 ou CP 15bis.

3. Les états CP 15 et CP 15bis sont récapitulés dans un compte conforme au modèle CP 16 ci-annexé établi en double expédition.

4. Le compte CP 16, accompagné des états CP 15 et CP 15bis mais sans les feuilles de route, est envoyé par la voie la plus rapide (aérienne ou de surface) à l'Administration intéressée pour examen, dans les deux mois suivant l'arrivée de la dernière feuille de route de la période à laquelle il se rapporte. ⁽³⁾ Il n'est pas établi de compte négatif. Dans le montant du solde CP 16, il est fait abandon des centimes. Les totaux ne doivent jamais être rectifiés; les différences qui pourraient être relevées doivent faire l'objet d'états conformes au modèle CP 17 ci-annexé. ⁽⁴⁾ Ces états sont adressés, en double exemplaire, à l'Administration intéressée qui doit en incorporer le montant dans son prochain compte CP 16. **Si cela n'est pas fait, l'Administration ayant établi les états CP 17 les considère comme acceptés de plein droit et les signale dans son prochain compte récapitulatif CP 16.** ⁽⁵⁾ Aucun état CP 17 n'est établi lorsque le montant définitif des différences ne dépasse pas **30 francs (9,80 DTS)** par compte. ⁽⁶⁾

5. Après vérification et acceptation, les comptes CP 16 et les états CP 15 et CP 15bis sont renvoyés à l'Administration qui les a établis, au plus tard à l'expiration du troisième mois à partir du jour de l'envoi. ⁽⁷⁾ Si l'Administration qui a envoyé le compte n'a reçu aucune notification rectificative pendant ce délai, le compte est considéré comme accepté de plein droit. Les Administrations débitrices peuvent refuser de vérifier et d'accepter les comptes CP 16 qui n'ont pas été présentés par les Administrations créancières au cours du délai de dix-huit mois qui s'écoule après la date de réception des feuilles de route CP 11, CP 12 et CP 20 par les bureaux d'échange. ⁽⁸⁾

6. Aussitôt que les comptes CP 16 entre deux Administrations sont acceptés ou considérés comme admis de plein droit, ils sont résumés dans un compte général trimestriel conforme au modèle CP 18 ci-annexé établi par l'Administration créancière; ce compte peut toutefois être établi par semestre, après entente entre les Administrations intéressées. Le compte CP 18 est transmis à l'Administration débitrice par la voie la plus rapide (aérienne ou de surface). Si, dans un délai d'un mois à compter du jour de l'envoi du compte CP 18, l'Administration débitrice ne soulève pas d'objections, le paiement doit être effectué en faveur de l'Administration créancière. ⁽⁹⁾

7. Lorsque le solde d'un compte général CP 18 établi trimestriellement ou semestriellement n'excède pas **50 francs (16,33 DTS)**, ⁽¹⁰⁾ il est repris dans le compte général CP 18 suivant. Si, en procédant ainsi pendant l'année entière, le compte général CP 18 établi en fin d'année présente un solde ne dépassant pas **50 francs (16,33 DTS)**, ⁽¹⁰⁾ l'Administration débitrice est exonérée de tout paiement.

8. Le décompte des sommes déboursées par chaque Administration pour le compte d'une autre en ce qui concerne les colis livrés francs de taxes et de droits est effectué sur les bases ci-après:

- a) l'Administration créancière établit chaque mois, dans la monnaie de son pays, ⁽¹¹⁾ un compte particulier mensuel sur une formule conforme au modèle CP 19 ci-annexé; ⁽¹²⁾ les parties B des bulletins d'affranchissement qu'elle a conservées sont inscrites dans l'ordre alphabétique des bureaux qui ont fait l'avance des frais et suivant l'ordre numérique qui leur a été donné;
- b) le compte particulier, accompagné des parties B des bulletins d'affranchissement, est transmis à l'Administration débitrice au plus tard à la fin du mois qui suit celui auquel il se rapporte; il n'est pas établi de compte négatif;
- c) la vérification des comptes a lieu dans les conditions fixées par le Règlement de l'Arrangement concernant les mandats de poste et les bons postaux de voyage;
- d) les décomptes donnent lieu à une liquidation spéciale; chaque Administration peut, toutefois, demander que ces comptes soient liquidés avec les comptes des mandats de poste, les comptes CP 16 des colis ou les comptes R 5 concernant les envois contre remboursement, sans y être incorporés.

9. Lorsqu'il y a lieu d'imputer des paiements aux Administrations responsables, conformément à l'article 44 de l'Arrangement, et qu'il s'agit de plusieurs montants, ceux-ci sont récapitulés sur une formule conforme au modèle CP 22 ci-annexé et le montant total est reporté sur le compte CP 16.

¹¹⁾ Comme conséquence des modifications apportées aux formules CP 11, CP 12 et CP 20 (v. annot. 1 à l'art. 118), les formules CP 15 et CP 15bis comportent des inscriptions plus nombreuses et de ce fait ne peuvent être utilisées que pour les échanges relatifs à un seul bureau d'échange (Congrès de Lausanne 1974, II 1482, prop. 5915.1 et 5915.2).

²⁾ Formule créée par le Congrès de Tokyo 1969 pour faciliter la tâche des bureaux d'échange (II 1441 et 1541, prop. 6179 et 6198). Il a été décidé de retenir le numérotage CP 15bis (II 1541).

³⁾ Le délai particulier prévu pour l'envoi du compte CP 16 dans les relations avec les pays éloignés a été supprimé par le Congrès de Rio de Janeiro 1979 (II 1699, prop. 5546.1).

⁴⁾ Chargé par la résolution C 67 du Congrès de Lausanne 1974 (III 894) d'étudier l'opportunité de supprimer la formule CP 17, le CE, se fondant sur le résultat d'une consultation des Adm., a recommandé le statu quo. Le Congrès de Rio de Janeiro 1979 a fait sienne cette conclusion (II Congrès – Doc 1, ch. 47, et Congrès – Doc 12).

⁵⁾ Précision apportée par le Congrès de Hambourg 1984 pour éviter des retards et l'établissement d'un second état CP 17 par l'Adm. de destination (II Congrès/C 7 – Rapp. 8, prop. 5546.5).

⁶⁾ Montant porté de 10 à 30 francs par le Congrès de Hambourg 1984 pour tenir compte de la dépréciation monétaire (II Congrès/C 7 – Rapp. 7, prop. 5546.2).

⁷⁾ Le délai de quatre mois pour le renvoi du compte CP 16 dans les relations avec les pays éloignés a été supprimé par le Congrès de Rio de Janeiro 1979 et un délai uniforme de trois mois a été adopté (II 1699 et 1701, prop. 5546.1 et 5546.7).

⁸⁾ Disp. adoptée par le Congrès de Rio de Janeiro 1979, compte tenu du délai de conservation des documents prévu à l'art. 150 (II 1699, prop. 5546.6).

⁹⁾ Le Congrès de Rio de Janeiro 1979 a supprimé l'acceptation par l'Adm. débitrice du compte général CP 18, étant donné que les montants qui y sont inscrits sont repris des comptes CP 16 déjà acceptés (II 1701, prop. 5546.8 et 5546.12).

¹⁰⁾ Montant majoré de 100 pour cent par le Congrès de Hambourg 1984 pour tenir compte de la dépréciation monétaire (II Congrès/C 7 – Rapp. 7, prop. 5546.2).

¹¹⁾ Les Adm. peuvent s'entendre pour établir le décompte des frais de douane, etc., dans une monnaie autre que celle du pays créancier (Congrès de Buenos Aires 1939, II 223 et 554, prop. 624).

¹²⁾ Suivant entente entre les Adm. intéressées, ces mêmes décomptes peuvent être joints au compte C 26 visé à l'art. 197, par. 1, du Régl. de la Conv. (Congrès de Stockholm 1924, II 504 et 505).

Article 151

Décompte concernant les dépêches de colis-avion (Arr. 51)

Le décompte des frais de transport aérien pour les dépêches de colis-avion est effectué selon les articles **218 à 222** du Règlement d'exécution de la Convention. ⁽¹⁾

¹⁾ Dans la pratique, les comptes relatifs aux dépêches de colis-avion sont établis de la même manière que pour les dépêches de correspondances-avion (Congrès de Vienne 1964, II 1264, prop. 7019).

Article 152

Règlement des comptes

1. Le solde de la balance des comptes généraux est payé par l'Administration débitrice à l'Administration créancière selon l'article 12 de la Convention.

2. L'établissement et l'envoi ⁽¹⁾ d'un compte général peuvent intervenir, sans attendre que les comptes CP 16 soient renvoyés et acceptés, ⁽²⁾ dès qu'une Administration, en possession de tous les comptes relatifs à la période considérée, se trouve être créancière. La vérification du compte CP 18 par l'Administration débitrice et le paiement du solde doivent être effectués dans le délai de trois mois ⁽⁴⁾ après la réception du compte général. **L'Administration débitrice n'est pas tenue d'accepter les comptes qui ne lui ont pas été transmis dans un délai de dix-huit mois suivant l'expiration de l'année à laquelle ils se rapportent.** ⁽³⁾

3. Toute Administration qui, chaque mois et de façon continue, se trouve à découvert, vis-à-vis d'une autre Administration, d'une somme supérieure à 30 000 francs **(9800,72 DTS)** a le droit de réclamer un acompte mensuel jusqu'à concurrence des trois quarts du montant de sa créance; sa demande doit être satisfaite dans un délai de deux mois. ⁽⁵⁾

¹⁾ L'envoi en double exemplaire a été supprimé par le Congrès de Rio de Janeiro 1979, étant donné que l'acceptation du compte général CP 18 par l'Adm. débitrice n'est plus nécessaire (II 1701, prop. 5546.8 et 5546.12). V. annot. 9 à l'art. 150.

²⁾ Cette procédure permet d'accélérer la liquidation des comptes de colis postaux (Congrès de Tokyo 1969, II 1442, prop. 6182).

³⁾ Pour la transmission des comptes CP 18, le Congrès de Hambourg a fixé ce délai, aligné sur celui qui est prévu à l'art. 154.

⁴⁾ Ce délai a été porté à trois mois par le Congrès de Tokyo 1969, compte tenu du fait que dans certains pays les règlements de comptes internationaux sont assujettis à des autorisations et à des mesures relevant de différents services étrangers à l'Adm. postale (office des changes, banque nationale, etc.) (II 1442).

⁵⁾ Si le pays créancier en matière de colis postaux est en même temps, au point de vue mandats, débiteur envers son correspondant, une entente entre ces deux pays s'impose (Congrès de Londres 1929, II 417 et 418).

Chapitre VII

Dispositions diverses

Article 153

Formules à l'usage du public

En vue de l'application de l'article 10, paragraphe 4, de la Convention, sont considérées comme formules à l'usage du public les formules ci-après:

CP 2 (Bulletin d'expédition),

CP 2bis (Instructions de l'expéditeur),

C 2/CP 3 (Déclaration en douane),

C 3/CP 4 (Bulletin d'affranchissement),

CP 6 (Avis d'embarquement).

Article 154

Délai de conservation des documents (Arr. 42, Règl. 143)

1. Les documents du service des colis, y compris les bulletins d'expédition, doivent être conservés pendant une période minimale de dix-huit mois à partir du lendemain de la date à laquelle ces documents se réfèrent. **Cependant, si les documents sont reproduits sur microfilm, microfiche ou un support analogue, ils peuvent être détruits dès qu'il est constaté que la reproduction est satisfaisante.** ⁽¹⁾

2. Les documents concernant un litige ou une réclamation doivent être conservés jusqu'à liquidation de l'affaire. Si l'Administration réclamante, régulièrement informée des conclusions de l'enquête, a laissé s'écouler six mois à partir de la date de la communication sans formuler d'objections, l'affaire est considérée comme liquidée.

¹⁾ Disp. adoptée par le Congrès de Hamburg 1984 compte tenu des procédés photographiques modernes qui rendent possible la bonne conservation des micro-images des documents et permettent également la reproduction ultérieure de ceux-ci dans les dimensions originales (II Congrès/C 7 – Rapp. 9, prop. 5550.1). V. également annot. 1 à l'art. 107 du Règl. de la Conv.

Chapitre VIII

Dispositions finales

Article 155

Mise à exécution et durée du Règlement

1. Le présent Règlement sera exécutoire à partir du jour de la mise en vigueur de l'Arrangement concernant les colis postaux.
2. Il aura la même durée que cet Arrangement, à moins qu'il ne soit renouvelé d'un commun accord entre les Parties intéressées. ⁽¹⁾

Fait à Hamburg, le 27 juillet 1984.

¹⁾ Pour les noms des pays ayant signé le Règl., v. annot. 1 à la clause finale de l'Arr.

(Pour les signatures, v. tome III des Documents de Hamburg 1984, p. 346 à 379.)

Annexes: Formules

Liste des formules ⁽¹⁾ ⁽²⁾ ⁽³⁾

No	Dénomination ou nature de la formule	Références
1	2	3
CP 1	Tableau CP 1	art. 102, par. 1
CP 2	Bulletin d'expédition	art. 106, par. 1, lettre a)
CP 2bis	Instructions de l'expéditeur	art. 106, par. 7
C 2/CP 3	Déclaration en douane	art. 106, par. 1, lettre b)
C 3/CP 4	Bulletin d'affranchissement	art. 110, par. 3, lettre b)
CP 5	Enveloppe de transmission du bulletin d'expédition, des documents de douane, etc. . .	art. 121, par. 4
CP 5bis	Enveloppe de transmission du bulletin d'expédition, des documents de douane, etc. . .	art. 121, par. 4
CP 6	Avis d'embarquement	art. 110, par. 11, lettre b)
CP 7	Etiquette «V» pour colis avec valeur déclarée combinée avec le numéro du colis et le nom du bureau d'origine	art. 108, lettre c)
CP 8	Etiquette pour colis, avec le numéro du colis et le nom du bureau d'origine	art. 107, par. 1, lettre a)
CP 9	Avis de non-livraison	art. 136, par. 1
C 33/CP 10	Etiquette indiquant la cause de la non-remise.	art. 138, par. 1
CP 11	Feuille de route des colis postaux	art. 119, par. 1
CP 12	Feuille de route spéciale	art. 119, par. 6
CP 13	Bulletin de vérification	art. 125, par. 3
CP 14	Procès-verbal concernant la spoliation, l'avarie ou la diminution de poids d'un colis postal	art. 129, par. 2
CP 15	Etat <u>mensuel</u> des sommes dues pour les trimestriel colis expédiés par la voie de surface	art. 150, par. 1, lettre a)
CP 15bis	Etat <u>mensuel</u> des sommes dues pour les trimestriel colis expédiés par voie aérienne	art. 150, par. 1, lettre b)
CP 16	Compte récapitulatif	art. 150, par. 3
CP 17	Etat des différences constatées dans le compte récapitulatif	art. 150, par. 4
CP 18	Compte général	art. 150, par. 6

No	Dénomination ou nature de la formule	Références
1	2	3
CP 19	Compte particulier mensuel des frais de douane, etc.	art. 150, par. 8, lettre a)
CP 20	Feuille de route-avion des colis-avion	art. 119, par. 1
CP 21	Tableau CP 21	art. 102, par. 1
CP 22	Relevé des sommes dues au titre d'indemnité pour colis postaux	art. 150, par. 9
CP 23	Etiquette de dépêche de colis postaux.	art. 122, par. 1, lettre a)
CP 24	Etiquette de dépêche de colis-avion.	art. 122, par. 1, lettre a)
CP 24bis	Etiquette de dépêche de colis postaux.	art. 122, par. 1, lettre a)
CP 25	Bordereau de taxes	art. 138, par. 7

¹⁾ Une note historique sur la standardisation des formules, suivie d'annotations de caractère général, figure dans le Code annoté, 2^e fasc., à la suite de la liste des formules.

²⁾ V. annot. 2 et 3 à l'art. 143.

³⁾ Les modèles de formules sont reproduits dans le Formulaire de l'UPU publié par le BI.

TABLEAU CP 1
Colis de surface

Administration des postes


Pays pour lesquels l'Administration susmentionnée accepte en transit les colis postaux aux conditions indiquées ci-dessous

Montants exprimés en

OTS

[illegible]

Colls, Hamburg 1984, art. 102, par. 1 -- Dimensions: 297 x 210 mm

BULLETIN D'EXPÉDITION		Numéro du (ou des) colis		Emplacement réservé aux étiquettes CP 7 et CP 8		Timbres-poste		CP 2 (recto) ⁽¹⁾ ⁽²⁾			
Nom et adresse de l'expéditeur				Voie d'acheminement							
Nom et adresse complète du destinataire, y compris le pays de destination				Bureau d'échange							
Valeur déclarée — lettres				chiffres		Val. décl.					
Montant du remboursement — lettres				chiffres							
Compte courant postal No, bureau de chèques				Timbre de la douane				Timbre du bureau d'origine ou du bureau d'échange expéditeur			
Titulaire du compte courant postal				Droits de douane							
Nombre de		Nature de l'emballage ¹						Poids (brut)			
colis								kg		g	
certificats et factures											
déclara- tions en douane											
¹ Caisse, paquet, carton, etc.											

Colis, Hamburg 1984, art. 106, par. 1, lettre a) — Dimensions: 210 x 148 mm

1) V. annot. 1 à l'art. 106.

2) Il est loisible à l'expéditeur de ne reproduire ou de ne faire imprimer qu'une seule des instructions autorisées (v. art. 106, par. 7).

INSTRUCTIONS À DONNER PAR L'EXPÉDITEUR

(Ne donner qu'une seule instruction)

L'expéditeur doit indiquer, dans le cadre ci-dessous et sur le colis, la manière dont ce dernier doit être traité en cas de non-livraison.

Les colis peuvent être renvoyés sans avis si l'expéditeur n'a pas donné d'instructions ou si celles-ci sont contradictoires. Dans ce cas ainsi que dans les cas des instructions indiquées aux lettres c, d, e et f ci-après, l'expéditeur est obligé de payer les frais exigibles pour toute nouvelle transmission ainsi que les autres frais mis en compte par les Administrations intéressées.

- Si la livraison du colis décrit au recto du présent bulletin ne peut avoir lieu, je demande:
- a ☐ qu'un avis de non-livraison me soit envoyé
- b ☐ que l'avis de non-livraison soit adressé à Nom et adresse d'une tierce personne dans le pays de destination
- c ☐ que le colis me soit renvoyé ⁽¹⁾ immédiatement par voie ☐ de surface ☐ aérienne
- d ☐ que le colis me soit renvoyé ⁽¹⁾ à l'expiration du délai décrit ⁽²⁾ ci-dessous par voie ☐ de surface ☐ aérienne
- e ☐ que le colis soit livré ou réexpédié par voie ☐ de surface ☐ aérienne
(Mentionner éventuellement si le colis doit être livré sans perception du montant du remboursement ou contre paiement d'une somme inférieure à la somme primitive)
Nom et adresse du nouveau destinataire
- f ☐ que le colis soit réexpédié par voie ☐ de surface ☐ aérienne
aux fins de livraison au destinataire primitif
- g ☐ que le colis soit traité comme abandonné
- Signature de l'expéditeur

RÉCÉPISSÉ DU DESTINATAIRE

Le soussigné déclare avoir reçu le(s) colis désigné(s) au recto de ce bulletin

Date et signature

¹⁾ V. annot. 2 à l'art. 29.

²⁾ Ce délai ne peut dépasser le délai de garde réglementaire dans le pays de destination (v. art. 22, par. 1, lettre d)).

INSTRUCTIONS DE L'EXPÉDITEUR EN CAS DE NON-LIVRAISON ⁽²⁾ (Ne donner qu'une seule instruction)	CP 2bis ⁽¹⁾
<p>a <input type="checkbox"/> Envoyer avis de non-livraison à l'expéditeur</p> <p>b <input type="checkbox"/> Envoyer avis de non-livraison à l'adresse indiquée ci-dessous</p> <p>c <input type="checkbox"/> Renvoyer immédiatement à l'expéditeur ⁽³⁾ par voie <input type="checkbox"/> de surface <input type="checkbox"/> aérienne <div style="text-align: right; margin-right: 50px;">_____ Jours</div> </p> <p>d <input type="checkbox"/> Renvoyer à l'expéditeur ⁽³⁾ après _____ par voie <input type="checkbox"/> de surface <input type="checkbox"/> aérienne</p> <p>e <input type="checkbox"/> Livrer ou réexpédier à l'adresse indiquée ci-dessous par voie <input type="checkbox"/> de surface <input type="checkbox"/> aérienne</p> <p>f <input type="checkbox"/> Réexpédier pour livraison au destinataire primitif par voie <input type="checkbox"/> de surface <input type="checkbox"/> aérienne</p> <p>g <input type="checkbox"/> Traiter le colis comme abandonné</p>	
Nom et adresse (cas b ou e) <div style="border: 1px solid black; height: 40px; margin-top: 5px;"></div>	
Signature de l'expéditeur <div style="border: 1px solid black; height: 40px; margin-top: 5px;"></div>	

Colis, Hamburg 1984, art. 106, par. 7 — Dimensions: 74 x 105 mm

¹⁾ V. annot. 8 à l'art. 106. S'agissant d'une formule de caractère facultatif, un emplacement pour la traduction du texte n'a pas été prévu; une traduction éventuelle pourrait être faite sur un coupon pouvant être détaché de la formule (Congrès de Lausanne 1974, II 1614, prop. 5902.92).

²⁾ V. annot. 9 à l'art. 106.

³⁾ V. annot. 2 à l'art. 29.

Administration des postes		DÉCLARATION EN DOUANE		C 2/CP 3 (recto) (*) (*)	
AVANT DE REMPLIR CETTE DÉCLARATION, LIRE ATTENTIVEMENT LES INSTRUCTIONS AU VERSO		(1) Nom et adresse de l'expéditeur		(2) Eventuellement numéro de référence de l'expéditeur	
		(3) Nom et adresse complète du destinataire, y compris le pays de destination		(4) Faire une croix (x) s'il s'agit <input type="checkbox"/> d'un cadeau <input type="checkbox"/> d'échantillons de marchandises	
		(5) Le soussigné certifie l'exactitude des renseignements donnés dans la présente déclaration		(6) Lieu et date	
		(7) Observations		(8) Signature	
		(9) Pays d'origine des marchandises		(10) Pays de destination	
				(11) Poids brut total kg g	
(12) Nombre d'envois	(13) Désignation détaillée du contenu	(14) No tarifaire	(15) Poids net kg g	(16) Valeur	

Convention, Hamburg 1984, art. 116, par. 1; Colis, Hamburg 1984, art. 106, par. 1, lettre b) – Dimensions: 210 x 148 mm

1) V. annot. 2 à 4 et 6 à l'art. 106.

2) La colonne 14 «N° tarifaire» a été élargie de 10,16 mm pour permettre d'y inscrire, éventuellement, les nouveaux numéros tarifaires de la Nomenclature (douanière) de Bruxelles, ainsi que les chiffres relatifs aux subdivisions territoriales (Congrès de Hamburg 1984, II Congrès/C 4 – Rapp. 10, prop. 2902. 1).

Instructions

La déclaration en douane sera établie en français ou dans une autre langue admise dans le pays de destination.

Pour dédouaner votre envoi, la douane du pays de destination doit en connaître le contenu. Vous devez, en conséquence, remplir la déclaration d'une manière complète, exacte et lisible. Dans le cas contraire, il peut en résulter des retards dans l'acheminement de l'envoi et d'autres inconvénients pour le destinataire. De plus, toute déclaration fautive, ambiguë ou incomplète risque d'entraîner notamment la saisie de l'envoi.

Il vous incombe, par ailleurs, de vous enquérir des possibilités d'importation et d'exportation (interdictions, conditionnement, etc.) et de vous renseigner sur les documents (certificat d'origine, certificat sanitaire, facture, etc.), éventuellement exigibles dans le pays de destination, et de les annexer à la présente déclaration.

Case (4) L'indication exigée ici ne dispense pas de l'obligation de remplir la déclaration de manière détaillée, et n'implique pas nécessairement l'admission en franchise de l'envoi dans le pays de destination.

Case (5) Votre signature au recto est considérée comme impliquant que votre envoi ne contient aucun objet dangereux interdit par la réglementation postale. ⁽¹⁾

Case (7) Voir renvoi 1 ci-dessous.

Case (13) Indiquer séparément les différentes espèces de marchandises. Ne sont pas admises les indications génériques telles que: "produits alimentaires", "échantillons", "pièces de rechange", etc.

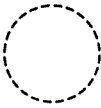


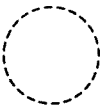
Case (14) Indiquer, s'il est connu, le numéro tarifaire du pays de destination.

Case (15) Indiquer le poids net de chaque espèce de marchandise.

Case (16) Indiquer la valeur de chaque espèce de marchandise, en précisant l'unité monétaire utilisée.

¹ Donner dans la case (7), le cas échéant, toute autre indication utile ("marchandise en retour", "admission temporaire", par exemple).

(recto)


COUPON À REMETTRE À L'EXPÉDITEUR			C 3/CP 4 (*) Partie A	
DÉTAIL DES FRAIS DUS en monnaie du pays de destination de l'envoi			Partie à remplir par l'Administration de destination	
Taxe pour franchise à la livraison ²		TOTAL DES FRAIS DÉBOURSÉS	Timbre du bureau qui a fait l'avance des frais	
Droits de douane			 	
Taxe de présentation à la douane				
Autres frais				
Total		Montant en chiffres et en monnaie du pays de destination de l'envoi	Date	
		Bureau qui a fait l'avance		
		No du registre	Signature de l'agent	
Total après conversion		Montant en chiffres après la conversion		
Timbre du bureau qui a recouvré les frais		Registre d'arrivée No	Timbre du bureau qui a recouvré les frais	
		Signature de l'agent qui a converti le montant		

2 Appelée aussi "Taxe de commission".

1 A remplir seulement pour les colis.

Administration d'origine

Partie A (verso)

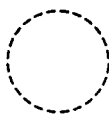

Administration des postes			C 3/CP 4
BULLETIN D'AFFRANCHISSEMENT			
Nature de l'envoi		No	Partie B Poids ¹
Valeur déclarée	Bureau de dépôt		
Nom et adresse complète de l'expéditeur			
Nom et adresse complète du destinataire			
L'envoi doit être remis franc de taxes et droits que je m'engage à payer		Timbre du bureau d'origine	
Signature de l'expéditeur			

Partie B (recto)

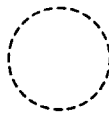
Convention, Hamburg 1984, art. 117, par. 2; Colis, Hamburg 1984, art. 110, par. 3, lettre b) –
Dimensions: 148 x 105 mm, couleur jaune

¹) V. annot. 1 à l'art. 110

(verso)

DÉTAIL DES FRAIS DUS				C 3/CP 4 Partie B																					
en monnaie du pays de destination de l'envoi				Partie à remplir par l'Administration de destination																					
<table border="1"> <tr> <td>Taxe pour franchise à la livraison²</td> <td></td> <td></td> <td></td> </tr> <tr> <td>Droits de douane</td> <td></td> <td></td> <td></td> </tr> <tr> <td>Taxe de présentation à la douane</td> <td></td> <td></td> <td></td> </tr> <tr> <td>Autres frais</td> <td></td> <td></td> <td></td> </tr> <tr> <td>Total</td> <td></td> <td></td> <td></td> </tr> </table>				Taxe pour franchise à la livraison ²				Droits de douane				Taxe de présentation à la douane				Autres frais				Total				TOTAL DES FRAIS DÉBOURSÉS Montant en chiffres et en monnaie du pays de destination de l'envoi Bureau qui a fait l'avance	
Taxe pour franchise à la livraison ²																									
Droits de douane																									
Taxe de présentation à la douane																									
Autres frais																									
Total																									
				Timbre du bureau qui a fait l'avance des frais 																					
																									
				Date																					
				No du registre																					
				Signature de l'agent																					

² Appellée aussi "Taxe de compilation".

COUPON		Administration des postes		C 3/CP 4	
Nature de l'envoi		Poids ¹		BULLETIN D'AFFRANCHISSEMENT	
No		Valeur déclarée		Partie A	
Bureau de dépôt		Valeur déclarée		Bureau de dépôt	
Nom et adresse complète du destinataire		Nom et adresse complète de l'expéditeur			
		Nom et adresse complète du destinataire			
L'expéditeur a payé les taxes et droits indiqués au verso		L'envoi doit être remis franc de taxes et droits que je m'engage à payer		Timbre du bureau d'origine	
Timbre du bureau d'origine		Signature de l'expéditeur			
		A renvoyer au bureau d			

¹ A remplir seulement pour les colis.

Partie B
(verso)Bord supérieur
de la formule
lorsque les p
A et B sont
l'une sur l'autPartie A
(recto)

			CP 5 (*)
--	--	--	----------

BULLETIN D'EXPÉDITION, DOCUMENTS DE DOUANE, ETC., INCLUS

Colis, Hamburg 1984, art. 121, par. 4 – Dimensions: 170 x 245 mm (extérieur), 155 x 230 mm (intérieur), patts de 50 mm

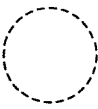
*) Formule créée par le Congrès de Hamburg 1984 (II Congrès/C 7 – Rapp. 6, prop. 5905.93).

	CP 5bis (1)
	BULLETIN D'EXPÉDITION, DOCUMENTS DE DOUANE, ETC., INCLUS

Colis, Hamburg 1984, art. 121, par. 4 –
Dimensions: 130 x 170 mm (extérieur), 115 x 155 mm (intérieur); patte de 50 mm



¹⁾ Formule créée par le Congrès de Hamburg 1984 (II Congrès/C 7 – Rapp. 6, prop. 5905.94).

(recto)

Administration des postes d'origine		CP 6	
AVIS D'EMBARQUEMENT			
A remplir par le bureau d'origine		Service des postes <small>Timbre du bureau renvoyant l'avis</small> 	
Bureau de dépôt			
Date	No du colis		
Valeur déclarée			
Nom et adresse du destinataire		L'expéditeur du colis indiquera son adresse pour le renvoi de l'avis	
		Nom ou raison sociale	
		Rue et No	
L'expéditeur désire savoir quand et sur quel paquebot ce colis a été embarqué		Localité	
Port ou pays d'embarquement		Pays	

Colis, Hamburg 1984, art. 110, par. 11, lettre b) – Dimensions: 148 x 105 mm

(verso)

A remplir par le bureau d'échange expéditeur de la dépêche		
Dépêche d'expédition du colis postal désigné d'autre part		
Date	No	
De		
Pour		
A remplir par le bureau d'échange du port d'embarquement		
Embarquement soit du colis postal désigné au recto, soit de la dépêche mentionnée ci-dessus		
Port d'embarquement		
Paquebot		
Date du départ		

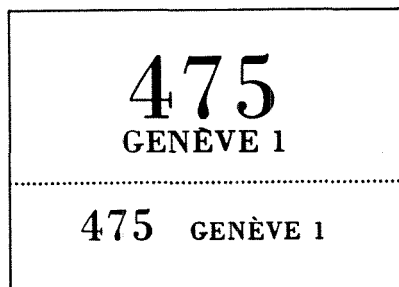
CP 7



Colis, Hamburg 1984, art. 108, lettre c) – Dimensions: 52 × 37 mm, couleur rose (1)

1) V. annot. 4 à l'art. 108.

CP 8



Colis, Hamburg 1984, art. 107, par. 1, lettre a) – Dimensions: 52 × 37 mm

Remarque. – Les Administrations utilisant des codes à barres dans leur service peuvent utiliser des étiquettes CP 8 portant lesdits codes en plus des indications déjà prévues. (1) (2)

1) Remarque introduite par le Congrès de Hamburg 1984 (II Congrès/C 7 – Rapp. 8, prop. 5908.1).

2) V. également Conv., Form., annot. 3, étiquette C 4.

Administration des postes d'origine		CP 9 (recto) (*)
AVIS DE NON-LIVRAISON		
Bureau d'origine de l'avis CP 9	Indications. A transmettre sous recommandation et par la voie la plus rapide (aérienne ou de surface).	
Bureau ou service de destination de l'avis CP 9	Une seule formule suffit pour plusieurs colis déposés simultanément par le même expéditeur à la même adresse.	
	Date de l'avis	
Colis non livré. Le bulletin d'expédition est ci-joint		
Bureau d'origine	Numéro et date de dépôt du colis	
Nombre de colis	Nombre de bulletins d'expédition	
Nom et adresse complète de l'expéditeur	Nom et adresse complète du destinataire	
Le colis se trouve en souffrance à mon bureau pour le motif suivant		
<input type="checkbox"/> Le colis a été refusé par le destinataire <input type="checkbox"/> Le colis n'a pas été réclamé		
<input type="checkbox"/> Le destinataire est inconnu <input type="checkbox"/> Le destinataire est absent		
<input type="checkbox"/> Le destinataire est décédé <input type="checkbox"/> Le destinataire est parti sans laisser d'adresse		
<input type="checkbox"/> Le destinataire est parti Nouvelle adresse:		
<input type="checkbox"/> L'adresse est insuffisante <input type="checkbox"/> L'adresse du colis n'est pas conforme à celle du bulletin d'expédition		
<input type="checkbox"/> Le destinataire refuse de payer les droits de douane <input type="checkbox"/> Le destinataire refuse de payer le remboursement		
<input type="checkbox"/> Le destinataire refuse de payer les autres taxes et droits dont le colis est grevé		
<input type="checkbox"/> Le colis est grevé de droits de douane et autres taxes et droits		
Somme actuelle (monnaie du pays qui dresse l'avis)		Pour prolongation de magasinage, cette somme sera majorée de
<input type="checkbox"/> Le destinataire n'a pas d'autorisation d'importation		
<input type="checkbox"/> Le colis est spolié <input type="checkbox"/> Le colis est avarié		
Autres motifs		
Prière de demander des instructions à l'expéditeur ou à la personne désignée ci-après et de lui faire connaître que, si ces instructions ne me parviennent pas dans un délai de deux mois, le colis sera renvoyé à l'expéditeur sous suite des frais. Tant que les instructions ne sont pas parvenues, le bureau est autorisé soit à livrer le colis au destinataire primitif ou à un autre destinataire indiqué éventuellement au verso du bulletin d'expédition, soit à le réexpédier à une nouvelle adresse.		
Tierce personne désignée, au verso du bulletin d'expédition CP 2, pour répondre à l'avis CP 9		
Timbre du bureau et signature		Le présente formule doit être renvoyée à
*) Selon la législation du pays de première destination, indiquer l'adresse complète ou le nom du pays de nouvelle destination. Colis, Hamburg 1984, art. 136, par. 1 – Dimensions: 210 x 297 mm		

*) Le Congrès de Hamburg 1984 a apporté quelques modifications au verso et au recto de cette formule (II Congrès/C 7 – Rapp. 2, prop. 5909.1 et 5909.2).

Bureau qui donne la réponse

CP 9 (verso)

RÉPONSE

Bureau ou service de destination	Date de la réponse
----------------------------------	--------------------

Le colis doit être

<input type="checkbox"/> présenté encore une fois au destinataire primitif
<input type="checkbox"/> livré au destinataire primitif ou à la personne sousmentionnée
<input type="checkbox"/> réexpédié au destinataire primitif ou à la personne sousmentionnée par voie <input type="checkbox"/> de surface <input type="checkbox"/> aérienne

Nom et adresse complète du destinataire primitif ou d'une autre personne

<input type="checkbox"/> sans perception du montant de remboursement
<input type="checkbox"/> contre paiement d'un montant de remboursement réduit

Nouveau montant de remboursement

Ci-joint un nouveau mandat de remboursement

<input type="checkbox"/> sans perception des droits de douane ou des autres frais dont le colis est grevé

Ci-joint un bulletin d'affranchissement

<input type="checkbox"/> renvoyé à l'expéditeur par voie <input type="checkbox"/> de surface <input type="checkbox"/> aérienne
<input type="checkbox"/> immédiatement <input type="checkbox"/> à l'expiration d'un délai de <input type="text" value="Nombre de jours"/>

L'expéditeur s'engage à payer les frais de transport et autres
--

<input type="checkbox"/> traité comme abandonné

L'intéressé n'ayant pas répondu aux demandes d'instructions qui lui ont été adressées, le colis doit être renvoyé à l'expéditeur à l'expiration du délai réglementaire

Timbre du bureau, date et signature

RETOUR C 33/CP 10 ⁽¹⁾ ⁽²⁾	
Cocher la mention utile	
<input type="checkbox"/>	Refusé
<input type="checkbox"/>	Non réclamé
<input type="checkbox"/>	Parti
<input type="checkbox"/>	Inconnu
<input type="checkbox"/>	Décédé
<input type="checkbox"/>	Adresse insuffisante
<input type="checkbox"/>
<input type="checkbox"/>
<input type="checkbox"/>
<input type="checkbox"/>
<input type="checkbox"/>
<input type="checkbox"/>

Convention, Hamburg 1984, art. 143, par. 2; Colis, Hamburg 1984, art. 138, par. 1 – Dimensions maximales: 52 × 74 mm, couleur rose



¹⁾ Formule créée par le Congrès de Hamburg 1984 (II Congrès/C 4 – Rapp. 3, prop. 2933.91).

²⁾ V. également Conv., Form., annot. 1, étiquette C 33/CP 10.

Administration expéditrice			FEUILLE DE ROUTE Colis postaux			CP 11 (recto) (*) (1)			
Bureau d'échange expéditeur			Date du départ		Heure		Dépêche No		
Bureau d'échange de destination			Nbre de récipients de la dépêche		Nbre de colis de la dépêche				
			Nombre de récipients à renvoyer		Un bulletin C 27 est joint à la dépêche				
			No de la feuille de route (si plusieurs)						
			Navire						

Inscription détaillée										
Numéro		Nom- bre de colis	Bureau d'origine	Lieu de destination ¹	Poids ¹ de chaque colis avec valeur déclarée	Valeur déclarée		Quotes-parts dues par l'Administration		Observations
cour- rant	du colis					Fr-or	DTS	expéditrice à l'Adminis- tration cor- respondante	correspon- dante à l'Ad- ministration expéditrice	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	
					kg	g				
1										
2										
3										
4										
5										
6										
7										
8										
9										
10										
Report du verso										
Totaux										

Inscription globale							
Inscrire les colis soumis aux quotes-parts d'arrivée Utiliser la rubrique a, b ou c selon le cas							
a Nombre des colis par coupeure de poids						b Nombre total des colis	c Poids brut
< 1 kg	1-3 kg	3-5 kg	5-10 kg	10-15 kg	15-20 kg		kg

Timbre du bureau d'échange expéditeur Signature de l'agent	Timbre du bureau d'échange de destination Signature de l'agent
	

¹ Ne pas remplir, si les colis sont adressés au même bureau que la feuille de route.
 Pour les colis postaux en transit à découvert, indiquer le lieu et le pays de destination.
² En cas de besoin, cette colonne peut servir à l'indication du poids des colis autres que les colis avec valeur déclarée.
 Colis, Hamburg 1984, art. 119, par. 1 — Dimension: 210 x 297 mm

¹) V. annot. 1 à l'art. 119 et annot. 5 à l'art. 122. V. aussi art. 102, par. 5.

²) Le Congrès de Hamburg 1984 a apporté quelques modifications au recto de cette formule (II Congrès/C 7 – Rapp. 8, prop. 5911.2).

CP 11 (verso)

Numéro		Nombre de colis	Bureau d'origine	Lieu de destination ¹	Poids ² de chaque colis avec valeur déclarée	Valeur déclarée	Quotes-parts dues par l'Administration		Observations
porteur du colis							expéditrice à l'Administration correspondante	correspondante à l'Administration expéditrice	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
					kg	g			
11									
12									
13									
14									
15									
16									
17									
18									
19									
20									
21									
22									
23									
24									
25									
26									
27									
28									
29									
30									
31									
32									
33									
34									
35									
A reporter au recto									

¹ Ne pas remplir, si les colis sont adressés au même bureau que la feuille de route.² Pour les colis postaux en transit à découvert, indiquer le lieu et le pays de destination.³ En cas de besoin, cette colonne peut servir à l'indication du poids des colis autres que les colis avec valeur déclarée.

CP 12 (¹)
FEUILLE DE ROUTE SPÉCIALE
Bonification des quotes-parts dues pour le transit de colis

Administration expéditrice

Bureau d'échange expéditeur

Date de la formule CP 12

No

Bureau d'échange intermédiaire					Date du départ		Heure	Dépêche No
Administration de transit					Navire			
Bureau de destination de la dépêche								
Transit territorial			Transit maritime					
a Nombre des colis par coupure de poids (utiliser la rubrique a, b ou c selon le cas)							b Nombre total des colis	c Poids brut
< 1 kg	1-3 kg	3-5 kg	5-10 kg	10-15 kg	15-20 kg		kg	
Nature des colis		Nombre de réceptifs		Nombre de colis en réceptifs		Nombre de colis hors réceptifs		
Colis sans valeur déclarée								
Colis avec valeur déclarée								
Totaux								
Timbre du bureau d'échange expéditeur Signature de l'agent				Timbre du bureau d'échange intermédiaire Signature de l'agent				

Colis, Hamburg 1984, art. 119, par. 6 – Dimensions: 210 × 148 mm

¹⁾ Le Congrès de Hambourg 1984 a remanié cette formule (II Congrès/C 7 – Rapp. 7, prop. 5913.1). V. aussi annot. 1 à l'art. 129.

[illegible]

Administration des postes		PROCÈS-VERBAL Colis postal		CP 14 (recto) (1)
A transmettre sous recommandation				
Première partie				
Bureau qui remplit la première partie		Date		Référence
Motif du procès-verbal	<input type="checkbox"/> Spoilation <input type="checkbox"/> Avarie <input type="checkbox"/> Diminution de poids			
Dépôt du colis	<input type="checkbox"/> Bureau <input type="checkbox"/> Date <input type="checkbox"/> No			
Expéditeur	Nom et adresse complète			
Destinataire	Nom et adresse complète			
Mentions spéciales	Valeur déclarée			
	Montant de remboursement et monnaie			
	Taxe supplémentaire pour colis fragiles payée			
	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non			
Poids	Autres mentions			
	Poids indiqué		Poids constaté	
Emballage	Emballage extérieur			
	Emballage intérieur			
	L'emballage doit être considéré comme			
Dépêche de transmission du colis	<input type="checkbox"/> réglementaire <input type="checkbox"/> non réglementaire			
	Date d'expédition		Date d'arrivée	
	No			
	Bureau expéditeur			
Mode d'acheminement	Bureau de destination			
	Nom ou No			
	<input type="checkbox"/> Ambulant			
	<input type="checkbox"/> Fourgon			
Colis arrivé	<input type="checkbox"/> Paquebot			
	<input type="checkbox"/> Ligne aérienne			
Description détaillée des faits	<input type="checkbox"/> En sac <input type="checkbox"/> Hors sac			
Timbre du bureau qui établit le procès-verbal Signatures				

Colis, Hamburg 1984, art. 129, par. 2 – Dimensions: 210 x 297 mm

¹⁾ V. annot. 1 à l'art. 129.

Deuxième partie		CP 14 (verso)
Bureau qui remplit la deuxième partie	Date	Référence
Contenu	<input type="checkbox"/> D'après les indications de la facture <input type="checkbox"/> D'après la déclaration en douane <input type="checkbox"/> Suivant le destinataire ou l'expéditeur	
	<input type="checkbox"/> Le contenu a été examiné en présence du destinataire <input type="checkbox"/> de l'expéditeur	
	Contenu constaté à l'examen	
	Contenu avarié	
Contenu manquant		
Estimation du dommage	<input type="checkbox"/> Suivant le destinataire <input type="checkbox"/> Suivant l'expéditeur Le dommage causé est estimé à un montant de	
Cause	Le dommage est attribuable à _____ _____ _____	
Traitement ultérieur du colis	<input type="checkbox"/> Après remballage et pesage, l'envoi a été réacheminé sur sa destination Nouveau poids : _____ _____ <input type="checkbox"/> Le contenu a été détruit par les soins du bureau soussigné <input type="checkbox"/> L'emballage est conservé ici <input type="checkbox"/> Le destinataire refuse l'envoi <input type="checkbox"/> L'expéditeur refuse l'envoi <input type="checkbox"/> Le destinataire a accepté l'envoi <input type="checkbox"/> L'expéditeur a accepté l'envoi Montant de l'indemnité demandée : _____	
Signature du destinataire ou de l'expéditeur		
Attestation. En foi de quoi nous avons dressé le présent procès-verbal dont un double a été transmis, avec un bulletin de vérification, à l'organe indiqué ci-dessous.		
Organe auquel le procès-verbal doit être transmis		
Signature des agents postaux		Signature de l'agent des douanes

173

¹⁾ V. annot. 1 et 2 à l'art. 150. Formule remaniée par le Congrès de Hamburg 1984 (II Congrès/C 7 – Rapp. 8, prop. 5915.2).

Administration de destination du compte CP 16

ÉTAT DES DIFFÉRENCES

CP 17 ⁽¹⁾

constatées dans le compte récapitulatif (formule CP 16)

A transmettre en double expédition

Administration expéditrice du compte CP 16

Date de l'état

Mois

Année

Trimestre

Année

Numéro courant		Dépêche-colis			Montant en		Avoir de l'Administration				Observations Utiliser, au besoin, le verso	
CP 17	CP 16	No	de	pour	francs-or	DTS	mis en compte		rectifié	d		d
1	2	3	4	5	6		7		8	9		10
1												
2												
3												
4												
5												

L'Administration de destination du compte

Lieu, date et signature

Vu et accepté par l'Administration expéditrice du compte

Lieu, date et signature

¹⁾ V. annot. 4 à l'art. 150.

177

Administration créancière

CP 19

Administration débitrice

Date du compte

MoisAnnée



COMPTE PARTICULIER MENSUEL
Frais de douane, etc.

No cou- rant	Date de l'avance	Numéro du bulletin d'affran- chissement	Bureau qui a fait l'avance	Montant de chaque bulletin d'affranchissement		Observations
1	2	3	4	Fr.-or	DTS	
5						6
1						
2						
3						
4						
5						
6						
7						
8						
9						
10						
11						
12						
13						
14						
15						
16						
17						
18						
19						
20						
Total						

L'Administration créancière

Lieu, date et signature

Colis, Hamburg 1984, art. 150, par. 8, lettre a) – Dimensions: 210 x 297 mm

Administration expéditrice			FEUILLE DE ROUTE-AVION Colis-avion				CP 20 (recto) (*) (1)				
Bureau d'échange expéditeur			Date du départ		* Heure		Dépêche No				
Bureau d'échange de destination			Nombre de récipiendes dont se compose la dépêche				Nombre de colis compris dans la dépêche				
			Nombre de récipiendes à renvoyer				Un bulletin C 27 est joint à la dépêche				
			No de la feuille (si plusieurs)								
			Ligne aérienne								
			Montants exprimés en								
			franc-or				DTS				
Inscription détaillée											
Numéro		Bureau d'origine	Lieu de destination ¹	Poids ² de chaque colis avec valeur déclarée	Valeur déclarée	Quotes-parts territoriales et maritimes dues par l'Administration		Frais dus pour le transport aérien par l'Administration		Observations	
courant	du colis					expéditrice à l'Administration correspondante	correspondante à l'Administration expéditrice	expéditrice à l'Administration correspondante	correspondante à l'Administration expéditrice		
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
1					kg	g					
2											
3											
4											
5											
6											
7											
8											
9											
10											
Report du verso											
Total											
Inscription globale Inscrire les colis soumis aux quotes-parts d'arrivée Utiliser la rubrique a, b ou c selon le cas											
a Nombre des colis par coupure de poids											
<1 kg		1-3 kg		3-5 kg		5-10 kg		10-15 kg		15-20 kg	
										b Nombre total des colis	c Poids brut en kg
Timbre du bureau d'échange expéditeur Signature de l'agent						Timbre du bureau d'échange de destination Signature de l'agent					
											
¹ Ne pas remplir, si les colis sont adressés au même bureau que la feuille de route. ² Pour les colis postaux en transit à découvert, indiquer le lieu et le pays de destination. ³ En cas de besoin, cette colonne peut servir à l'indication du poids des colis autres que les colis avec valeur déclarée. Colis, Hamburg 1984, art. 119, par. 1 - Dimensions: 210 x 297 mm											

¹ V. annot. 1 à l'art. 119 et annot. 5 à l'art. 122. V. aussi art. 102, par. 5.

² Le Congrès de Hamburg 1984 a apporté quelques modifications au verso de cette formule (II Congrès/C 7 - Rapp. 8, prop. 5920.2).

CP 20 (verso)

Numéro		Nomb re de colis	Bureau d'origine	Lieu de destination ¹	Poids ² de chaque colis avec valeur dé- clarée	Va- leur dé- clarée	Quotes-parts territoriales et maritimes dues par l'Administration		Frais dus pour le transport aérien par l'Administration		Obser- vations
cour- rant	du colis						expédi- trice à l'Admi- nistration corres- pondante	corres- pondante à l'Admi- nistration expédi- trice	expédi- trice à l'Admi- nistration corres- pondante	corres- pondante à l'Admi- nistration expédi- trice	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
					kg	g					
11											
12											
13											
14											
15											
16											
17											
18											
19											
20											
21											
22											
23											
24											
25											
26											
27											
28											
29											
30											
A reporter au recto											

¹ Ne pas remplir, si les colis sont adressés au même bureau que la feuille de route.

Pour les colis postaux en transit à découvert, indiquer le lieu et le pays de destination.

² En cas de besoin, cette colonne peut servir à l'indication du poids des colis autres que les colis avec valeur déclarée.

Administration des postes

CP 21 (recto) (1)

TABLEAU CP 21
Colis-avion

Date du tableau

Référence

L'Administration susmentionnée accepte, aux conditions indiquées ci-après, les colis-avion pour son propre territoire et les colis en transit à destination des pays pour lesquels elle est à même de servir d'intermédiaire

Cadre A Renseignements sur le service intérieur

Demandes	Réponses
1. L'Administration qui établit le présent tableau se charge-t-elle ou non du réacheminement aérien des colis-avion à l'intérieur de son pays, sur tout ou partie du parcours?	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
2. Si oui, à destination de quelles localités? (Indiquer celles-ci dans l'ordre alphabétique)	
3. Des colis-avion à destination d'autres endroits peuvent-ils, à la demande de l'expéditeur, être acheminés sur ces localités?	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non

Cadre B Conditions du service intérieur

Coupures de poids	Quotes-parts d'arrivée à attribuer à l'Administration de destination		Observations
	Pr-af	DTS	
1	2	3	
kg			

Colis, Hamburg 1984, art. 102, par. 1 – Dimensions: 210 x 297 mm

¹⁾ Le Congrès de Hamburg 1984 a apporté quelques modifications au verso de cette formule (II Congrès/C 7 – Rapp. 6, prop. 5921.1/Rev 1).

Cadre C Service à destination d'autres pays

Les montants indiqués dans la colonne 5a représentent la quote-part d'arrivée dont l'Administration de destination doit être créditée. Les montants mentionnés dans la colonne 5b représentent les quotes-parts de transit dus à l'Administration intermédiaire pour les colis-avion en transit à découvert. Lorsqu'il y a lieu d'attribuer aussi des quotes-parts territoriaux de transit dans le cas où un transport territorial est emprunté ou des quotes-parts maritimes, les montants doivent en être indiqués dans la colonne 5b, avec un renvoi correspondant. Dans la colonne 5c est indiqué le total des quotes-parts d'arrivée et de transit à attribuer à l'Administration intermédiaire. Sauf indication contraire, les francs indiqués dans la colonne 7 doivent être attribués obligatoirement pour tous les colis. Les montants sont exprimés en ☐ francs-☐ DTS.

Pays de destination	Voies de transmission	Parcours aériens utilisés	Coupsures de poids	Quotes-parts à attribuer aux services			Total des frais au poids dus pour le transport aérien à attribuer aux services		Observations
				d	d	d	d	d	
				Quotes-parts d'arrivée au poids	Quotes-parts de transit par colis	Total colonnes e + b	jusqu'au pays de destination	à l'intérieur du pays de destination	
1	2	3	4	5a	5b	5c	6	7	8
			kg						

☐ Administration créancière

CP 22

RELEVÉ**Sommes dues au titre d'indemnité pour colis postaux**☐ Date du relevé

Administration débitrice	Indications. Dédommagement pour colis postaux égarés, avariés, vendus, etc.
	Mois Trimestre Année

No courant	Colis postaux		Lettres autorisant les reprises (No de l'état, nom du bureau, date, No du dossier de l'Administration débitrice)	Montant	
	No du colis et bureau d'origine	Destination		<input type="checkbox"/> Fr	<input type="checkbox"/> OTS
1	2	3	4	5	
1					
2					
3					
4					
5					
6					
7					
8					
9					
10					
11					
12					
13					
14					
15					
16					
17					
18					
19					
20					
Total (à reporter sur le compte récapitulatif CP 16)					

Les observations éventuelles peuvent être indiquées sur la partie libre du recto ou au verso de la formule
Colis, Hamburg 1984, art. 150, par. 9 – Dimensions: 210 x 297 mm

Montréal (Canada) Montréal (Canada)	COLIS POSTAUX		pour	CP 23
	de			
	Liverpool		MONTREAL (Canada)	
	Dépêche No			
	Date d'expédition	Via		
Récepteur No	Paquebot			
Nombre des colis	Port de débarquement			

Colis, Hamburg 1984, art. 122, par. 1, lettre a) — Dimensions: 125 × 60 mm ou 148 × 52 mm, couleur jaune ocre


Remarque. — Pour tenir compte des besoins de leur service, les Administrations ont la latitude de modifier légèrement le texte et les dimensions de la formule, toutefois sans trop s'écarter des directives que le modèle comporte.

Rio de Janeiro (Brésil) Rio de Janeiro (Brésil)	COLIS POSTAUX		CP 24	
	de		<div>Par avion</div>	
	Stockholm Utrikes		pour	
	Dépêche No		RIO DE JANEIRO (Brésil)	
	Date d'expédition			
Récepteur No	Ligne No			
Nombre des colis	Aéroport de transbordement	Aéroport de déchargement		
Kg		RIO ⁽¹⁾		

Colis, Hamburg 1984, art. 122, par. 1, lettre a) — Dimensions: 125 × 60 mm ou 148 × 52 mm, couleur jaune ocre

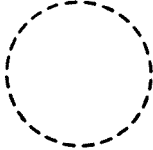
Remarque. — Pour tenir compte des besoins de leur service, les Administrations ont la latitude de modifier légèrement le texte et les dimensions de la formule, toutefois sans trop s'écarter des directives que le modèle comporte.

¹⁾ Pour l'utilisation des sigles de l'IATA (code à trois lettres), v. annot. 4, b), à l'art. 202 du Règl. de la Conv. Il convient de les employer, le cas échéant, pour désigner l'aéroport de transbordement aussi bien que celui de destination (Congrès de Lausanne 1974, II 1443, prop. 3908.1). V. aussi circ. 232/1974.

Rio de Janeiro (Brésil)  Rio de Janeiro (Brésil)	COLIS POSTAUX		S.A.L.		CP 24bis (1)
	de		surface par avion		
	Stockholm Utrikes		pour		RIO DE JANEIRO (Brésil)
	Dépêche No				
	Date d'expédition				
	Récepteur No	Ligne No			
	Nombre des colis	Aéroport de transbordement		Aéroport de déchargement	
	Kg			RIO	

Colis, Hamburg 1984, art. 122, par. 1, lettre a) – Dimensions: 125 × 60 mm ou 148 × 52 mm, couleur jaune ocre

¹⁾ Formule adoptée par le Congrès de Hamburg 1984 (II Congrès/C 7 – Rapp. 8, prop. 5924.91/ Rev 1). V. annot. 4 à l'art. 223 du Règl. de la Conv. Les Adm. ont la possibilité d'utiliser des étiquettes à bordure distinctive.

CP 25	
BORDEREAU DE TAXES	
<input type="checkbox"/> Administration d	Timbre du bureau d'échange expéditeur
<input type="checkbox"/> Bureau d'échange d	
Colis No	
Raison du renvoi	
<input type="checkbox"/> Inconnu	<input type="checkbox"/> Refusé
<input type="checkbox"/> Importation interdite	
<input type="checkbox"/> Parti	<input type="checkbox"/> Non réclamé
Taxe de présentation à la douane	<input type="checkbox"/> Fr-or <input type="checkbox"/> DTS
Taxe de magasinage	
Taxe de renvoi	
Taxe de réexpédition	
Droits non postaux	
Divers	
Total	

Colis, Hamburg 1984, art. 138, par. 7 — Dimensions: 105 x 148 mm

Autres décisions du Congrès de Hamburg 1984 en relation avec l'Arrangement concernant les colis postaux et son Règlement d'exécution

Note. – La liste complète des décisions (résolutions, vœux, etc.) du Congrès de Hamburg 1984 autres que celles modifiant les Actes est reproduite dans l'ordre numérique aux pages 927 à 1004 du tome III des Documents de ce Congrès.

Résolution C 19

Application anticipée des dispositions concernant le marquage extérieur des colis contenant des matières radioactives

Le Congrès,

ayant adopté

la proposition 5505.1 concernant le marquage extérieur par l'expéditeur des colis contenant des matières radioactives,

étant donné

que le Règlement révisé de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) pour le transport sans danger des matières radioactives comportera des dispositions identiques,

considérant

que le Règlement révisé de l'AIEA peut être publié avant l'entrée en vigueur de ses propres Actes,

estimant indispensable

que les nouvelles dispositions en matière de marquage extérieur des envois contenant des matières radioactives soient appliquées simultanément par les deux organisations,

recommande

aux Administrations postales qui participent à l'échange des matières radioactives de prendre les mesures qui s'imposent pour que les nouvelles dispositions soient appliquées dès la mise en vigueur du Règlement révisé de l'AIEA,

charge

le Bureau international d'informer les Administrations dans les meilleurs délais de la date précise de la mise en vigueur du Règlement révisé de l'AIEA.

(Proposition 5000.4, Commission 6, 3e séance; Congrès – Doc 81/Rev 1, 16^e séance plénière)

Recommandation C 20

Emballages utilisés pour le transport des envois postaux

Le Congrès,

notant

que l'utilisation d'emballages vendus par les Administrations postales va en se développant,

constatant toutefois

que les utilisateurs de tels emballages ont tendance à négliger l'emballage intérieur,

invite

les Administrations postales à informer les usagers ayant recours aux emballages vendus par les services postaux de la nécessité:

- d'une part, d'utiliser, en outre, un emballage intérieur approprié;
- d'autre part, de veiller à une fermeture convenable de l'emballage extérieur;

afin que le traitement et le transport des envois concernés puissent être assurés dans de bonnes conditions.

(Proposition 5000.5, Commission 7, 3^e séance; Congrès – Doc 81/Rev 1, 16^e séance plénière)

Résolution C 21

Emballages utilisés pour le transport des envois postaux

Le Congrès,

ayant adopté

la proposition 5000.5 relative aux emballages utilisés pour le transport des envois postaux,

constatant toutefois

que lesdits emballages ne sont pas normalisés,

charge

le Conseil consultatif des études postales d'examiner avec l'Organisation internationale de normalisation (ISO) la possibilité de fixer des normes concernant les emballages vendus par les Administrations postales.

(Proposition 5000.5, Commission 7, 3^e séance; Congrès – Doc 81/Rev 1, 16^e séance plénière)

Résolution C 22

Revision des quotes-parts territoriales et maritimes

Le Congrès,

ayant adopté

les nouvelles quotes-parts territoriales et maritimes proposées par le Conseil exécutif en conclusion de l'étude découlant de la recommandation C 25 du Congrès de Rio de Janeiro 1979,

étant donné

- que les taux indicatifs applicables aux quotes-parts territoriales de départ et d'arrivée ont été établis de manière que les quotes-parts permettent aux Administrations de couvrir les frais de traitement des colis à l'arrivée tout en veillant à ce que le service des colis postaux reste compétitif;
- que les quotes-parts territoriales de transit et les quotes-parts maritimes ont été fixées par référence aux frais de transit de la poste aux lettres selon la «méthode comparative poste aux lettres – colis postaux»

décrite dans le Congrès – Doc 13 de Tokyo 1969 (Documents de Tokyo 1969, tome II, pages 449 à 452);

- que les quotes-parts maritimes ont été établies comme celles du Congrès de Rio de Janeiro, compte tenu d'une majoration de 10 pour cent – et non pas d'un abattement de 10 pour cent comme c'était le cas pour les quotes-parts de Tokyo – par rapport aux frais de transit maritime en raison du fait qu'à poids égal une dépêche de colis postaux occupe, selon les constatations faites, un volume d'environ 50 pour cent supérieur à celui d'une dépêche de la poste aux lettres,

charge

le Conseil exécutif:

- 1° de procéder à une nouvelle étude sur le montant des taux indicatifs applicables aux quotes-parts territoriales de départ et d'arrivée prévues à l'article 46 de l'Arrangement concernant les colis postaux (Hamburg 1984);
- 2° de rajuster les quotes-parts territoriales de transit et les quotes-parts maritimes prévues aux articles 47 et 48 dudit Arrangement en cas de révision des frais de transit de la poste aux lettres;
- 3° de soumettre, le cas échéant, les propositions résultant de ces études au prochain Congrès.

(Proposition 5000.3, Commission 7, 5^e séance; Congrès – Doc 81/Rev 1, 16^e séance plénière)

Recommandation C 48

Acceptation des avis de non-livraison

Le Congrès,

considérant

l'intérêt primordial pour un expéditeur d'être informé le plus rapidement possible de la non-livraison de son colis au destinataire,

estimant

que les Administrations doivent tout mettre en œuvre pour assurer la livraison des colis qui leur sont confiés en vue d'éviter le renvoi à l'expéditeur, tenant compte

des frais engendrés par le renvoi des colis à l'expéditeur,

recommande

aux Administrations de l'Union d'accepter les avis de non-livraison.

(Proposition 5000.2, Commission 7, 7^e séance; Congrès – Doc 81/Rev 1/Add 1, 16^e séance plénière)

Résolution C 52

Contre-valeur en DTS des montants exprimés en francs et centimes-or dans les Actes de l'UPU

Le Congrès,

vu

l'évolution monétaire internationale,

considérant

que les Droits de tirage spéciaux sont déjà largement utilisés par la plupart des Administrations postales,

vu

la nécessité de prévoir des dispositions unifiées concernant l'utilisation de cette unité de compte du Fonds monétaire international (FMI),

décide

que les montants exprimés en francs et centimes-or dans les Actes de l'UPU seront désormais complétés par leur contre-valeur en DTS calculée confor-

mément au taux de raccordement de 1 DTS = 3,061 fr-or, suivant les modalités prévues dans la circulaire du Bureau international 219 du 1^{er} septembre 1980.

(Proposition 05/Rev 1, Commission 3, 5^e séance; Congrès – Doc 81/Rev 1/Add 1, 16^e séance plénière)

Vœu C 77

Réceptifs autres que les sacs utilisés pour le transport du courrier

Le Congrès,

considérant

qu'un certain nombre d'Administrations jugent prématuré d'adopter les propositions des Etats-Unis d'Amérique, à savoir la proposition 2555.1 et celles qui en sont la conséquence visant à la mise en service de réceptifs autres que les sacs postaux pour l'échange international des dépêches, autrement qu'en vertu d'accords particuliers,

reconnaissant

que des réceptifs autres que les sacs postaux offrent de grandes perspectives d'avenir, singulièrement pour les Administrations qui envisagent ou assurent déjà le traitement mécanisé ou automatisé du courrier,

conscient

du fait qu'un certain nombre d'Administrations utilisent déjà à l'heure actuelle de tels réceptifs dans leur service intérieur,

prie instamment

les Administrations:

- d'étudier favorablement l'utilisation, à titre expérimental, de réceptifs autres que les sacs postaux, pour l'échange de dépêches internationales;
- de faire rapport du résultat de ces expériences au CCEP dans le cadre de l'étude qui lui a été confiée à ce sujet.

(Proposition 2000.21, Commission 4, 10^e séance; Congrès – Doc 81/Rev 1/Add 2, 18^e séance plénière)

Résolution C 86

Renvoi à l'origine des colis non livrés

Le Congrès,

ayant adopté

les propositions 5029.2, 5009.5, 5014.5, 5015.1, 5021.2, 5025.1, 5033.1, 5034.1, 5035.1, 5037.1, 5039.1, 5040.1, 5042.1, 5533.1, 5534.1, 5535.1, 5543.1, 5902.1, 5902.2, 5909.1,

considérant

l'intérêt qu'ont les Administrations à tirer profit des nouvelles dispositions dans les meilleurs délais possible,

tenant compte cependant

des réserves formulées par certaines Administrations,

charge

le Conseil consultatif des études postales d'effectuer une étude sur l'ensemble des dispositions visées dans les propositions précitées et de présenter au prochain Congrès un rapport sur les conséquences de l'application pratique des dispositions dont il s'agit.

(Proposition 5029.2, Commission 7, 2^e séance; Congrès – Doc 81/Rev 1/Add 3/Rev 1, 21^e séance plénière)

Résolution C 89

Institution éventuelle d'un mécanisme de contrôle des quotes-parts territoriales d'arrivée exceptionnelles

Le Congrès,

ayant adopté

l'Arrangement concernant les colis postaux, son Protocole final, son Règlement d'exécution et les formules,

considérant

que l'article 46, paragraphe 1, lettre b), de l'Arrangement donne aux Administrations la faculté de majorer jusqu'à concurrence de leurs prix de revient leurs quotes-parts territoriales d'arrivée, à condition qu'elles ne dépassent pas leurs quotes-parts de départ,

constatant

néanmoins, que par dérogation à l'article 46 dudit Arrangement de nombreuses Administrations ont formulé des réserves afin de garder la possibilité de fixer leurs quotes-parts territoriales d'arrivée à un niveau supérieur à celui de leurs quotes-parts territoriales de départ,

tenant compte

des avis et remarques exprimés par certaines Administrations qui craignent que l'application de telles réserves ne provoque des augmentations susceptibles de nuire à l'intérêt du service,

charge

le Conseil exécutif d'étudier la possibilité d'appliquer un mécanisme de contrôle des quotes-parts territoriales d'arrivée exceptionnelles et de soumettre, le cas échéant, les propositions résultant de cette étude au prochain Congrès.

(21^e séance plénière; corrigendum: lettre-circulaire 2300(A)1860 du 21 septembre 1984)

Index alphabétique

Observations. – Les chiffres et lettres en petits caractères placés au-dessus de la ligne renvoient aux paragraphes et lettres des divers articles. Les chiffres romains se réfèrent au Protocole final.

	Arrangement Art.	Règlement Art.
Colis postaux		
Abandon d'un colis	22 ² , 30, 35	–
Adresses	18	103
Affranchissement	18	107 ^{1c}
Animaux vivants. Expédition interdite. Exception	19 ^a 4°, 21	101 ^{1d} , 105 ^{1g.2} , 110 ⁸
Application de la Convention	55	–
Argent. Insertion dans les colis sans valeur déclarée	19 ^b , 21	–
Attribution des quotes-parts	53, 54	146, 149
Avarie	15 ² , 36	128, 129, 130, 136 ^{1a} , 145
– Responsabilité en cas d'–	39, 40, 42, 43	–
Avis d'embarquement	13 ⁱ , 14 ⁱ	110 ¹¹ , 123, 144 ²
– de non-livraison	22, 28	136, 137
– de réception	13 ^k , 14 ^k , 27	110 ¹⁰ , 135, 144 ¹
– – limité aux colis avec valeur déclarée	27	101 ^{1b}
– – Traitement des – après livraison du colis avec –	–	135
Bandes et fils sonores. Insertion dans les colis	19 ^a 3°, 21	–
Bijoux et autres objets précieux. Insertion dans les colis sans valeur déclarée	19 ^b , 21	–
Billets de banque et billets de monnaie. Insertion dans les colis sans valeur déclarée	19 ^b , 21	–
Bulletin d'essai	–	102 ⁵
Bulletins d'expédition collectifs. Admission ou non-admission		101 ^{1b} , 106 ³
Cartes mécanographiques et QSL. Insertion dans les colis . . .	19 ^a 3°, 21	–
Cas particulier de reprise de frais	–	148
Catégories de colis	4	–
Chemins de fer. V. «Entreprises de transport».		
Colis acceptés à tort. Traitement des –	21	–
– à destination ou en provenance de pays ne participant pas à l'Arr.	57	–
– admis au transport aérien	43 ^a	–
– avarié ou insuffisamment emballé. Réception par un bureau d'échange d'un –	–	129
– avion	4, 8, 16, 17, 51, 52, 54, 57	101 ^{1c} , 110 ¹ , 114, 115
– – Conditions d'admission et de dépôt	–	110 ¹
– – Décompte concernant les dépêches de –	–	151
– – Echange	4 ⁴	–
– – Transbordement	51 ⁷	115
– – V. aussi «Transport aérien».		

	Arrangement Art.	Règlement Art.
– de service. V. «Service. Colis –».		
– encombrant. V. «Encombrant. Colis –».		
– exprès. V. «Exprès. Colis –».		
– fragile. V. «Fragile. Colis –».		
– franc de taxes et de droits. V. «Franc de taxes et de droits. Colis –».		
– non livrés. Renvoi à l'expéditeur	29, 30, 33, 34	138
– ordinaire. Définition	4 ¹	–
– surface transportés par la voie aérienne (S.A.L.)	–	116
– transmis en nombre. Vérification des dépêches de	–	130
Comptabilité. Etablissement des comptes	–	150
– Règlement des comptes	–	152
Conditions d'acceptation des colis	18	103 à 110
– d'approbation des propositions concernant le présent Arr. et son Régl.	56	–
– générales d'emballage	–	104
Conteneurs	–	122 ⁹
Correction d'adresse	37	–
Déclaration de valeur. V. «Valeur déclarée. Colis avec –».		
Déclarations en douane	40 ³	101 ^{1b} , 106, 153
Dédouanement des colis-avion. Accélération	–	114 ⁶
Délai de conservation des documents	–	154
Délais de garde des colis	25	–
Dépêches closes. V. «Transmission en dépêches closes».		
Dépêches. Remise des –	–	124
Destruction	36	142
Détermination des rémunérations moyennes par colis ou par kilogramme	–	149
Dimensions. Limites	20	101 ^{1b} , 127
Disques. Insertion dans les colis	19 ^a 3 ^e , 21	–
Documents ayant le caractère de correspondance actuelle et personnelle. Insertion dans les colis	19 ^a 3 ^e , 21	–
Droits de douane et autres droits	15	–
– – Annulation	15 ² , 42 ¹¹	–
Durée de l'Arr.	58	–
– du Régl.	–	155
Echange des colis. Principe général	–	113
Emballage. Conditions générales	–	104
– Colis acceptés sans emballage	–	104 ⁵
Emballages spéciaux. Signalisation des colis contenant des animaux vivants, des matières radioactives	–	105, 110 ^{8, 9}
Encombrant. Colis –. Conditions générales	42 ^e	101 ^{1b}
– – Dimensions	20	–
– – Echange	44, 5	–
– – Taxe supplémentaire	12	–
– – Autres dispositions	–	110 ⁵ , 122 ⁴

	Arrangement Art.	Règlement Art.
Entreprises de transport. Exploitation du service par les –	3	–
Etablissement des comptes	–	150
Exprès. Colis –. Dénomination.	43 ^b	101 ^{1b}
– – Cas spéciaux de livraison et de réexpédition d'un colis – . . .	26	140
– – Dédouanement.	–	116
– – Echange.	4 ⁴	–
– – Formalités spéciales de dépôt des colis –	–	110 ²
– – Taxe supplémentaire	9	–
Feuilles de route	–	118
– Etablissement simplifié des –	–	120
Force majeure. Responsabilité	39 ² , 7, 40 ² , 43 ³	–
– Taxe pour risques de –	13 ^o , 14 ^o	–
Formalités à remplir par le bureau d'origine	–	107
– – l'expéditeur.	–	106
Formules à l'usage du public.	–	153
Fragile. Colis –. Dénomination	42 ^d	101 ^{1b}
– – Echange.	4 ⁴ , 5	–
– – Taxe supplémentaire	12	–
– – Autres dispositions	XII	110 ⁴ , 122 ^{3b} , 4
Frais de transport aérien	51, 52, 54, 57, VI	146 à 148, 151
Franc de taxes et de droits. Colis –. Dénomination	42 ^b	101 ^{1b}
– – Conditions d'acceptation	24	–
– – Décompte des colis livrés –	–	150 ⁸
– – Echange.	4 ⁴	–
– – Formalités spéciales de dépôt des colis –	–	110 ³
– – Livraison en franchise de taxes et de droits demandée postérieurement au dépôt du colis	42 ^b	111
– – Taxe de commission	10	–
– – Taxe pour franchise à la livraison	10	–
– – Taxe additionnelle.	10	–
– – Traitement des bulletins d'affranchissement après livraison du colis.	–	134
Franchise postale	16, 17	–
Indemnité. V. «Responsabilité».		
Instructions de l'expéditeur au moment du dépôt.	22, 35	101 ^{1b} , 106 ⁷
Interdictions	19	–
Irrégularités	–	126
– Constatation et traitement des bulletins de vérification	–	126
Limites de dimensions	20	127
Livraison des colis. Réserves à la –	–	133
Localités desservies	–	101 ^{1e}
Matières explosibles, inflammables ou autres matières dangereuses. Expédition interdite. Exceptions	19 ^a 5 ^o , 21	–
Matières radioactives	19 ^a 6 ^o	105 ^{1h} , 2, 110 ⁹
Médicaments urgents	–	105 ¹ⁱ

	Arrangement Art.	Règlement Art.
Mise à exécution et durée de l'Arr.....	58	—
— du Règl.	—	155
Modification d'adresse. Retrait	37	101 ^{1b} , 112, 141
— Taxe	13 ⁿ , 14 ⁿ	—
Monnaie. Billets et pièces de —. Insertion dans les colis sans valeur déclarée	19 ^b , 21	—
Non-livraison au destinataire	28	136
— Abandon par l'expéditeur d'un colis non livré	30	—
— Nouvelles instructions de l'intéressé	—	137
— Renvoi à l'origine des colis non livrés	29	—
Objet de l'Arr.	1	—
Objets obscènes ou immoraux. Expédition interdite	19 ^a 7 ^e , 21	—
Or. Insertion dans les colis sans valeur déclarée	19 ^b , 21	—
Perte. Responsabilité	39, 40, 42, 43	—
Pierreries. Insertion dans les colis sans valeur déclarée	19 ^b , 21	—
Platine. Insertion dans les colis sans valeur déclarée	19 ^b , 21	—
Poids		
— Colis excédant 10 kg	2	101 ^{1b}
— Coupures de poids	5 ¹	—
— Livre avoirdupois	5 ²	—
— maximal des sacs de colis	—	122 ⁵
Poids ou dimensions. Divergences	—	127
Poste restante. Délai de garde	25 ³	—
Prisonniers de guerre et d'internés civils. Colis de —. Dénomination	42 ^a , 17, 54	—
— Conditionnement particulier	—	110 ⁷
Psychotropes. V. «Substances —».		
QSL. Cartes —. Insertion dans les colis	19 ^a 3 ^e	—
Quote-part		
— de départ et d'arrivée	46, 53, 54, 57	146, 147, 149
— — taux indicatif	46 ¹	—
— — exceptionnelle	56 ³ , I	—
— — supplémentaire	VI, VII	—
— maritime	48 à 50, 53, 54, 57, IV	146, 147, 149
— — supplémentaire	VI	—
— territoriale de transit	47, 50, 51 ⁸ , 53, 54, 57, II, III, VI	146, 147, 149
— — supplémentaire	VI	—
Récipients vides. Renvoi des —	—	132
Réclamations	38	146, 147
— Taxe supplémentaire	13 ^m , 14 ^m	—
Recueil des colis postaux	—	102 ²
Réexpédition	31, 32	131, 139, 140

	Arrangement Art.	Règlement Art.
Règlement des comptes	—	152
Règles générales de livraison. Délais de garde	25	—
Remboursement. Colis —. Dénomination	42 ^c	—
— — Echange	4 ⁴	101 ^{1b}
Remise des dépêches	—	124
Rémunérations par colis ou par kilogramme	53 ^{2, 3}	149
Renseignements à fournir par les Adm.	—	101
Renvoi à l'expéditeur	29, 33, 34	138
— Attribution et reprise de taxes et de droits en cas de —	—	147
— quotes-parts, taxes et droits	29 ^{3, 4}	—
Reprise de frais. Cas particulier de —	—	148
Responsabilité		
— Principe et étendue de la — des Adm.	39	—
— Exceptions au principe	XII, XIII, XV	—
— Colis considéré comme perdu et retrouvé	45	—
— Colis de prisonniers de guerre et d'internés civils	40 ^{2, 1° f}	—
— Colis saisis en vertu de la législation du pays de destination	40 ^{2, 2°}	—
— Constatation d'un dommage par le destinataire ou par l'expéditeur après décharge donnée régulièrement	40 ^{1b}	—
— Déclaration frauduleuse de valeur	40 ^{2, 1° d}	—
— de l'expéditeur	41	—
— Détermination de la — entre les Adm.	42	—
— Dommages indirects et bénéfices non réalisés	39 ³	—
— du chef des déclarations en douane et des décisions prises par les services de la douane	40 ³	—
— Force majeure	39 ^{2, 7, 40², 42⁸, 43³}	—
— Indemnité de dédommagement	39, 57, XII, XIII	—
— mutuelle des Adm. V. «Détermination de la responsabilité entre les Adm.».		
— Non — des Adm.	40, XII, XIII, XV	—
— Objets interdits	40 ^{2, 3°}	—
— Paiement de l'indemnité	43, XIV	—
— Réclamation tardive	40 ^{2, 1° c}	—
— Recours éventuel contre le destinataire, l'expéditeur ou des tiers	42 ¹²	—
— Récupération éventuelle de l'indemnité sur l'expéditeur ou sur le destinataire	45	—
— Remboursement de l'indemnité à l'Adm. ayant effectué le paiement	44	—
— Réserves formulées par le destinataire ou l'expéditeur	40 ^{1a}	—
Retrait. Modification ou correction d'adresse	37, X	101 ^{1b} , 112, 141
— Taxe supplémentaire	13 ⁿ , 14 ⁿ	—
Spoliation	15 ²	128, 129, 133, 136 ^{1a} , 145
— Responsabilité en cas de —	39, 40, 42, 43	—
Stupéfiants. Expédition interdite. Exception	19 ^{a 2°} , 21	—

Colis, Index alphabétique

	Arrangement Art.	Règlement Art.
Substances psychotropes.....	19a 2°, 21	—
Surtaxes aériennes.....	6, 8	—
— Echelons de poids inférieurs à la première coupure de poids	8 ¹	—
Service. Colis de —.....	2, 4 ^{2f} , 54	—
— — Conditions d'admission et de dépôt.....	—	110 ⁶
— — Exonération de taxes.....	16	—
 Tableaux CP 1 et CP 21.....	—	102
Tarif des taxes supplémentaires.....	14	—
Tarifs spéciaux.....	V	—
Taxes principales.....	7	—
Taxes conservées par l'Adm. perceptrice.....	6 ²	—
Taxes et droits. Composition des —.....	6, I, III à VI	—
— Attribution et reprise de quotes-parts, —.....	—	147
Taxes supplémentaires.....	13, 14, VI	147
Taxe d'avis d'arrivée.....	139, 149	—
— — d'embarquement.....	13 ^l , 14 ^l	—
— — de réception.....	13 ^k , 14 ^k	—
— de commission.....	10 ³	—
— de demande de retrait ou de modification d'adresse.....	13 ⁿ , 14 ⁿ	—
— de livraison.....	13 ^e , 14 ^e	—
— de magasinage.....	13 ^l , 14 ^l	—
— de poste restante.....	13 ^l , 14 ^l	—
— de présentation à la douane.....	13 ^{b, c} , 14 ^{b, c}	—
— de réclamation.....	13 ^m , 14 ^m	—
— de remballage.....	13 ^h , 14 ^h	—
— de réponse à un avis de non-livraison.....	13 ^f , 14 ^f	—
— pour demande de franchise à la livraison.....	10 ²	—
— pour franchise à la livraison.....	10 ¹	—
— pour risques de force majeure.....	13 ^o , 14 ^o	—
Transmission. Divers modes de —.....	—	118
— documents d'accompagnement des colis.....	—	121
— en dépêches closes.....	—	122
Transport aérien. Taux de base et calcul des frais de —.....	52, 53	151
 Valeur déclarée. Colis avec —. Définition.....	4 ^{2a}	—
— — Conditionnement particulier.....	—	108
— — Déclaration de valeur.....	23	101 ^{1b}
— — — frauduleuse.....	23 ² , 45 ⁵	109
— — Taxe ordinaire d'assurance et autres taxes.....	11	—
— — Echange.....	4 ⁴ , 5, 19 ^b	122 ^{3a}
Vente. Destruction.....	36	142
Vérification des dépêches par les bureaux d'échange.....	—	125
— — Colis transmis en nombre.....	—	130
— — Constatation des irrégularités engageant la responsabilité des Adm.	—	128
— — Divergences relatives au poids, au volume ou aux dimen- sions des colis.....	—	127
Voies d'acheminement et taxes.....	—	102

